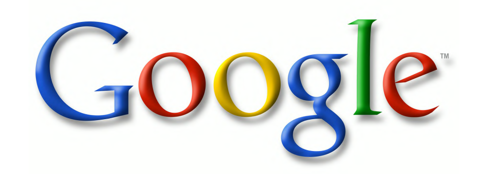
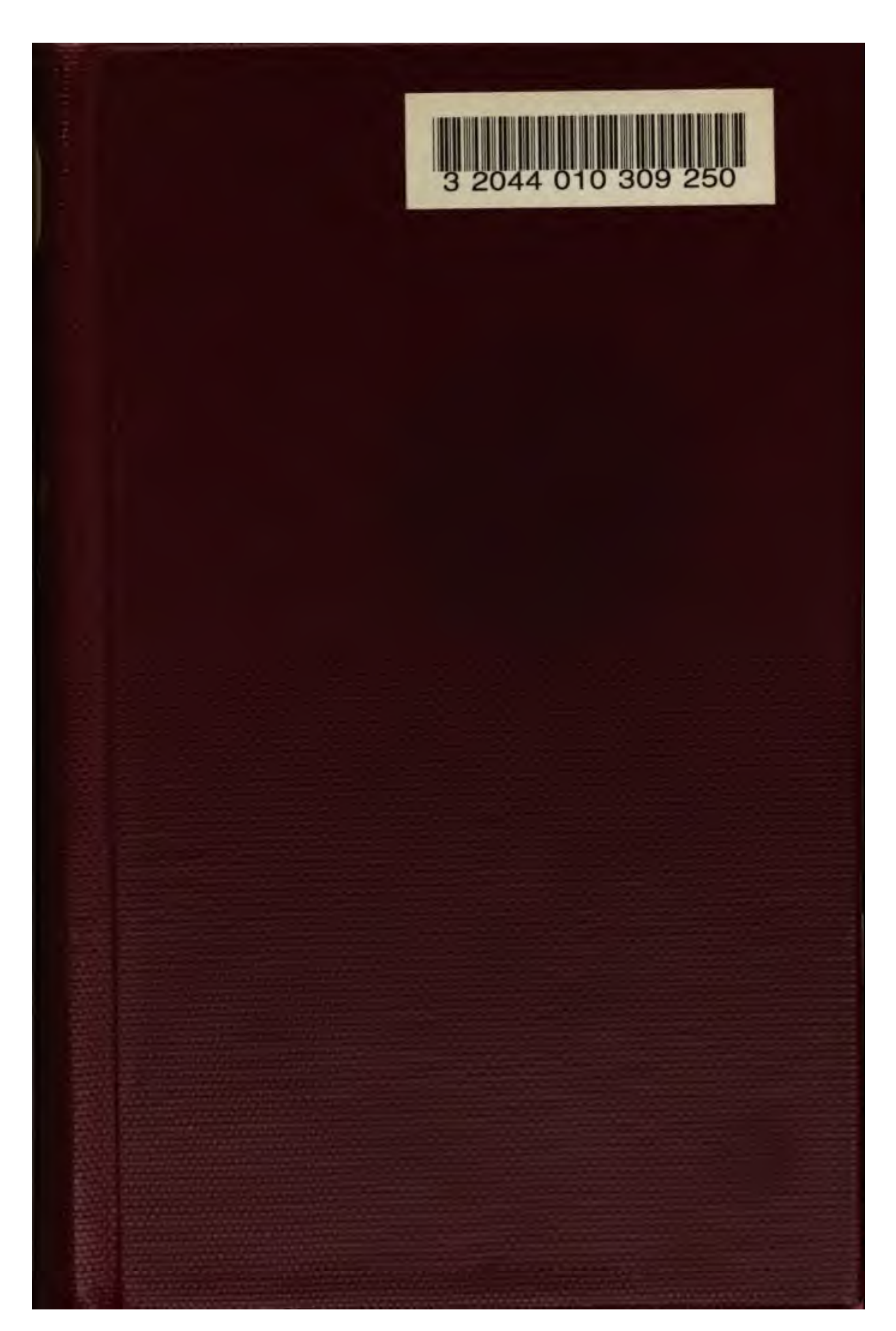



3 2044 010 309 250

DANIEL HALÉVY

ESSAIS

SUR LE

MOUVEMENT OUVRIER

EN FRANCE

PARIS
SOCIÉTÉ NOUVELLE DE LIBRAIRIE ET D'ÉDITION
(Librairie Georges Bellais)
17, RUE CUJAS, Ve

1901

ESSAIS

SUR LE MOUVEMENT OUVRIER

EN FRANCE

I

LA CONQUÊTE DU DROIT SYNDICAL (1)

Dès le XVIIIe siècle, il arrive assez fréquemment que les rapports des intendants signalent certains troubles, provoqués dans les faubourgs des villes, par des hommes d'un caractère assez mal déterminé, et gênants pour la police. Quels hommes ? Ce n'étaient ni des coureurs de routes, ni pourtant des artisans réguliers. Nomades, grossiers, mauvais catholiques, ils allaient offrir leur main-d'œuvre aux portes de ces vastes manufactures qui s'ouvraient un peu partout. Ils ne savaient à fond aucun métier, et gagnaient leur vie en servant les machines. Ils étaient un embarras administratif. Quelques ordonnances royales furent donc promulguées : les ouvriers d'usine devraient, à l'avenir, rester un an au moins chez le même patron, et posséder des livrets individuels, qui, les suivant toujours, permettraient de les classer. Vaine mesure : la grande

(1) Le document principal et essentiel est l'enquête publiée par l'Office du Travail sur *Les associations professionnelle ouvrières*, Paris, Imprimerie Nationale. Les deux premie volumes seuls ont paru.

industrie, qui naissait alors, veut, tel mois, tant de bras, tel autre beaucoup plus, tel autre beaucoup moins, et ne peut s'astreindre au régime patriarcal des longs contrats. La foule insaisissable ne cessa de croître. Au début du règne de Louis XVI, on la voit s'agiter dans l'ombre, et former des sociétés secrètes, des « conspirations », comme on disait alors, pour agir sur le taux des salaires. L'autorité poursuivit, un peu à l'aveugle, et guidée par l'instinct qu'une force mécontente s'organisait contre elle.

Le petit automate de Vaucanson, qui avait si bien distrait les désœuvrés du XVIII[e] siècle, faisait, dans un monde plus grave, une révolution. Empruntant leur énergie aux rivières, aux vents, il pénétrait dans les manufactures, et substituait ses membres et ses doigts d'acier aux membres et aux doigts capricieux et vite lassés des hommes. Chaque jour il menaçait davantage les artisans que protégeaient encore les corporations. Ceux-ci comprenaient les dangers du nouveau système. Maîtres de leurs métiers, ils entendaient le rester, et quand Turgot voulut seconder l'évolution par des mesures radicales, il se heurta à une vive résistance. Patrons et travailleurs se révoltaient, au moment d'être abandonnés par décret à l'inconnu de la concurrence. Mais leur victoire fut brève. L'œuvre entreprise n'était pas de celles qu'on arrête. L'essor industriel qui marque la décade 1780-90 précipita le mouvement. Les inventions de procédés, la mobilité des prix accrue par l'extension du marché international,

achevèrent d'ébranler les vieux règlements, que la Constituante abolit d'un vote.

La désorganisation est alors accomplie. La machine a triomphé des petites barrières qui limitaient son action, et c'est elle qui va profiter de la crise qu'elle a déterminée, enrichissant ceux qui la possèdent, et réduisant le peuple au métier de manœuvre. Il y eut des protestations ; le trouble fut grand parmi ces hommes, qui, la veille, sujets du roi, possédaient au moins un emploi dans leur métier, une petite garantie de salaire et de repos, un privilège pour placer leurs enfants, et qui, citoyens dans la République, se trouvaient en même temps exaltés et dépossédés. Leur vie devient souvent toute hasardeuse, et ils murmurent. Ils font des rassemblements aux Champs-Elysées : on les disperse. Ils forment, semble-t-il (les documents sont rares), de vastes groupements, analogues à nos syndicats, et assez solides pour établir entre eux des correspondances : la police les inquiète. Ils envoient des pétitions à la Constituante : on n'en tient nul compte. Il est probable qu'en 1750 une légion de « philosophes » eût examiné leurs plaintes. Mais à partir de 1789, la bourgeoisie travaille à réaliser des réformes méditées, préparées depuis un demi-siècle. Elle croit très sincèrement qu'elle atteint la perfection. Absorbée par un effort suprême, il ne lui reste aucun loisir pour écouter des griefs nouveaux.

Ils étaient, il faut l'avouer, de nature imprévue, et difficiles à comprendre. Depuis trois siècles or

travaillait à débarrasser la France d'une foule d'associations privilégiées qui survivaient à leur emploi ; on s'attaquait, après avoir supprimé les corporations, aux ordres religieux, éducateurs, contemplatifs. Le sentiment public était très vif, et unanime par toute l'Europe. C'est un lieu commun dans la philosophie du XVIIIe siècle, que le groupement des citoyens est un mal, parce qu'il constitue des petites sociétés dans la grande, et fait perdre de vue l'intérêt général. La pensée des plus libéraux se confond ici avec celle d'un empereur romain, d'un Richelieu, ou d'un Louis XIV : point de ligue dans l'État. C'était là ce qu'on peut appeler une vérité polémique, bonne contre un régime, et qui doit mourir avec lui. Mais les hommes ont la faiblesse de croire à la valeur éternelle des pensées qu'ils conçoivent. Ils transforment les circonstances accidentelles en principes, qu'ils s'obstinent à faire durer. Les arguments employés pour détruire les corps fermés, industriels ou monastiques, répétés depuis tant d'années, étaient devenus une habitude intellectuelle. Dirigés contre certaines associations, ils servaient contre toutes. Les ouvriers de 1789 en firent l'expérience. On les condamna sans examen.

La science économique, née de la veille, affirmative comme tout ce qui est jeune, fortifiait encore cet aveuglement. Le savant joue, en ce drame social, un rôle assez bouffon de comédie italienne. Il veut réduire en lois la série infinie des faits, et s'y perd. Avec la naïveté de l'inventeur, il pousse à chaque instant un cri de triomphe : il a trouvé la raison

nécessaire de ce qui est, la proclame, et la fait inscrire aux programmes des écoles ; elle devient objet de foi, matière d'examen, etc... Mais simultanément, hélas, elle devient fausse, car ce qui fut a cessé d'être, la réalité s'est changée en quelque autre combinaison. Le pauvre savant, fort de ses raisons nécessaires, tient bon, et, pour toute la durée de son professorat, enseigne aux jeunes gens la vérité éternelle de ce qui semblait vrai quand il avait vingt ans. Cependant il vieillit, se retire, et de plus jeunes que lui, riches d'érudition, d'assurance et de mépris, munis de lois toutes nouvelles, viennent exposer à sa place les raisons nécessaires de la vérité neuve qui bientôt va glisser comme l'autre au vénérable néant de l'histoire. Or, en 1789, les économistes étaient d'accord avec les politiques pour condamner les associations ouvrières. Ils voyaient en elles un effort mauvais et puéril pour lutter contre les lois naturelles ; et bientôt leurs préjugés vont se fixer en une doctrine qu'on opposera dogmatiquement aux efforts des ouvriers : l'offre et la demande, affirmera-t-on, déterminent le juste prix du travail. Si, par exemple, les entrepreneurs disposent, pour trois mois, d'une somme de sept cent vingt millions convertissable en salaires, et si les salariés se présentent au nombre de deux millions, le taux moyen sera de quatre francs par jour. La division se fait mathématiquement, et il n'y a pas d'énergie humaine qui puisse en modifier le quotient. La nature pourvoit à toutes choses, et au mieux : c'est la maxime du XVIIIe siècle, traduite en une théorie sur le

salaires. Pendant la première moitié du siècle, les économistes n'ont pas eu d'expression assez forte pour blâmer et ridiculiser les ouvriers qui croient améliorer leur sort par les coalitions.

D'ailleurs, la question du salariat ne se posait pas d'une manière aiguë en 1789. Si on pouvait fixer l'image de l'avenir, telle qu'elle se présentait aux yeux d'un constituant, on apercevrait une vision de Greuze et d'antiquité virgilienne : des petites villes, saines et baignées de grand air, où vit un peuple d'artisans. Chacun possède sa maison. Par sa fenêtre il voit les champs, où il s'occupe en été ; dans un coin de la salle s'élève son métier ; l'hiver, c'est là qu'il travaille, aidé par les aînés de ses enfants, tandis que les petits jouent à cache-cache dans ses jambes. Dès lors pourquoi s'associer ? Dans quel but, et contre qui ? Il n'y a ni serviteurs ni maîtres. Les groupes de familles se suffisent à eux-mêmes. Le commerce est presque inutile : un très simple échange de services subvient à tous les besoins.

Et la grande industrie ? Les constituants, bourgeois aisés que les affaires commençaient à enrichir, n'étaient pas, à cet égard, sans expérience pratique. Mais ce n'est pas avec leur expérience que les hommes ont coutume de penser ; c'est avec ce qu'ils ont lu. Or, ni Voltaire, ni Diderot, ni Rousseau, n'ont parlé du salariat. Le peuple, touché au vif, se plaignait ; ses représentants, rendus insensibles par le bien-être matériel et les connaissances livresques, n'écoutaient pas. Chose grave, et qu'on peut entrevoir d'ici : non seulement la bourgeoisie ne par-

tage pas la misère du peuple, mais, d'une manière brutale, elle en profite, puisque la propriété des machines lui permet de gagner beaucoup plus en payant la main-d'œuvre à peine davantage. Et c'est la raison secrète et laide qui donnera tant de durée aux théories, aux préjugés que nous avons énumérés. Des hommes d'une indiscutable bonne foi s'y tromperont, et croiront véritablement que le peuple tente un effort absurde en voulant résister aux variations des salaires. Leur erreur servira de rempart à des intérêts menacés.

L'Assemblée nationale, moins d'un an après avoir accordé à tous les citoyens, par un de ces décrets qu'elle prodiguait sans beaucoup les peser, le droit de former des « sociétés libres », le retire à la classe ouvrière. Le but de ces unions « qui se propagent par tout le royaume », écrit le rapporteur Le Chapelier, « et qui ont déjà établi entre elles des correspondances, leur but, dis-je, est de forcer les entrepreneurs à augmenter le prix de la journée... Il n'est permis à personne d'inspirer aux citoyens un intérêt intermédiaire, de les séparer de la chose publique par un intérêt de corporation... » Une loi restrictive fut aussitôt présentée et votée. Les délinquants encouraient 500 livres d'amende, et la perte des droits civiques pendant un an : toute menace attentatoire à la liberté du travail, toute démonstration collective devait être poursuivie par la voie criminelle et punie selon la rigueur des lois.

Mais le représentant Le Chapelier avait fort bien compris que les mesures prises ne suffiraient

pas. En examinant la question, il avait vu les formes multiples que l'association ouvrière affecte pour déjouer la persécution. « Les travailleurs d'une même industrie, observait Adam Smith, se rencontrent rarement, fût-ce pour se distraire ou se divertir, sans que la conversation ne se termine par quelque conspiration contre le public, ou quelque effort pour relever les prix. »

Le Chapelier avait distingué un type de société, qui, très fréquemment, servait de prétexte et de point d'appui à une coalition ouvrière : c'était la *Société de bienfaisance, — de secours mutuels*, dirions-nous aujourd'hui. Elle se répandait en France avec une vigueur qui donnait à espérer. L'Assemblée nationale adopta l'avis de son rapporteur : « C'est à la nation, c'est aux officiers publics en son nom, à fournir des travaux à ceux qui en ont besoin pour leur existence et des secours aux infirmes. » Les sociétés de secours mutuels furent arrêtées dans leur premier essor.

L'attention des fonctionnaires est dès lors dirigée vers un but étrange : empêcher les hommes de s'unir, poursuivre en eux cet instinct de solidarité qui est le vivant ressort des sociétés. Au nom de la nature et de la liberté, ils proscrivent l'entr'aide. Mais en vain : l'arbitraire légal ne peut changer l'humanité, il trouve en elle ses limites. Les mutualités vécurent, et, sous leur étiquette à la rigueur tolérée, les associations de métiers se reconstituent. Elle s'organisent partout : à Paris, Bordeaux, Lyon, Marseille, Lille. Les gantiers de

Grenoble allouent des secours aux ouvriers « en chômage », terme discret, pour indiquer la grève, alors tenue pour un délit, et impossible à mentionner d'une manière expresse. Enfin, les maires des grandes villes, débordés, doivent autoriser les *Sociétés professionnelles d'humanité ou de prévoyance et de bienfaisance mutuelle.*

Ce mouvement inquiète visiblement l'administration impériale, mais elle n'ose pas appliquer la loi votée par l'Assemblée nationale. Elle procède moins franchement: un arrêté de police parisienne ordonne que les mutualités ne devront jamais compter plus de dix membres exerçant une même profession. Il est bien évident que des ouvriers, retenus à l'atelier dix ou douze heures par jour, ne peuvent s'associer qu'avec leurs camarades de travail. Les mutualités disparurent en grand nombre, mais pour très peu de temps. Cette fois encore, la réalité déjoua l'utopie jacobine des fonctionnaires.

Il arrivait très généralement, au début du siècle, que les mutualités, inexpérimentées, mal renseignées sur les risques de l'assurance, prudentes à l'excès, refusaient de recevoir les adhésions d'ouvriers exerçant des professions dangereuses : industries chimiques, carrières, mines, ou simplement couvreurs, peintres, maçons. Plus que tous autres, ils avaient besoin de prévoyance, et comment pouvaient-ils s'unir, si ce n'est entre eux ? « Repoussés de partout, ils se soutiennent eux-mêmes », inscrivent en tête de leur règlement les doreurs sur métaux. Leur union ne pouvait être empêchée ; d'au-

tres corporations usèrent de cette voie détournée, et la tolérance, forcée pour quelques-unes, s'étendit bientôt à toutes. En 1823, il y avait à Paris 160 mutualités, dont 132, comptant 11.143 membres, étaient formées par des ouvriers d'une même industrie.

Mais il existait une autre organisation, plus dissimulée encore, qui s'était fortifiée, entre 1800 et 1810, à l'insu de la police impériale. Nous voulons parler du compagnonnage. C'est une de ces institutions secrètes et invincibles que forment pour se défendre les classes persécutées. Elle date, affirme la légende, du Temple de Jérusalem. Les ouvriers de Salomon furent les premiers compagnons. Une tradition moins invraisemblable la fait naître autour des cathédrales. L'histoire constate son existence au sortir du moyen-âge, dès effectuée la première rupture entre artisans et maîtres. Elle semble n'avoir qu'un but : faciliter aux jeunes ouvriers l'accomplissement de leur tour de France. Elle n'enrôle que des hommes âgés de trente-cinq ans au plus, célibataires et bons catholiques. Mais son action ne se borne pas là. Le compagnonnage, avec ses correspondants disséminés aux quatre coins du pays, ses militants toujours en marche, était merveilleusement outillé pour connaître l'état du marché, diriger la main d'œuvre sur telle ville, l'écarter de telle autre. Sa mobilité, le motif premier de son existence, le rendait difficile à poursuivre. Il possédait d'ailleurs un système compliqué de rites et de mots de passe, une tradition de mystères qui le protégeaient d'une

manière efficace. Il savait, en cas de besoin, se défendre par la force. Les indiscrétions étaient rudement châtiées. Et nous ne parlons pas du moyen-âge, ni de l'ancien régime, mais de la première moitié du XIXe siècle. En 1836, un assassinat fut décidé par les cordonniers, et la sentence trouva un exécuteur. Chose instructive et curieuse : à vouloir interdire l'association professionnelle, les pouvoirs publics ne gagnèrent que d'en perpétuer une forme brutale, dont l'influence mauvaise a longtemps pesé sur l'ouvrier français. Dans le compagnonnage même, les divers métiers restaient divisés par des haines ardentes. Les batailles étaient fréquentes et traditionnelles : jusqu'après 1850 chaque année apporte son contingent de morts et de blessés. Les épreuves d'admission étaient dures, souvent cruelles, parfois étrangement mêlées de pratiques religieuses et obscènes. La police poursuivait les actes isolés, mais ne touchait pas à l'institution. « En dépit des prisons, écrit Agricol Perdiguier dans ses *Mémoires d'un Compagnon*, chaque société vénérait son héros, ses martyrs, et maudissait tout ce qui lui était opposé. Cet esprit là nuisait à l'instruction de toute la classe travailleuse.... L'ouvrier qui lisait était, à moins que son caractère ne commandât fortement le respect, un objet de raillerie. Les chansonniers chantaient la guerre, exaltaient l'orgueil et la supériorité de chaque compagnonnage, et faisaient de ses adversaires des brigands, des sots, des bêtes stupides et méchantes qu'il fallait exterminer. »

C'était un morceau de moyen-âge qui restait

debout dans la société moderne. Les circonstances prolongeaient sa durée. Mais la vie allait de plus en plus aux jeunes mutualités, et l'une d'elles, le *Devoir* de Lyon, prépara la première insurrection du prolétariat : les tisseurs en soie, écrasés par un grand nombre d'intermédiaires, réduits à gagner vingt ou vingt-cinq sous par jour, s'organisèrent, en apparence, pour se garantir contre les risques de la maladie et du chômage, en réalité pour obtenir un meilleur tarif, et les chefs du *Devoir mutuel* furent les mêmes qui dirigèrent, en 1832, le peuple soulevé. Quand la nouvelle du mouvement parvint aux Tuileries, l'inquiétude fut extrême. On craignait des menées républicaines. Les rapports exacts arrivèrent bientôt. « Simple question de salaires, dit le roi. Ce n'est rien. » En effet, il s'était toujours produit, dans les centres manufacturiers, des rébellions violentes, et vite apaisées. On ne tarda pas à reconnaître que celle-ci était d'une espèce inconnue et la première d'une grande lutte.

Cette population inquiétante, que signalaient déjà les intendants du XVIIIe siècle, s'était multipliée dans toute la France. A côté des deux classes paysanne et bourgeoise, qu'une prospérité inouïe récompensait de leur énergie révolutionnaire, grandissait un peuple ouvrier, qui n'était affranchi que de nom. Ce n'était plus la misère des temps anciens, périodique et aiguë, celle des famines et des guerres. Un mal continu, insaisissable, et moral, autant que matériel, minait les foules entassées dans les faubourgs incessamment accrus des villes.

Parmi les plus zélés à dénoncer la situation nouvelle, se trouvaient certains catholiques, heureux de trouver la Révolution en faute, et de vanter les vieilles corporations. Leur sens traditionnel de l'organisation les acheminait vers des idées vaguement socialistes. Mais leur inintelligence du siècle où ils vivaient les empêchait de concevoir une réforme utile. Ils rêvaient, soit des associations dont le patron serait président, et les ouvriers membres, soit des institutions de patronage dirigées par un comité de « citoyens notables » ; leur pensée restait dominée par la notion de hiérarchie. D'ailleurs, liés à la bourgeoisie par leurs intérêts matériels, ils n'admettent pas, ou entourent de précautions nombreuses, la discussion du salaire. A peine ont-ils touché l'essentiel du problème, ils se dérobent.

L'opinion, qui leur prêtait une attention bienveillante, sentait avec effroi que les violents socialistes étaient plus près de la réalité. Ils exprimaient en termes forts ce fait pénible, mais frappant, que nos sociétés sont divisées en deux classes ennemies. La distance était faible entre le patron d'autrefois, et les cinq ou dix artisans qui travaillaient à ses côtés. Entre l'industriel moderne, ou, plus encore, entre l'actionnaire d'une société anonyme, et chacun des ouvriers qui travaillent pour lui, il y a un abîme, c'est-à-dire de la haine, et la guerre est inévitable.

La bourgeoisie ne voulait pas l'avouer, et pourtant le savait bien. Elle s'opposa sans relâche aux efforts du peuple. A cette époque, chaque ouvrier

devait être muni d'un livret industriel, sur lequel on inscrivait les diverses maisons où il avait servi. Les maîtres tailleurs de Paris avaient pris l'habitude de désigner sur ces livrets, par un très léger signe conventionnel, les « mauvaises têtes » soupçonnées d'appartenir à une coalition. En septembre 1840, les ouvriers tailleurs protestèrent, ils se mirent en grève. D'autres professions suivirent le mouvement, filateurs, maçons, tailleurs de pierre, etc... Vingt mille hommes étaient dans la rue. Les mœurs étaient violentes à cette époque : il y eut un essai de barricades, des agents furent poignardés. La police fit des recherches : elle découvrit un rudiment d'organisation, quelques dépôts d'argent, et des bons imprimés pour fourniture d'aliments. Il est malaisé d'en savoir plus long. Cette période d'histoire est très secrète : il n'existait pas de presse corporative, et les statuts des mutualités ne s'imprimaient pas. Les exemplaires manuscrits, aujourd'hui perdus, étaient fort rares. On interdisait parfois aux adhérents de les copier, tant était vive la crainte des indiscrétions. Cinq cents condamnations furent prononcées à la suite des grèves parisiennes.

Le calme rétabli à Paris fut bientôt troublé en d'autres régions. Les mines, sans cesse développées par les progrès de la métallurgie, groupaient des milliers de familles dans le Nord et vers la Haute-Loire. La durée du travail souterrain était longue, l'hygiène détestable, les accidents fréquents, les salaires minimes. Il y eut des émeutes, et la troupe tira deux fois. La persécution fut rigoureusement

menée contre toutes les formes de l'idée ouvrière : en 1842, sept cent vingt rubanniers de Saint-Etienne voulurent fonder une coopérative de production. Leurs papiers furent saisis, et six d'entre eux emprisonnés pour « coalition illicite ». La même année, un patron, dont la mémoire est aujourd'hui célèbre et vénérée, Leclaire, conçut l'idée de la participation aux bénéfices, et demanda l'autorisation de réunir son personnel pour lui soumettre un projet de statuts. « C'est là, dit le rapport de police, une question de règlement de salaires qui ne nous paraît pas devoir être encouragée, et qui est même défendue par les lois. L'ouvrier doit rester entièrement libre de fixer et de régler son salaire, et il ne doit pas pactiser avec le maître. »

Il semble pourtant qu'il y eût un grand relâchement à la fin du règne de Louis-Philippe. Les coalitions de salariés renaissaient, à peine dissoutes, avec tant de promptitude, que la magistrature se lassait de poursuivre. D'autre part, les syndicats patronaux devenaient dans les grandes villes une institution presque régulière : leur puissance sociale les mettait à l'abri des ennuis administratifs, et il devenait nécessaire d'atténuer une trop choquante inégalité de traitement. On usait de tolérance pourvu que le mouvement restât modeste et silencieux. Les *Sociétés de résistance* — c'est une expression qui paraît vers 1840 et garde la vogue une trentaine d'années — commençaient à se répandre, quand, en février 1848, une révolution de surprise porta quelques socialistes au pouvoir.

Le mouvement syndical aurait dû en bénéficier. Au contraire, il en souffrit. Nous ne formulons pas une critique générale contre les hommes de 1848. Ils ont suscité beaucoup d'idées, d'émotions, et restent, presque à tous égards, des ancêtres. Mais ils ont ignoré la question précise que nous traitons ici. Le peuple, talonné par la nécessité, voyait clair : ils l'ont distrait. Leur éloquence donnait beaucoup de poids à la chimère d'une rénovation immédiate du monde par l'association productrice, atelier national ou coopérative subventionnée par l'Etat. A cet effet, l'Assemblée nationale vota une somme de trois millions, mauvaise aubaine qui tenta un grand nombre de *Sociétés de résistance*. Elles demandèrent, obtinrent quelques milliers de francs, se transformèrent en coopératives de production, et en peu de mois rencontrèrent la faillite : l'effort de tant d'années était perdu. Pendant longtemps encore l'idée coopérative exercera sur les associations professionnelles une fascination nuisible, qui les détournera de leur but spécial, et leur coûtera beaucoup d'argent.

Ainsi disparurent, entre autres, la solide union mutuelliste des tisseurs lyonnais, l'union des cordonniers parisiens, *la Laborieuse*, qui, avant 1848, avait effectué 70.000 placements, distribué 97.000 fr. aux ouvriers en chômage, et mis en réserve 18.000 fr. Il y eût là, pour le prolétariat français, une perte d'argent, d'activité, et surtout une dépense d'espoir, que de longtemps il ne put réparer. Le Coup d'état fût un second désastre. Les

sociétés qui subsistaient furent dissoutes, leurs plus énergiques secrétaires déportés ou mis en surveillance, et les mutualités de nouveau contrôlées avec sévérité. On leur interdit la fondation des caisses de chômage, et des faveurs habilement distribuées les firent passer sous l'autorité morale du maire, du curé, des notabilités locales. La classe ouvrière se trouvait durement remise en tutelle.

Dans leur beau rapport sur les Associations professionnelles, les enquêteurs de l'Office du Travail ne signalent aucune tentative entre 1852 et 1860 : un tel silence est éloquent. La loi contre les grèves, rigoureusement appliquée, valut à maint ouvrier des mois et jusqu'à des années de prison. En 1855, l'administration impériale s'attaqua, d'ailleurs très vainement, au compagnonnage. Cette vieille machine, forte d'une durée cinq ou six fois séculaire, ne devait céder qu'à l'action du temps. Elle mourait d'elle-même avec les vieux usages qui avaient été sa raison d'être. Les ouvriers ne faisaient plus leur tour de France, et les auberges affiliées destinées à les recevoir, les « mères » comme on disait dans le langage secret de la société, ces premiers rudiments de nos Bourses du Travail, périclitaient dans les faubourgs provinciaux. Ils perdaient la foi, et jusqu'à cette vague religiosité qui persistait dans les foules en 1848. Anticléricaux, ils n'acceptaient plus les prescriptions catholiques des règlements anciens. L'obligation de communier chaque année, et d'assister à la messe corporative disparaît en 1869, trop tard. D'ailleurs, un mal plus décisif

encore minait le compagnonnage. Il se recrutait parmi des métiers condamnés à disparaître. Un cloutier, forgeron, serrurier, cordonnier d'autrefois était un artiste en fer ou en cuir. De la peau d'un bœuf, il tirait une chaussure ; d'un bloc de métal brut, un outil. Au commencement du siècle, les compagnons serruriers de Marseille étaient divisés en deux clans. Après beaucoup de rencontres et d'assommades, on décida de mettre fin à cette rivalité par un concours professionnel. Les champions, élus de part et d'autre, furent enfermés chacun dans une forge, avec un morceau de fer, un ciseau, une lime. Ils devait eux-mêmes façonner les instruments délicats dont ils auraient besoin pour fabriquer une clef aussi belle que possible. Le vainqueur produisit un véritable chef d'œuvre d'invention mécanique et de perfection technique : elle figurait à l'Exposition rétrospective du fer, au Champ de Mars, en 1900. Dédaignant les machines, qui rendaient cette habileté superflue, les compagnons gardèrent leur orgueil d'artisan. Les bottiers, par exemple, s'opposèrent à l'admission des *coupeurs* et *déformeurs* « dont bien peu, disaient-ils avec mépris, savent monter un soulier tout entier ». Ils se condamnaient par là même à former une aristocratie de plus en plus restreinte. A la fin du XIXe siècle, le compagnonnage était réduit à un effectif de quelques milliers de membres. Son action n'est demeurée sérieuse que dans la corporation des charpentiers, qui produisent encore de remarquables chefs-d'œuvre.

A partir de 1850, il perd toute importance histo-

rique. L'artisan n'est plus qu'un vestige, et le triste ouvrier d'usine occupe toute la scène. Ces premières années du second empire furent généralement prospères. Les grandes affaires, les voies ferrées, les industries métallurgiques et minières se développaient avec rapidité, les salaires montaient d'une manière naturelle. Mais en même temps les villes grandissaient, la masse prolétarienne devenait plus nombreuse, plus cultivée. Lié à la démocratie par la très forte attache du plébiscite, l'empereur comprit le danger, et résolut d'amortir l'esprit républicain avec un peu de socialisme. Dès 1861, la tendance est sensible. Une exposition allait être inaugurée à Londres. En 1849, 1851, dans des circonstances identiques, le gouvernement avait dépensé quelques billets de mille francs pour envoyer des délégations ouvrières. Onze bronziers, charpentiers, fondeurs en cuivre, etc., furent chargés, par leurs mutualités corporatives, de demander la répétition de cette faveur. On leur promit tout ce qu'ils voulurent ; un vaste système électoral fut organisé dans les divers corps de métier. Paris nomma deux cents délégués, Amiens quarante, d'autres villes ou régions cent dix. Cette manifestation fut une vraie joie pour le peuple. A Paris, les groupes étaient si animés autour des urnes, que la Préfecture de police, inquiète, fit un instant fermer les sections, et ne les rouvrit que par ordre supérieur.

L'empereur avait cru organiser une petite fête sensationnelle et anodine, mais il jouait avec le feu. Les quatre cents Français qui allèrent à Londres

s'instruisirent et agirent beaucoup. Ils étudièrent le fonctionnement de ces *Trade Unions* qui, groupant dans une association nationale les ouvriers d'un même métier, leur donnent la force de traiter presque en égaux avec leurs patrons. Grâce à cette leçon de choses et de doctrine, l'idée syndicale devint pour les délégués français plus nette qu'elle n'avait jamais été. Mais ce ne fut pas l'unique profit de leur voyage : ils fréquentèrent les réfugiés cosmopolites, amis, disciples de Marx, et fondèrent avec eux une Association humanitaire destinée à jouer un rôle des plus considérables : *l'Internationale des travailleurs*.

Revenus à Paris, ils écrivirent des rapports et déterminèrent une agitation qui fut encouragée dans l'entourage libéral du prince Napoléon. La législation restait absolument réactionnaire : la grève, « la cessation concertée du travail » était un délit, puni de prison, que les juges distribuaient continuellement par semaines et par mois. Napoléon III fit une concession nouvelle : il gracia, d'une façon régulière, les ouvriers condamnés. Cette munificence impériale ne pouvait suffire. On voulut la reconnaissance légale du droit de grève. Elle fut donnée en 1864. Mais la grève est impossible sans un accord, une association temporaire. Licite pendant quelques jours, cette association redeviendra-t-elle illicite ? Faudra-t-il interdire aux ouvriers d'obtenir, comme en Angleterre, par les délégations de leurs délégués permanents, ces avantages qu'on leur permet d'arracher par la force ? Le droit de

grève a pour conséquence effective le droit syndical. Aussitôt après 1864, les *Sociétés de résistance*, constituées d'une manière définitive, louèrent, rue de la Corderie, près du Temple, un local qui devait abriter, en mai 1871, les dernières séances du Comité central, et, trente ans plus tard, recevoir l'Université populaire du III[e] arrondissement. Ce fut une ébauche de Bourse du Travail, et la première institution des ouvriers français.

Cependant, l'Internationale, qu'avaient fondée à Londres les délégués de 1861, prenait d'extraordinaires développements. Napoléon III avait un instant nourri l'espoir de la détourner de son but. Il eût voulu s'en faire nommer grand maître, et la manier, par toute l'Europe, comme un instrument de son étrange politique « idéaliste ». Le rêve dura peu. L'Internationale se répandit, avec une rapidité inouïe, jusqu'en Amérique, en Australie, groupant des ouvriers qui ne ressemblaient aucunement à leurs pères de 1848. Ils abandonnaient le romantisme qui les avait déçus, et faisaient bon accueil aux formules tranchantes que propageaient les amis de Marx, au dogme de la guerre de classe. L'Internationale effraya beaucoup : mais ce grand épouvantail faisait plus de sensation que de sérieuse besogne. Il vivait de prestige.

Riches et pauvres croyaient à l'existence d'une formidable *Caisse rouge* : cette foi déterminait les ouvriers à se mettre en grève. Ils envoyaient en bloc quelques milliers d'adhésions, et demandaient des secours. De Londres on leur envoyait très peu

d'argent, mais les patrons, effrayés, cédaient aussitôt. Les adhésions ne cessaient d'affluer, et les grèves augmentaient en nombre, se dénouant parfois d'une manière tragique, comme à la Ricamarie, par une fusillade. Les Sociétés de résistance parisiennes restaient les seules organisations solides, à tel point que les hommes de l'Internationale durent s'appuyer sur elles. Ils demandèrent une place dans l'appartement de la rue de la Corderie, et l'obtinrent. Ils espéraient, sans doute, une alliance effective et pécuniaire. « Ayons l'air d'aider leur organisation économique, disait à cette époque le jeune Élisée Reclus, et faisons un parti de lutte. » Ils ne réussirent pas. Vers la fin de l'Empire, on demanda aux Sociétés de résistance une somme d'argent pour acheter des armes. « Ce n'est pas à cette fin, répondirent-elles nettement, que sont versées nos cotisations (1). »

Au premier abord, il semble étonnant que la police n'ait pas empêché le fonctionnement de ces conciliabules révolutionnaires. Il ne faut pas oublier que l'empereur, très inquiété par les républicains et les internationalistes, toujours à la recherche d'un point d'appui pour sa politique ouvrière, se gardait soigneusement d'exaspérer les Sociétés de résistance, dont la modération relative était son dernier espoir. Au moins, elles avaient un but pratique, elles pouvaient assurer des satisfactions

(1) Consulter, pour cette période d'histoire, l'*Enquête officielle sur l'Insurrection du 18 mars*. Les dépositions sont d'un grand intérêt.

matérielles, qui peut-être écarteraient leurs adhérents des partis extrêmes.

Ainsi, d'une part courtisées, d'autre part tolérées, elles surent donner à la population des faubourgs une cohésion assez remarquable. Le gouvernement le découvrit un jour, mais trop tard pour agir. C'était en 1867. On avait réservé, pour diverses fêtes, trente mille entrées populaires. Des intermédiaires ouvriers avaient été chargés de répandre les cartes imprimées, et la répartition en était faite quand on s'aperçut qu'elles avaient été mal rédigées. La bévue semblait irréparable. « Nous rapporterons les cartes, dirent les distributeurs. — Mais puisqu'elles sont livrées, répondit-on, c'est impossible. — Nous les redemanderons. Elles seront ici après-demain soir. » Les trente mille cartes rentrèrent à l'heure dite.

Dès 1871, la classe ouvrière semble parvenir à un degré de conscience tel qu'aucune réaction, aucun massacre, ne sera plus capable d'entraver ses progrès. Le Coup d'état l'avait abattue pour huit ans. Les exécutions de la Commune, et la petite terreur blanche qui se prolongea jusqu'à la fin de l'ordre moral n'arrêtèrent pas un instant son organisation économique. Le gouvernement, à peine constitué, dut reprendre la politique indiquée par l'empereur. Un bureau ministériel fut chargé d'entretenir des relations avec les associations ouvrières. Un personnel nouveau, presque bourgeois, peut-être aidé sous main par le gouvernement, tâcha de donner aux masses une orientation modérée. Il était com-

posé de républicains, d'intellectuels, qui avaient observé l'ébranlement profond déterminé par les grèves de l'Empire, et voulaient éviter ces crises au nouveau régime. Ils préconisaient une organisation pacifique du travail, l'institution de conseillers prudhommes, nommés par les salariés et les patrons. et le développement des syndicats, dont ils se faisaient une conception particulière : les cotisations ne serviraient pas à constituer un fonds de résistance. à fomenter ou à soutenir des grèves, mais à commanditer des sociétés de production. Ces hommes réussirent à susciter un congrès ouvrier, qui se réunit en 1876, et discuta très sérieusement, avec une sagesse extrême.

Il n'y eut qu'une voix pour louer ce congrès, et cette loi des salaires qui, au début du siècle, prouvait, d'une manière mathémathique, la vanité des coalitions, fut définitivement mise au rancart par les économistes les plus conservateurs. On lut le grand ouvrage que le comte de Paris venait de consacrer aux trade-unions d'Angleterre, et tous les partis constitutionnels reconnurent aux syndicats (ils prennent à cette époque leur nom définitif) des vertus admirables.

La réforme aurait pu traîner encore pas mal d'années, si deux causes ne l'avaient hâtée. D'abord, la situation de fait. Les syndicats se développaient. Ils possédaient un droit réel, sinon écrit. Ensuite, l'offensive reprise par les socialistes révolutionnaires. Ils étaient une poignée, mais une inquiétante poignée. On sentait le besoin de « faire quelque

chose » pour les ouvriers, et M. Waldeck-Rousseau, en 1884, fit voter par le Parlement la reconnaissance des libertés syndicales. Les associations professionnelles isolées (leurs Unions ne possèdent aucun droit) purent percevoir des cotisations, posséder un immeuble, un seul, leur local, et plaider. Il leur fut interdit de faire le commerce, c'est-à-dire de s'organiser en coopérative. Nombre de publicistes et d'hommes politiques, M. Waldeck-Rousseau le premier, insistèrent sur l'importance de la loi, sur tout ce qu'elle laissait entrevoir de progrès pacifiques, d'ordre pour la société, de prospérité pour la classe ouvrière.

II

DIFFICULTÉS ET RÉSULTATS DU SYNDICALISME FRANÇAIS

Cette belle espérance n'est pas réalisée. Le droit syndical est acquis : on ne le discute plus. Aucun théoricien réactionnaire ne s'est prononcé contre la loi de 1884. Aucun publiciste influent n'a dit qu'il fallait l'abroger. Mais beaucoup s'expriment de telle sorte que leurs lecteurs tirent sans peine une conclusion inévitable. On parle de « loi mal faite », de « détails à reprendre ». et, pour un grand nombre d'individus, le mot de syndicat évoque l'idée d'une institution anarchique. anti-sociale. Un immense travail d'insinuations, de calomnies, a été fait, et seize ans après que leur existence fut légalement reconnue, ils deviennent l'objet de discussions et de conflits d'année en année plus ardents. Tâchons d'analyser les éléments de cette lutte qui parfois semble dégénérer en guerre civile.

Chaque fois qu'éclate une grève importante, un frémissement d'indignation parcourt la presse conservatrice : l'industrie nationale va être ruinée, la

concurrence étrangère est favorisée, etc... Les grèves sont en effet regrettables. Les ouvriers le savent aussi bien que les patrons, et ce n'est pas de gaieté de cœur, on peut le croire, qu'ils imposent à leurs femmes, à leurs enfants les souffrances de la faim. Elles peuvent, en se prolongeant, détourner les commandes, nuire au travail pour un temps assez long. Mais elles sont, à tout prendre, assez rares, et se produisent en Amérique, en Belgique, en Allemagne, aussi fréquemment qu'en France. Les profits et les pertes de chaque nationalité doivent donc, en fin d'année, s'équivaloir. Seulement, les industriels de chaque pays se plaignent très fort, quand un accident restreint leurs affaires, et se réjouissent tout bas, quand ils bénéficient d'un accident inverse, de même que leurs journaux dénoncent comme des trahisons ces subsides que les ouvriers français reçoivent de Milan et de Hambourg, mais ne soufflent mot des subsides que tels ou tels ouvriers de Milan et de Hambourg reçoivent de leurs camarades français. Il semble bien qu'au demeurant la grève, fait international, ne sert ni ne dessert aucune nationalité.

Mais le reproche qu'on adresse à l'action syndicale va plus loin. Si la grève échoue, tout le monde s'accordera à la regretter : c'est une perte sèche. Si elle réussit, elle se traduira par une hausse des salaires, et précisément on incrimine cette hausse. Ce nouvel argent dont s'empare la classe ouvrière, il faut le prélever quelque part. Le prendra-t-on sur le revenu du capital, en diminuant les dividendes et

traitements directoriaux ? C'est, dira-t on, atteindre l'esprit d'entreprise, nuire aux affaires, à toute la collectivité, y compris le prolétariat. Le prendra-t-on sur l'acheteur ? Mais l'acheteur, c'est tout le monde, l'ouvrier aussi bien que le riche. A quoi bon lui donner, s'il faut aussitôt lui reprendre ? A quoi bon le payer davantage, si la vie doit être plus coûteuse ?

Ces raisonnements se trouvent contrariés par une observation étrange au premier abord, mais impossible à nier : les pays qui paient les dividendes les plus élevés, qui produisent au meilleur compte, sont les mêmes qui rémunèrent le travail avec le plus de générosité : c'est-à-dire les États-Unis, l'Angleterre, la France, l'Allemagne. Pourquoi l'Espagne, l'Italie, où la main d'œuvre est à si bas prix, ne peuvent-elles pas lutter ? Pourquoi le métallurgiste américain triomphe-t-il si souvent de ses rivaux européens ? En 1899, battant la concurrence de l'Angleterre et de l'Allemagne, il soumissionnait un pont sur le Nil. On pourrait, semble-t-il, énoncer cette loi paradoxale : le produit est d'autant meilleur marché que la rémunération du travail est plus élevée. Sans doute, une aide imprévue doit intervenir ici. Quelle est-elle ? D'où vient-elle ?

De ce merveilleux instrument, l'homme ; de son énergie, que les sociétés humaines prodiguent comme une chose de rien. Elle est la richesse élémentaire qui permet d'exploiter toutes les autres, et c'est elle qu'on estime le moins. Rome employait des esclaves pour cultiver la terre ; entre

leurs mains indifférentes, l' « alma parens » des poètes anciens cessa d'être féconde. La bourgeoisie moderne commet une même erreur en voulant faire manier ses machines par des hommes qu'elle réduit à un état voisin de l'esclavage, à un dénuement matériel extrême, à un anéantissement moral presque absolu. Mais que l'ouvrier se révolte ; qu'il exige un salaire meilleur, un travail moins long, qu'il fasse triompher son droit à la vie plus complète, alors, la richesse jaillira comme d'une source miraculeuse. La terre ne sera pas plus fertile, ni les mines plus abondantes ; l'activité humaine, qui les exploite, sera plus ingénieuse.

Dès le début du siècle, un homme comprit cela, avec la clarté d'un puissant esprit et d'un cœur généreux. Enfant du peuple, successivement employé, petit industriel, régisseur, enfin co-propriétaire et directeur d'usine, Robert Owen, né en 1776, avait vu naître l'industrie moderne, et l'avait traversée toute entière. Il savait quel gaspillage de forces elle entraîne, l'abrutissement des hommes, le surmenage des enfants et des femmes. Aussitôt qu'il fut riche et libre d'agir, il appliqua certaines réformes dans ses établissements de New Lanark Mills. Les heures de travail furent diminuées, les salaires relevés : des habitations saines furent bâties pour les ouvriers, et pour leurs enfants une admirable école. La population améliorée fournit un travail excellent, et Robert Owen put payer à ses actionnaires un dividende si fort qu'ils acceptèrent sans murmurer les dépenses philanthropiques. Alors, sûr

de lui, il s'adressa aux industriels ses confrères : « Vous trouverez dans cette brochure, leur écrivit-il, des détails sur la manière dont j'ai administré les établissements de New Lanark Mills. Vous verrez que, dès le premier instant, j'ai considéré la population ouvrière comme formant, avec les machines, et toutes les pièces d'outillage, un système composé de plusieurs parties ; et mon devoir, pensai-je, aussi bien que mon intérêt, m'ordonne d'agencer ce système de telle sorte, que chaque homme, aussi bien que chaque ressort et chaque roue, coopère à fournir aux entrepreneurs la plus forte somme de gain. L'expérience nous a montré que la différence est considérable entre un outillage soigné, propre, toujours en état de parfait entretien et un outillage sale, mal surveillé, et plus ou moins endommagé. Dans le premier cas, tout va bien. Le travail est aisé, régulier, productif. Dans l'autre cas, c'est l'inverse. Le travail est confus, à chaque instant interrompu ; le personnel est désorienté, et le désordre général cause nécessairement de grosses pertes. Mais voyez : si un juste souci de vos machines inanimées procure de si forts bénéfices, à quel résultats n'atteindrez-vous pas, en donnant une attention égale à vos machines vivantes, si merveilleuses de délicatesse (1) ?..... La véritable économie vous conseille

(1) Cette différence de traitement entre le matériel industriel et l'homme froisse les ouvriers d'une manière vive et constante. « Mon patron est aux cents coups quand son cheval éternue, nous disait l'un d'entre eux, mais quand je tousse la mort, il faut que je travaille. »

de les entretenir soigneusement, de les traiter avec douceur pour que leurs esprits ne s'aigrissent pas ; de n'épargner rien pour les perfectionner ; de leur assurer régulièrement une suffisante quantité de saine nourriture et des autres choses nécessaires à la vie, afin que leurs corps demeurent en bon état d'entraînement pour la durée de leur vie normale. »

Les patrons n'entendirent pas l'appel que Robert Owen leur avait adressé. Il appartenait aux ouvriers anglais eux-mêmes de prendre en mains leur propre cause. Dès 1824, ils obtenaient le droit syndical, et pouvaient s'imposer à leurs maîtres par la force de l'organisation. Mais leurs exigences eurent une conséquence que Robert Owen lui-même n'avait pas prévue. Jusqu'alors, l'indolence de l'ouvrier avait entretenu l'indolence du patron. Il ne se donnait pas grand mal pour augmenter la production d'un ouvrier qui lui coûtait 3 francs par jour. D'ailleurs, c'était une demi-brute, incapable de rien apprendre. Le salaire et le résultat étaient également modestes. Si la concurrence devenait un peu vive, le patron ne se mettait pas en peine de secouer la routine de son métier. Il avait à sa disposition la plus facile des ressources : abaisser les salaires déjà si bas, allonger les heures de travail déjà si longues. Au contraire, lorsqu'un syndicat est fondé, il faut changer de méthode. L'activité de l'ouvrier provoque l'activité du patron. Un homme coûte sept francs : cela mérite considération. D'autre part, mieux nourri, muni d'une intelligence plus vive et plus vigoureuse, il peut s'adapter à des besognes plus fines. On cher-

chera donc pour lui, ou plutôt on lui demandera d'appliquer quelqu'un de ces procédés, que la science invente constamment. Et si la concurrence devient plus dure, le patron pressé par ses rivaux sur le marché, par son personnel dans l'usine, n'aura qu'une ressource : redoubler d'habileté, perfectionner ses machines. L'histoire de l'industrie anglaise est instructive à cet égard. C'est en réponse à un grand soulèvement de filateurs que les patrons installèrent dans leur ateliers l'admirable mécanisme du ***self-acting mule***. Mais le fait est universel, comme les causes dont ils dérive. Un patron rubanier de Saint-Étienne l'avouait à un rédacteur du journal *le Temps*, pendant la grève de l'automne 1899 : « La souffrance actuelle, écrivait-il, peut être bonne à quelque chose. Il ne nous sera plus possible de lutter contre les grandes usines d'Allemagne et d'Amérique en abaissant les salaires, comme nous faisions. Il va falloir renoncer au vieux système patriarcal du travail à domicile, et construire, nous aussi, des usines (1). »

Ainsi s'explique le curieux phénomène qui fait triompher sur le marché du monde les ouvriers les

(1) D'après les renseignements donnés par l'Office du Travail, en novembre 1900, il ne semble pas qu'il y ait eu création d'usine en 1900. Mais l'emploi des moteurs électriques se développe incessamment. On en compte aujourd'hui 5370 répartis dans 2380 ateliers. Il semble donc que l'industrie rubanière, à Saint-Étienne, doive traverser la phase de la grande industrie sans la connaître : la distribution à domicile vient juste à temps pour sauver l'atelier patriarcal au moment même où il paraissait condamné.

plus exigeants. La hausse des salaires ne doit donc pas effrayer. Elle signifie que le niveau de la vie s'élève ; c'est-à-dire l'activité, c'est-à-dire la productivité. Malheureusement, les classes riches, en Europe, résistent à cette vérité, et ne veulent pas comprendre qu'un prolétariat est pour elles-mêmes une ruineuse maladie« il leur coûte des millions en frais d'assistance publique, d'hôpital, de prison. Mais surtout, il les prive des richesses de toutes sortes, matérielles et morales, que tant d'hommes, s'ils vivaient un peu plus, produiraient naturellement. Seul, Robert Owen l'avait vu et dit: les trade-unions et les syndicats continuent son œuvre par d'autres méthodes.

Pendant longtemps, ils ont agi un peu à l'aveugle, réclamant, dès qu'ils en sentaient la possibilité, plus d'argent, moins de travail. Aujourd'hui leurs théoriciens commencent à formuler, très nettement en Angleterre, où l'organisation est ancienne et solide, moins nettement en France, où elle est faible, certains principes qui mettent en évidence l'esprit de leurs doctrines. Le salaire, disent-ils, ne doit pas être subordonné au dividende prélevé par le capital. Jadis, en Angleterre, les arbitres choisis pour résoudre une grève, avaient coutume d'attribuer d'abord aux actionnaires un revenu de 10 %. Cela ne doit pas être. Dans l'industrie du coton, les ouvriers ont depuis longtemps aboli cet usage. Ils ont élevé leurs salaires aux dépens du capital, et fait triompher la règle que l'homme doit être servi avant l'argent. Le salaire ne doit pas davantage

être subordonné au prix marchand du produit. Quelques trade-unions de mineurs pratiquent et préconisent le système de *l'échelle mobile.* Selon le taux du charbon, la rémunération monte ou baisse. Cela ne doit pas être. L'homme passe avant toutes choses, dit le syndicalisme moderne, et les circonstances accidentelles ne doivent pas influer sur le prix dont on le paye. Ce qu'il faut établir d'abord, c'est un salaire minimum, et un temps de travail maximum, qui permettent à l'ouvrier de lire, de s'instruire, de vivre en citoyen : par exemple huit heures et 4 ou 5 francs par jour. Des conditions supérieures seront fixées, par les syndicats intéressés, dans chaque métier, selon la rareté des aptitudes et la nature des connaissances qu'ils nécessitent. Telles devraient être les bases du code des salaires ; et si un établissement, mal outillé, mal dirigé, doit en souffrir, qu'il disparaisse. Ce sera tant mieux. La société n'a pas intérêt à entretenir des industries qui vivent au détriment de l'homme, des industries « parasitaires », selon la forte expression de M. et Mme Webb.

Nous venons d'exposer la doctrine. Elle est sans doute entachée d'optimisme et de métaphysique. La nature, qui n'a aucun respect pour la personne humaine, ne permettra jamais de fixer un salaire minimum. Aujourd'hui, la pauvreté d'une récolte, demain l'épuisement d'une mine, la concurrence d'une race mieux douée, et le nombre infini des contingences que l'avenir tient en réserve, détruiront sans pitié la belle construction des syndicats ouvriers.

Mais, si la règle est chanceuse, reste l'idée a. qu'il faut retenir : de toutes les charges de l'ind capitaliste, la plus sacrée est le prix de l'ouvrie prix de l'homme. Voilà une idée généreuse, dira-t-on peut-être avec un peu de scepticisme. Il serait plus exact de dire : voilà une idée pratique. En effet, il n'est pas exact de considérer la justice (cela est très fréquent) comme un raffinement, un suprême luxe des sociétés. La justice est une force d'équilibre et de vie. Elle multiplie les énergies conscientes, et par là même accroît la puissance de la collectivité tout entière.

***

Mais comment peut-on concilier le souci de la dignité humaine qui paraît inspirer les syndicats, avec l'accusation de tyrannie, constamment dirigée contre eux par les journaux les plus conservateurs, les moins suspects de libéralisme intransigeant ? Il ne se passe pas de semaine sans qu'ils annoncent qu'un syndicat terrorise telle région, exige le renvoi de tels ouvriers, impose la grève au personnel de telle maison. Dans un discours prononcé en décembre 1900, M. Méline s'écriait que, livré aux syndicats « l'ouvrier français redeviendrait un véritable serf, comme au moyen-âge (1) ». Qu'y a-t-il de vrai dans ces affirmations ?

Prenons un exemple et tâchons de voir dans quelles circonstances naît et se développe un mou-

(1) *Le Temps*, jeudi 6 décembre.

vement syndical : voici la région du Creusot et de Montceau-les-Mines (1). Également éloignée de la Saône et de la Loire, montagneuse, stérile, perdue aux confins de la Bourgogne, de l'Auvergne, du Morvan et du Charolais, il n'en est pas en France de plus arriérée. Elle contient du fer et de la houille que mettent en valeur, depuis trois quarts de siècle, des ingénieurs et des capitalistes venus d'autres régions. Les ruraux du pays entrèrent dans les usines, les mines, et ils y gardèrent la docilité, la foi religieuse de leurs campagnes : ainsi se trouvèrent constituées des agglomérations singulières qui devinrent rapidement de véritables villes, fondées et possédées par quelques financiers, représentés par un seul homme : Schneider au Creusot, Chagot à Montceau. Dix, vingt, trente mille âmes, habituées d'ailleurs à l'obéissance, reconnurent leur autorité absolue. Ils profitèrent de la simplicité de ces foules enfantines. Ils voulurent les avoir pour ainsi dire dans leur main, et être aussi sûrs d'elles que de leurs propres machines. Ils considérèrent ces ouvriers, leurs femmes, leurs enfants, leurs domiciles comme les dépendances de leur usines. Philanthropes par esprit de domination, ils tâchèrent de prévenir tous les désirs possibles pour éviter jusqu'à la velléité d'une réclamation. Ils organisèrent des hôpitaux, des caisses de retraite ;

(1) Pour l'histoire des importants et curieux mouvements ouvriers de Saône-et-Loire, consulter les récits donnés au journal *Le Temps* par son correspondant particulier, M. Gabion.

ils imaginèrent des systèmes financiers qui permirent à leurs anciens ouvriers d'acquérir des maisons, des petits lopins de terre. Ces institutions étaient célèbres en Europe et le Creusot, particulièrement, avait la réputation d'être un paradis pour les travailleurs. Paradis artificiel et malsain : l'absence de soucis matériels est un bien négatif, qui ne suffit pas à donner le bonheur. Un sentiment, si léger soit-il, de risque et de responsabilité est indispensable aux natures les plus soumises.

Tant que les fondateurs furent là pour surveiller leur œuvre, l'ordre fut sauf. On vénérait ces géants du travail, un Schneider, un Chagot. Ils étaient constamment dans les ateliers, ils connaissaient leur personnel et l'aimaient. On pouvait leur parler : ils répondaient avec bonhomie, et grâce à eux, quelque chose de vivant et d'humain subsistait dans les usines. Ils moururent, laissant des successeurs inégaux à leur tâche, et le règne anonyme des bureaux commença.

Les trente mille ouvriers du Creusot et de Montceau-les-Mines se sentirent saisis par un mécanisme impitoyable, qui chaque année restreignait un peu plus leur liberté. Ils étaient désarmés et privés même du droit de se plaindre. Ils n'osaient pas s'adresser à cette hiérarchie d'employés formalistes, cérémonieux, qui avaient pris la place du maître. Quelques-uns murmurèrent. Les bureaux se sentirent menacés ; les suspects furent successivement appelés à la direction : « Vous avez dix jours pour partir, leur dit-on. — Pourquoi ? — Vous avez dix

jours. » Souvent ils étaient logés dans un immeuble appartenant à la compagnie : alors on leur donnait congé en même temps qu'on les chassait. C'était plus que le renvoi, c'était l'exil. Il fallait partir et aller très loin : car les industriels de Saône-et-Loire se connaissent et se tiennent. Le malaise devint extrême dans les usines. Une sensation d'étouffement oppressa ces ouvriers si peu exigeants. Le moment approchait où ils allaient se révolter contre l'excès d'administration qui les empêchait de vivre.

Quelle peut être la pensée d'un peuple ainsi mené ? Se grouper pour se défendre. En 1882 les ouvriers de Saône-et-Loire tentèrent un premier effort d'ensemble. Il y eut des syndicats à Montceau, au Creusot et dans de moindres pays, comme Mazenay et Gueugnon. Malheureusement, des anarchistes, venus de Lyon, dérivèrent le mouvement. Quelques jeunes gens firent sauter des croix avec des cartouches de dynamite. La masse de la population, les ouvriers eux-mêmes prirent peur. La gendarmerie intervint, arrêta les secrétaires, et les Compagnies achevèrent la besogne : tous les syndiqués furent chassés en masse : cinq cents ouvriers durent quitter en bloc le Creusot avec leurs femmes et leurs enfants.

Un seul décida de rester malgré tout. Il se nommait Sourdeau. C'était un jeune homme grand et carré, solide comme une colonne, d'une intelligence assez ordinaire, mais d'une fermeté invincible. Dès l'âge de seize ans, il fut socialiste. « Je vis, expli-

que-t-il, que les choses n'étaient pas justes. » C'est un soldat, au plus noble sens du mot, et un soldat du droit. Demeuré seul au Creusot, il vécut en proscrit. Beaucoup de propriétaires, craignant la compagnie, refusaient de le loger. Enfin il trouva un refuge. Mais ses déboires commençaient à peine. Il s'installa coutelier, marchand de vin. La compagnie mit sa boutique en interdit, et personne n'osa y entrer. Sourdeau vécut excommunié dans cette ville où il avait tant d'amis. Son visage brave et serein ne s'assombrit pas. Il s'était promis de rester dans la ville, et resta. Pour gagner son pain, il alla vendre ses couteaux au loin, dans les foires de campagne. Il revenait chaque soir : c'était l'heure où les plus hardis glissaient jusque chez lui, pour lire les journaux de Paris et causer de l'usine. La situation empirait ; l'autorité, inquiète, devenait policière et méchante ; elle avait ses mouchards, camarades qui épiaient et dénonçaient les camarades. Elle était d'autant plus cléricale que les ouvriers devenaient plus incroyants, et faisait distribuer le journal *La Croix*, ou des invitations pour aller à la messe. Les prêtres étaient tout-puissants dans l'usine. Par les femmes et les enfants, ils surveillaient les hommes. L'administration avait donc deux polices : l'une laïque et l'autre cléricale ; celle-ci était la plus détestée. Sourdeau de sa voix lente et tenace disait : « Vous ne devriez pas supporter cela. Syndiquez-vous. »

Il attendait depuis seize ans, quand soudain, un matin de mai (1898) la grève éclata, irrésistible,

imprévue, comme très souvent les mouvements populaires, et elle se propagea, en peu de semaines, à Montceau, Montchanin, Percy, Gueugnon. Partout en face des compagnies omnipotentes, surgissait la force nouvelle, « monsieur Syndicat », bon géant que l'imagination mythique du peuple célébrait en d'innombrables chansons. Et, pendant plus d'un an, cette région fut le théâtre d'une lutte singulière. Il ne s'agissait qu'accidentellement de salaires ou d'heures de travail. Cinquante mille hommes réclamaient leur droit et des garanties constitutionnelles. Quand ils criaient : « Vive le syndicat », les pensées que cette exclamation éveillait en eux, devaient ressembler tout à fait à celles qu'éveillait, au début du siècle, le vieux cri de : vive la Charte.

Leur première demande était toute de liberté : « Qu'on ne nous espionne plus, qu'on ne nous envoie plus à la messe, et qu'on nous laisse nous associer. » Dans les petits centres, le mouvement avait trop peu de forces : il échoua. A Gueugnon, la répression fut terrible. Le patron, homme violent et accoutumé à régner en maître dans un village que son père avait presque fondé, déclara qu'il jetait son personnel à la porte. Il tint parole. Plus de trois cents familles, paysannes autant qu'ouvrières et profondément attachées à leur sol, durent partir (1). Au Creusot, la lutte fut longue et balancée ; elle se termina par la défaite du syndicat et près de deux

(1) Voir le récit de cette crise dans la *Statistique des grèves pendant l'année 1899*, publiée par les soins du Ministère du Commerce, page 399.

mille familles, comme à Gueugnon, furent chassées.

Ces persécutions patronales, très dures en Saône-et-Loire, ne sont pourtant pas une particularité de la région. Tantôt brutales, tantôt atténuées, elles se produisent partout. Quelque chose de tyrannique est inséparable du régime actuel de la grande industrie, qui fait d'un grand nombre d'hommes les instruments passifs d'une entreprise privée. Et c'est l'explication, et c'est l'excuse de ce qu'on appelle la « tyrannie des syndicats ». Supposons que les métallurgistes de Saône-et-Loire, au lieu d'être vaincus, aient été vainqueurs ; auraient-ils pu désarmer ? Certes non. Qu'on se représente un instant la situation de ces misérables triomphateurs. Ils rentrent à l'usine, fatigués, appauvris par une longue grève, et ils se retrouvent face à face avec ces hommes en redingote, qui, même humiliés, sont toujours leurs maîtres : ingénieurs, bureaucrates derrière lesquels on devine la complicité muette de toutes les autorités sociales, soldats, magistrats, prêtres, fonctionnaires. Quelle formidable puissance, quelle perpétuelle menace ! C'est une loi de la nature que tout ce qui ne grandit pas, décroît. Un syndicat n'est jamais plus en danger qu'au lendemain de sa victoire. Il faut qu'il disparaisse, ou qu'il s'impose définitivement.

Tout à l'heure, il demandait le simple droit d'exister. Maintenant, ses membres vont commencer à inquiéter ceux d'entre leurs camarades qui ne marchent pas très franchement avec eux. Cela est fatal. Les ouvriers de grande industrie n'ont à aucun degré

l'idée d'une liberté individuelle qui pour eux n'existe jamais, et quand on vient leur en parler, ils sont portés à croire qu'on se moque d'eux. Ils vivent étroitement unis, par centaines et par milliers. Ils sont liés par une écrasante solidarité matérielle, et doivent accepter une direction d'ensemble, celle du patron, ou celle de leurs chefs élus. Quand des ouvriers en persécutent d'autres, on parle de menées du dehors, d'influences politiques. Que cela est faux ! En pareil cas, ils sont poussés par leur plus intime instinct. Celui qui loue son travail à bas prix, ou qui accepte des conditions de discipline avilissantes, met en danger le salaire et la dignité de tous ses camarades. Celui qui cède le premier en temps de grève, rend stérile un terrible effort. Il est malheureux, cela est probable, quelqu'un des siens est malade, et l'argent manque ; il se peut, et il n'importe pas : les misères individuelles ne comptent pour rien dans les questions d'ordre général. La société, lorsqu'elle prélève un impôt, ou convoque des réservistes, ne s'informe pas d'abord si le moment convient à tel citoyen, s'il est dans la gêne ou l'abondance. Elle passe outre, et qui lui en fait reproche ? La situation est la même, aussi impérieuse, aussi dure.

Mais rien ne contribue davantage à exaspérer l'ouvrier que les faveurs dont le patron entoure ses mauvais camarades. Une grève réussit : celui qui a tout fait pour qu'elle échoue est le premier à en bénéficier. A lui la moindre peine, à lui les travaux doux, les mieux rétribués, le plus rapide

avancement. C'est lui, le « bon ouvrier ». Il n'a rien fait, et profite de l'énergie des autres. Depuis les grèves de mineurs, dans le Nord, en 1892, les industriels ont imaginé un nouveau moyen de lutter contre les syndicats. Ils en fondent eux-mêmes, qu'ils surveillent et protègent. C'est un moyen de diviser la masse et de savoir sur qui on peut compter. En 1899, la compagnie du Creusot faisait annoncer par l'intermédiaire du syndicat organisé par elle une augmentation de tarif consentie sur les instances de l'autre syndicat. Ce sont des manœuvres comme celles-là qui soulèvent les plus vives haines. L'individu qui pousse la docilité jusqu'à se laisser manier par les maîtres comme un instrument n'est plus traité simplement comme un lâche, mais comme un traître. Il est l'objet des mêmes fureurs, des mêmes châtiments précipités, et souvent brutaux : les ouvriers sont aussi âpres à le pourchasser qu'à réclamer une augmentation de salaire. La grève de Rive-de-Gier, en 1894, n'avait pas d'autre cause, et elle dura trois cent quatorze jours. Ces haines entre frères de travail déterminent souvent des scènes dramatiques : au mois d'août 1900, à Montceau-les-Mines, une bataille éclata dans les galeries, à trois cents mètres sous terre. Elle se continua dans les cages où « rouges » et « jaunes » (c'est ainsi qu'on nomme là-bas syndiqués et faux frères) durent s'entasser pour remonter au jour, et, dans les rues de la ville, on pourchassa les récalcitrants comme des bêtes fauves.

Le syndicat ne se bornera pas longtemps à

demander l'obéissance. Dès qu'il en aura la force, il exigera que tous lui prêtent le concours actif de leur adhésion. C'est une deuxième question, nouvelle et peu mûre en France. Jusqu'à présent la jurisprudence des tribunaux est très sévère pour les syndicats qui persécutent un ouvrier parce qu'il reste indépendant. Le projet de loi déposé par M. Waldeck-Rousseau en 1900, défend le syndiqué contre l'arbitraire du patron, mais réciproquement, il défend le non syndiqué contre l'arbitraire du syndicat. Dans les deux cas il accorde au plaignant des dommages et intérêts. Pourtant si les associations françaises continuent leur progrès, il faudra bien céder un jour devant une réclamation qui a la vigueur d'un instinct. Aucun magistrat, aucune disposition légale n'empêchera que les ouvriers ne quittent spontanément l'atelier pour éviter le contact d'un voisin déplaisant. La répression, tentée par les Anglais, par les Américains, n'a jamais eu d'efficacité. « Les trade-unions, écrit un militant américain, J.-W. Sullivan, se rendent parfaitement compte qu'elles doivent choisir entre l'impuissance ou la rigoureuse application de cette règle : on ne travaille pas avec les non-syndiqués. Il n'est pas question de discuter le droit abstrait que possède un ouvrier de s'affilier ou de ne pas s'affilier à une union. Il s'agit de savoir si un ouvrier syndiqué a le droit d'accepter ou de refuser la camaraderie de travail avec les non-syndiqués... Il faut prononcer l'ostracisme contre celui qui voudrait jouir des salaires gagnés par le travail organisé, mais qui décline d'en seconder les efforts :

c'est une nécessité. Sur les champs de bataille, il n'y a pas de place pour les non-combattants. Celui qui n'est pas avec nous est contre nous... » Ces paroles correspondent à la réalité des sociétés modernes. Leur état normal est la guerre entre de vastes groupes que déterminent la race ou le sol, ou l'industrie, ou le degré de richesse, et la discipline est forcément rigoureuse dans ce conflit universel (1).

Lorsqu'une foule opprimée se crée un instrument de défense, il n'est pas exact, il n'est pas loyal d'en appeler l'exercice *tyrannie*. L'autorité patronale est toute arbitraire. Le syndicat est une démocratie ouverte à tous. Supposons qu'une loi le déclare obligatoire, c'est-à-dire que les ouvriers soient régulièrement inscrits à l'association de leur métier, et munis du droit de vote. Il y aura en France une circonscription nouvelle. A côté de l'électorale, existera l'industrielle, démocratique comme la première. Quand un patron voudra fixer le taux du salaire et

(1) La cour arbitrale de Nouvelle-Zélande, qui est en train de créer une très importante législation du travail, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, tend à faire sienne la manière de voir des ouvriers syndiqués. Les patrons devront les embaucher de préférence, décide-t-elle. « Les avantages procurés par les trade-unions à leurs membres ne sont pas obtenus sans frais : par conséquent il n'est que juste — pourvu que les trade-unions restent ouvertes à tous — de donner la préférence aux syndiqués; et si les non-syndiqués se refusent à payer la faible taxe et les cotisations qui leur procurent ces avantages, ils n'ont rien à réclamer. » Sur le fonctionnement et les attributions de cette cour arbitrale, quelques renseignements sont donnés plus bas, pages 91-97.

le temps de travail, il devra s'entendre avec des corps puissants, constitués selon le principe majoritaire, qui est la base du droit public. Mais la majorité, dira-t-on, c'est encore une tyrannie. Non. si elle doit être substituée au pouvoir arbitraire d'un seul. C'est le cas dans la grande industrie, où se pose la question du syndicat obligatoire. « Nous croyons en la liberté, écrit un de ces ouvriers américains auxquels nous avons déjà beaucoup emprunté. Mais il n'a pas de liberté, celui qui n'a pas de travail, pas de ressources, pas d'espérances, pas de racine sur la terre, pas de but, sinon la rue: pas de droit, sinon celui de mendier le travail. On le laisse détaché, mais il n'est pas en liberté... Les trade-unions construisent pour lui une île artificielle, dans laquelle il peut vivre jusqu'à ce qu'il obtienne ses droits sur la terre ferme. »



Il y a un autre reproche. Que la hausse des salaires ne soit pas une mauvaise chose, qu'elle puisse même, en certains cas, être bienfaisante, cela se peut; que la discipline syndicale n'attente pas aux droits de l'homme, qu'elle puisse même, en certains cas, les protéger, admettons-le. Mais certainement, l'industrie a besoin de régularité. Or, le syndicat entretient le désordre dans l'usine. Il fomente incessamment des réclamations, des grèves. Il rend incertaines les livraisons des commandes, les évaluations des frais: les affaires deviennent impossibles. Le syndicat mène à la ruine.

L'accusation est-elle fondée ? Les auteurs de la loi de 1884 avaient affirmé que son application préviendrait, amortirait les conflits. L'événement les a-t-il trompés ?

Faut-il avouer que telle institution, bonne en Angleterre, devient nuisible maniée par des Français, et que jamais nos ouvriers ne sauront user sagement de leurs libertés ? Avant d'admettre une telle conclusion, interrogeons les statistiques des grèves, et tâchons de démêler la part de responsabilités qui revient aux syndicats. Nous découvrons d'abord que, dans un grand nombre de cas, environ la moitié, les ouvriers en cause ne sont pas syndiqués. La proportion est quelquefois plus forte encore : à Tourcoing, en 1896, il y eut cinquante grèves, auxquelles les syndicats étaient mêlés seulement au nombre de cinq. La crise atteignait l'industrie textile, où les réclamations sont fréquentes, et l'organisation faible. Au mois d'août 1900, l'opinion fut émue par la grève, presque générale, et assez violente, des ouvriers maritimes. Pourtant ces malheureux qui vivent tantôt sur mer, soumis à une discipline toute militaire, tantôt sur terre, dans certaines maisons où des tenanciers louches et des filles soutirent leurs salaires, n'avaient pas de syndicat. De même, en 1898-1900, les grèves de Saône-et-Loire, si considérables, si inquiétantes, furent déclarées, nous l'avons vu, par des ouvriers inorganisés. Que demandaient-ils ? La liberté de se syndiquer. Ceci est curieux. Cette liberté n'a-t-elle pas été accordée par les Chambres ? Nous l'avons vu, nous l'avons cru. Pour-

tant la réclamation des ouvriers de Saône-et-Loire n'est pas aussi exceptionnelle qu'on aurait pu le penser. A bien examiner les divers motifs de grève depuis dix ans, on trouve fréquemment des demandes de réintégration pour tel camarade qui était secrétaire de syndicat et que les patrons ont renvoyé, ou bien une difficulté qui s'élève entre le personnel et les patrons, parce que ceux-ci refusent de recevoir les délégués du syndicat. En 1897, aux mines de la Grand Combe, une très longue grève eut des origines analogues. La Compagnie, obligée par le mauvais état de ses affaires à réduire sa main-d'œuvre, en avait profité pour éloigner d'abord l'élite du syndicat. Tous s'étaient révoltés, exigeant que les renvois, puisqu'ils étaient nécessaires, fussent prononcés par voie de tirage au sort.

Voilà une constatation qui ne laisse pas d'être importante. On avait parlé de l'inquiétude qui règne dans l'industrie depuis une dizaine d'années. Elle est évidente. Mais le syndicat n'est pas toujours responsable, puisque dans un grand nombre de cas nous observons qu'il n'existe pas, et qu'en d'autres cas, bien loin d'être agressif, au contraire il paraît inquiété, réduit à la plus humble défensive. Serait-il parfois une victime ? On l'oublie trop, les voies de fait sont des crimes voyants, mais ce ne sont pas les seuls, ni les plus grands. Les ouvriers ne possèdent que leur force physique. Ils s'en servent, ils frappent, et on les condamne. Mais leurs adversaires sont riches, et c'est une puissance qui rend négligeable la vigueur muscu-

laire de leurs bras. Si des pauvres gens vont casser quelques meubles dans la salle de rédaction d'un journal qui attaque leur syndicat, c'est une colère universelle, un soulèvement contre leur mauvais esprit. Si un industriel porte discrètement vingt-cinq ou cinquante louis au directeur d'un journal qui le gêne, le public lira ses louanges, et c'est tout. L'or est un instrument d'autant plus redoutable qu'il est silencieux. Ne nous flattons pas de connaître les dessous du monde où nous vivons. Une proportion notable des violences ouvrières est peut-être une réponse à d'autres délits moins visibles.

La haute industrie avait laissé voter la loi de 1884 avec une certaine indifférence ; elle se réservait d'en interdire l'application. Ne régnait-elle pas dans les ateliers ? Et quand les ouvriers, naïvement, voulurent profiter des libertés nouvelles, on leur apprit qu'ils se trompaient. Dans toutes les régions industrielles, vers le centre ou vers le nord, la même guerre implacable fut menée contre les organisations naissantes. Des patrons métallurgistes fermèrent leurs établissements, et les rouvrirent après quelques jours écoulés, disant aux ouvriers : « Nous vous reprenons, mais d'abord vous nous donnerez les livrets qui vous ont été remis par votre chambre syndicale. » Force leur était de consentir l'échange. Aux environs de Valenciennes, ils durent assister, le cœur serré, à une étrange parade d'exécution : leurs pauvres papiers furent entassés au milieu d'une cour, et détruits par le feu. Les

ouvriers cédaient : on les gardait. A Paris même, des placards, apposés sur les portes de quelques usines, annonçaient : « Ici, on n'embauche pas les syndiqués. » Ceux qu'ils s'étaient donnés pour chefs, leurs présidents, trésoriers, secrétaires, étaient inexorablement chassés et poursuivis par une persécution tenace et prolongée. Leurs noms figuraient sur ces listes noires que n'hésitent pas à dresser pour l'usage de leur classe les mêmes patrons qu'indignent si fort les proscriptions syndicales. Leurs signalements passaient de maison en maison, et partout, c'était porte close. Si, d'aventure, ils trouvaient un refuge, on se coalisait pour les en déloger. Certains patrons consentirent un dédit de 10.000 francs pour celui d'entre eux qui aurait réoccupé l'ancien organisateur et secrétaire général de sa chambre syndicale. Un témoin désintéressé, dont M. Fallières, alors ministre de la Justice, reprit les paroles à la tribune, affirma devant la commission parlementaire : « Sur certains points, c'était une véritable chasse au syndiqué. »

Situation imprévue : la nation politiquement organisée, inscrit une liberté nouvelle et la même nation, socialement organisée, s'oppose à l'exercice de cette liberté. Les législateurs autorisent, les propriétaires interdisent. D'une part, on dit : *oui*, d'autre part, on dit : *non*, mais le *oui* n'est qu'une feuille imprimée, et le *non* se traduit en actes qui donnent ou refusent le salaire, c'est-à-dire la vie. Voilà le désordre initial qui en détermine beaucoup d'autres et crée la situation fausse où se débat

aujourd'hui le monde syndical. Cette politique toujours suivie, hélas ! fait le plus grand mal. Aux travailleurs d'usine, à la masse, elle inspire une rancœur et un scepticisme incurables : (ils seraient bien bons de respecter ces lois, que leurs maîtres tournent si brutalement quand elles les gênent.) Aux individus persécutés, elle donne une terrible colère. Et qui s'en étonnerait ? L'auteur de ces lignes a connu dans une petite bourgade de France, un homme d'une grande intelligence, qui gagnait péniblement sa vie en roulant des tonneaux dans les caves d'un marchand de vins. Jadis ouvrier boulanger, il avait habilement dirigé dans une ville voisine une grève qui avait réussi. Mais les patrons résolurent qu'on se déferait du meneur. Ses camarades, engagés d'honneur à le défendre, le protégèrent quelque temps, fort peu. Mollement, ils cédèrent, laissant chasser celui auquel ils devaient des salaires meilleurs. Privé de travail, mis à l'index, il dut accepter un emploi misérable. C'était un tempérament ferme, un esprit lucide. Il n'était pas démagogue, et connaissait par le détail l'économie de la région. Il avait l'instinct de l'ordre et de l'organisation. En Angleterre, en Amérique, secrétaire à l'Union de son métier, il eût bien servi sa classe. En France, traité comme un maudit, il s'aigrissait et tenait des propos violents. D'une phrase, il y a quelque cent ans, l'Anglais Thomas Paine résumait la situation : « Quand les riches, écrivait-il, dépouillent de leurs droits les pauvres, c'est, pour les

pauvres, une leçon qui leur enseigne à dépouiller les riches de leur propriété. »

Pourtant, les syndicats sont nombreux en France. Les patrons n'ont pu arrêter le développement d'une institution dont leurs efforts, combinés pendant près d'un siècle avec ceux de l'État, n'avaient pas réussi à prévenir la naissance. Après quinze années d'une lutte dont l'histoire ne connaîtra jamais la grandeur, parce qu'elle a jusqu'ici laissé dans l'ombre ce qui vient du peuple, les ouvriers ont à peu près conquis leur droit légal. Jusque dans les mines d'Anzin, où, en 1885, la bataille fut engagée, ils purent enfin s'organiser en 1898.

Mais le but d'un syndicat n'est pas l'existence passive, ni la préparation brutale de la grève. Il veut agir toujours, représenter le personnel, négocier en son nom. C'est à quoi un industriel qui se respecte ne consentira pas. Si un fonctionnaire syndical, ancien ouvrier appointé par ses camarades pour servir d'administrateur et de conseil, vient frapper à la porte de ses bureaux, il le chasse avec une indignation qu'une grande partie de l'opinion approuve. On crie à « l'agitateur », au « politicien », sans réfléchir que la délégation est une chose très simple, et très courante ; que dans toutes les classes de la société, il est normal que des gens incompétents et qui ne savent pas parler, envoient discuter en leur nom des gens compétents et qui savent parler ; on ne réfléchit pas que ces directeurs d'usines, si prompts à répondre : « Je ne veux avoir affaire qu'à *mes ouvriers* », sont géné-

ralement, dans la grande industrie, des ingénieurs salariés, délégués par une multitude d'actionnaires. D'un mot heureux, certains grévistes américains mirent la contradiction en relief. Leur directeur avait fièrement éconduit le secrétaire syndical : « Je ne vous connais pas, monsieur, je ne connais que mes ouvriers, je ne veux discuter qu'avec eux, individuellement. » Puis, radouci par quelques jours de grève, il s'était déclaré prêt à négocier. « Qui êtes-vous? répondirent les ouvriers; nous ne vous connaissons pas, nous ne voulons discuter qu'avec vos actionnaires, individuellement. » Il est admis que le droit de délégation est une impertinence, lorsque les travailleurs veulent l'utiliser. Plus que tous autres cependant, ils en éprouvent le besoin, car ils sont illettrés, et trouvent en face d'eux des ingénieurs, des avocats, rompus à la dialectique.

Le mal serait grand, mais pas irréparable, si les patrons voulaient sincèrement, comme ils l'affirment, s'entendre avec leur personnel. Sur quelques centaines d'hommes, il se trouverait toujours une ou deux têtes réfléchies, demeurées solides et fines malgré le dur labeur, un de ces diplomates paysans, qui tiendraient tête aux plus experts. Mais la classe ouvrière est dépendante, et cela est terrible. Les hommes actifs, émancipés, qu'elle produit, sont vite désignés à la sévérité des contremaîtres, et renvoyés pour une peccadille, si tant est qu'on cherche un prétexte. Dès lors que feront les ouvriers? On leur dénie le droit de délégation, on persécute leurs défenseurs naturels. Telle est dans sa cruelle simpli-

cité, la politique du patronat : 1° refuser la discussion avec les secrétaires professionnels des syndicats, soi-disant pour s'entendre directement avec les travailleurs ; 2° décimer les travailleurs, afin qu'ils ne puissent fournir aucun représentant capable (1).

Elle est malheureusement approuvée par la majeure partie de l'opinion publique. Un mot suffit à la mettre en défiance ; on parle de « meneurs », et la condamnation est acquise. C'est un nom qui fait horreur. Il évoque certaines idées de mouvement, d'effort, de révolte, insupportable à l'inertie humaine. L'instinct qui pousse le « meneur » est si incompréhensible à la plupart des gens, que, cherchant une raison à son acte, ils ne trouvent, dans la naïveté de leur âme, que le désir de faire parler de soi, et l'ambition politique. De même, un catholique juge qu'un prêtre sorti de l'Église est un vaniteux ou un voluptueux. Des hommes très doux verraient sans désapprobation qu'on invente pour le « meneur » des peines spéciales et cruelles, qu'on le mette hors la loi, hors cette société qu'il trouble.

Le préjugé est si fort qu'on ne peut, sans appa-

(1) Parfois, les patrons vont plus loin encore, et refusent de discuter avec aucun délégué. « Si nous acceptions qu'il en fût ainsi, nous croirions faire injure à une grande partie de nos ouvriers. » Il faut alors en venir à la discussion individuelle, avec plusieurs centaines d'hommes, et c'est impossible ou à l'assemble générale et souveraine, c'est-à-dire à la plus sauvage des formes démocratiques. Cf. dans les publications de l'Office du Travail, le rapport sur les grèves de 1899, p. 237. Il s'agit de la grève des tisseurs de Condé-sur-Noireau, terminée par des troubles.

rence de paradoxe, affirmer que le meneur est un élément d'ordre, et que toute la question est de savoir l'utiliser. Ce qu'il y a de vraiment terrible dans l'histoire, c'est la foule. Quand elle paraît, armée de fourches, lançant des pierres, et poussant des cris inarticulés, il faut se dresser contre elle et frapper aveuglément comme elle frappe, car il est vain de raisonner contre la force. La révolte de juin 1848 eut ce caractère : son anonymat fut effrayant. On interrogeait en vain : il n'y avait pas un homme parmi cette multitude soulevée. Mais le peuple a aujourd'hui des tendances contraires. Ses rébellions, plus fréquentes qu'elles ne furent jamais, s'ordonnent avec une spontanéité qu'un esprit juste doit admirer. Il procède avec méthode et netteté, cherche à formuler des revendications précises, et cet effort excellent a pour effet l'entrée en scène du délégué, du « meneur ». Une foule peut pousser en même temps un même cri; non pas un même raisonnement. Pour parler clairement et discuter, il faut un homme. Parfois, c'est un ouvrier beau parleur, un combatif qui s'ennuyait à l'atelier et jette ses camarades dans la lutte, parce qu'ainsi le veut son instinct. Cela se peut, mais c'est la rare exception. Car la grève est une terrible aventure, et ceux qui doivent la subir ne confient pas leur cause aux bavards. On juge d'un mot : le peuple est léger... ; mais il y a peuple et peuple. Il y a très peu de rapports entre mille grévistes, ou mille badauds, ou mille habitués de réunion publique échauffés par des déclamations. Disons plus : la même foule ouvrière

sera très différente, selon les circonstances. Réunie pour applaudir un orateur politique, elle ne résistera pas à l'excitation. Réunie pour écouter le secrétaire de son syndicat, qui, s'adressant à ses camarades, dans une heure de crise, leur exposera gauchement, fortement, les raisons qui sont pour la grève, les raisons qui sont contre la grève, elle pourra devenir attentive et sérieuse.

Nous disons ici des vérités de fait difficiles à prouver. Mais si quelqu'un de nos lecteurs se refuse à nous croire, et veut s'éclairer avec sincérité, qu'il fasse l'expérience, et se lie avec un « meneur ». Il aura sans doute le plaisir et l'honneur de rencontrer un homme mûr, de sens solide, et de caractère ferme, qui accepta de se mettre en avant, parce que, désigné par tous, il ne pouvait sans lâcheté se récuser. Il agit avec résolution, et sans joie : car il sait quel avenir inquiétant le guette, la mise à pied, l'inscription sur les listes noires que dressent entre eux les industriels d'une même région, puis le « trimard » sur les routes, à la recherche de travail. Et si vous lui parlez du siège parlementaire, et des 25 francs par jour qui doivent récompenser ses peines, il rira avec cette bonne gaîté qui est la richesse du peuple.

Mauvais ou bon, voici le meneur : force utile, disons-nous. Il est une ébauche de conscience. Puisqu'il s'est mis en vue, il doit parler. La société peut le prendre au collet, le sommer de s'expliquer ; et toute explication est un commencement d'ordre. Émergeant au-dessus de la foule irresponsable et

innommée, il est une force qu'on peut saisir, et rendre responsable. Le proscrire est folie : c'est prolonger l'anarchie. Il persistera plus aigre, plus violent, plus dangereux ; et si, par impossible, on réussissait à en détruire l'espèce, on aurait travaillé pour les jacqueries futures, pour la révolte inconsciente et brutale.

Il faut suivre une autre politique, et, loin de lutter contre le meneur, il faut s'adresser à lui, l'interroger, le cultiver de toutes manières comme les jardiniers cultivent ces baies sauvages dont ils obtiennent enfin les fruits les plus exquis, les plus savoureux. Et d'abord, il faut respecter la nature, et n'apporter aucune entrave au travail commencé de l'organisation ouvrière. Par métiers et par régions les syndicats vont s'unir, et, riches de leurs cotisations additionnées, ils pourront salarier un des leurs qui deviendra secrétaire et représentant d'une fédération. Jadis ouvrier, il aura été choisi entre dix ou vingt concurrents, et la sélection se fera nécessairement dans le sens le plus sage, car il ne s'agit plus, pour administrer une organisation permanente, d'avoir ces dons de véhémence qui peuvent un instant égarer une foule. Il faut savoir écrire, compter, discuter ; il faut connaître à fond un métier, ses machines, ses matières premières, c'est-à-dire posséder une véritable science, et les vertus les plus opposées à la démagogie. Il est inexact de dire que le secrétaire professionnel est dangereux, parce qu'intéressé à l'existence des grèves, des troubles. Salarié à cent ou deux cents

francs par mois, comme M. Lamendin, des mines du Nord, ou M. Keüfer, des Travailleurs du Livre, il n'est personnellement intéressé qu'à la solidité, à la prospérité de la caisse, et craint par dessus tout une grève qui la viderait et, du même coup, le mettrait sur le pavé. Cela, les ouvriers violents ne l'ignorent pas, et il y a de la vérité dans cette phrase imprévue et redoutable de l'anarchiste Grave : « Les foules ne vont jamais trop loin, ce sont les meneurs qui disent cela. » Le secrétaire réfléchira pour ses camarades qui travaillent, et il préviendra leurs entraînements.

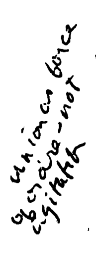
L'opinion conservatrice se plaint souvent, et avec raison, du rôle que joue la politique dans les grèves. On l'exagère beaucoup, néanmoins il est réel. La politique ne provoque pas les conflits, qui ont généralement des causes économiques, très sérieuses et lointaines ; mais l'état inorganisé de nos foules lui offre mille occasions pour les prolonger et les envenimer au besoin. Les ouvriers français sont rarement capables de se suffire à eux-mêmes, et de diriger un mouvement de quelque importance. A peine dix mille d'entre eux ont-ils quitté le travail, le plus souvent ils écrivent aux journaux de Paris, et demandent un orateur, comme les grenouilles de la fable demandaient un roi. C'est ainsi que la première grève du Creusot, qui fut absolument spontanée et surprit tout le monde, permit à M. Maxence Roldes de s'introduire en Saône-et-Loire, où, quelques mois plus tard, il devait mettre son influence au service des ennemis du cabinet Waldeck-Rousseau. C'est ainsi

que les ouvriers du Doubs ou les débardeurs de Marseille durent avoir recours aux bons offices de M. Quilici, qui semble avoir été en rapports financiers avec Henri Rochefort. Ces intrusions, à coup sûr fâcheuses et grosses de dangers, seraient impossibles en Angleterre, en Amérique, où les travailleurs n'ont pas besoin de journalistes pour formuler leurs revendications. Un agitateur qui offrirait son concours aux mécaniciens de la Clyde, aux filateurs de Birmingham, serait assuré d'être vite éconduit. Il en est de même en France, dans quelques industries. « Jamais conseiller municipal ni député ne sont entrés dans une grève organisée par les instruments de précision » déclarait fièrement, au congrès corporatif de 1900, le délégué Briat. Malheureusement, cela est rare. Nos syndicats, pauvres et peu consistants, sont peu capables de s'associer. Nos fédérations nationales de métier ou d'industrie sont plutôt des ombres que des réalités. Exception faite pour celle des Travailleurs du Livre, dont nous aurons occasion de parler à nouveau, aucune n'a de sérieuse ressource financière, et elles sont moins des organisations que des bureaux de renseignements. Ces fédérations, elles-mêmes fédérées, sont la principale force de la *Confédération générale du Travail* qui prétend représenter tout le prolétariat français. Son budget ne dépasse guère un millier de francs chaque année. Elle publie à grand peine une feuille hebdomadaire, où les violences et les querelles de personnalités occupent plus de place que les paroles réfléchies et les querelles d'idées. Triste achèvement

d'un système d'association qui rassemble pourtant près de sept cent mille hommes !

Si quelque chose doit étonner, c'est que les syndicats, persécutés par les industriels, mal soutenus par un peuple auquel manque l'instinct de la démocratie organisée, aient pu, en certains cas, faire œuvre bonne et régulariser les conflits industriels. Examinons l'histoire des grèves les plus importantes et les plus redoutées, celle des mineurs, depuis trois quarts de siècle ; et la simple comparaison du passé au présent nous permettra de conclure.

Commençons par la région du Nord. De 1833 à 1878, les grèves sont nombreuses, mais toujours locales, elles éclatent tantôt sur telle exploitation, tantôt sur telle autre. La dépense de forces est grande, et les résultats minimes. Déclarées avec irréflexion, elles se poursuivent dans le désordre. Il est régulier, il est admis, que les ouvriers brisent les machines, éteignent les feux des pompes, refusent d'entretenir les boisages : puérilités dont ils souffrent eux-mêmes.



En 1882, à la suite d'une agitation très profonde, un syndicat se constitue à Lens. « Quelle que soit la réclamation, dit le règlement, les ouvriers ne devront jamais quitter le travail, avant que la Chambre syndicale n'ait délégué un ou plusieurs de ses membres, en vue de concilier le différend. Si la conciliation n'a pu s'opérer, les sociétaires pourront, s'ils le jugent ainsi, abandonner leurs travaux, et, dans ce cas, ils pourront recevoir une indemnité (1) ». Peu

(1) La Fédération nationale des mineurs, en 1901 recommande expressément qu'aucune grève ne soit déclarée, dans

après, des grèves se multiplient dans la région. Les ouvriers, qui n'étaient pas encore tous organisés, appelaient, pour leur donner conseil, le secrétaire du syndicat de Lens, M. Lamendin. En 1889, il se trouve à la tête d'un mouvement général des mineurs du Pas-de-Calais. Il assume toute la responsabilité, se débarrasse de Sébastien Faure, appelé par quelques exaltés, et réussit à faire aboutir la grève la plus importante et la plus pacifique qu'eût encore connue la région du Pas-de-Calais. L'exemple du succès accrut l'agitation, et certainement des événements tumultueux se seraient produits, sans l'influence modératrice de l'état-major syndical. En 1891 celui-ci fut débordé, les ouvriers voulaient la grève. Pour les obliger à réfléchir, on recourut à un référendum : 15.063 voix, contre 7315, réclamèrent la cessation du travail. Alors MM. Lamendin et Basly réunirent en congrès les délégués des sections, leur expliquèrent que la situation était mauvaise, que l'abondance des charbons allemands et anglais gênait les compagnies françaises et les obligeait à réduire leurs prix. Vainement : ils réussirent à beaucoup réduire la majorité, mais elle resta majorité : 48 voix contre 46 déclarèrent la grève, et 44,000 hommes se trouvèrent en chômage. Quoique tout se passât avec ordre, le gouvernement, fort inquiet, offrit son arbitrage. M. Basly eût accepté ; les grévistes, plus énergiques, réfusèrent. Ils voulaient que

toute l'étendue du pays, sans que le comité central n'ait été prévenu : c'est un nouveau progrès de discipline, de réflexion.

l'entente fût discutée avec franchise, entre leurs patrons et eux-mêmes. Ils étaient bien inspirés. Les compagnies s'inclinèrent, et la célèbre « convention d'Arras » maintint aux ouvriers les salaires consentis en 1889. Elle causa une vive satisfaction, non seulement parce qu'elle était fort avantageuse, mais surtout parce que la façon dont elle avait été conclue, la délibération libre et digne qui l'avait précédée, relevait à leurs propres yeux tous les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais.

Le succès matériel, malheureusement, était de moins bon aloi que le succès moral. MM. Lamendin et Basly l'avaient annoncé : les charbons étaient peu demandés, très offerts, et il devenait difficile d'échapper à une réduction de salaires. Les compagnies usaient de moyens détournés pour les diminuer sans violer franchement la convention d'Arras. Les ouvriers s'en apercevaient, et protestaient. Le syndicat réussissait pourtant à les calmer depuis plusieurs mois, quand l'exemple d'une grève anglaise vint entraîner la foule irrésistiblement. Le mouvement échoua. La chose n'est pas honteuse, il est toujours malaisé d'entraver les baisses de salaires, et pourtant il peut être bon de leur opposer une certaine résistance. La grève, en pareil cas, fait l'office du frein qui n'empêche pas la voiture de descendre, et ralentit sa course. Mais l'échec fut tumultueux et désordonné. Les mineurs vaincus ne surent pas rester disciplinés, 310 condamnations furent prononcées. Il faut pourtant remarquer que cette foule de 40.000 hommes n'occasionna aucune

émeute caractérisée, ni comparable à celles qui accompagnaient presque régulièrement les petits mouvements chaotiques d'avant 1880.

Depuis cette époque, la région du Nord s'est trouvée préservée du fléau des grandes grèves. Les syndicats nombreux et riches englobent toutes les exploitations, jusqu'à celle d'Anzin, où les persécutions patronales furent autrefois si dures (1). Ils ont résolu un certain nombre de petits conflits. Leur puissance, leur sagesse ont prévenu les difficultés sérieuses. Sur leur demande, des hausses de salaires ont été consenties. Il est important de noter que, durant l'année 1899, où tant de charbonnages de Belgique, d'Autriche, de France ont connu les misères de la grève, notre région du Nord, une des mieux organisées de l'Europe continentale, fut à peine troublée.

L'histoire des gisements de la Loire est plus frappante encore. Elle débute, en 1844, par une émeute qui fut terrible. Une grande compagnie venait de centraliser les divers puits jusqu'alors exploités d'une manière modeste et presque primitive : elle unifia les salaires, au détriment d'un grand nombre d'ouvriers. Un placard, immédiatement apposé, fut le signal du mouvement : « MM. les

(1) La Compagnie d'Anzin, débordée par le mouvement syndical, maintient sur tous les autres points ses traditions despotiques. Aux élections municipales de mai 1900, ses ouvriers élurent une liste socialiste. Mais sachant bien qu'en votant pour des camarades ils n'auraient fait que les marquer pour le renvoi, ils inscrivirent des noms de fantaisie : Jaurès, Gérault-Richard, etc...

carriers, y lisait-on, nous voilà tous réduits à crever de faim. Soulevons-nous tous ; la révolte commencera lundi, et pour ceux qui iront travailler, les cailloux ne manqueront pas. » Les mines furent évacuées, les récalcitrants enlevés de force, et promenés à travers les rues. La troupe accourut, fit des prisonniers, puis, assaillie par la foule qui voulait délivrer les siens, elle dut livrer bataille, et tira. Plusieurs mineurs tombèrent. Les tribunaux prononcèrent 18 condamnations, et ce fut l'unique résultat de la grève. Mais en mars 1856, la situation identique amena une catastrophe plus terrible encore. Les ouvriers, menacés d'une réduction de salaires, affolés par le sentiment de l'impuissance où les avait réduits cette compagnie anonyme qu'ils servaient, n'ayant point de chef qui les conseille, point d'ami qui parle pour eux, se levèrent brutalement, et leurs bandes dévastatrices parcoururent le bassin d'Outre-Furens. La troupe intervint, et les feux de pelotons abattirent douze hommes.

Napoléon III voulut adoucir la situation par de curieuses mesures de socialisme impérial. Il prononça la dissolution de la société unique. Puis, en 1866, il obtint des compagnies qu'elles organisassent des secours aux veuves, orphelins, vieillards, etc... Il ne pût empêcher que l'influence occulte de l'Internationale ne jetât les ouvriers dans un conflit qu'illustra malheureusement la fusillade de la Ricamarie (1869).

En 1888, après un long repos, grève encore : elle est presque générale, elle dure pendant quarante

jours, sans désordre aucun, et les ouvriers reprennent le travail à des conditions satisfaisantes, véritable événement dans l'histoire sanglante et stérile de cette région. Pouvons-nous lui trouver une cause ? Qu'y a-t-il de changé dans le bassin de la Loire ? Ceci : l'esprit syndical y est entré, et la grève, cette fois, a été voulue, préparée, dirigée. En 1890, le mouvement est maladroitement renouvelé. L'échec fut très digne, et d'autre part, les ouvriers, sous la direction de camarades élus, tentent diverses entreprises de coopération minière. Les résultats sont bien douteux, mais il n'importe. L'expérience a de la valeur par elle-même, et d'ailleurs c'est l'esprit d'organisation, d'énergie persévérante, qui est chose nouvelle et qu'il faut admirer. Elles sont loin les jacqueries d'Outre-Furens.

Enfin, après dix années de calme, les mineurs, au nombre de 40.000, vinrent se joindre aux 40.000 rubaniers de St-Etienne en lutte contre leurs patrons. Imaginez ces foules soulevées dans une minute de colère, au hasard, sans chefs, sans organisation, il n'eût été au pouvoir de personne d'empêcher une catastrophe. La Bourse du Travail de Saint-Etienne devint le centre naturel d'un vaste mouvement, et pas un gréviste ne se rendit coupable ni d'un attentat contre les personnes, ni d'un attentat contre les choses, durant cette crise aiguë.

L'opinion conservatrice s'effraya beaucoup de leurs promenades en cortège. Mais c'était un exutoire indispensable à l'énergie de ces travailleurs oisifs. Dans la région de Saône-et-Loire, où, en

1899, cette forme de manifestation s'acclimata parmi nous, les défilés étaient charmants, et les soins multiples de leur préparation occupaient toutes les pensées, toute l'activité des femmes et des enfants, et jusqu'aux mains alourdies des ouvriers du fer. Le matin, on façonnait les nouveautés du jour : chars de fleurs et de feuillage, étendards bien ornés ; les quartiers rivalisaient d'ingéniosité. L'après-midi, on marchait au son des trompettes, pendant des lieues. On allait à travers les campagnes, porter aux villages voisins les encouragements et les salutations de « monsieur Syndicat ». Puis, on rentrait, heureux et fatigué, et on se couchait bien vite pour recommencer le lendemain. L'opinion conservatrice s'est également effrayée, parce que les grévistes chantaient, en défilant, certains airs dont les titres donnaient aux comptes rendus de presse un redoutable caractère : c'était l'*Internationale* ou la *Carmagnole*. Mais rien ne procure aux foules plus de satisfaction et d'apaisement que le chant choral. Au printemps de 1900, les journaux socialistes belges rendaient compte d'une grève accompagnée de troubles qui venaient d'éclater dans un de ces villages des Flandres catholiques, où rien n'est venu jusqu'ici ébranler l'autorité des patrons et du prêtre. « Les ouvriers, lisait-on, se répandaient dans les rues en lançant des pierres *et en criant, car ces malheureux ne connaissaient pas un chant*... » Joie facile, dépense inoffensive de force, double garantie d'ordre. Les braves gens du Creusot le prouvaient

bien, lorsqu'ils psalmodiaient avec une si religieuse gravité : « Suivons le drapeau rouge, rouge du sang de l'ouvrier... » en marchant derrière les drapeaux tricolores, seuls tolérés par le sous-préfet, sévérité d'ailleurs superflue, car dans notre humanité toujours fétichiste, la liberté de l'emblème reste une des plus appréciées : et c'est bien peu de chose à supporter.

Les syndicats de mineurs sont plus connus que les autres, parce qu'ils dirigent des mouvements considérables : mais ils ne sont pas seuls à rendre des services. *Le Temps* du 9 février 1900 publiait une nouvelle caractéristique : une grève, brusquement survenue à la chromolithographie de M. Landsberg, dans la bourgade d'Halluin (Nord), avait été arrêtée par l'intervention énergique du syndicat des imprimeurs-lithographes de Lille. Celui-ci avait blâmé les ouvriers, parce qu'ils avaient quitté le travail avant toute entrevue avec leur patron, avant toute discussion courtoise. Ils durent rentrer à l'atelier. Alors les négociations commencèrent, et les salaires furent augmentés d'un franc par semaine. Quel est ce syndicat modèle? Il appartient à la Fédération du Livre, de toutes les organisations françaises la plus forte, la plus vaillante, et la plus sage. Elle a pour chef un « meneur professionnel », M. Keüfer, ancien ouvrier, vice-président du Conseil supérieur du travail, et l'un des maîtres de la petite église positiviste; longtemps elle eut pour secrétaire M. Hamelin, jeune et remarquable militant socialiste. Elle est riche, et envoie des secours

aux grévistes de toutes les corporations. En 1895-96, elle prêta quatre mille francs à la Fédération typographique de Buda-Pesth. Elle est très énergique, mais elle veut qu'avant de lutter, on « épuise tous les moyens de conciliation » (art. 99 des statuts).

Elle interdit les cessations irréfléchies du travail, ces brusques sorties qu'on appelait jadis en Angleterre des « rushes ». « Lorsqu'il y aura dissentiment dans une section entre les patrons et les ouvriers, ces derniers ne devront jamais quitter l'atelier sans l'autorisation du Comité de section. — Le Comité de section, avant de prendre aucune décision, devra en informer immédiatement le Comité central et le Bureau régional en leur fournissant des renseignements précis » (art. 16 des statuts). Si les ouvriers passent outre, c'est à leurs risques et périls : toute grève non statutaire reste à la charge de la section engagée, et ne donne point droit à l'indemnité quotidienne de 3 fr. 50 régulièrement accordée aux grévistes.

Il se produisit à Lyon, en 1894, au congrès des maîtres imprimeurs, un fait qui montre bien l'extrême étroitesse morale des patrons. Les directeurs des journaux professionnels avaient été invités, et, parmi eux, M. Keüfer, qui administre la « Typographie française ». Il se présenta : on souleva des difficultés. Il répugnait aux maîtres imprimeurs d'avoir un « meneur » parmi eux, et, finalement, ils prononcèrent son exclusion. Les ouvriers ressentirent vivement cette injustice, et la paix de la corporation fut un instant troublée. Ajoutons que la

faute fut bientôt réparée : en 1895, le hasard réunit dans la même ville, à Marseille, le congrès des patrons et celui des ouvriers. Il y eut échange de vues entre les deux assemblées, et on admit, presque sans discussion, le principe de la création d'une commission nationale et permanente, composée de neuf ouvriers et de neuf patrons.

Depuis cette époque, la Fédération du Livre n'a cessé de prospérer et d'agir. Elle a étudié les bases d'une caisse de chômage, qui permettrait de donner aux intéressés une somme de 9 francs par semaine pendant cinq semaines, soit 45 francs. Le projet, soumis au référendum, fut repoussé. Sur 7200 membres cotisants admis au vote, il y eut 5546 votants, dont 3480 se prononcèrent pour l'affirmative, et 1819 pour la négative. Il s'en fallut de 284 voix que la majorité nécessaire, les deux tiers, fût acquise.

La Fédération se prépare aujourd'hui à livrer une dure bataille. La linotype, machine à composer originaire d'Amérique, commence à pénétrer dans les imprimeries françaises. Elle supprime une race d'ouvriers d'élite et permet de les remplacer par des femmes, ou de tout jeunes gens. Un pareil instrument, introduit avec brutalité, causerait une terrible misère. Nos ouvriers cordonniers, mal organisés et sans défense contre le progrès d'un machinisme qui révolutionne incessamment leur industrie, sont, à cet égard, tristement renseignés. Leur situation qui pourrait être belle, ou simplement acceptable, comme celle de leurs camarades d'Amérique ou d'Angleterre, est très mauvaise. La Fédération des

Travailleurs du Livre a déterminé sa ligne de conduite. « Aussitôt qu'une machine à composer sera signalée dans une localité, décida le congrès de 1895, le bureau de la section devra aviser de suite le Comité central, qui se mettra immédiatement en rapport avec le patron pour obtenir que la machine soit conduite par des ouvriers typographes syndiqués, et arrêter ensemble les prix de la main d'œuvre. En aucun cas, les apprentis n'ayant pas terminé leur apprentissage ne pourront être employés à la machine à composer. Si le patron refusait les propositions indiquées plus haut, les fédérés devront quitter le travail, et seront considérés comme grévistes. » Ces mesures semblaient devoir suffire à rendre la transition plus douce. Mais, en 1900, une nouvelle machine vient raviver les inquiétudes. C'est une merveille de mécanique, moins coûteuse que la linotype, et beaucoup plus puissante. Elle composera, mettra en page, et donnera ensuite les clichés, atteignant ainsi deux catégories d'ouvriers, le typographe et le fondeur. Il est probable que dans dix ou quinze ans le nombre du personnel sera diminué des trois quarts. La Fédération des Travailleurs du Livre aura fort à faire pour défendre les salaires de ses membres (1).

(1) La Fédération des Travailleurs du Livre a plus de 8.000 membres cotisants, et un budget de 70.000 à 80.000 fr., M. Keüfer, délégué permanent, touche un traitement de 4.000 fr., celui du délégué intérimaire et comptable, s'élève à 3.500 fr. En 1898, la Fédération possédait un avoir de 110.577 fr.

Pourquoi une si belle organisation demeure-t-elle une exception? Pourquoi tant de paresse dans le peuple, et tant de préjugés dans la bourgeoisie ? Pourquoi cette opposition qui précéda toute expérience, et fut, dès la première heure, si cruelle ? Il y a, sans doute, quelque difficulté politique.

Le syndicat est une démocratie. Il habitue à la discussion, à la méconnaissance des autorités traditionnelles, au choix des chefs par l'élection, et pour bien des gens, en France, le libre examen est le mal, le désordre par excellence. Ce n'est pas tout : le syndicat est plus encore, il est la démocratie même. En effet, un principe aussi vaste que celui du gouvernement de tous par tous ne peut sans absurdité être longtemps restreint à la constitution du pouvoir central : il dépérira comme un germe jeté en terre ingrate, ou fructifiera, renouvelant successivement la vie communale, régionale, corporative, religieuse, familiale. Dans les pays de race anglo-saxonne où, grâce au protestantisme, à la vitalité des sectes populaires, la démocratie a toujours maintenu quelque chose de ses traditions primitives, c'est d'en bas qu'elle part, et s'élève. Sa croissance est normale. En vingt ou trente ans, les ouvriers britanniques surent introduire leurs unions dans le système de la grande industrie. La vie politique leur fut ouverte ensuite. Le parlement ne les admit au vote qu'avec une prudence infinie, et par couches successives, sûr d'introniser ainsi des hommes dignes de l'honneur, et formés par les pratiques syndicales et coopératives. Au contraire, importée

dans cette France que des siècles de romanisme ont nivelée, la démocratie doit suivre une autre marche, difficile et périlleuse. Elle est très faible, n'étant que de surface ; il faut que, de proche en proche, elle se répande et consolide ses assises tandis que sa façade branle : gagner en profondeur est la condition de sa vitalité. Le jour où elle sera vraiment entrée dans la vie du peuple, elle cessera d'être un néant décoratif, et deviendra chose vivante, une habitude de la race. C'est pourquoi nous voyons aujourd'hui un double mouvement diviser la politique française. Une partie du pays, lasse d'agitations, veut une autorité à la tête des bureaux, tandis qu'une autre cherche à sauver la démocratie politique, en créant, à côté d'elle, une démocratie intellectuelle, économique. Avec les écoles, les mutualités, etc., le syndicat est le plus actif agent de ce travail nouveau. Il étend son influence sur des milliers d'individus, terrassiers, maçons de petites villes, ouvriers de moyenne ou petite industrie que rien auparavant ne sortait de leur cercle étroit, et s'il réussit à fixer cette masse flottante qui donna ses voix au Prince président en 1848, au général Boulanger en 1889, ce million de suffrages qui, bien discipliné, dominerait la situation, l'œuvre accomplie sera considérable et d'une importance peut-être définitive. Amis, ennemis, le sentent bien, et c'est la raison de tant de haines.

Comment un esprit conservateur ne s'effraierait-il pas ? Depuis un siècle que la France essaie la démocratie, sa puissance mondiale, relativement à

celle des autres pays, a sensiblement décru; sa détresse morale n'a pas été guérie. Elle a vécu dans l'instabilité, et n'a pu traverser tant d'épreuves que parce que la tradition respectée assurait une paix suffisante dans le système économique. Les ouvriers ont produit assez de blé, de viande, de vin, de vêtements, et leur activité continue a balancé l'effet des révolutions. Mais voici qu'ils veulent aujourd'hui pénétrer dans le monde hasardeux de la démocratie. Faut-il nous attendre à voir recommencer, autour de chaque usine, et peut-être de chaque ferme, les violents conflits qui au XIX[e] siècle ébranlèrent le pouvoir central? L'expérience est grave.

(Grave d'autant plus que dans ces mouvements populaires intervient toujours une force énigmatique et qu'on devine énorme : le socialisme.) Le syndicat est autorisé, favorisé même par la loi. Il se présente avec une apparence bénigne, dans la petite ville sage, aux portes de l'usine isolée et paisible, il s'insinue et se fixe. Alors les deux ou trois militants qui furent les initiateurs du groupe, embusqués dans leur situation de président, secrétaire, trésorier, commencent leur propagande, et se déclarent socialistes : le pavillon syndical a couvert la marchandise révolutionnaire. Elle est entrée, rien ne la chassera plus. D'une manière générale, la description est exacte. Certes les syndicats sont loin d'être tous socialistes et ils se tiennent en dehors du mouvement politique, mais les ouvriers syndiqués subissent, parfois sans même le savoir, l'influence des révolutionnaires. C'est parmi eux que les mili-

tants du Parti vont chercher le public de leurs réunions, les recrues de leurs groupes : le syndicat est l'école primaire du socialisme.

Que faire ? Les conservateurs européens ont une mauvaise tendance à vouloir se mettre en travers de l'histoire. « Tel mouvement est dangereux », disent-ils à tout propos ; et, sans examiner plus avant, ils partent en croisade. C'est cela qui est absurde et dangereux. L'humanité est une lourde masse, souvent brutale et déplaisante ; mais sa lourdeur même est une garantie de bon sens. Elle ne se met en branle que rarement et pesamment, sous l'action d'un extrême besoin. Façonnée par la misère, elle est peu exigeante, et quand elle se plaint, il faut l'écouter : le danger est dans les obstacles qu'on lui oppose et qu'elle doit ensuite briser pour se frayer un passage. Mais un bon citoyen a le devoir d'exiger que les revendications populaires cessent de se présenter sous la forme enfantine, impatiente et chimérique, qu'elles affectent souvent. Cela aussi est absurde et dangereux, car toute absurdité se résout tôt ou tard en désillusion. Or, aucune institution ne saurait, mieux que le syndicat, guérir les militants révolutionnaires du mal démagogique. Il est, disions-nous tout à l'heure, l'école primaire du socialisme. Cette phrase peut être comprise de deux façons, et dans les deux elle est exacte. Le syndicat mène au socialisme les ouvriers modérés ; et il mène les socialistes à la modération, ou, pour mieux dire, à la réflexion. Il les oblige à résoudre des questions précises, à con-

naître, par le détail, les difficultés de chaque métier. Si la classe ouvrière doit être jamais affranchie de ce que Liebknecht appelait énergiquement le joug de la phrase révolutionnaire, les syndicats y auront contribué.

Le syndicalisme est une des formes réfléchies, c'est-à-dire bonnes, du mouvement révolutionnaire. Qu'on le proscrive : le peuple se trouvera rejeté dans son rêve du « grand jour ». Notre histoire en fournit la preuve.

Dès son entrée en discussion, la loi de 1844 avait eu pour ennemis les militants révolutionnaires. Ils furent unanimes et violents dans leur opposition. Ils détestaient cette loi de progrès bourgeois, vaine, disaient-ils, et bonne seulement à distraire l'ouvrier. Très semblables aux rêveurs de 1848, ils méconnaissaient la modeste institution syndicale. Au moment où les conservateurs, abandonnant le fatalisme optimiste de l'ancienne économie politique, avouaient que tout n'est pas pour le mieux dans le meilleur des mondes, et que des associations solides peuvent modifier le taux des salaires, les socialistes se rebiffent, et opposent à leurs ennemis les théories d'un autre fatalisme, amer et désespéré. « Non, disent-ils, vous aviez raison autrefois, et il est vrai que les efforts des ouvriers sont impuissants. La faim les talonne, et leur impose d'offrir leurs bras à vil prix. L'immigration rurale, ou même étrangère, les presse constamment, et maintient les salaires au taux le plus bas, exactement à la

somme nécessaire pour qu'une famille de pauvres ne meure pas de faim. Il en sera de même tant qu'un petit nombre de riches sera maître de donner ou de refuser le travail à une multitude de pauvres. C'est la loi d'airain du monde moderne, et le seul remède est de briser ce monde pour édifier ensuite sur ses ruines la cité communiste. » D'ailleurs, les syndicaux modérés se défiaient aussi d'une faveur offerte par un gouvernement. En 1871, les ouvriers avaient été décimés ; jusqu'en 1878, les conseils de guerre les avaient traqués. Ils restaient apeurés, et comme les chiens battus, d'instinct, ils fuyaient devant la main tendue. Dans leurs congrès, ils étudièrent la loi, et leurs esprits inquiets eurent vite fait de discerner, et de dénoncer à l'envi, le piège, ce piège dont la crainte affole l'imagination des esclaves, comme l'idée de la trahison celle des peuples vaincus. La loi imposait aux syndicats de livrer aux bureaux des mairies les noms et les adresses de leurs membres. Point de doute : la bourgeoisie prévoyait quelque hécatombe nouvelle, et par un raffinement de machiavélisme, chargeait le peuple même de dresser ses listes noires pour la déportation et la fusillade. Les militants socialistes n'étaient pas à cette époque les maîtres du prolétariat : mais déjà leur influence était grande, et suffit à jeter sur la loi un peu de suspicion et beaucoup de scepticisme.

Nous avons vu quelles difficultés, quels conflits souleva son application : les ouvriers français sont médiocrement organisés pour le travail patient des

associations. Contrariés, ils se découragent vite : ils se découragèrent en effet. Au congrès corporatif de Nantes en 1894, les délégués, extrêmement énervés par la persécution, adoptèrent définitivement le principe de la grève générale qui avait jusqu'alors rencontré peu de succès dans le socialisme français.

Pourtant l'idée est ancienne. Elle vient naturellement aux foules ouvrières qui ne peuvent ni lutter avec les militaires, ni discuter avec les politiques. Imaginée d'abord en Angleterre, au temps de l'agitation chartiste, elle effraye les classes dirigeantes. Elle reparaît en Amérique, dans les grands mouvements dirigés par les Chevaliers du travail, vers 1886, et c'est là que fut trouvée la forme qui séduisit l'Europe : le chômage universel d'un jour, tous les ans, au premier mai — fête bientôt assombrie par la fusillade de Fourmies. Les ouvriers de France eurent vite saisi la portée du symbole. Il s'agissait de faire sentir à la classe capitaliste ce que pouvait la classe ouvrière, de lui inspirer un peu de crainte et de respect pour ce « peuple », qui, selon la magnifique expression de Mirabeau « n'aurait qu'à demeurer immobile pour devenir formidable ». La grève générale, la « révolution des bras croisés », fut proposée à l'ordre du jour d'un congrès, dès 1890. Les Belges firent plus, ils passèrent à l'action, et réussirent : le roi Léopold renonça au système censitaire. Huit ans plus tard, ils demandaient le suffrage universel : même résistance, même menace et même victoire. En France, la propagande se fait

incessamment, dans les groupes, les Bourses du Travail, les grandes usines. (Les meneurs sont pour la plupart des anarchistes obscurs) presque inconnus, par là même redoutables, car ils affrontent l'avenir sans responsabilité. Ils sont fanatiques, ils parlent, on les écoute.

Ils ont établi leur plan de campagne. Tous les ouvriers ne seront pas forcés de quitter le travail simultanément. Un ou deux corps de métier, désignés, préparés de longue main, désorganiseront la société : les facteurs, le personnel des chemins de fer, les mineurs, par exemple. La tactique est ingénieuse, et s'inspire d'une idée juste. Il est certain que la solidarité des industries étendra de plus en plus les conséquences des grèves particulières. Durant l'hiver 1899-1900, la cessation du travail dans les charbonnages autrichiens ferma des usines dans l'Allemagne du sud, et dès à présent il existe plus d'une ville où les gaziers, et surtout les électriciens, dispensateurs de lumière, de transport et de force, pourraient, en quittant l'atelier, jeter des milliers de familles dans la nuit et l'inaction. Mais une telle mise en demeure ressemblerait fort à un chantage : elle aurait pour conséquence probable, non une abdication de la bourgeoisie, mais une restriction brutale, ou une organisation du droit de grève. On peut en être sûr : le jour où le caprice de quelques milliers d'ouvriers gênera toute la société, aussitôt elle interviendra pour imposer son arbitrage.

Le danger est-il réel ? On pourrait le croire,

puisque les très sérieux congrès tenus à Paris, en 1900, par les corps de métier les mieux organisés, ont approuvé la grève générale d'une manière presque unanime ; seule, la Fédération du Livre a fait exception. Mais le peuple est très difficile à comprendre. Sans doute la grande majorité des délégués qui votèrent en faveur de la grève n'y croient pas, ou très peu, et cèdent à une mode, à l'usage qui veut une motion révolutionnaire à la fin d'un congrès ouvrier, comme une strette et un forte à la fin d'un morceau de musique italienne.

Pourtant il faut craindre nos foules impulsives, habituées par la presse de toutes les opinions à considérer comme très normal l'appel à la violence. Qu'on se souvienne de la grève de cent mille hommes, si vite éclatée sans mot d'ordre apparent, à Paris, en automne 1898 ; qu'on se souvienne des mouvements ouvriers qui agitèrent le Hâvre, Saint-Étienne, en 1900 ; qu'on pense à ce département de Saône-et-Loire, où une population de mineurs et de métallurgistes, longtemps tenue en tutelle, restée très enfantine et soudain éveillée à la vie sociale, s'agite depuis trois années, cherchant à faire éclater cette grève générale « d'où, croit-elle, naîtra infailliblement la Révolution ». Par bonheur, tant d'excitations n'ont pas entamé le sang-froid des syndicats plus anciens et plus mûrs du Nord et de la Loire.

Il faut craindre aussi les gouvernements obstinés de l'Europe continentale, et l'esprit étroit de leurs administrations, qui nécessite souvent une opposition révolutionnaire ; or, la grève générale est cer-

tainement une arme puissante. A la fin du mois de décembre 1900, l'Italie du nord en fournit une preuve nouvelle. Le préfet de Gênes venait de fermer avec brutalité la Bourse du Travail. Aussitôt, presque toutes les corporations liguriennes, ouvriers du port ou du bâtiment, typographes, mécaniciens, métallurgistes, cessèrent le travail avec un ensemble et un ordre admirables. Devant cette protestation muette, le gouvernement, aussitôt, dut céder, et désavoua son fonctionnaire. La répétition de ces tentatives est significative.

Heureusement les syndicats ont d'autres préoccupations. Ils ne sont pas devenus, comme quelques-uns de leurs porte-parole en eurent un moment la pensée, des instruments de propagande révolutionnaire. Ils vivent et s'enracinent malgré tout. En 1890, on en comptait plus de mille, avec cent quarante mille adhérents. Ils sont en 1900 plus de trois mille, avec plus de sept cent mille adhérents. Cette masse énorme a des exigences pratiques. Repoussée par les patrons, elle s'est adressée aux pouvoirs publics qui lui avaient fait tant de promesses en votant la loi de 1884. Ils accordèrent un peu d'aide. Ce sont les subventions officielles qui permirent de créer l'institution nécessaire : la *Bourse du Travail*. Celle de Paris, la première, ouvrit en 1887.

Comment se fonde une Bourse du Travail ? Quelques syndicats, désirant s'unir, formulent une demande. Le Conseil général, le Conseil municipal accordent une somme qui varie entre quelques cen-

taines et deux ou trois dizaines de milliers de francs, à cette condition qu'ils devront observer une stricte neutralité politique. Parfois, on leur cède la jouissance d'un édifice public. Généralement ils cherchent eux-mêmes un local. S'ils ont peu d'argent, ils se contenteront d'une grande salle. Des armoires, accotées aux murs, seront affectées à chacune des associations. Une planche supportera la bibliothèque. C'est assez pour fonctionner. Le chauffage, l'éclairage, les frais divers payés, il reste presque toujours de quoi indemniser les peines d'un ou deux camarades. Enfin, le peuple aura ses fonctionnaires, ses « meneurs professionnels », qui déplaisent si fort à l'imagination conservatrice.

La faiblesse des Bourses du Travail est sans doute la nécessité où elles se trouvent d'obtenir une subvention pour vivre. Exception faite pour celles de Roubaix et de Lille, installées dans des coopératives et parfaitement indépendantes, aucune ne se suffit à elle-même, et presque toutes empruntent la totalité de leurs ressources aux dons gratuits des municipalités. Très souvent ce système de mendicité est plus développé encore, et les syndicats reçoivent, en se fondant, une somme de cent ou deux cents francs pour frais de premier établissement. On peut se demander s'il faut beaucoup admirer un mouvement qui coûte à ses promoteurs la seule peine d'occuper un édifice municipal, et de recevoir pas mal d'argent. Pourra-t-il opposer la moindre résistance non pas même à une persécution, mais simplement à un retrait des faveurs d'en haut ?

Cette impression s'affaiblit quand on voit les services qu'ont rendus les Bourses, la place que dès aujourd'hui elles occupent dans l'organisation du travail. Leurs fonctionnaires, recrutés dans une classe jeune, riche en facultés à peine dégrossies, mais puissantes, sont de premier ordre. La situation qu'ils se sont faite est considérable. Ils sont, dans les villes de province, les véritables représentants et les secrétaires du peuple. Leurs bureaux ne désemplissent pas. On les consulte à toute occasion. C'est sur leur bonne influence que Millerand a compté d'abord, lorsqu'il a très hardiment chargé les syndicats de nommer eux-mêmes les membres ouvriers du Conseil supérieur du Travail, ensuite, lorsqu'il essaya d'instituer, dans les centres industriels, ces *Conseils du Travail* où des ouvriers, délégués par les syndiqués, représentent d'une manière permanente les intérêts de leur classe. Et c'est encore à eux qu'il a pensé, lorsque, voyant combien il était difficile aux inspecteurs d'État de faire appliquer les lois protectrices à l'intérieur des usines, il résolut de les mettre en rapport avec la force ouvrière : il les invita, par diverses circulaires très nettes, à demander leur assistance aux secrétaires des Bourses, à chercher auprès d'eux ces renseignements que les ouvriers, toujours sous le coup d'un renvoi, n'osent jamais donner. Et ce sont ces mêmes hommes qui ont fondé la première organisation nationale sérieuse des syndiqués français : la *Fédération des Bourses* (1).

(1) Fernand Pelloutier, qui était l'âme de cette Fédération, est mort en mars 1901, et c'est une question de savoir si la

Enfin, grâce à leurs secrétaires, les Bourses ignorent la pâle existence des institutions subventionnées et patronnées. Elles sont originales et créatrices. Avant de les supprimer il faudrait les remplacer. Le pourrait-on? Elles ont créé des bureaux de placement qui fournissent plus de cent mille emplois, et progressent d'une manière continue. Renverra-t-on les ouvriers au bureau commercial, qui les exploite, et qu'ils détestent? En 1900, les Bourses, encouragées par Millerand, ministre du commerce, ont décidé de faire entre elles une enquête permanente sur le chômage, afin de pouvoir diriger la main-d'œuvre, en toute connaissance de cause, vers telle ou telle région. Privera-t-on les ouvriers de ces renseignements?

La Bourse du Travail est utile, première garantie. Ensuite, elle est aimée, et c'est l'autre garantie qui achève de dissiper l'impression fâcheuse du premier examen. « Les Bourses ont grisé les ouvriers », disait avec dépit un homme qui ne les aime pas, le révolutionnaire Jules Guesde. En effet : elles sont entourées d'une affection, d'un dévouement véritables, et mérités. Dans presque toutes nos villes de France, elles furent l'étroit local où naquit cette grande chose, la conscience ouvrière. Des hommes du peuple y ont rencontré des hommes du peuple, dans une salle qui leur appartenait, dans une insti-

société qui était en quelque sorte son œuvre pourra lui survivre. Il est triste que l'existence des organisations ouvrières françaises soit si fréquemment liée à l'apparition ou à la disparition d'un homme.

tution voulue et dirigée par eux-mêmes. Ils étaient venus causer salaire et travail; mais, réunis, ils ont parlé de toutes choses, de la justice, de l'humanité, de la science, et la Bourse est devenue plus qu'une « Bourse », une Maison, le doux foyer d'une classe réduite jusqu'alors à la vie la plus dispersée et la plus misérable. Ils ont acheté des livres et possèdent un rudiment de bibliothèque ; ils ont organisé des réunions, des fêtes, où les camarades sont venus avec leurs femmes et leurs enfants, et ils ont ressenti une joie nouvelle, bien différente de celle qu'on éprouve au café-concert, où des filles dévêtues chantent des refrains obscènes, au théâtre, où des duchesses paradent sur la scène : la joie forte et fière de s'amuser entre égaux, et d'avoir, malgré la pauvreté commune, sa part de joie ici-bas.

Nous voici loin de la vieille *Société de Résistance*, comme on la nommait jadis avec beaucoup de précision. Ici, le mouvement syndical se dépasse lui-même et fait présager un monde nouveau : il ne se borne plus à « résister », il invente et il crée, il se transforme et change de but en même temps que de méthode. « Les syndicats, disait Jules Guesde, sont une interprétation du capitalisme. » C'était très exact : il s'agissait d'abord, non de détruire, mais « d'interpréter », d'adoucir, par des compromis amiables, un système industriel qu'il est possible de ne pas aimer, mais qu'il faut subir. A ce point de vue, seize années d'efforts n'ont donné qu'un résultat négatif : la situation est envenimée. L'élite

des syndicats déclarait, dans son congrès de 1876, que le prolétariat s'émanciperait par la discussion pacifique de ses intérêts, et l'association libre ; aujourd'hui elle n'espère plus que dans la grève, localisée ou générale, et dans la loi.

Impuissante à faire respecter ses libertés syndicales, elle se tourne vers le Parlement, et demande protection. Dès 1886, M. Bovier-Lapierre demandait qu'une peine d'un mois à un an de prison, de deux cent à deux mille francs d'amende, soit portée contre « quiconque serait convaincu d'avoir, par dons ou promesses, violences ou voies de fait, menace de perte d'emploi ou de privation de travail, entravé ou troublé la liberté des associations syndicales professionnelles, et empêché l'exercice des droits reconnus par la loi de 1884 ». Cette loi fut votée par la Chambre et repoussée par le Sénat, qui, d'ailleurs, cédant à des préoccupations du même ordre, venait de modifier l'article 1780 du Code civil, relatif au louage de service, en décidant que la « résiliation du contrat par la volonté d'un seul des contractants pouvait donner lieu à des dommages-intérêts ». Il y avait là une modification sérieuse au régime du salariat, et une affirmation de principe dont des magistrats bienveillants auraient pu tirer grand parti : ils ne l'ont pas fait, et la difficulté reste la même. Quatorze ans plus tard, la solution n'est pas encore trouvée. MM. Waldeck-Rousseau et Millerand déposent une variante, très affaiblie, du projet Bovier-Lapierre. Le fait de persécuter un ouvrier syndiqué, parce que syndiqué, est tenu, non pour un délit

mais pour un quasi délit, et puni, non par la prison, mais par de légers dommages-intérêts.

Il en est de même pour la question des grèves, sur ce point aussi, le syndicalisme est débordé. En 1892 on vota, espérant seconder ses efforts, une loi conciliatrice qui donnait aux juges de paix le droit d'intervenir, de présider les discussions des parties, et s'il était possible, de leur faire accepter la sentence d'un arbitre : cette espérance fut déçue comme la première. Souvent invoquée par les ouvriers, la loi de 1892 est presque toujours repoussée par les patrons, malgré la pression exercée par l'opinion publique, malgré les instances des préfets ou des maires. De 1893 à 1899, 3,370 grèves se sont produites ; 778 recours à la loi ont été formulés : 23 par les patrons, 525 par les ouvriers, 18 par les deux parties, et 312 par les juges de paix ; 288 fois ces recours ont été rejetés : 17 fois par les ouvriers, 245 fois par les patrons, 26 fois par les deux parties ; 438 fois la loi a été appliquée, et 222 fois seulement les arbitres ont réussi à terminer les conflits. C'est un résultat excessivement faible, et sept années d'observation ne révèlent aucun progrès.

Cependant les grèves se multiplient avec rapidité. Entre 1870 et 1880, elles atteignaient, bon an mal an, 30.000 ouvriers, et déterminaient un chomage de 500.000 journées. Entre 1890 et 1895, le nombre des ouvriers atteints monte à 92.000 et celui des journées chômées à 1.500.000. Entre 1895 et 1899, les deux chiffres ne cessent de s'élever, et les statistiques de 1900 donnent le total

énorme de 216.530 grévistes, chômant près de 4.000.000 de journées (1).

Et en même temps qu'elles se multiplient, elles deviennent plus graves. Il semble que, depuis quelques années, elles soient en train de changer de nature et de se transformer en un phénomène nouveau qui appelle une législation nouvelle. Il y a cent, ou cinquante ans, une grève était un phénomène d'importance locale et minime. Le monde était alors moins actif, moins pressé qu'aujourd'hui. Chaque pays, chaque région, vivait davantage sur les ressources de sa terre. Les échanges étaient beaucoup moins constants, et beaucoup moins rapides. Il arrivait que le calme plat bloquât les ports pendant des jours et des jours: on vivait pourtant. Le système industriel n'était pas encore ce qu'il est devenu: une machinerie énorme et précise, que le retard d'un seul rouage peut suffire à détériorer. Une interruption du commerce maritime est actuellement une véritable calamité : les usines ne tardent pas à réduire leur main d'œuvre où à chômer, les unes parce que leurs produits, empêchés de sortir, s'entassent dans les magasins, et les autres, parce qu'elles ont épuisé leurs stocks de matière première. Le retentissement des grèves d'autrefois était d'ailleurs atténué par ce fait que les entreprises étaient nombreuses, et chacune de faible importance. Quand les trente palefreniers ou

(1) Il convient de dire que, depuis 1855, l'activité que déterminent les expositions universelles, a toujours provoqué une certaine recrudescence de conflits.

cochers de tel voiturier qui, avec beaucoup d'autres, faisait la route entre Paris et Rouen, se croisaient les bras, on s'en apercevait à peine. Mais aujourd'hui les transports sont monopolisés de la Somme à la Loire, et si, comme il est arrivé en Angleterre, en Amérique, en Suisse, les quinze ou vingt mille ouvriers de la compagnie qui dessert cette vaste région cessaient de travailler, le cinquième de la France serait gravement atteint. Il en est de même, d'une manière moins frappante, mais très sensible, pour toutes les grandes industries. De plus en plus centralisées, elles acquièrent, dans chaque pays, l'importance d'un organe dans le corps humain, et le moindre arrêt de fonctionnement peut avoir des conséquences très sérieuses. C'est, nous l'avons vu, sur l'observation de ce fait, que les théoriciens de la grève générale font reposer leur tactique : le principe est exact. La grève tend à devenir, comme les grandes guerres privées au moyen-âge, un véritable paradoxe, une impossibilité sociale.

Qui a nuisance a droit de plainte, dit un adage populaire. Il trouve ici son application. Puisque la société tout entière peut être gênée par le conflit d'une compagnie industrielle et de ses ouvriers, il devient évident que ce conflit n'intéresse plus uniquement cette compagnie et ces ouvriers, mais aussi la société tout entière : et l'État, qui la représente, doit intervenir pour imposer la paix. Sans doute, on l'accusera de vouloir s'immiscer toujours davantage dans la vie privée des individus. Mais n'est-il pas clair qu'en cette occasion, c'est la vie, c'est l'acti-

vité privée des individus qui se sont d'elles-mêmes transformées, sous la pression des circonstances, en vie, en activité sociale ?

Les premières lois sur la conciliation et l'arbitrage, votées à partir de 1872, se bornaient à instituer des règles de procédure : elles laissaient aux parties toute liberté de les ignorer ou de les observer. Leur insuffisance fut bientôt reconnue, et presque partout elles furent remaniées : on laissa plus d'initiative aux pouvoirs publics, on leur accorda parfois des droits d'enquête très étendus ; et la loi canadienne de 1890 porta une atteinte directe au droit de grève en arrêtant que ni les patrons ne pourraient renvoyer leurs ouvriers, ni les ouvriers abandonner leurs patrons, quand une demande d'arbitrage aurait été faite par l'une ou par l'autre partie ; mais les arbitres sollicités pouvaient se récuser et leur sentence n'était pas obligatoire.

La suprématie d'État restait bien hésitante. Dans une petite communauté australienne, la Nouvelle-Zélande, nous trouvons la première législation qui, en fait, interdit et supprime l'interruption du travail. Les conditions étaient favorables au succès de l'expérience. Une minorité d'ouvriers troublait constamment l'activité paisible d'une immense majorité d'agriculteurs. Une grève maritime venait d'avoir de très fâcheuses conséquences. Une grève de chemins de fer, qui semblait à la veille d'éclater, menaçait d'être tout à fait désastreuse ; il fallait aviser, et le ministère élabora une loi originale, qui, après deux années de résistance, fut votée : il

suffirait à l'avenir qu'une association d'ouvriers, ou de patrons, adressât une plainte au Conseil national d'arbitrage, pour que l'interruption de travail devînt aussitôt un délit. Il appartiendrait au juge de prononcer la sentence, et la soumission serait obligatoire.

Depuis six années que ces mesures fonctionnent, la Nouvelle-Zélande a mérité d'être appelée « *le pays sans grèves* ». Beaucoup de reconnaissance est due à cette modeste Salente, où les conflits se résolvent dans la paix d'une cour de justice. « On nous accuse de violer la liberté, a pu dire avec beaucoup de raison le juge qui le premier appliqua cette loi, mais la liberté, c'est nous au contraire qui l'avons créée. Les lois de l'économie sociale peuvent-elles véritablement jouer d'une manière naturelle et heureuse, quand plusieurs milliers d'ouvriers s'irritent et menacent de tout casser pour imposer leur volonté, quand un patron s'entête et résiste par point d'honneur jusqu'à la limite de la ruine ? Nous prenons les conflits avant qu'ils n'aient pu s'envenimer, à la première minute, et nous faisons en sorte que, jusqu'à l'instant de leur solution, ils se développent d'une manière raisonnable, c'est-à-dire humaine. Rien n'est si compliqué à démêler qu'une grève, et les rapports mensongers des journaux les embrouillent au lieu de les éclaircir. Grâce à la discussion libre et publique (1) instituée dans notre

(1) Le huis-clos peut toujours être prononcé pour l'examen des livres commerciaux.

cour, l'opinion, aussi bien que les parties en cause, se trouve libérée de ses propres passions, et, pour la première fois, elle est mise à même de savoir et d'apprécier. Depuis 1895, nous avons remplacé la guerre et le désordre par la paix et par l'ordre. Sans doute, la période est courte et la prospérité générale des affaires a facilité notre tâche en nous permettant de donner souvent raison aux ouvriers; si les conditions économiques viennent à empirer, il faudra nous prononcer contre eux, et baisser leurs salaires. Peut-être ils résisteront; mais cela, c'est l'avenir, et la seule chose dont nous soyons sûrs, c'est que nous avons derrière nous six années d'expérience favorable. »

Cette loi néo-zélandaise paraît avoir beaucoup intéressé les députés français : de novembre 1895 à juin 1900, ils ne rédigèrent pas moins de six projets de loi sur l'arbitrage obligatoire mais aucun ne vint en discussion. La doctrine de l'économie classique avait encore toute sa force : l'État, disait-on, ne peut que maintenir la balance égale entre patrons et ouviers ; qu'ils débattent librement leurs difficultés particulières. Cette thèse est particulièrement insoutenable dans un pays comme la France où l'administration est puissante, et se mêle de tout; elle est au surplus démentie par les faits : il ne se produit pas de grève importante sans que les préfets et sous-préfets n'interviennent, pressant l'une et l'autre partie, et se faisant écouter parce qu'ils représentent l'État. Leur action extra-légale

est beaucoup plus importante que celle de la loi sur la conciliation et l'arbitrage (1).

L'ironie de l'histoire a voulu que le défenseur le plus éminent du libéralisme politique, M. Waldeck-Rousseau, contresignât l'aveu de sa défaite. Président du Conseil à partir de 1899, la pression continuelle et l'agitation des grèves le contraignirent à reconnaître que la société ne peut rester indifférente et neutre en présence d'un conflit qui l'ébranle.

Son collaborateur socialiste Millerand déposa un projet de loi sur l'arbitrage obligatoire. C'est d'ailleurs un essai fort incohérent, et qui n'est important que parce qu'il manifeste une opinion. Il ne tient nullement les promesses de son titre. « L'obligation » qu'il paraît édicter ne s'étend pas à toutes les industries, mais seulement à celles dont les patrons et les ouvriers auront décidé, par un accord préalable mentionné au contrat d'engagement, de résoudre leurs différends à venir conformément à la nouvelle loi. Cette obligation, en quelque sorte facultative, est une chose compliquée, et presque inintelligible.

Pourquoi la question de l'arbitrage obligatoire est-elle posée ? Parce que le régime des conventions libres n'a rien donné. Mais alors, n'est-il pas absurde de subordonner un arbitrage obligatoire à l'existence d'une convention libre ? (2) Ce n'est pas tout.

(1) Voir, par exemple le rôle de l'administration dans la grève des mineurs de la Loire, en 1899. Publication de l'Office du Travail, Statistique des grèves pour 1899, page 605.

(2) Il est vrai que l'État devrait l'imposer à tous les industriels qui contractent avec lui. La loi trouverait donc immédiatement un assez vaste champ d'application.

L'obligation de la loi Waldeck-Rousseau—Millerand se distingue encore par cette singularité qu'elle est dépourvue de sanction. Il n'y a dans la loi ni amende, ni prison, mais seulement une pénalité dérisoire qui consisterait à enlever aux délinquants certains droits d'électorat ou d'éligibilité professionnels.

Ce projet de loi, si hésitant qu'il soit, garde pourtant sa valeur symptomatique.

Il contient les principes d'une véritable révolution, qui, mettant le travail humain en dehors des conditions du libre marché, le transformerait en une fonction dont la société toute entière surveillerait l'exercice et la juste rémunération. Le conflit dont nous avons tenté de suivre les péripéties recevrait ainsi une solution d'esprit tout à fait socialiste.

Est-ce à dire que le jour approche où les syndicats, après avoir plus ou moins heureusement rempli leur mission historique, devront abdiquer, et disparaître devant l'autorité des administrations? En aucune façon. L'État de l'avenir, tel qu'il semble aujourd'hui s'ébaucher devant nous, investi de fonctions nombreuses, variées, minutieuses, ne ressemblera certainement pas à l'État du XIXe siècle. Il devra s'entourer de conseils techniques, scientifiques, et s'appuyer sur des associations libres, qui, loin d'être persécutées, se trouveront au contraire appelées à collaborer avec lui : sans leur concours, il ne pourrait suffire aux besognes dont il se trouve surchargé.

Si l'arbitrage obligatoire a pu entrer très vite

dans les mœurs de la république néo-zélandaise, c'est parce que là-bas, depuis longtemps, des syndicats solides avaient ébauché l'œuvre d'organisation industrielle qu'est venue ensuite compléter la loi de 1894 ; ils avaient préparé les esprits à comprendre cette vérité que la solidarité qui relie les uns aux autres les citoyens d'un même pays, et oblige la minorité à suivre l'avis de la majorité, associe avec une force presqu'égale les ouvriers d'une usine. Ces mêmes syndicats, qui avaient par avance discipliné la grève, facilitaient encore l'action du législateur, et, si l'on peut s'exprimer ainsi, donnaient prise à ses décisions en s'offrant à lui comme autant de personnes juridiques, prêtes à endosser des responsabilités et, le cas échéant, à subir une peine. Grâce à eux, la loi néo-zélandaise a pu être pourvue des sanctions qui la rendent efficace : la violation de sentence est punie d'une amende qui peut monter jusqu'à douze mille cinq cents francs pour une association.

La loi reconnaît, d'ailleurs, les services qu'elle reçoit en procurant certains privilèges aux Unions et à leurs membres (1). Son titre complet exprime fort bien la pensée du législateur : « *An Act to encourage the formation of industrial unions and associations and to facilitate the settlement of industrial disputes by conciliation and arbitration. — Loi destinée à encourager la formation des unions et des associations industrielles et à*

(1) Voir le verdict de la Cour d'arbitrage, cité plus haut p. 47, note.

faciliter la solution des conflits industriels par la conciliation et l'arbitrage. »

La loi néo-zélandaise repose donc tout entière sur les assises du syndicalisme. M. Millerand le sait bien, et, dans son exposé des motifs, il fait lui-même l'aveu que la « condition nécessaire » de l'arbitrage obligatoire n'existe pas en France. Peut-être pourrait-on s'avancer davantage, et dire : la condition nécessaire du socialisme d'État n'existe pas en France. « Les députés font des règlements, c'est nous qui leur donnons des jambes », a dit un ouvrier anglais. En effet, tout le système de ces lois destinées à fixer les conditions, la durée du travail, à organiser les grèves, ne servira de rien, et s'écroulera comme un édifice construit sur le sable, tant que la masse ouvrière n'aura pas cessé d'être une foule inorganique, indisciplinée, et dénuée de presque tout ce qui fait l'existence humaine. La démocratie syndicale est donc deux fois indispensable : d'abord, pour concentrer la main-d'œuvre écrasée par la concentration des capitaux, ensuite pour aider l'État à lutter contre la ploutocratie.

Il est grave que la nôtre soit mal préparée à remplir cette fonction. Si le désordre social devient plus sérieux, si le pays s'énerve et réclame la paix, que fera-t-on ? Puisqu'il aura été impossible de réglementer le droit de grève avec le concours des ouvriers, sans doute on le restreindra malgré et contre eux. Dès 1895, une loi, votée par le Sénat, en interdisait l'usage au personnel des voies ferrées. Elle sommeille depuis cette époque : il se peut fort

bien qu'on la reprenne, qu'on l'aggrave et l'étende à d'autres industries.

Mais les réactions passent, et très vite on se retrouverait aux prises avec la même tâche : il faut que l'institution syndicale existe ; elle seule peut donner un peu de conscience et de cohésion à ces multitudes dont l'agitation est un danger. Elle est aussi vieille que le monde européen, et n'a jamais cessé d'être nécessaire. Elle paraît avec les premières grandes agglomérations urbaines, dans les faubourgs des villes romaines ; au moyen-âge elle est assez forte pour fonder et diriger une société tout entière : c'est elle qui, dans la commune, monopolise l'industrie, le commerce et souvent dirige l'administration publique. Après une brève éclipse, elle est aujourd'hui ressuscitée. Ses formes sont nouvelles, ses destinées à peine définies ; mais on peut affirmer qu'elle restera dans l'avenir ce qu'elle fut dans le passé, la base indispensable de la culture et de la vie populaires.

DEUXIÈME PARTIE

LA COOPÉRATIVE
L'UNIVERSITÉ POPULAIRE
LA MAISON DU PEUPLE

I

LES ORIGINES DE LA COOPÉRATION

Au début du siècle, tandis que les ouvriers commençaient à soutenir, pour défendre leurs salaires, une lutte incomprise et contrariée, quelques isolés, théoriciens ou rêveurs affranchis de préoccupations matérielles, concevaient une action bien autrement hardie. Ils voyaient le désordre nouveau — les usines, les faubourgs, la distance plutôt accrue que diminuée entre les classes — et cherchaient à le guérir d'une manière définitive. Owen en Angleterre, Fourier en France, conçurent simultanément une même panacée : la coopération.

« Aujourd'hui, jour du vendredi saint, j'ai trouvé le secret de l'Association Universelle », écrivait pieusement le bonhomme Fourier. Bureaucrate retiré, il vivait seul dans sa petite chambre, avec la vision nette d'un monde harmonieux. Il voyait et décrivait. L'enfance, les champs, l'atelier, le jeu, l'amour, la virilité, la vieillesse, il reconstruisait tout avec l'imagination d'un poète et la minutie d'un maniaque. Il publiait de gros livres naïfs, disproportionnés, et touchants comme les écrits

sacrés d'un âge primitif. La méthode était claire, le succès assuré. Il n'y avait qu'à laisser venir le jour où quinze cents néophytes groupés en phalanstère, auraient pratiqué ses conseils. Le spectacle de leur joie convertirait l'humanité, qui bientôt vivrait en « harmonie ». La difficulté était de trouver les quelques dizaines de mille francs nécessaires pour mettre en train la société future. Fourier les attendit toute sa vie. Il avait annoncé qu'il se tiendrait chaque jour, passé midi, à la disposition des capitalistes. Pendant vingt ans, il fut exact au rendez-vous, et ne reçut personne.

Son contemporain, Robert Owen, était un homme d'un autre sang. Nous avons eu l'occasion de raconter les débuts de sa vie, ses origines ouvrières, ses rapides progrès dans l'industrie, ses essais efficaces de philanthropie, et l'appel vainement lancé au patronat d'Angleterre. Déçu, il s'adresse au Parlement, obtient, après une vigoureuse campagne, le vote d'une loi sur l'exploitation des enfants, — mais loi dérisoire et qu'on n'applique pas. Robert Owen commence à se persuader que le peuple seul pourra sauver le peuple, et qu'il faut d'abord lui rendre les machines, devenues entre les mains de ses maîtres des instruments d'égoïsme. Il invente et prêche la coopération, non pas fragmentaire, comme on la pratique aujourd'hui, mais intégrale, la vie en commun de quatre, cinq cents individus, qui travailleraient les uns pour les autres : un pour tous, tous pour un. Nul ne l'écoute. Les protestants l'abominaient parce qu'il était libre

penseur, les riches, parce qu'il les inquiétait et les ouvriers pour lesquels il se donnait tant de peine ne lisaient pas, ne savaient pas et ne comprenaient pas. Alors Robert Owen, la tête un peu exaltée par tant d'efforts malheureux, quitte son pays, et se dirige vers l'Amérique. Il n'y a pas dans l'histoire beaucoup d'épisodes plus émouvants que le voyage de cet homme qui va, portant son idée, de pays en pays. Il s'arrête dans chaque ville, et des foules s'assemblent autour de lui. A New-York, il se lie avec un groupe de sectaires allemands, et forme avec eux une première communauté. Elle semble réussir, puis, envahie par des éléments douteux, elle décline. Il part pour le Mexique, espérant s'y faire concéder un territoire, où, avec des ouvriers appelés d'Europe, il fonderait la cité d'harmonie. L'opposition du clergé catholique l'empêche de rien obtenir. A ce moment des rumeurs de guerre entre l'Angleterre et les États-Unis s'élèvent. Robert Owen, que l'amour de la paix obsède, retourne en hâte à Washington, s'entretient avec les hommes d'État américains, traverse l'Océan sans tarder, et contribue à rétablir les bonnes relations entre les deux pays.

Il trouve à son retour une Angleterre changée. C'était en 1825 : les ouvriers s'agitaient enfin et se préparaient à user des libertés syndicales récemment acquises. Bientôt, on allait demander pour eux l'extension du droit de vote. Robert Owen aurait pu se mêler à ces agitations. Mais il avait soixante ans et un système en tête. Les choses nouvelles ne l'inté-

ressaient plus. Il rencontra le mouvement démocratique et ne le comprit pas. Il vit naître les premières associations professionnelles, ces trade-unions appelées à un si grand avenir, et ne s'occupa d'elles que pour leur faire du mal, en leur faisant entreprendre de malheureux essais de coopération. Hypnotisé par une idée fixe, il ignora la vie. Ce fut, plus encore, la faute de Fourier : l'effort pratique de ces deux hommes fut sans conséquences immédiates.

Est-il possible de poser un phalanstère, ou une communauté au milieu de la société, comme un objet sur une table ? Il faudra de l'argent. D'où viendra-t-il ? D'un bienfaiteur, songeait Fourier. De la classe ouvrière elle-même, disait avec plus de profondeur Robert Owen, des gros sous apportés en cotisation. Il rassembla ainsi une certaine somme : la première difficulté était, dans une certaine mesure, vaincue. Il organisa quelques entreprises. Mais elles étaient trop isolées, trop entourées d'exemples pernicieux. Le petit groupe de camarades, maîtres de chaque association, avait intérêt à fermer la porte aux nouveaux venus pour éviter la division des bénéfices, et, s'il avait besoin d'aide, il embauchait des ouvriers à titre de salariés, se transformant ainsi en collectivité de patrons. Plus fréquemment encore, il y avait dispute et dissolution : quelques individus, recrutés au hasard dans la masse alors inculte du prolétariat anglais, n'étaient nullement préparés à tout ce que la direction d'une entreprise comporte d'initiative, de connaissances, d'autorité

d'une part exercée, d'autre part acceptée, et finalement ils échouaient — comme échouèrent en France leurs imitateurs.

Une socialiste anglaise, qui a fait sa tâche d'étudier avec l'humilité d'un savant ces institutions que les ouvriers de sa race ont su mener, en moins d'un demi-siècle, à un si haut degré de puissance, Miss Béatrice Potter, aujourd'hui Mme Webb, explique d'une phrase l'insuccès de Robert Owen. Il a été vaincu, dit-elle : « *because not poet enough to understand that life develops from within* » — « parce qu'il n'était pas assez poète pour comprendre que la vie se développe du dedans au dehors ». Il voulut, en quelques années, réaliser tout son système, et nuisit à la classe ouvrière. De même un enfant, impatient de voir une fleur épanouie, la blesse, et risque de la tuer, en ouvrant avec ses doigts les pétales encore à demi repliés.

A partir de 1840, les théories de Robert Owen paraissent oubliées. Elles ne sont même plus un objet de plaisanterie. L'opinion les ignore. Elles vivent pourtant dans les souvenirs et les espoirs du peuple, et mûrissent en silence. Une idée ne passe pas en un jour au patrimoine de l'humanité. Il faut que d'abord elle soit repensée, et que, par un travail obscur où tous participent avec une conscience plus ou moins éveillée, elle devienne réellement la chose de tous. L'idée coopérative eut deux inventeurs, un Anglais et un Français. Mais elle n'a vraiment commencé de vivre qu'après avoir sommeillé dix ans parmi les ouvriers d'Angleterre.

En 1844, quelques individus allèrent demander conseil aux résidents de la dernière communauté owénienne, qui végétait. C'étaient des tisseurs, originaires de Rochdale. Une grève malheureuse venait de ruiner leur union professionnelle. Que pouvaient-ils faire? Monter une usine de tissage? Il n'y fallait pas songer : un capital de plusieurs centaines de mille francs aurait été nécessaire. Ils s'étaient arrêtés au plan fort simple d'ouvrir une petite boutique d'épicerie, de mercerie, etc. Chacun d'entre eux ferait, à tour de rôle, office de commis. De cette manière, non seulement ils achèteraient leurs fournitures à bon compte, mais ils pourraient aussi mettre de côté un capital collectif, qui plus tard servirait à telle ou telle œuvre humanitaire. Quiconque apporterait sa clientèle deviendrait sociétaire, participerait à l'élection des administrateurs, à la distribution des bénéfices. Il existait des associations de producteurs. Les tisseurs de Rochdale avaient l'idée de fonder une petite démocratie, association de consommateurs, ouverte à tous ; et ils venaient consulter le maître. L'histoire n'a pas retenu sa réponse ; elle fut sans doute assez froide : Robert Owen, malgré son indulgence et sa bonté admirables, n'aimait pas qu'on diminuât son idéal de coopération intégrale. Mais ses nouveaux disciples avaient établi leurs projets, et se mirent à l'ouvrage.

Leur institution, d'allure si modeste, avait un avenir immense. La coopérative de production ne groupera jamais qu'un nombre limité d'individus.

Il lui faut des ouvriers d'élite, appartenant au même métier. La coopérative de consommation unit facilement plusieurs milliers de familles. Toute association, disait Proudhon, est « un groupe dont on peut dire que les membres n'étant associés que pour eux-mêmes, sont associés contre tout le monde ». Cela s'applique exactement aux producteurs. Dans chaque métier, ils lutteront entre eux, ou bien, pourvus d'un monopole, ils exploiteront leurs clients. Cela s'applique à toute association, hormis à *l'association de consommateurs*, qui représente au contraire les intérêts de tout le monde, car tout le monde est consommateur. Elle est universelle. L'association de producteurs ne peut grandir que lentement, si elle grandit. Elle ne peut travailler qu'assurée de vendre. L'association de consommateurs peut doubler, décupler son contingent chaque jour. Il serait possible que demain, une coopérative immense, maîtresse absolue du commerce, fixe les prix, brise les monopoles. Quand Robert Owen et ses disciples vantaient la richesse du peuple pour l'exciter à payer des cotisations hebdomadaires, et quand ils exaltaient les grandes choses que l'on pourrait faire avec des sous additionnés, ils avaient raison. Le peuple est propriétaire d'un capital immense. Mais les individus qui le composent sont très pauvres, et, pour trois sous, l'ouvrier lésinera: trois sous c'est une petite joie, un cigare, un verre, une fleur à une femme, une lettre à un ami. Il n'est pas raisonnable d'espérer que son épargne puisse jamais subventionner des

usines, des communautés. Tout l'argent qu'il possède est absorbé par les besoins du ménage. Et c'est la force de l'association des consommateurs : les millions du peuple passent dans ses caisses. Elle est naturellement sa maison d'épargne, sa banque, — et demain elle sera, s'il le faut, son trésor de guerre.

La modeste boutique de Rochdale, ouverte le soir, était en 1844, seule de son espèce. Aujourd'hui, quinze cent mille familles anglaises la vénèrent comme le Bethléem d'un nouvel évangile social. Groupées en deux fédérations, l'une écossaise, l'autre britannique, elles forment une véritable république, qui subventionne des hôpitaux, construit des cités ouvrières, achète des terres en Danemark et jusqu'aux Indes, possède des usines et même une petite flotte qui va chercher à Ceylan le thé qui pousse là-bas sur ses terres.

II

LA COOPÉRATIVE ET LA MAISON DU PEUPLE EN BELGIQUE

Ce beau mouvement, si calme et pratique, demeure essentiellement anglais. L'ouvrier d'Europe a besoin qu'un peu d'idéal, voire même de chimère, fouette son énergie. C'est un goût étrange, mais réel : si misérable, si dégradé par l'alcool qu'il puisse être, il reste sensible à la séduction d'une formule absolue, et les coopératives n'ont pu le passionner qu'après s'être unies à ce mouvement immense, économique, politique et religieux, qu'on désigne d'un mot : socialisme. Il faut conter cette histoire (1).

Les socialistes de 1865 se disaient matérialistes, scientifiques, et méprisaient les croyances sentimentales de 1848 ; ils les avaient répudiées, sauf une, la plus extravagante : il vivaient d'une chimère, la Révolution, catastrophe survenant comme un voleur

(1) Consulter : *Le Socialisme en Belgique*, par MM. Vandervelde et Destrée; Paris, Giard et Brière; — les auteurs sont socialistes. Deux fascicules du *Musée social* : *La Fédération ouvrière gantoise*, — *Le Vooruit*; — les auteurs sont impartiaux, mais sympathiques.

4.

dans la nuit pour détruire le vieux monde, puis créer, instaurer la Justice. Ils attendaient, groupés dans les sections de l'Internationale, et la Commune leur donna une minute de joie bientôt déçue ; la catastrophe éclatait contre eux-mêmes. Les gouvernements attaquèrent l'Internationale qui, divisée, ne résista guère ; et un âge d'histoire prit fin.

En 1874, deux militants socialistes se rencontrèrent dans la capitale révolutionnaire des Flandres, à Gand, et virent avec douleur le Parti rompu, les ouvriers découragés et sceptiques. L'un, Van Beveren, était imbu des systèmes allemands, l'autre, Pol Dewitte, revenait d'Amérique, où il avait admiré les organisations des Anglo-Saxons. Ils se communiquèrent leurs expériences et cherchèrent à trouver une formule nouvelle. Ils réussirent à grouper un petit nombre d'amis, dont un jeune typographe, Édouard Anseele, qui devait profiter de leur double enseignement et les aider puissamment. On examina la conduite à tenir. Faire de l'agitation par la parole ? On avait déjà prononcé tant de discours, et si vainement ! Les ouvriers ne viendraient pas aux réunions. Fonder un journal ? L'argent manquait. Il fallait décidément renoncer aux moyens traditionnels de propagande.

Pol Dewitte proposa de laisser un peu dormir la théorie et d'entrer dans les organisations où le peuple se trouvait naturellement groupé : syndicats, et surtout coopératives, qui, bien circonvenues, pourraient subventionner un journal et faire les frais

d'une propagande sérieuse. L'idée était plus hardie qu'il ne semble. Les coopératives célébrées par Schulze-Delitzsch en Allemagne, Jules Simon en France, étaient mal vues dans les milieux révolutionnaires. Lassalle les avait accablées d'ironie, Marx les dédaignait : on leur vouait une haine un peu mystique, réprouvant comme impie un désir d'amélioration à la veille de la délivrance toujours imminente ; on regardait avec une pitié hautaine les hommes de peu de foi qui n'avaient pas la force d'attendre. S'affilier à la coopérative, c'était renoncer au vieux rêve et plusieurs, parmi les militants gantois, répugnaient à cet abandon. Il fallait pourtant s'y résoudre, ou renoncer à la vie active.

Il existait à Gand une boulangerie ouvrière, riche, achalandée par huit cents familles : on décida de s'y introduire. Mais la masse des anciens adhérents, sages et prudents, se méfia vite des remuants nouveaux venus. Ils s'occupaient de politique, voulaient s'approprier une part des bénéfices : au fond il s'agissait d'argent et la lutte était fort âpre. L'institution, solidement fondée, avait déjà ses habitudes prises : les socialistes durent se retirer après cinq années d'efforts inutiles.

Les vaincus étaient trente. L'énergique Anseele les préserva du découragement : « Fondons entre nous, leur dit-il, une boulangerie conforme à nos principes, créons notre boulangerie socialiste. » Une collecte produisit soixante-dix-sept francs soixante-quinze centimes. La Société du *Vooruit* vendit ses premiers pains. L'entreprise était absurde,

au dire des hommes expérimentés. C'était un principe reconnu que la coopération devait, sous peine de complet échec, se tenir à l'écart des querelles de partis ou de sectes. Or, il s'agissait, non seulement d'affirmer une idée, mais d'imposer aux adhérents l'abandon d'une proportion indéterminée de leurs bénéfices.

Les uns doutaient, les autres espéraient, mais Anseele avait la foi. Cet homme rare, qui unit en sa personnalité puissante la flamme apostolique à la finesse commerciale, allait de l'avant sans écouter les objections. « Il ne s'agit pas de secte ou de parti, disait-il, nos adversaires ne connaissent pas la force du socialisme. » Chaque soir, il partait en chasse avec les plus ardents, entrait dans les estaminets, attendait à la sortie des ateliers, improvisait des petits discours vigoureux : « Fournissez-vous au *Vooruit*, le pain est blanc et pas cher, et il est fait par des camarades, et l'argent gagné servira à défendre tous les camarades. » Les porteurs de la boulangerie parlaient de même pendant leurs courses à travers la ville.

Anseele triomphait. Chaque jour arrivaient une, deux, trois adhésions. Les ouvriers flamands, graves et religieux jusque dans l'irréligion, étaient lentement attirés par ce *Vooruit* (le mot signifie : *En Avant !*) qui donnait, avec un peu de bien-être, le retentissement de quelques grands mots, la joie désintéressée d'une cause à servir. Le sacrifice est aussi naturel à l'homme que l'égoïsme, et la coopération socialiste a ce double attrait d'être avanta-

geuse, puisqu'elle vend à bon compte, et un peu exigeante, puisqu'elle retient une part des gains. De toutes parts on amenait des amis, et la boulangerie se développait, et l'on ouvrait des magasins nouveaux : cordonnerie, vêtements, pharmacie. Décidément, cette forme de groupement social à base économique réussissait au-delà de toute espérance. En 1892, les associés étaient cinq mille (chaque individu représente une famille), les bénéfices d'un semestre s'élevaient à soixante-dix-huit mille francs, et le chiffre d'affaires à plus de neuf cent vingt mille francs.

L'idée socialiste avait prouvé sa force en agglomérant les foules : restait à les retenir, à les organiser. Un mécanisme ingénieux, progressivement élaboré, fit du *Vooruit* une machine aux multiples engrenages, qui doucement enveloppe et saisit l'homme un instant attiré par elle. Il donne son nom, et tout aussitôt reçoit un livret. On y lit : « Le *Vooruit* est une coopérative socialiste, les coopérateurs, par leur inscription sur les registres de la coopérative, font adhésion au *Parti ouvrier, envers lequel ils sont tenus de se bien comporter.* » L'homme est enrôlé. Par une singulière anomalie, le pain qu'il va recevoir est vendu fort cher : trente centimes le kilo. Naturellement, le bénéfice, la « ristourne », est très élevé (douze centimes), et le client est assuré de recevoir à la distribution trimestrielle une somme assez ronde : c'est un procédé d'épargne insensible qui plaît au caractère sérieux de l'ouvrier gantois, et c'est, d'autre part,

une prime à l'assiduité ; il y a des chances pour que le nouveau coopérateur soit fidèle pendant au moins trois mois. Mais il ne recevra pas son bénéfice en argent ; on lui remettra une carte qu'il pourra échanger au *Vooruit* contre de nouveaux pains ou de nouveaux objets achetés aux divers magasins. Il est ramené une fois de plus et, très souvent, ajoute de sa poche à la somme qui lui était allouée. Dès lors un nouvel appât le retient : les bénéfices qui, dans six mois ou dans un an, lui seront délivrés. Ainsi de suite éternellement. Mais la machine a bien d'autres rouages. Ce n'est pas seulement dans son mécanisme extérieur, c'est en elle-même que réside la force d'attraction de la coopération socialiste. Elle donne aux individus la joie intérieure. L'ouvrier indifférent, qui s'affilie au *Vooruit* parce que ses camarades l'y poussent, au bout d'une année devient un fervent. Il est fier de cette immense maison de vente et de production, qui est un peu sa chose. Il assiste aux assemblées, aux réunions amicales du soir. Le *Vooruit* crée un système de mutualité : il s'affilie ; le *Vooruit* fonde un journal : il s'abonne ; le *Vooruit* ouvre une bibliothèque : il emprunte des livres ; le *Vooruit* organise une section de chant, de gymnastique, une harmonie : le coopérateur choisit suivant ses goûts. Le *Vooruit* offre aux femmes, aux filles de ses adhérents des cours de couture, de coupe ; aux enfants, des locaux et des jeux le dimanche : voici la famille, après l'homme, saisie. Le *Vooruit* donne à tous un peu de bonheur aujourd'hui, et, pour l'avenir, que ne promet-il pas ?

« Vois, disent constamment ses orateurs, ce que nous avons pu en associant nos salaires. Demain, nous aurons les mines, les grandes usines, les héritages ; que ne pourrons-nous faire ? Donne-nous ta confiance, donne-nous le pouvoir. Nous avons le droit de promettre. »

Ainsi, en très peu d'années, l'institution créée par Anseele a fait de Gand un foyer, non d'agitation (ce qui est peu), mais de vie socialiste. Matériellement, moralement, trente mille existences sont liées à une idée. Pain, viande, médicaments, tout leur est donné par le socialisme et, pour eux, le symbole du Christ : « Ceci est ma chair, Ceci est mon sang », est devenu une réalité. Leur existence est une communion perpétuelle. Point de circonstance, triste ou joyeuse, où la multitude invisible des *frères* ne soit présente et ne les soutienne. Un véritable sentiment religieux naît au cœur de ces foules. Elles sont dévouées à leur parti comme un croyant à son Église.

Le miracle était accompli, l'idée socialiste vivait ; dans les faubourgs de Gand, elle groupait des familles, modifiait les mœurs. Les militants d'Anvers et de Bruxelles comprirent la portée de l'œuvre : les premiers dès 1880, les seconds en 1881, eurent leurs coopératives socialistes qui réussirent ; les ouvriers apprenaient vite le chemin de la boutique amie.

Pourtant le mouvement de diffusion, d'abord si prompt, subit un temps d'arrêt. Vite propagé à travers les Flandres, il expire au seuil de la Wallonie. Car, dans la petite Belgique, deux peuples vivent

côte à côte : l'un, germanique jusqu'aux moelles ; l'autre, nerveux, sensible, enthousiaste et violent, profondément celtique. En ce point de contact, les deux races, au lieu de se fondre l'une dans l'autre, s'affrontent comme deux nuages chargés d'électricités contraires. Mais, par un beau hasard, ce qui pourrait amener la guerre produit au contraire l'union la plus féconde.

Vers 1880, cette population, toute française et révolutionnaire d'instinct, dédaignait le travail d'organisation commencé par ses patients voisins ; elle attendait, obstinée dans son rêve, la soudaine venue du grand jour.

Hostile au Parti ouvrier constitué en 1885 par Bruxelles, Anvers et Gand, elle maintenait son Parti socialiste républicain, ses traditions d'émeute et de coup de force. En 1886, les travailleurs du Borinage se soulevèrent : charbonniers d'abord, verriers ensuite. Ils allaient en grandes bandes, sans réflexion, sans direction. Ils brûlèrent une usine, terrorisèrent le pays. La violence répondit à la violence, et la jacquerie fut durement réprimée par les troupes. Comme Anseele, en 1874, les militants de Liège et de Charleroi se demandèrent : « Que ferons-nous ? » Ils suivirent l'exemple des Flamands et s'organisèrent en coopératives, bien modestes sans doute en comparaison du rêve millénariste, mais réelles.

L'adhésion des populations wallonnes constitua définitivement en Belgique un parti ouvrier dont la force et l'originalité sont uniques. Il possède

ceci, qui est unique en Europe : une vie socialiste. Sur ses vingt-six fédérations régionales, dix-huit ont pour noyau une ou plusieurs coopératives, origines et centres des autres groupements. L'idée s'est incorporée, et chaque jour fournit de pain, de viande et de vêtements cinquante mille familles. La coopération s'est répandue partout, au cœur des forêts de l'Entre-Sambre, à Nismes, Boussu-lez-Walcourt, Verviers, Nivelles, et jusque dans Bruges, la Venise des Flandres. Partout les débuts sont modestes : on fournit du pain, on affirme une idée ; les coopérateurs reçoivent un livret où il est dit que la société est avant tout un groupe politique socialiste, et ils font adhésion au programme du Parti ouvrier; puis l'institution se développe plus ou moins vite, mais suivant un plan uniforme. Les coopératives de l'ancien type, exclusivement commerciales, sont des boutiques où l'on entre, achète, paie et sort. La nouvelle coopérative est un centre familial où l'on trouve des amis : on s'y attarde, on y cause.

Autrefois les coopérateurs avaient une certaine tendance à rester entre eux, à ne faire aucun effort pour accroître leur nombre. Aujourd'hui l'idée les transforme en apôtres. Ils sont ardents à chercher autour d'eux des adhérents nouveaux, et leurs sociétés prennent très vite un développement extraordinaire(1). On installe de nouveaux comptoirs : épicerie, bière, charbon, vêtement.

(1) La Maison du Peuple de Bruxelles fabriquait en 1889, pour 2.500 familles, 1.260.000 kilos de pain. Elle fabriquait en 1896, pour 15.000 familles, 7.500.000 kilos.

L'idée travaille pour la boutique ; la boutique travaille pour l'idée. Le comptoir devient la tribune d'un club ; puis, dans le local, plus grand, qu'il a fallu louer et que parfois on a pu acheter, une pièce est réservée aux réunions, aux fêtes : la coopérative devient un commencement de Maison du Peuple. Bientôt elle est assez puissante pour offrir l'hospitalité aux mutualités, aux syndicats, et leur donner une belle salle de fêtes. Dès lors l'association est complète, elle existe. En ces vastes et tragiques agglomérations ouvrières où des masses d'hommes vivent confusément dans la poussière et dans la boue, où le cabaret remplace l'intérieur, et l'ivresse la beauté, la coopérative socialiste agit avec puissance. Son nom brille tous les soirs en lettres de feu sur la façade qui domine les pauvres maisons : *Le Progrès*, *les Prolétaires*, *la Populaire*, *la Ruche ouvrière*. Elle est ouverte à tous, associés ou non ; elle offre ses boissons économiques et saines (les coopératives socialistes ne vendent pas d'alcool), ses concerts, ses livres, ses conférences politiques, littéraires et morales : la vie sous toutes ses formes. Salles, couloirs, regorgent de monde : ces malheureux viennent chaque jour donner à la maison commune le meilleur d'eux-mêmes, leurs minutes de loisir. Ici on écoute un orateur de rencontre ; là-bas on discute ; ailleurs on chante des mélodies, des chœurs. Les femmes, les enfants, viennent en nombre ; la famille détruite par l'usine, acquiert des mœurs nouvelles : la coopérative devient un instrument d'éducation.

Elle devient plus encore : un temple, un lieu presque sacré. Une religion est-elle autre chose que la croyance commune d'un peuple ou d'une race ? Les ouvriers belges, groupés par une idée, créent une religion. Eux-mêmes l'ignorent ; la production est spontanée, et d'autant plus intéressante : point de littérature ici, point de journalisme. Cérémonies et rites se reforment naturellement autour des heures solennelles de la vie. A Gand, une initiation socialiste remplace pour les enfants la première communion ; un peu partout des sociétés funéraires offrent au camarade mort la dernière fête d'une musique et le luxe d'un étendard ; et, dans certaines localités de la Wallonie, les ouvriers appellent leur Maison du Peuple « l'église ». Ils disent : « Je vais à l'église », — emploi bien intéressant d'un mot qui semblait à jamais fixé.

Mais les développements économiques de la coopérative ne sont pas moins surprenants. Révolutionnaire dans son principe, elle tend à s'isoler du vieux monde ; une nécessité de nature la pousse à multiplier constamment autour d'elle, en elle, les applications du principe coopératif qui est sa raison d'être. Aussitôt que possible, elle fabrique elle-même ses produits, ou bien suscite des coopératives de production, les aide de son argent et de sa clientèle ; sauf pour la partie métallurgique, la Maison du Peuple de Bruxelles est l'œuvre d'ouvriers associés ; des carriers libres ont extrait la pierre, des maçons l'ont posée. La collectivité gantoise possède aujourd'hui une vaste fabrique de pain, des ateliers pour

la cordonnerie, la métallurgie, la fabrication des cigares, les confections. Unie à la Maison du Peuple de Bruxelles, elle encourage une association de tisseurs ; ainsi, pacifiquement, entre camarades, les socialistes font la révolution, silencieuse, mais efficace. Ils organisent une société qui a son parlement, lève ses impôts, publie des journaux, des livres, subventionne des fêtes, des manifestations d'art, et possède ce rouage nouveau : la direction industrielle. « Les affiliés à la Maison du Peuple, écrit l'un des chefs du Parti ouvrier, Vandervelde, font partie à la fois, de la coopérative — organe économique — et de la Fédération bruxelloise — organe politique. Les deux organisations ne sont donc pas plus séparées l'une de l'autre que l'estomac du cerveau ; mais elles conservent leur autonomie et sont administrées par des hommes différents ; d'un côté ceux qui ont des aptitudes politiques, de l'autre ceux qui ont des aptitudes commerciales. Il en sera de même dans les sociétés collectivistes. »

Beaucoup de revendications ouvrières sont expérimentées dans les coopératives du Parti. Le repos hebdomadaire est d'une application générale. La loi des huit heures, du salaire égal, sont plus difficiles à réaliser. Au *Vooruit*, dans certains métiers on travaille dix heures, et certaines femmes sont payées moins de trois francs. Néanmoins, les conditions sont meilleures que dans l'industrie privée, et parfois tout à fait bonnes, à Bruxelles par exemple. En tout cas, la rémunération des gérants, secrétaires, etc., est extrêmement modérée : Anseele touche

3280 francs. Cette vie complète est un phénomène des plus intéressants. « Le socialisme belge, peut dire Vandervelde avec orgueil, est un État dans l'État. »

Les conservateurs méconnurent le péril pendant assez longtemps. Ils avaient coutume d'opposer l'association libre au socialisme, et continuaient à penser que des révolutionnaires administrateurs et commerçants n'étaient plus des hommes à craindre. Ils comprirent enfin et, soutenus par les petits commerçants dépossédés et ruinés, entamèrent la lutte.

A Bruxelles, ils opposèrent aux coopératives ouvrières de grandes sociétés capitalistes. Une boulangerie fut pourvue de puissantes machines, et, quand le prix du pain monta, en 1897, elle vendit à perte, jugeant l'occasion bonne pour tuer sa rivale. Mais la Maison du Peuple avait le soutien d'une force morale qui la sauva. Les ouvriers l'aidèrent à leur détriment.

A Gand, les socialistes firent aux conservateurs la partie belle. Il y eut discorde et récriminations au sein du *Vooruit*, la plus riche, la mieux organisée des coopératives belges. Un des fondateurs, Pol Dewitte, se retira, et, dans une série de lettres adressées au journal du libertaire Doméla Nieuwenhuis, dénonça « la tyrannie d'Anseele, qui, affirma-t-il, fait du *Vooruit* un véritable enfer pour tous ses employés ». Pol Dewitte était visiblement soutenu par quelques fractions du personnel et des comités directeurs.

Ainsi, les socialistes attaquaient leur chef, dénon-

çant en lui le plus dur des patrons. L'expérience, mieux que la discussion, ruinait déjà la chimère collectiviste. Libéraux et catholiques triomphaient : les ouvriers allaient abandonner le *Vooruit*, revenir dociles au petit commerce, à l'économat patronal. La campagne de presse était violente : on annonçait chaque jour une sévérité d'Anseele, un passe-droit, un acte d'autorité, — mais les employés étaient mieux payés que partout ailleurs et pour un temps moindre : ce fait dominait le débat. On attendait avec impatience l'assemblée générale, où les réclamations seraient publiées, discutées. Les ouvriers y vinrent, et leur foule silencieuse emplit la vaste salle. Ils écoutèrent les discours, puis, d'un vote unanime, condamnèrent les dénonciateurs.

Peu de jours après, le *Vooruit* organisait un système de retraites qui assurait une somme moyenne de cent vingt francs par an aux coopérateurs âgés de soixante ans au moins, et depuis vingt ans clients réguliers de la coopérative. Une fête célébra cette création. « Le soir, — écrit un adversaire, M. J. van den Heuvel, — dans les rues de Gand, je voyais défiler de longs cortèges portant des milliers de lanternes vénitiennes. Les hommes chantaient des poésies socialistes. Des femmes suivaient nombreuses. Elles mêlaient leurs voix à celles des hommes... J'avais la preuve que les derniers troubles n'avaient pas ébranlé la foi des masses collectivistes. »

Il y avait eu jalousie entre les chefs, rien de plus. L'entreprise était vigoureusement menée, la discipline inflexible. On le savait du reste : une admi-

nistration rigoureuse est nécessaire aux grandes entreprises du commerce, de l'industrie moderne, et le socialisme ne prétend pas les abolir ; il est, au contraire, la conséquence de ce mouvement qui agglomère l'humanité en lourdes masses, ethniques, politiques, financières, sociales, et substitue partout des collectivités aux individus.

Les conservateurs, deux fois vaincus, veulent aujourd'hui recourir aux mesures législatives, entraves qui seront vaines où la concurrence et la division n'ont rien pu. Interdira-t-on aux coopératives ouvrières les dépenses de propagande ? Qu'importe ? Ce serait autant de gagné pour les œuvres économiques, éducatives. Les Maisons du Peuple seraient plus nombreuses, plus riches, et la véritable force est là. Défendra-t-on la vente aux clients de passage ? Os à ronger qu'on jetterait au petit commerce. Que faire ? Il est extrêmement difficile de restreindre les libertés d'associations dans un pays de culture moderne : tous se trouvent unis pour les sauvegarder.

En vérité, le coopératisme belge est un monde qui se forme en silence et grandit : les fictions gouvernementales ne peuvent rien sur lui. D'un élan naturel, le mouvement se propage, il gagne la campagne. Beaucoup de cultivateurs vendent directement aux coopératives leurs pommes de terre, œufs, légumes, et en 1898 la Maison du Peuple de Bruxelles achetait une ferme dans le petit village de Herfelingen pour y installer une laiterie modèle. Des fermiers associés ont pris l'engagement de la

soutenir : le patient travail des ouvriers atteint la terre et l'affranchit. Il est probable que, d'ici peu de temps, cette expansion industrielle, agricole, prendra plus de force encore : les coopératives affiliées au Parti ouvrier viennent de se constituer en Fédération; près de quatre-vingts sociétés, groupant de soixante à soixante-dix mille familles, mettent leurs ressources en commun pour acheter moulins, usines, etc.

Aujourd'hui, le développement est paisible et normal ; mais une crise est toujours possible ; alors le Parti ouvrier disposerait d'une arme terrible : la grève organisée. Partout les ouvriers quitteraient les usines et trouveraient dans les ateliers du Parti la nourriture et un peu de travail. « Nos coopératives, dit Anseele, sont les citadelles d'où nous pourrons un jour bombarder la société capitaliste à coups de pommes de terre et de pains de quatre livres. » Une société active et prospère soutiendrait les socialistes en lutte contre une société arrêtée dans sa vie. D'une part l'argent mort qui s'épuise, d'autre part le travail créateur.

En mai 1898, les ouvriers de Bruxelles ouvraient leur nouvelle maison ; fiers de l'œuvre accomplie, désireux qu'on l'admire, ils avaient invité le monde socialiste à leurs fêtes inaugurales. L'Europe entière se fit représenter ; les militants français qui depuis longtemps suivaient avec une curiosité étonnée le travail calme, persévérant, de leurs voisins, arrivèrent en nombre. Assistons avec eux à ces réjouissances.

Première soirée : retraite aux flambeaux. Quinze cents hommes défilent, accueillis, escortés par une foule immense. Au premier rang, deux grands gaillards tiennent des torches de résine ; derrière eux, six cavaliers, adolescents rieurs, montés sur de lourdes bêtes ; puis une fanfare : à côté de chaque musicien, un ami tient suspendue une lanterne vénitienne, et tous marchent d'un pas rythmé par la musique, suivis par les délégations ouvrières, corporations. groupes d'études, porteurs de banderoles et de transparents. On lit : « *La Maison du Peuple a été élevée par les travailleurs pour tous leurs compagnons. — La Maison du Peuple donne le pain de la vie et de la science.* » Enfin une réclame pratique : « *La Maison du Peuple vend au meilleur marché les meilleurs produits.* » Et encore des fanfares et des sociétés chorales : les voix mâles alternent avec les cuivres ou les soutiennent de leurs accents graves.

La colonne tourne, passe d'un large boulevard dans une rue misérable ; des lampions se balancent aux façades. Du haut d'un toit, un ouvrier saluc en agitant son bonnet, et tire une fusée. Autre quartier : avenues silencieuses, fenêtres closes. On entonne des hymnes révolutionnaires. Une élégante silhouette de femme paraît aux vitres d'un hôtel : gaiement on salue, on rit.

Direction nouvelle, rue étroite : le flot soudain resserré se bouscule et se hâte. L'allure est plus rapide, les visages plus animés. Les gamins gesticulent au seuil des maisons, et crient. Les grands

drapeaux rouges, arborés aux croisées en signe de foi, aux estaminets en manière de réclame, ondoient dans la nuit, comme de larges gouttes de sang — singulier emblème pour ces pacifiques réjouissances. Parfois, une lumière les éclaire, feu de bengale ou torche qui passe, et la couleur magnifique resplendit comme un joyau sur le ciel sombre. Une multitude noire, attirée par le vacarme et les lampions, précède la colonne, l'entoure, la suit, balayant les trottoirs, et cette masse flamande, au départ un peu flegmatique, s'exalte au spectacle qu'elle se donne, crie et chante les psaumes enfantins de son bonheur.

Sous le soleil qui brille,
Au sein du grand ciel bleu,
Nous, la grande famille,
L'air riant, l'œil en feu,
Nous marchons haut la tête
En chantant de tout cœur...

La vieille place apparaît soudain, déserte, obscure. Les torches qui passent jettent un peu de clarté sur les façades : on devine les formes exquises du Palais du Roi, de l'Hôtel des Métiers. Les voix, qui résonnaient tout à l'heure, faiblissent dans l'espace élargi, et semblent elles-mêmes un écho du passé. Il y a cinq ou six cents années, des foules semblables s'arrêtaient ici, groupées par confréries et corporations : le jeu des siècles est monotone.

La colonne gravit une rue escarpée : les palais royaux et princiers sont à deux pas ; mais la police en défend les approches : c'est l'unique exigence d'un souverain constitutionnel. Il faut descendre vers

Sainte-Gudule. Les fanfares jouent des marches militaires, et la multitude endiablée, hommes, femmes, enfants, danse par couples, avec une joie de kermesse, sur les glacis de la cathédrale ; on chante parce qu'on s'exalte, on s'exalte parce qu'on chante ; lampions et drapeaux avancent en sautant.

Quelques minutes encore : puis, au débouché de la place des Sablons, apparaît la Maison du Peuple, toute éclairée, baie de lumière au milieu des ténèbres. Alors les visages dressés, d'un même mouvement, d'une même ardeur naïve, fixent le monument, leur chose. Le voici, vaste, indestructible ; des camarades ont extrait la pierre, des camarades l'ont taillée, des camarades l'ont scellée : tous travaillèrent pour tous. Le cortège est lent et long à défiler : instinctivement on marche moins vite pour mieux contempler et jouir. « Vraiment, est-ce bien notre maison, à nous, les salariés d'usine ? — Oui : des lettres de feu dessinent sur la façade le nom aimé du *Parti ouvrier*. C'est bien elle ! » Les regards levés ne s'abaissent plus, tendus et comme immobilisés dans la joie.

Le lendemain, grande manifestation. Toute la Belgique ouvrière est là. C'est une foule immense, une mer au-dessus de laquelle ondoient les drapeaux rouges. Elle avance, coupée de distance en distance par de longues banderoles portant des noms de provinces ou de villes : Hainaut, Anvers, Louvain, Liège, Namur... Chacune a sa vie, et se reconnaît comme un être. Voici le Borinage, avec ses charbonniers en habit de travail, veste et pantalon blanc,

petit chapeau noir de cuir bouilli, et, sur la poitrine, une lampe suspendue : ils marchent plus pesamment, oiseaux de nuit étourdis par le tumulte gai. Les métallurgistes, qui suivent, ont une allure dégagée : travail plus doux. Voici venir une cohue grouillante et bavarde : c'est Liège la gauloise, l'indisciplinée ; on cause, rit, s'interpelle ; au pas redoublé d'une fanfare, un groupe de femmes bras dessus, bras dessous, esquisse gaiement une gigue. Puis Bruxelles, plus sérieuse, fière de cette journée qui est son triomphe ; au premier rang de ses délégués figurent, pieusement portés, trois petits écussons verts : *Place au peuple ! — Fédération bruxelloise. — Place aux pauvres !* Ce sont les reliques de l'Internationale. Voici Gand, Jérusalem du socialisme belge ; plus de mille ouvriers sont venus ; lourds flamands, ils vont militairement, comme liés par une invisible chaîne. Tels, au XIVe siècle, ils sortaient de leurs murs, puis, tête baissée, pique en avant, heurtaient les brillants chevaliers, et les égorgeaient de leurs mains plébéiennes. Deux des leurs portent un cadre en toile : « Au début, nous étions trente, et nous avions un capital de soixante-dix-sept francs soixante-quinze. » Une femme et un petit enfant, gage de l'avenir, marchent sous l'inscription ; une puissante fanfare et trois cents hommes suivent : c'est le groupe du *Vooruit*. Louvain envoie son escouade de cyclistes ; militants capables et courageux, ils vont dans les villages catholiques, s'installer devant l'église et haranguer les hommes au sortir de la messe. Souvent on les

reçoit à coups de pierres et de fourches. Quelques-uns recourent à la ruse pour se faire écouter : ils emportent un phonographe et montrent l'invention nouvelle aux paysans qui, intrigués, prêtent l'oreille : et ils entendent un discours de Vandervelde ou d'Anseele. Louvain s'éloigne, d'autres cités paraissent ; c'est Charleroi, Bruges, Anvers, tout un peuple ouvrier qui passe, heureux et chantant derrière ses étendards. Voici les délégations étrangères. La France, conduite par Jaurès : Paris, quarante délégués en désordre ; Roubaix, Lille, Calais, villes flamandes fortement représentées ; puis, l'Angleterre, la Russie, l'Italie. Enfin, pour finir, quelques Belges encore : les « jeunes gardes », adolescents de dix-huit à vingt ans, voltigeurs du Parti. Ils marchent étroitement serrés, coude à coude, et leurs cannes, tenues à bout de bras, enchevêtrées horizontalement, forment devant eux comme un faisceau qui les relie, et les aide à se frayer une voie parmi les paysans ameutés, quand le dimanche, au printemps, on va pousser la propagande dans les campagnes ennemies. Derrière eux, la foule se referme, et voitures, tramways, avancent doucement.

La Maison du Peuple est ouverte ; on entre : c'est un enchantement de lumières, de lignes simples et gracieuses ; le Parti ouvrier a laissé toute liberté à M. Horta, le plus remarquable des jeunes architectes belges. Point de pierres sculptées, de colonnes, d'ornements classiques ; à l'extérieur, à l'intérieur, la charpente de fer est partout apparente, nue et

belle par l'exactitude des proportions, la sûreté des courbes. Le plan général est simple : en bas, l'essentiel, deux étages de magasins ; au troisième, la Bourse du Travail : bureaux de syndicats ; au quatrième, dans la toiture immense et claire comme un atelier de peintre, la salle des fêtes, vaste pour contenir trois mille personnes ; enfin, au cinquième, la terrasse, balayée par les grands drapeaux rouges qui dominent la ville entière : palais, églises, pauvres maisons.

Sur la chaussée noire de monde, le cortège défile avec ses étendards, emplissant l'air d'acclamations et de cantiques ; il monte avec lenteur au carrefour des Sablons, pour chanter encore, chanter toujours la joie présente et l'espoir infini.

C'est l'heure de la réunion : le public envahit la salle des fêtes. Entre amis, entre nations, on se reconnaît, on s'appelle. Voici les Anglais, les Russes, les Français. On se montre, assis au bureau, les grands hommes du Parti : on cause, balbutiant des idiomes étrangers ; et pourtant, dès la première minute, on se connaît, on se comprend : le socialisme est plus fort que la race. Les regards heureux se croisent, se sourient, ils semblent dire : « Oui, c'est cela, nous sommes d'accord. » Joie suprême ! La guerre est partout, entre les États et dans les États, entre les sexes, et jusque dans les âmes ; presque tout le monde ignore le calme bonheur d'être ce que l'on est et d'avoir des amis : c'est l'apanage des socialistes. « Nous promettons le bonheur, disent-ils, nous le pouvons, car nous l'avons. »

Vandervelde se lève et parle : transfuge de la bourgeoisie, il a trente-deux ans, et mène le Parti. Son éloquence est grave, sacerdotale. Sa harangue dure dix minutes à peine ; les orateurs seront nombreux. Le vieux Defuisseaux, révolutionnaire des temps passés, succède à Vandervelde ; puis vient Anseele, l'admirable organisateur de Gand ; Damblon, de Liège, et dix autres, délégués par des villes ou des coopératives. Les étrangers parlent ensuite, Jaurès d'abord ; on l'acclame. Un Bulgare, un Anglais, un Italien, des Français encore ; et tous terminent par un même salut, que la foule répète :

— Vive l'Internationale !

Les hommes ici rassemblés sont heureux : ils sont affranchis du doute. De leurs corps pressés, de leurs respirations confondues, de leurs pensées unies, une force est née, quelque chose d'immatériel, qu'ils ont créé, et qui les possède : cet enthousiasme a quelque chose de terrible. Cela émeut comme, au seuil d'une église, l'émotion chrétienne. Tous ont parlé ; Vandervelde conclut :

— Citoyens, je reçois à l'instant une adresse de nos camarades russes. Disons-leur, n'est-ce pas, combien nous sommes de cœur avec eux, et qu'à la veille d'entrer dans l'Église triomphante, nous pensons à nos frères malheureux, à tous ceux dont les lèvres sont cadenassées. Camarades, je vous invite à terminer cette réunion dans une pensée de recueillement !

Alors, avec une imposante unanimité, l'assis-

tance, debout, entonne *la Marseillaise*. Le chant révolutionnaire couvre le bruit des pas, et, sans bousculade ni hâte, on sort. A tous les étages, dans tous les couloirs, encombrement et bonheur : le peuple inaugure sa Maison, heureux comme un enfant qui reçoit un joujou neuf.

On rit, on danse ; des bandes, que le terrible genièvre fait un peu vaciller, parcourent les rues, retentissantes jusqu'au soir. A cinq heures et demie, enlèvement d'un ballon. A six heures, représentation donnée par le « groupe d'Études dramatiques. » Des ouvriers jouent devant un public ouvrier, qui paye vingt centimes pour entrer. Au programme, deux actes tragiques : *Jacques Damour*, de Zola ; une pièce flamande, *La Grève* ; pour conclure, une bouffonnerie : ainsi étaient composés les spectacles grecs.

Au rez-de-chaussée, la brasserie est comble ; les ouvriers, à mi-voix, fredonnent en chœur autour des tables, et les derniers venus, qui ne peuvent s'assoir, circulent et admirent le matériel propre, les chaises confortables, le bel éclairage électrique. Un de ces mineurs qui, l'après-midi, défilait d'un pas lourd en costume de travail, s'est endormi, assis, face contre table ; la respiration soulève son corps puissant. On le regarde, avec des sourires et des soins fraternels pour ne pas l'éveiller, on le plaint, on l'entoure : qu'il repose en paix dans la maison commune. Il verra des jours meilleurs. Moins surmené, mieux payé, il pourra jouir de ce qui est beau et bon, être un homme parmi des hommes.

La nuit tombe, et dehors, sur la chaussée, toujours même grouillement heureux, mêmes regards levés sur la façade claire, enguirlandée de fleurs lumineuses. Depuis quarante-huit heures, cinq cents personnes immobiles contemplent, et sur leurs visages on devine cette pensée de bon orgueil : « Voici notre chose, notre œuvre, aujourd'hui, nous possédons... » Le socialisme exalte en ces cœurs le sentiment de la propriété. La tradition nous a conservé les vers naïfs que les compagnons disaient en trinquant, à l'ouverture des anciens locaux de la rue de Bavière :

Inaugurons la Maison du Peuple,
Chantons, hosannah, le bon pain,
Et buvons un verre de vin,
Puisque nous sommes dans nos meubles !

C'est le cri du petit commerçant, qui, après trente années d'arrière-boutique, achète un chalet de banlieue, et s'asseoit dans son jardin. Avec l'orgueil de la possession, le socialisme donne un sens au labeur du prolétaire et, pour la première fois, l'intéresse à son effort. On n'a pas idée des incroyables dévouements qu'il a fallu pour créer ces Maisons du Peuple. A Bruxelles, les militants commencèrent au fond d'une cave, ayant pour tout capital quelques centaines de francs, deux sacs de farine, un chien, une charrette. Tous les soirs, ils partaient en campagne, pénétraient dans les bouges et parlaient aux buveurs, comme Anseele à Gand ; puis, chaque nuit, l'un d'eux, malgré la fatigue du jour, surveillait la cuisson.

Bien souvent c'était Jean Volders, le meilleur et le plus ardent. Journaliste, orateur, boulanger, comptable, il était tout entier à toutes les besognes, et mourut d'épuisement.

Les camarades allaient le voir :

— Et la Maison ? demanda-t-il.

— On a cuit tant de pains, chaque semaine la demande est plus forte.

Ses yeux brillaient.

— Je ne la verrai plus...

Avant de mourir il appella son père, vieux libéral, et lui dit :

— Père, le Parti ouvrier, c'est la Justice ! Jurez qu'après ma mort, vous serez toujours avec le Parti ouvrier.

Il mourut : le jour de son enterrement, la vie de Bruxelles fut interrompue. Cinquante mille ouvriers défilaient dans les rues. Un régiment qui voulait passer quand même en fut empêché, et dut rester cinq heures l'arme au pied. Le cercueil disparut dans la tombe, salué par cent drapeaux rouges; et pendant quelques années après cet émouvant adieu, un vieillard, que la foule se montrait, marchait au premier rang de toutes les manifestations : c'était le père.

Jean Volders a la plus belle des immortalités. Pas un ouvrier qui ne s'émeuve à son nom : « Yan, disent-ils à la flamande ; il n'y a jamais eu d'homme si bon,... il nous aimait, nous connaissait tous par nos petits noms,... un jour, il m'a rencontré, il m'a pris par le bras... » Yan vit, grandit à chaque

minute en cent mille cœurs. Une légende héroïque est en train de naître.

La nuit est tombée : voici l'heure du feu d'artifice. La multitude attentive s'amasse ; une fusée monte dans le ciel noir; cris, bousculade légère, puis silence : bombes, soleils et pluies d'or tournoient et glissent. Enfin, un faisceau de pétards crépite ; une figure symbolique se dresse au-dessus des flammes : le Parti ouvrier, la triomphante Justice. Une longue acclamation s'élève : les réjouissances sont finies.

Lentement, comme à regret, la multitude se disperse, et jette en s'éloignant un dernier regard à la bonne Maison qui nourrit, habille et réjouit à si bon compte. L'amour ne se commande pas, et la Maison du Peuple est aimée.

Dans un chapitre du *Banquet*, Michelet raconte une visite éperdue qu'il fit à Béranger en 1848 : « La France est sans traditions, dit-il, elle s'égare..., il faut lui donner des chants, des fêtes au plus vite... — Laissez faire, répondit Béranger, laissez faire ce peuple, il trouvera son chemin. Sa politique nouvelle, il faut qu'il la fasse lui-même; ses livres, ses chants, il les improvisera. Personne ne pourrait les lui faire. » L'ouvrier belge les possède aujourd'hui. Il est heureux ; grande force en un siècle tourmenté.

III

Coopératives et Universités populaires en France

La France n'a jamais manqué de coopératives. En même temps que Robert Owen travaille en Angleterre, les disciples de Fourier et plus tard ceux de Pierre Leroux, essayent en vain de fonder des phalanstères, les premiers non loin de Rambouillet, les seconds à Boussac, dans la Creuse. Après 1830, le théoricien catholique Buchez institue plus modestement des coopératives de production : l'une de menuiserie, l'autre de bijouterie. Elles échouent, mais les courages ne faiblissent pas. Malgré les insuccès, un journal, l'*Atelier*, rédigé par des travailleurs, entre autres par le mécanicien Albert, qui devait après la révolution de Février participer au gouvernement, propage la doctrine. Le patron Leclaire intéresse son personnel aux bénéfices de son entreprise et fonde une association d'ouvriers peintres, qui, celle-là, devait avoir un long succès : elle est aujourd'hui en grande prospérité.

En 1848, quatre ans après la découverte des tisseurs de Rochdale, les ouvriers français firent

leur grand effort. Rien dans l'histoire de la race n'est plus glorieux, plus pur, ni plus inutile que cet effort épique d'une classe ignorante et pauvre. Plus de cent quatre-vingts sociétés furent constituées. Elles appartenaient à toutes les corporations : tailleurs, maçons, cordonniers, cuisiniers, mécaniciens, peintres, etc., et pendant trois années une légion de braves s'acharne, résignée à la faim, à la misère des femmes et des enfants, ingénieuse, vaillante, probe, obstinée dans la poursuite de son idéal. Mais elle n'avait aucune expérience, et l'association est un art qui ne s'improvise pas, non plus que les connaissances industrielles ou commerciales.

Les coopérateurs de 1848 soumettaient leurs chefs à un contrôle incessant et parfois trouvaient démocratique de les changer tous les six mois. Ils s'endettaient pour acheter des outils, puis fabriquaient en toute hâte, sans être sûrs de leurs débouchés. Ils n'avaient aucune idée du possible et de l'impossible. En 1849, quatre-vingt-trois sociétés subsistantes voulurent se liguer pour se renforcer mutuellement, et, suivant l'initiative de la bonne Jeanne Deroin, ancêtre du féminisme, fondèrent l'*Association fraternelle et solidaire de toutes les associations*, qui, « ayant pour base la solidarité la plus complète, voulant pour tous ses membres toutes les conséquences de nos grands principes de liberté, d'égalité et de fraternité...., assurait à tous les travailleurs, membres de l'Association, sans distinction de sexe, le droit, les moyens de vivre du

produit de leur travail, eux, leurs enfants et leurs ascendants », sans oublier « le droit à la vie complète, à la satisfaction morale, intellectuelle et physique de leurs besoins...., en donnant à chacun les instruments de travail et les matières premières nécessaires à leur production. »

Tout s'unit pour accabler ce mouvement gigantesque et puéril. Il n'était pas encore tout à fait éteint, quand survinrent les tribunaux mixtes de 1852. Les meilleurs militants furent déportés, et presque toutes les sociétés dissoutes.

Ces pauvres gens étaient vaincus. Nul doute qu'après la défaite ils connurent des jours difficiles. Surveillés et signalés par la police, mal vus comme anciens « partageux », chassés de maison en maison, ils durent éprouver la misère, avant de mourir à l'hôpital, et d'être jetés à la fosse commune. Deux ou trois anecdotes touchantes, quelques statistiques ministérielles, quelques signatures sur des actes publics, c'est tout ce qui restera d'eux. Ils méritent un souvenir. Honorons, tels qu'ils nous parviennent, ces noms énigmatiques : Wursthon, Rival, Duez, Duret, Muneaux, Delbrouck, Solon, Blaison, Descheneaux.

Cet échec ne fut pas une leçon. Les ouvriers français ne surent pas, comme les Anglais, abandonner rapidement l'idéal de la coopérative de production, qui promet tant de choses, et si vite. Vers 1862, le mouvement reparaît, moins étendu, plus réfléchi. Des philanthropes créèrent, pour le soutenir, une banque de crédit, qui échoua et entraîna

dans sa chute la plupart des sociétés nouvelles : quelques-unes, pourtant, réussirent à vivre. Mais bientôt leur caractère changea. Elles embauchèrent des ouvriers auxquels n'étaient accordés, ni un droit de suffrage à l'assemblée générale, ni une part dans les bénéfices. La coopérative devenait une association de petits patrons. La démocratie pure des débuts se transformait en oligarchie. Quand le groupement ne disparaît pas, l'évolution se poursuit d'une manière presque fatale. Les petits patrons, pour éviter le trouble et les disputes, prolongent les pouvoirs de leurs directeurs, les nomment pour cinq ans, pour dix ans, puis à vie : ce n'est plus un président constitutionnel, mais un dictateur, qui n'aura pas de peine à modifier les statuts, à racheter toutes les actions, et finalement à devenir propriétaire légal de l'ancienne association. Et quand la proportion des insuccès, la faible efficacité sociale des succès, eurent enfin éclairé les militants du prolétariat, — ce ne fut pas avant 1878, — sommairement ils proclamèrent l'impuissance radicale des groupements libres et ne songèrent pas à reporter leurs faveurs aux coopératives de consommation. « Tout cela, disaient-ils, est enfantin. Certes, si nous fabriquons notre pain nous-mêmes, nous pourrons en diminuer le taux de vente. Mais le taux du salaire, est-ce nous qui le fixons ? C'est le patron ; et quand le patron s'apercevra que nous économisons deux sous par jour, c'est lui qui fera l'économie en diminuant d'autant nos salaires. Nous sommes et nous resterons des esclaves, aussi longtemps que nous

dépendrons des capitalistes. Unissons-nous pour lutter contre eux. »

Les coopératives de consommation existaient pourtant. Importées d'Angleterre vers 1860, elles se répandirent assez vite, sous une forme particulière, due à l'initiative patronale. Certaines compagnies créèrent des *économats*, où l'ouvrier, tenu de se fournir, trouvait des produits à bon marché ; mais trop souvent sa paie ne tardait pas à baisser en proportion, si bien qu'il se trouvait enfin aussi pauvre que la veille, moins libre, et irrité par le soupçon, parfois fondé, que ses maîtres gagnaient jusque sur sa nourriture.

Plusieurs grèves furent causées par ces établissements. Les ouvriers demandaient, soit une part dans le contrôle, le droit, par exemple, de vérifier les comptes, soit l'ancienne liberté d'acheter où bon leur semblait. Vainqueurs sur ce deuxième point, ils entreprirent de fonder entre eux des sociétés nouvelles qui réussirent généralement ; on les imita : ce fut une des origines du mouvement. Paris resta quelque temps à l'écart. Les grandes agglomérations, où l'on s'ignore de porte à porte, sont moins favorables à ce genre d'institution que les petites villes, où deux, trois usines rallient déjà les habitants. Enfin, Suresnes, Puteaux, La Chapelle, les faubourgs de l'est, Plaisance, eurent bientôt leurs boutiques, très modestes locaux ouverts après six heures du soir, quand les initiateurs, sortis de l'atelier, se trouvaient libres de remplir leurs fonctions de commis. Elles durèrent, survécurent à

l'épreuve du siège et de la Commune, prirent des employés, achetèrent des immeubles.

Ainsi, il existait des coopératives de consommation un peu dans toute la France. Elles vivaient passablement, mais quelque chose leur manquait, cette indéfinissable étincelle qui fait l'excitation et le plaisir de la vie. Elles rendaient service : on le savait à peine. Les coopérateurs anglais ont leurs héros : ces tisseurs, qui les premiers entreprirent l'œuvre, les *Équitables pionniers de Rochdale* comme ils s'appelaient eux-mêmes d'un nom qui leur est resté. Ils ont leurs apôtres : un Holyoake, vieillard dont la vie fut une immense et perpétuelle tournée de propagande, jetée à tous les échos des villes, bourgades et villages. Les coopérateurs français n'avaient rien. Leurs sociétés vivotaient isolées et ne soupçonnaient pas la puissance collective qui était en elles. Les apologies de l'excellent Benoit Malon, seul clairvoyant et juste, ne suffisaient pas à les faire estimer, tandis que Jules Guesde, avec sa fausse logique de jacobin, si accessible aux foules, les dépréciait pour quinze ans.

En 1885, un gentilhomme nîmois, M. de Boyve, de religion protestante, et bien renseigné sur le fonctionnement des grandes associations d'outre-Manche, essaya de les acclimater en France. Elles sont à proprement parler des coopératives de coopératives. De même que, dans une ville, mille individus s'unissent pour acheter en commun, et supprimer le commerce de détail, dans une région ou un pays, plusieurs centaines de sociétés s'uniront

pour lutter contre le monopole des maisons de gros et les prix arbitraires de la spéculation. Les deux fédérations anglaises groupent en faisceau 6.000.000 de consommateurs, et font annuellement pour 1.400.000.000 de francs d'affaires : elles sont une force économique.

M. de Boyve sut mener à bien l'organisation d'un premier congrès national qui permit d'apprécier la qualité du mouvement. Il y avait quelques bons centres : la Charente, avec ses nombreuses boulangeries urbaines ou rurales ; Lyon, dont l'influence rayonnait sur Saint-Étienne, le Creusot, les villes industrielles des Alpes et du Jura ; Paris ; enfin, le Nord lillois et roubaisien. La Normandie, la Bretagne, le Centre, le Midi, l'Est lorrain et champenois étaient de vastes déserts. En somme, quelques points actifs, mais partout un absolu défaut d'entente. Cinquante sociétés, puis cent cinquante adhérèrent au Comité central institué par le congrès. Un magasin de gros lui fut adjoint : les achats dépassèrent à peine la somme dérisoire de 2.000.000. Les commandes ne venaient pas, la tentative échouait.

S'il est difficile, en France, d'associer des individus, il l'est bien plus encore d'associer des associations. Chacune est animée d'un esprit terriblement personnel et soupçonneux. Il est constant que des coopératives de campagne, séparées par quelques kilomètres, et qui devraient s'aider le plus naturellement du monde, se ferment au contraire l'une à l'autre, refusent de se communiquer les noms de

leurs fournisseurs, et se jouent des tours enfantins et pendables. Ce ridicule état d'esprit explique que le Comité central et son magasin de gros aient bientôt été considérés comme de louches instruments d'exploitation. D'ailleurs, la méfiance instinctive fut habilement entretenue par cette race d'individus qui trop souvent rôdent autour des coopératives, s'introduisent dans leurs commissions administratives, pour vivre des pots de vin distribués par les fournisseurs. Le magasin de gros, supprimant les petits marchés, était leur perte : ils réussirent à l'abattre. M. de Boyve et ses amis durent se résoudre à le supprimer pour sauver au moins le Comité central. — Celui-ci était malheureusement gêné par un autre élément d'insuccès : il avait été fondé par des philanthropes. Étrange défaut, dira-t-on. Étrange peut-être ; dans la pratique, très sérieux défaut. Un bourgeois, isolé dans un groupe ouvrier, peut rendre service. Il apporte certaines qualités qui manquent, et agit comme le levain dans la pâte. Mais un groupe de bourgeois, collaborant avec un groupe d'ouvriers, ne fait pas de bonne besogne. La divergence de culture entre les deux classes est trop grande, et détermine soit une rivalité, soit un patronage. A l'intérieur du Comité central, il y eut patronage. Autour de lui, l'influence grandissante des socialistes suscitait, entretenait, un peu de défiance, et une fédération rivale tendait à se former parmi les sociétés parisiennes.

Dans l'automne de 1895, un fait très important vint précipiter les choses. La dure grève des ouvriers

verriers de Carmaux allait se terminer. Ils étaient finalement vaincus, chassés, et privés de travail. Les autres patrons français, tous plus ou moins alliés, ne se pressaient pas de les embaucher, et la misère les menaçait au lendemain de leur effort. Comment les aider? Dans tout le prolétariat, que cette lutte avait profondément remué, l'émotion était réelle. Sur ces entrefaites, une femme, une inconnue, Mme Dembourg, envoya cent mille francs à Henri Rochefort pour qu'il aidât les Carmausins à s'acheter une usine. Les perplexités cessèrent : les ouvriers français reconnurent leur vieil idéal, la coopérative de production, et ils acceptèrent d'enthousiasme. Mais alors commencèrent les difficultés. Cent mille francs, c'est peu de chose. La verrerie est une industrie assez fortement concentrée, et il est inutile de s'y engager sans un capital au bas mot quintuple. Où trouver cet argent, comment mener à bien l'œuvre annoncée avec tant de solennité ? On songea immédiatement aux réserves des syndicats et aux riches coopératives ; on les pressentit : l'ardeur était unanime, de tous côtés on allait donner ; mais contre le projet on formulait certaines critiques. Les administrateurs des sociétés consultées rappelèrent les déboires passés, les insuccès pour cause de mauvaise administration, les associés se laissant aller à embaucher des salariés, et devenant patrons, etc... Dans la réunion du 20 novembre, où naquit en fait la fédération des coopératives socialistes nommée *Bourse coopérative*, l'ordre du jour suivant fut voté :

« Les coopératives *l'Utilité Sociale*, la *Lilasienne*, l'*Abeille suresnoise*, l'*Egalitaire*, la *Laborieuse*, la *Prévoyante de Montmartre*, l'*Union des transports*, l'*Union ouvrière*, la *Marmite*, l'*Avenir de Plaisance*, la *Ménagère*, l'*Ouvrière*, l'*Union sociale*, l'*Union ouvrière du XIII*[e], la *Bel Air*, décident d'aider les verriers de Carmaux à se former en coopérative, combattent la verrerie aux verriers, qui amènerait fatalement la substitution de l'ouvrier capitalisant au patron capitalisant. »

Que voulaient-ils exactement ? Ne point livrer à une œuvre particulière l'argent amassé par un effort collectif ; faire de la nouvelle usine, non la chose d'une agglomération fugitive d'individus, mais la propriété perpétuelle de tout le peuple organisé ; la verrerie *ouvrière* enfin et non la verrerie *aux verriers*.

Les corrections furent admises, et les quêtes vigoureusement poussées. Six coopératives s'étaient inscrites en première ligne, souscrivant 28.500 fr. Modeste et mémorable somme, la première que le peuple de France ait consacrée à son émancipation. Et tandis que les délégués parcouraient les villes et les bourgs industriels, multipliant conférences et causeries (1), les verriers, transformés en terrassiers et maçons, remuaient la terre d'Albi, et posaient les fondements de l'usine.

Le 25 octobre 1896, un banquet réunit tous les

(1) On vendait des tickets à 0,20. Lorsqu'une organisation ouvrière avait placé pour cent francs de ces tickets, elle était de droit actionnaire.

promoteurs de l'œuvre dans les bâtiments aux trois quarts achevés. On rit, on chanta, toasta, — mais la turbulente multitude devint sérieuse, quand une main amie introduisit la flamme dans les fours neufs.

L'œuvre n'était pas achevée, et on s'en aperçut bientôt. Industrie, magistrature, toutes les forces sociales de la région, après avoir bafoué l'entreprise, voyant la réussite, se liguèrent contre elle. A toute occasion surgit quelque embarras nouveau ; des procès furent suscités et perdus. Il fallut se résigner à payer en frais de justice, en amendes, une dizaine de ces milliers de francs si lentement venus, quatre sous par quatre sous. Des travaux urgents restaien à exécuter : installation des ateliers pour l'outillage, d'une voie de raccordement avec le chemin de fer du Midi, etc... En décembre, l'usine était achevée et ne pouvait fonctionner ; le manque de fonds paralysait tous les efforts. De grosses échéances tombaient à la fin du mois : que faire ? On négocia un emprunt au Sous-comptoir des entrepreneurs, qui se déroba sous divers prétextes, et demanda un peu de temps, — juste le temps de la faillite. Ces ouvriers, maniant de grosses sommes, étaient en quelque sorte livrés aux financiers, leurs pires adversaires. L'agent de la verrerie, éperdu, prit rendez-vous avec Jaurès à la Chambre, et fit prévenir à l'atelier où il travaillait un ami de la première heure, un solide militant, Hamelin, secrétaire de la Fédération du Livre. Celui-ci déjeuna en hâte à sa petite gargote habituelle. Deux amis, qui man-

geaient là, ouvriers comme lui, et tous deux administrateurs de coopératives : Rémond, de l'*Avenir de Plaisance*, Bellier, de l'*Égalitaire*, virent son air bouleversé et l'interrogèrent aussitôt.

— Il nous faut cent mille francs, dit Hamelin, pour sauver la Verrerie. Il nous les faut d'ici trois jours.

Ils discutèrent, ayant la foi au cœur. L'un d'eux suggéra qu'on pourrait s'adresser à tels gros fournisseurs, constamment en rapport avec les coopératives, et un peu engagés avec elles. Mais Hamelin devait rencontrer, à deux heures, à la Chambre, Jaurès et l'agent de la verrerie. Il quitta ses amis, non sans convenir d'un rendez-vous pour le jour suivant.

Jaurès et l'agent étaient l'un et l'autre assez découragés. C'était décidément cent mille francs à trouver ou la faillite. Et on se heurtait toujours à cette somme de cent mille francs.

— Ce que vous ne pouvez faire, citoyen Jaurès, dit alors Hamelin, moi, simple travailleur, je vais l'essayer, et je vous demande trois jours pour vous répondre si, oui ou non, j'ai réussi.

Le lendemain, à l'heure dite, il trouva Rémond et Bellier. A eux trois, faisant bourse commune, ils rassemblèrent 4 fr. 90 — deux heures de fiacre — et ils partirent.

Ils voulaient mener à bien le plan de campagne ébauché la veille, et frapper à la caisse des gros fournisseurs. Mais ils avaient besoin d'un intermédiaire, et décidèrent d'entraîner avec eux un courtier

de Bercy, ancien combattant de la Commune, bon socialiste, bon camarade.

— Nous venons te chercher, lui dit Hamelin, il faut que tu nous aides à trouver cent mille francs.

Et le courtier regarda son ami, qu'il crut atteint de subite folie. Mais Hamelin parla, et si bien, et si chaleureusement, qu'une demi-heure après le courtier roulait en fiacre avec eux.

La bande arriva chez le capitaliste. Mais les trois militants crurent sage de rester en réserve, et le courtier, tout feu, tout flamme, pénétra seul chez le capitaliste. A peine en face de son patron, sa langue devint comme une pierre dans sa bouche, et il se tut.

— Qu'est-ce qu'il y a donc ? Que voulez-vous ?

— Il y a que..... je viens vous demander cent mille francs.

— Il est fou, pensa l'autre.

Mais le plus fort était dit, et le courtier répéta sa leçon, en vain. A bout d'arguments, il demanda et obtint une audience pour ses camarades. Ils entrèrent, et Hamelin de nouveau prit la parole. Il fit un vrai discours, une heure durant, puis il discuta, point par point, une heure encore, et le négociant abasourdi renvoya les visiteurs, remettant au lendemain matin sa réponse définitive.

Donc, Hamelin s'en revint joyeux, et confiant à l'extrême. Il lui fut immédiatement dit que rien d'aucune façon ne pouvait être fait. Alors le vaillant homme fut pris d'un vertige de désespoir ; mais se ressaisissant, il parla de nouveau, et, passionnément.

douloureusement, pendant deux heures, plaida pour la Verrerie. Et le négociant, impatienté, acculé, dit enfin :

— Écoutez, je ne peux rien faire, mais l'*Avenir de Plaisance* et l'*Égalitaire* me doivent, échéance courante, 100.000 francs environ. Eh bien, que ces sociétés vous les avancent : je renouvellerai leurs créances de mois en mois, jusqu'à ce que vous ayez pu les rembourser avec l'argent du Sous-comptoir des entrepreneurs. Arrangez-vous avec elles.

De l'*Avenir de Plaisance*, Hamelin était à peu près sûr. Elle donnerait sans nul doute sa contribution de 35.000 francs. L'*Égalitaire*, sollicitée pour une somme de 65.000 francs, lui inspirait certaines inquiétudes. Il s'y rendit le soir même, armé pour une dernière lutte. Tous les bras lui furent ouverts : on connaissait son épopée, et le conseil, à l'unanimité moins trois voix, décida la mesure tant souhaitée.

Était-ce donc la victoire ? Hamelin envoya son bulletin triomphal aux verriers de Carmaux. Mais pendant ce temps la Villette et le quartier Saint-Louis, régions desservies par l'*Égalitaire*, entraient en ébullition. « On nous prend notre argent, clamaient les ménagères ; on nous vole 65.000 francs ! » Des furieux, allant de porte en porte, faisaient signer des protestations ; le conseil avait outre-passé ses droits, disait-on, et une assemblée générale extraordinaire, immédiatement convoquée, devait aviser aux mesures à prendre. Hamelin fut prévenu :

— Ça va mal.

— Qu'y a-t-il ?

On lui raconta l'histoire.

— N'ayez crainte, répondit-il. J'irai à l'assemblée générale.

L'*Égalitaire* était en révolution. En vain, trois cents ouvriers socialistes s'étaient engagés par écrit à sacrifier leur action de cent francs, si la Verrerie ne pouvait restituer l'emprunt. Les gens étaient montés, et ne voulaient rien entendre.

— Nous n'aurons pas un sou, disaient les administrateurs consternés.

— Qu'on me laisse parler, répondait Hamelin.

Lancé par quatre jours de lutte, vainqueur d'un capitaliste, il était sûr d'émouvoir ces hommes du peuple. Quatre mille sociétaires, dont cinq cents femmes, criaient et huaient dans la salle. Il parut sur l'estrade. On murmura du côté des ménagères ; il parla. Laissant de côté la question d'argent, il conta d'une manière simple et touchante la terrible grève de là-bas, les persécutions, la misère, la dureté du patron, enfin, la défaite transformée en victoire par la générosité d'une inconnue, et les gros sous du prolétariat venant, quatre par quatre, grossir le premier don. Il discourait depuis une demi-heure, et on l'écoutait bien. Alors, il interpella les femmes et prit la question au vif.

— Voulez-vous que tant d'efforts soient perdus ? Vous, mères qui aimez tant vos enfants, voulez-vous que, par ce froid glacial de décembre, les mères et les enfants d'Albi retombent dans la misère ? Le voulez-vous ?

— Non ! s'écrièrent les femmes. Non, non !

— Alors, vous ferez ce que je vous demande, et vous voterez l'emprunt.

— Oui, oui !

— Et vous camarades, poursuivit Hamelin, s'adressant aux hommes, voulez-vous que, dans cette usine construite par le prolétariat, les patrons reviennent exploiter nos frères ?

— Non, non !

— Alors, comme les citoyennes, vous voterez l'emprunt, et les verriers seront leurs maîtres.

— Oui, oui ! s'écrièrent les hommes.

Quelques irréductibles protestaient encore. Les femmes les insultaient. « Affameurs », criaient-elles ; au vote, ils furent cinquante.

La partie était gagnée. Le 31 décembre, Hamelin descendait à Albi.

— Courage, camarades, dit-il aux ouvriers qui l'attendaient; voici les étrennes des travailleurs parisiens. Au travail !

Et quand la première masse en fusion sortit enfin du four : « A vous l'honneur, citoyen Hamelin », dirent les verriers. Il souffla la première bouteille ; et quoiqu'elle eut assez mauvaise forme, mille vivats saluèrent sa venue au monde (1).

Il y eût là un de ces beaux élans dont les foules gauloises fournissent tant d'exemples. Il dura peu, et, comme tant d'autres, tomba. Le moment était

(1) Cette histoire est empruntée à la brochure *Une œuvre sociale*, Paris, imp. J. Allemane.

pour lutter contre le monopole des maisons de gros et les prix arbitraires de la spéculation. Les deux fédérations anglaises groupent en faisceau 6.000.000 de consommateurs, et font annuellement pour 1.400.000.000 de francs d'affaires : elles sont une force économique.

M. de Boyve sut mener à bien l'organisation d'un premier congrès national qui permit d'apprécier la qualité du mouvement. Il y avait quelques bons centres : la Charente, avec ses nombreuses boulangeries urbaines ou rurales ; Lyon, dont l'influence rayonnait sur Saint-Étienne, le Creusot, les villes industrielles des Alpes et du Jura ; Paris ; enfin, le Nord lillois et roubaisien. La Normandie, la Bretagne, le Centre, le Midi, l'Est lorrain et champenois étaient de vastes déserts. En somme, quelques points actifs, mais partout un absolu défaut d'entente. Cinquante sociétés, puis cent cinquante adhérèrent au Comité central institué par le congrès. Un magasin de gros lui fut adjoint : les achats dépassèrent à peine la somme dérisoire de 2.000.000. Les commandes ne venaient pas, la tentative échouait.

S'il est difficile, en France, d'associer des individus, il l'est bien plus encore d'associer des associations. Chacune est animée d'un esprit terriblement personnel et soupçonneux. Il est constant que des coopératives de campagne, séparées par quelques kilomètres, et qui devraient s'aider le plus naturellement du monde, se ferment au contraire l'une à l'autre, refusent de se communiquer les noms de

leurs fournisseurs, et se jouent des tours enfantins et pendables. Ce ridicule état d'esprit explique que le Comité central et son magasin de gros aient bientôt été considérés comme de louches instruments d'exploitation. D'ailleurs, la méfiance instinctive fut habilement entretenue par cette race d'individus qui trop souvent rôdent autour des coopératives, s'introduisent dans leurs commissions administratives, pour vivre des pots de vin distribués par les fournisseurs. Le magasin de gros, supprimant les petits marchés, était leur perte : ils réussirent à l'abattre. M. de Boyve et ses amis durent se résoudre à le supprimer pour sauver au moins le Comité central.

Celui-ci était malheureusement gêné par un autre élément d'insuccès : il avait été fondé par des philanthropes. Étrange défaut, dira-t-on. Étrange peut-être ; dans la pratique, très sérieux défaut. Un bourgeois, isolé dans un groupe ouvrier, peut rendre service. Il apporte certaines qualités qui manquent, et agit comme le levain dans la pâte. Mais un groupe de bourgeois, collaborant avec un groupe d'ouvriers, ne fait pas de bonne besogne. La divergence de culture entre les deux classes est trop grande, et détermine soit une rivalité, soit un patronage. A l'intérieur du Comité central, il y eut patronage. Autour de lui, l'influence grandissante des socialistes suscitait, entretenait, un peu de défiance, et une fédération rivale tendait à se former parmi les sociétés parisiennes.

Dans l'automne de 1895, un fait très important vint précipiter les choses. La dure grève des ouvriers

de soustraire les journaux du Parti au joug de la réclame et de l'industrialisme.

Le dommage est très sensible aussi pour ceux qui s'attachent surtout à l'éducation du peuple, pour les membres de ce parti d'élite que Proudhon qualifia d'un beau nom, le parti de la Démopédie. Mais il n'est pas irrémédiable. L'action éducative ne coûte pas très cher et, surtout à ses débuts, elle n'a pas besoin de capitaux importants. Or, en France, elle commence à peine.

Le degré de misère et de solitude intellectuelle où se trouve réduit un adolescent ouvrier curieux des choses de l'esprit est effroyable. Autrefois, il existait une culture populaire. Le plus humble des serfs connaissait les mythes de sa foi, les histoires de ses fées. Des traditions souvent charmantes ou profondes l'initiaient à la beauté de la nature : le coucher du soleil rappelait au païen mille récits, au chrétien l'heure de l'Angelus. Mais à nos contemporains il ne rappelle rien. L'esprit symbolique va s'effaçant de jour en jour. Les derniers conteurs de campagne sont en train de mourir, poursuivis par les moqueries, et si honteux de leur vénérable savoir, que très souvent ils le dissimulent comme une faiblesse. Dénué de religion, de poésie traditionnelle, que restera-t-il à l'homme du peuple? Il est à peu près condamné à choisir entre l'inertie ou l'inquiétude maladive.

C'est une situation déjà fort ancienne. Michelet qui a traversé, observé avec tant de lucidité, une

grande moitié du siècle, en a bien marqué le développement. Dès la jeunesse, il s'intéressait à la pensée du peuple. Il vit, « avec vénération, sous Charles X, écrit-il, un ouvrier (Ponty), qui ne voulut jamais que des métiers de nuit. Longtemps chiffonnier, puis veilleur au chemin de Saint-Germain, le matin, après un court somme, proprement habillé, il se mettait à lire, à penser, à écrire. Nature forte et sérieuse à qui la volonté si haute donnait une vraie distinction. » Quelles pouvaient être les lectures de cet homme? « Les réimpressions de Voltaire, poursuit Michelet, furent avidement achetées sous la Restauration. Lecture assez confuse... » En effet, un esprit simple est mal préparé à comprendre l'œuvre aristocratique et très mêlée de Voltaire. La révolution de juillet fit éclore toute une littérature d'utopies, de romans socialistes. « Ces bibles nouvelles mêlées d'idées ingénieuses et de chimères, souvent touchantes par un sentiment vrai, furent aussitôt adoptées par le peuple, » nous dit encore Michelet, et il raconte : « En 1839, à Lyon, je vis une chose attendrissante, et dont le souvenir m'émeut toujours. Je vis la chambre d'un apôtre de ces idées, pauvre ouvrier sans pain, ses enfants maigres et chétifs. La femme, une vraie lionne, rôdait autour pour la pâture de la famille. Il s'était épuisé d'argent et de santé, pour acheter, donner, répandre, ces petits livres qui allaient nous faire tous heureux. Tout l'accablait, surtout sa femme qui haussait les épaules. Mais sa sérénité, sa douceur

étaient incomparables. Jamais je n'avais vu un cœur si généreux, si tendre. Son communisme était de tout donner, de se donner, et sa vie même. C'était fait. Il était perdu, fort malade de la poitrine, mais toujours souriant, aimable et bon, sans haine pour la société. Un tas de ces brochures était sur sa table. J'en lus. Ce qui me frappa, c'est que toutes partaient de l'idée d'un miracle qu'elles proposaient sérieusement : d'un trait, biffer un monde, et en refaire un autre. » La foi nouvelle était trouvée, et si le rêveur dont parle Michelet survenait dans nos faubourgs, après soixante années, il trouverait des amis.

Cherchons à retracer la vie d'un sectaire parisien. Jeune, ardent, il veut penser. Que lira-t-il ? D'abord ces journaux à un sou, dont le mensonge perpétuel est fait pour détraquer une intelligence. Puis quelque vieux bouquin de botanique, de chimie ou d'astronomie lui tombera entre les mains. Ravi de trouver une nourriture solide, il étudiera, fera tous ses efforts pour réfléchir et finalement réussira à fixer dans sa mémoire deux ou trois notions : satisfaction infime. Il cherchera en vain un conseiller, un ami instruit. Il suivra les cours d'adultes, qui sont nombreux, et suffisamment organisés pour enseigner l'anglais, l'allemand, la comptabilité en partie double à de futurs commerçants. Mais c'est la science et la philosophie qu'il désire ; c'est le problème de la vie qui l'inquiète. L'école ni le catéchisme ne lui ont rien appris, et il doit travailler seul. Presque toujours sans doute

cette tragédie intime s'achève en silence, les aspirations contrariées s'apaisent ou s'éteignent. Il arrive cependant qu'elles s'exaspèrent.

Le goût du paradoxe et du système est naturel aux jeunes gens. Quand on n'a jamais réfléchi, la nouveauté, la griserie d'une formule qui s'applique à tout ont des séductions auxquelles on ne résiste pas. Dans un milieu de forte culture, c'est d'ordinaire un mal qui passe, une légère crise de croissance. Mais l'ouvrier en qui s'éveille, à seize ou dix-sept ans, cette maladie sacrée, le goût de la pensée, est livré sans défense au fanatisme d'une idée extraordinaire, d'une seule idée. La première venue, peut-être, le prendra pour la vie, et, comme un roi nègre se fait un diadème avec certains débris de parures françaises venues, de hasard en hasard, échouer au bord du Niger ou du Bahr el Gazal, le pauvre enfant se compose un système avec une demi-douzaine d'expressions métaphysiques, alliées tant bien que mal aux deux ou trois sentiments qui mènent le monde depuis la Révolution : amour, liberté, justice. « Tout ce que je suis, je le dois au désespoir », écrivait dans sa jeunesse un ouvrier qui devint un écrivain de génie, Proudhon. « La fortune m'ôtant le moyen d'acquérir, je voulus, un jour, des lambeaux ramassés pendant mes courtes études, me créer une science à moi seul. »

Cette création l'émerveille, et il s'y attache avec une confiance, une foi inimaginables. Il fréquentera les réunions de son quartier, et connaîtra bientôt les cinq ou six jeunes gens dont l'histoire fut pareille

la sienne : une camaraderie étroite sera vite formée entre ces isolés.

Le jour, chacun d'eux, poursuivant un travail monotone, entouré de compagnons abrutis, capables de le tourner en ridicule, incapables de comprendre ce qu'il y a de grandeur dans son effort désespéré vers la pensée, s'entêtera de sa chimère et s'aigrira. Le soir, ils se réuniront pour causer, et bientôt décideront de fonder un groupe. C'est alors la grande minute de leur vie, celle qu'on n'oublie jamais. Ils sont jeunes, unis, sûrs de leur idéal, prêts à conquérir le monde. Aucune fatigue ne les effraie. L'auteur de ces lignes a connu l'un d'eux, coltineur de son état, qui portait des sacs dix ou onze heures par jour, et fréquentait « son groupe » jusqu'à minuit. Ils s'imposent des sacrifices pécuniaires très sérieux : un, deux, trois francs par mois. Ils cotisent pour acheter des livres, ils cotisent pour faire imprimer des journaux et des brochures, pour aider des camarades malheureux, mais surtout pour quitter l'arrière-salle de marchand de vin qui est leur lieu de rendez-vous.

Leur grande ambition est de louer un local. Être chez soi, c'est l'orgueil et la dignité d'un « groupe ». Alors, sans être dérangés par les jurons des buveurs, les initiés peuvent s'exalter mutuellement. Avec une témérité de sauvage, ils abordent les plus difficiles problèmes : Dieu, la liberté, le droit de punir, la constitution de la matière, l'évolution du monde inorganique, organique. Leurs cerveaux, jadis beaux instruments, fonctionnent désormais à vide.

avec un vacarme et une rapidité anormales. Les mots succèdent aux mots, et docilement obéissent aux formules. La pensée s'immobilise et dégénère en fanatisme. Ces hommes sont désormais incapables de recevoir la véritable culture. Au lieu d'agir sur la masse, ils s'en isolent et l'effraient : ils sont perdus pour l'humanité.

Beaucoup d'entre eux, la majeure partie, passé vingt-cinq ou trente ans, se rendent compte qu'ils s'usent à un travail stérile, retournent à la foule inconsciente, et oublient. Mais quelques-uns s'obstinent, et le danger commence. Tout à l'heure inutiles, maintenant ils deviennent dangereux. Ils se lassent enfin de parler dans le désert et de s'endoctriner l'un l'autre. Sûrs de posséder le secret des choses et de l'harmonie sociale, ils s'exaspèrent contre l'humanité inerte ou ironique. Les théories absurdes ont vite fait d'inspirer des actes violents : on connaît les attentats de 1890-1894. Pendant trois ou quatre années, le terrorisme se répandit comme une maladie parmi les sectaires parisiens : entraînés par l'exemple, hallucinés par l'idée fixe, ils cédaient à la contagion.

La répression fut aussi vive que l'attaque : arrestations arbitraires, distribution de mois et d'années de prison, etc... Les Chambres votèrent des lois spéciales, dites « scélérates ». Au moins eurent-elles ce mérite de rétablir l'ordre matériel, qui est, pour les sociétés, le besoin impérieux et immédiat.

Mais la bourgeoisie ne comprit pas que les événements étaient tristes, et qu'il y avait tort de sa

part. Elle crut avoir assez fait, lorsqu'elle eût exécuté ou déporté ces malheureux qu'elle appelait des criminels ou des fous. Elle ne s'accusa pas d'avoir laissé se pervertir et se déformer des individus énergiques ; elle n'eut pas une pensée d'intérêt ou de pitié pour ces créatures qu'elle détruisait après les avoir abandonnées au désespoir. Talonnée par la peur, elle fit œuvre de répression ; elle ne sut pas faire œuvre humaine.

Que ferait-on sans le peuple ? Tous les extrêmes sont en lui, colère et douceur, bon sens et folie. Il se trouva, parmi les sectaires que l'on persécutait, un groupe de sages. Ils s'étaient dit : « Notre doctrine ne veut pas qu'on agisse violemment : elle commande que tout soit à tous, et qu'on s'entr'aide librement, pas autre chose. Propageons-la, nous aussi, par des faits, mais par des faits qui soient dignes d'elle. » Et ils décidèrent qu'à partir de ce jour ils travailleraient gratuitement les uns pour les autres, et pour quiconque viendrait à eux, offrant d'échanger services contre services. Ils habitaient Montreuil-sous-Bois, localité suburbaine où l'industrie voisine avec la culture maraîchère. Un tel, cordonnier, allait ramasser des carottes dans le champ du voisin, et lui raccommodait ses bottines au besoin ; et si tel autre avait un malade au logis, ou chômait, tous étaient là pour l'aider à franchir la minute difficile, faisant bourse et marmite communes. La propagande était continuelle et simple, les voisins amenaient les voisins et les choses allaient à souhait. Quand un homme honnête et serviable faisait à un membre

du groupe quelque achat ou quelque commande, on lui disait : « Prenez, ce sera pour rien », et comme il s'étonnait, on ajoutait : « Ce sera à charge de revanche. » Presque toujours, l'inconnu acquittait largement sa dette.

Malheureusement l'expérience fut très vite contrariée. Le président Carnot fut assassiné, la police organisa des rafles générales, et les associés de la « Commune de Montreuil » furent en bon nombre arrêtés pêle-mêle avec ces terroristes qu'ils avaient désapprouvés. Les meilleurs furent jetés en prison pour satisfaire un pays apeuré. Quand, après l'épreuve, ils se retrouvèrent, les courages avaient faibli, la détresse était grande. On ne pouvait, on n'osait agir.

Mais l'un d'entre eux, tenace et sage entre les sages, soutenu d'ailleurs par sa femme, ne voulut pas être vaincu et chercha sous quelle forme la propagande interrompue pourrait être reprise. Cet homme aimait le savoir, la réflexion, la science; toute justice lui paraissait découler d'une pensée claire. C'était cela, croyait-il, qui jusqu'alors avait manqué aux ouvriers. Ils avaient parlé, agi, jouant comme des enfants avec les idées. Il fallait qu'ils se mettent à l'école, lui et les autres. Chaque jour, le travail terminé, il étudiait.

En été, par les chaudes soirées, assis dans la cour plantée de sa bicoque faubourienne, il parlait à ceux qui l'entouraient, décrivant, avec toute la précision dont il était capable, les formes vivantes évoluant vers la production d'êtres toujours plus

forts, plus conscients, plus libres, plus beaux, ou bien encore l'harmonie des cieux : l'astronomie garde auprès des simples le prestige qu'elle exerça sur les races primitives. Il estima que ses camarades, si découragés fussent-ils, ne refuseraient pourtant pas de créer avec lui un groupe éducatif. Il leur soumit l'idée, qui fut acceptée ; et après une première réunion tenue dans son atelier d'artisan, les amis rédigèrent et lancèrent un appel dont nous transcrivons ici la rédaction naïve et grandiose :

A nos Camarades Travailleurs.

Dans un but de recherches et d'étude des lois naturelles, plusieurs de nos camarades se sont formés en groupe afin d'augmenter leur savoir par des lectures, causeries et conférences.

Ceux qui ont pris cette initiative ont pensé qu'en facilitant l'œuvre d'éducation et d'instruction mutuelles, ils répondaient au désir de beaucoup de travailleurs sur la nécessité de ne pas rester absolument ignorants en face des progrès constants de la science.

Le groupe, où tout le monde est admis, a pour esprit de se former à l'étude des différentes théories émises par les savants qui ont pour base de leurs recherches l'observation expérimentale.

Étudier la science au point de vue philosophique et fuir les disputes politiques ou religieuses, voilà notre but. Une bibliothèque est en formation, dont les livres seront mis gratuitement à la disposition de tous.

Le groupe se réunit tous les samedis soirs à son local, 36, rue Marceau, à Montreuil-sous-Bois, à 8 h. 1/2.

Pour compléter notre appel, nous vous soumettons quelques lignes du programme ;

Idées philosophiques générales sur l'Univers.
L'Astronomie. — Les astres, leur composition.
Loi de gravitation universelle.
Refroidissement de la Terre. — Les minéraux, les végétaux.
Apparition de la vie animée sur la Terre.
Transformation et évolution des êtres vivants.
La vie primitive de l'humanité.
Les documents préhistoriques, antiquité de l'homme.
Commencements de la Société humaine.
Origine de la civilisation.
Histoire ancienne. — Les Égyptiens, les Grecs, les Romains.
Les races humaines civilisées.
Histoire moderne.
Le présent de l'humanité.
L'avenir des sociétés humaines.

Les ouvriers de Montreuil faisaient pour s'instruire un admirable effort. Mais ils ne pouvaient aboutir, car ils restaient entre eux, et s'agitaient comme des prisonniers en cellule, empêchés par la force des choses de pratiquer la savante méthode qui s'enseigne dans les grandes écoles et sans laquelle il n'y a pas de culture possible. Un des leurs, nommé Deherme, se rendit compte de cela. Jeune, il avait déjà fait le tour des idées révolutionnaires. Intelligent, logicien et paradoxal comme on l'est à dix-huit ans, il avait d'abord été aux extrêmes, glorifiant le droit au vol, au mensonge, à la force. Compromis, il s'était fait arrêter dans les rafles qui précédèrent le Procès des Trente. Il avait beaucoup lu. Les déclamations des anarchistes commençaient à l'ennuyer et la grossièreté

des ouvriers l'irritait. Il comprit que rien ne pourrait être fait sans l'aide de la bourgeoisie intellectuelle, et résolut de publier, pour l'atteindre, un journal qu'il rédigerait, composerait, imprimerait lui-même, ayant été dans son adolescence apprenti typographe. Il se mit à l'œuvre avec son énergie de pauvre, et put exercer sans faiblir le triple métier d'employé, d'homme de lettres, d'ouvrier. *La Coopération des Idées* — c'était le titre de la feuille — parut, mais son retentissement fut nul. Deherme, comprenant qu'il fallait aller chercher les gens chez eux, organisa une grande consultation, et les sommités françaises furent invitées à se prononcer sur l'idéal du xxme siècle : presque toutes répondirent ; le xxme siècle serait ceci, ou cela : socialiste, anarchiste, catholique ou guerrier. Deherme ne voulut pas laisser refroidir un si beau zèle, et résolut d'inviter ces bourgeois, qu'il avait trouvés si bien disposés, à venir exposer leur pensée devant le peuple. Aussitôt, il annonça l'ouverture d'un premier local (il avait l'intention d'en ouvrir successivement beaucoup d'autres), où serait pratiquée la coopération des idées. Aidé de quelques amis, il s'improvisa menuisier, tapissier, acheta une vieille table de café, quelques chaises de jardin, en meubla un atelier loué au fond d'une cour, rue Paul-Bert, aux abords du faubourg Saint-Antoine, et demanda leur concours à divers conférenciers : il voulait tenir porte ouverte chaque soir. L'entreprise semblait follement téméraire, et pourtant elle réussit.

Quand un homme a le génie de découvrir un

puissant courant de vie et l'audace de le suivre, il est récompensé par une force invisible qui l'assiste, accommode les événements, aplanit toutes les voies. Deherme fut servi par le plus éclatant des hasards providentiels ; l'affaire Dreyfus travailla pour lui. Les petites réunions de la rue Paul-Bert ne déçurent personne.

En 1898, au soir d'une journée de guerre civile, quelques douzaines d'hommes, provenant des classes les plus diverses, se retrouvaient amicalement et causaient d'idées pures. La métaphysique a des séductions étranges : on lui pardonne les folies qu'elle inspire. La France semblait prête à chavirer dans la brutalité absurde, et il y avait un plaisir paradoxal et doux à se retrouver dans ce petit local où la raison réfugiée, grisant toutes les têtes, faisait triompher d'autres absurdités, qui surprenaient et charmaient. Quelles que fussent les chimères, l'entêtement fanatique de ces ouvriers qui parlaient, on leur était reconnaissant de la peine qu'ils se donnaient pour penser, et surtout de cette passion, de cette vigueur de foi que l'on sentait en eux : ils cherchaient tous une vérité universelle, et leur effort avait ce caractère de grandeur singulière qui s'attache aux choses religieuses.

On était venu, on voulait revenir. La première université populaire était fondée, et bien fondée. Au lendemain du procès de Rennes, en octobre 1899, Deherme inaugura un immense local, et des institutions sœurs naquirent avec une rapidité extraordinaire. Partout les mêmes auditeurs ve-

naient au devant des mêmes conférenciers : d'une part intellectuels, désireux de rencontrer une force amie et de communiquer ce qu'ils pourraient avoir de connaissances précises et de bonnes méthodes, d'autre part ouvriers, jeunes gens, curieux jusqu'à l'avidité. Bientôt tous les faubourgs de Paris, toutes les grandes villes eurent ce qu'un manifeste populaire appelait leur « Maison philosophique ».



Il est dès à présent certain que l'université populaire répond à un besoin réel du peuple et de la France. Mais, la découverte faite, la joie de la surprise apaisée, il convient de chercher quelle ressource, quelle richesse intellectuelle ou morale nous permet d'espérer la nouvelle institution.

Parce que l'Angleterre, avant la France, a eu ses universités populaires; parce que, dans ce pays très spontanément hiérarchisé, elles sont devenues les centres communs où se rencontrent et fraternisent les représentants des mondes les plus opposés, on a pensé qu'elles auraient en France une même destination et serviraient à rapprocher les classes. Conclusion hâtive. Là-bas, l'initiative aristocratique et bourgeoise a tout fait : c'est elle qui a bâti les luxueux édifices, fourni les professeurs, établi les programmes. Les conservateurs y travaillent presqu'autant que les libéraux ; aux concerts du *People's Palace*, telle femme, sortant des plus nobles salons, ira chanter, traînant sa cour d'admirateurs. Les

associations éducatives d'Angleterre sont vraiment l'œuvre d'une classe assistant avec intelligence une autre classe. Quelle différence avec les nôtres, quelle opposition ! L'aristocratie s'en est absolument désintéressée, et la bourgeoisie catholique, qui est aujourd'hui presque toute la bourgeoisie française, a collaboré dans une proportion infime à l'organisation des universités populaires. L'argent est venu un peu de la bourgeoisie protestante, et surtout de la juive. D'autre part, les conférenciers, fournis par le monde artificiel de la littérature et de l'Université, sont des isolés. Presque toujours mis au ban de la bonne société provinciale, souvent mal vus dans leur famille même, ils ne vont pas au peuple avec dilettantisme et condescendance; la nécessité qui les presse établit entre eux et leurs auditeurs une fraternité réelle, de l'unité. Les universités populaires sont liées au mouvement ouvrier, et c'est pourquoi leur place est marquée dans cette étude.

Pourtant leur caractère essentiel à toutes est d'unir des hommes différents par les conditions de vie et d'origine sociale. Ce mélange imprévu fait leur nouveauté, et doit amener une certaine fusion, laquelle ? Puisque ces conférenciers qui viennent aux universités populaires ne représentent pas une classe, que sont-ils, que représentent-ils enfin ? Ils sont des intellectuels, et c'est cela qui les amène. Ils représentent les traditions et les intérêts de la culture humaine, de la science, de l'art et de la pensée libre, jadis défendus par la bourgeoisie, aujourd'hui menacés par elle. Faibles, mollement

soutenus, parfois même ouvertement combattus, ils cherchent une force qui les soutienne, et vont à cet inconnu, le peuple, qui semble prêt à les entendre. Donc, ce n'est pas la fusion de deux classes, mais celle de deux cultures qui s'elabore ici. C'est un travail bien solennel, bien important à suivre. Les masses ouvrières, dont le rôle semble devoir être si grand, sauront-elles, voudront-elles comprendre et couvrir de leur force les créations de la vieille Europe, fille de la Grèce et des humanistes ?

Entrons dans quelque université populaire, récemment ouverte, parisienne ou provinciale. Il est dix heures, le conférencier achève sa causerie, se tait, et du regard interroge l'auditoire. La pause de silence est brève, et une voix s'élève. Formule-t-elle une question, une observation modeste et précise ? Il y a très peu de chances. Généralement c'est un axiome tranchant qui s'affirme, négation et critique. Le conférencier répond, et s'explique. Il cherche à entrer dans l'esprit de son interlocuteur, à démêler le vrai, le possible et le faux : enfin, il donne sa pensée. L'autre parle à nouveau, et maintient violemment son dire. Des camarades se joignent à lui, le contredisent ou l'appuient, mais toujours sur un même ton d'âpre sécurité. Le conférencier veut intervenir. Mais la difficulté est grande. On ne discute pas avec des gens qui ne savent pas raisonner ; on ne critique pas des articles de foi, et rien ne saurait arrêter la mêlée d'arguments métaphysiques et de science incomprise qui fait retentir le petit local : « L'idée d'autorité est absurde. — Les idées

n'ont pas d'action sur la marche des choses. — L'égoïsme est la loi de nature. — La science remplacera la morale, etc... » Partout où l'on va, on trouve ces mêmes hommes, toujours pareils à eux-mêmes, enragés dans la répétition d'une formule qui accapare leur pensée, leur enthousiasme, et qu'ils appliquent uniformément sur toute la réalité.

La chose n'est pas étonnante. Il était à prévoir que les auditeurs les plus habiles à parler se recruteraient parmi les sectaires et les détraqués dont nous avons analysé l'histoire. Les éducateurs bourgeois devaient les rencontrer d'abord ; ils se heurtent contre eux, avec leurs méthodes prudentes, et c'est une question de savoir s'ils ne se briseront pas.

Il est troublant de voir avec quelle spontanéité l'intelligence populaire s'attache aux doctrines les plus absurdes, et de préférence à celles-là, comme le sauvage aux verroteries les plus miroitantes, aux couleurs les plus criardes. C'est ainsi que le christianisme est né dans des conversations d'affranchis, d'esclaves et de juifs. L'histoire du Dieu crucifié frappait les imaginations ardentes, l'attente du grand jour de la résurrection les enflammait d'espoir. Ils croyaient. Les superstitions qui s'élaborent à côté de nous ne sont pas moins étonnantes, et le curieux de choses religieuses peut assister à la naissance d'une foi en fréquentant les groupes parisiens. Néanmoins, il y a progrès. Les apôtres du Christ avaient beau jeu dans ces faubourgs antiques où la parole et les écrits des philosophes ne daignaient

même pas se répandre, mais nos écoles, notre presse, nos réunions publiques, quelles que soient leurs faiblesses, leurs tares, leurs brutalités, ne sont pas des institutions vaines. Le peuple sait aujourd'hui qu'il existe un ordre inviolable, une science qui a ses lois, une raison qui examine, et le rayonnement de cette grande clarté rend hésitantes et vacillantes ses chimères. En 1898, quelques anarchistes, qui avaient fréquenté les réunions de la rue Paul-Bert, voulurent recommencer l'entreprise de Deherme, mais entre eux, avec le concours d'amis, littérateurs ou étudiants anarchistes, et affranchis du fâcheux contrôle d'une méthode. Ils ouvrirent une première Bibliothèque libertaire. Bientôt Paris en compta trois ou quatre : des individualistes, disciples de Stirner, des sauvagistes, des naturistes, des spirites, tous libertaires, y divaguaient fraternellement. Un instant on craignit leur succès. Mais il semble bien, après peu de mois, qu'elles sont en voie d'avorter. Malgré tout, la culture savante est d'un sérieux qui s'impose, et quand des ouvriers intellectuels se retrouvent en tête à tête, au sortir d'une université populaire, ils sentent eux-mêmes toute l'incohérence, toute la fragilité de leur pensée.

Que feront-ils ? Les plus âgés voudront tenir bon, rester à l'écart et dédaigner ; mais les plus jeunes, au moins une partie d'entre eux (car il ne faut pas compter sur la disparition des sectes), reviendront ou resteront fidèles à l'université populaire. Leur désir d'apprendre est si vif, qu'ils ne manqueront presque jamais une conférence. His-

toire, science, économie sociale ou philosophie, ils écouteront tout, pourvu qu'il y ait matière à retenir, à réfléchir. L'université populaire les soustraira peut-être au vertige de l'absurde. Moins parleurs que leurs aînés, ils se confondent avec la masse des auditeurs et forment avec elle le public normal.

Les premiers étaient bavards à l'excès, ceux-ci ne le sont pas assez. Il viennent, s'assoient, écoutent et partent. Ces cinquante et soixante fantômes sont l'énigme de chaque soir. Que pensent-ils, si du moins ils pensent? Est-ce l'inertie ou la modestie qui les rend silencieux ? Quel néant ou quelle force humaine est cachée dans ces crânes impénétrables ? Enfin, on les connaît un peu. Il y a parmi eux de solides cerveaux et d'honnêtes caractères, des hommes studieux et réfléchis, d'autres qui simplement sont heureux de trouver un endroit convenable où passer de temps en temps une soirée.

Mais leur pensée ? Elle existe, instinctive et vigoureuse, dure comme le cristal. Leurs applaudissements, leurs préférences, la font bientôt connaître. Les lettrés croient diriger l'intelligence humaine, ils se trompent. Leur extrême raffinement les empêche d'agir. Leur besoin de cohérence logique, impossible à atteindre dans un monde où la contradiction est partout, les condamne à la recherche perpétuelle, à la destruction successive de toutes les doctrines ou au scepticisme. Le peuple, au contraire, a du sans-gêne et de la force. L'incohérence ne l'effraie pas, et, s'il aime quatre ou cinq idées, i

les unit par cette bonne raison qu'il les aime : et sa foi suffit à les lier.

Depuis un demi-siècle, l'élite européenne, effrayée par la violence du mouvement démocratique en 1848, et par l'étrange action qu'exerçait sur les foules la doctrine nouvelle, s'est détournée des idées. Elle a voulu une philosophie sans système, une histoire ramenée aux minuties de la critique, un roman sans romantisme, une poésie sans lyrisme. Elle a vénéré Taine, qui réprouve la pensée, et fait son idole de Renan qui, sans la réprouver, se plaît, du moins en apparence, à la considérer avec l'indulgence d'un amateur blasé. Mais tandis qu'en haut on traitait la foi humanitaire comme une chose du passé, elle jetait en bas de profondes racines.

Le peuple, qui n'avait aucune raison d'avoir peur, continua l'œuvre commencée. Il n'oublia pas les sentiments qui l'émouvaient si fort en 1848. Il se souvint que les prêtres l'avaient trahi, et devint anticlérical. Sous Louis-Philippe, Buchez trouvait des ouvriers catholiques pour former une coopérative de bijouterie. En 1849, les membres du compagnonnage, au moment d'admettre parmi eux les travailleurs d'un nouveau « métier », spécifiaient encore que les adhérents devaient être catholiques. En 1869, l'usage de la messe professionnelle est supprimé dans tout le compagnonnage, et l'esprit laïque triomphe ; c'est pendant ces vingt années de réaction que le peuple est devenu athée. Plus violent que ses maîtres, Voltaire, Rousseau, Michelet, Quinet, Victor Hugo, il rejeta la croyance en l'âme

immortelle et en Dieu : toute allusion à l'autre monde le révoltait comme un mensonge fait à plaisir pour l'endormir ici-bas. Quelque chose lui parvint du système de Darwin. Il retint le mot *évolution*, et la frappante idée de l'homme relié à la nature brute par des variations insensibles. Il associa le matérialisme au culte sentimental de la fraternité, et la science, divinité dont le prestige naissait, fut elle-même soumise à une loi plus haute, à la Justice, couronnement suprême.

Autant de juxtapositions, autant de difficultés. Des Grecs auraient jadis traduit ces problèmes en fables. Plus d'un poème aurait eu pour sujet les orageuses amours de la nature et de la justice, les inventions de la science ingénieuse. Toute la mythologie iranienne commente, en simples et profonds symboles, le combat de l'homme contre les choses mauvaises, de la liberté contre la violence. Ce procédé allégorique offrait de grands avantages. Il parlait aux imaginations les plus naïves, et donnait une culture au peuple, sans lui demander aucun effort. Au XIXe siècle, il a été un peu ressuscité par le gros drame et le feuilleton romantique. Le mythe de l'innocence persécutée, contrariée par tous les hasards du sort, mais enfin triomphante, a distrait les faubourgs d'Europe. Les ouvriers ont connu *la Pie voleuse*, *le Juif errant*, *le Courrier de Lyon*, *le Sonneur de Saint-Paul*, *Rocambole*, *Jean Valjean*, *la Closerie des genêts*. Puis cette littérature a cessé d'être populaire. L'esprit moderne, en définitive, veut des systèmes et non des légendes. Mais nor

théories abstraites sont inaccessibles aux simples, et elles investissent l'aristocratie savante d'une sorte de dictature. Ceux qui se bornent à les effleurer deviennent des esprits faux ou des pédants. Il faut les approfondir ou les ignorer tout à fait. L'astronome, le physicien, le chimiste modernes sont plus lointains et plus incompris que le prêtre ne fut jamais. C'est pourquoi le peuple abandonné, privé de poésie, incapable de savoir, fixe dans sa conscience instinctive et voisine des ténèbres trois ou quatre idoles qui se dressent immobiles, semblables aux commandements de la loi révélée : *Nature*, *Science*, *Progrès*, *Justice*.

L'éducateur bourgeois s'attendait peut-être à rencontrer ces âmes d'enfants que Michelet a chantées, naïves et passionnées, faibles par l'esprit, puissantes par le cœur, et capables de donner aux conceptions des intellectuels la chaleur de vie qui leur manque. Il sera vite désabusé. Très vite il se heurtera au bloc de la doctrine révolutionnaire. Elle suffit à ceux qui la possèdent. Qu'on leur dise la vie des grands hommes qui l'ont créée, les péripéties et les drames de son histoire, l'attention sera vive et soutenue. Mais qu'on prétende, si peu que ce soit, en examiner les fondements, chercher la valeur de l'idée de justice ou les bornes de la science, l'auditoire se rebellera, ou plus simplement s'ennuiera. Il comprendra mal qu'on s'appesantisse sur des notions évidentes. Un projet si absurde lui paraîtra cacher des plans ténébreux. Il deviendra défiant, et croira qu'on cherche à l'endormir.

Il est difficile d'imaginer jusqu'où peut aller cette intolérance naturelle. Le nom de *Dieu* est tellement détesté que la lecture des poèmes de Victor Hugo même en devient malaisée. Les ouvriers lui font un sérieux grief de son déisme. M. Maurice Bouchor, qui est extrêmement aimé, a composé, il y a quelques années, trois strophes destinées à être chantées sur la mélodie finale de la Symphonie avec chœur. C'est un morceau que les organisateurs d'universités populaires ont dû à leur grand regret renoncer à exécuter, parce que Dieu y était invoqué une fois. Le public aurait été troublé. Cette proscription d'un mot en usage depuis trente siècles a des conséquences déplorables. Elle oblige à passer sous silence les littératures sacrées qui sont les archives de l'humanité. Poèmes lyriques, prophéties, légendes, prières, sont condamnées. Le Ramayana, la Bible, la mythologie grecque, les traditions celtiques et chrétiennes du Moyen-Age, le Dante, et toutes les merveilles du mysticisme italien, sont pour le peuple d'aujourd'hui comme un trésor dont la clef serait perdue.

En 1899, un écrivain socialiste exposait un plan d'éducation populaire. Quant aux programmes, disait-il naïvement, les conférenciers devront s'attacher à montrer « que toutes les sciences aboutissent au socialisme ». Les universités populaires ont à peu près réalisé ce programme et — ce qui est bien remarquable — elles l'ont réalisé sans l'avoir cherché, parfois même à leur corps défendant. Plus d'une voudrait demeurer neutre, mais toutes sont

entraînées par leur public. M. Deherme, au faubourg Saint-Antoine, essaie de résister. Un gallican, M. Hyacinthe Loyson, un libéral, M. Anatole Leroy-Beaulieu, un catholique, M. Sangnier-Lachaud, et même un prêtre ont parlé chez lui à plusieurs reprises. Il n'y a là qu'un hommage rendu par de jeunes institutions au libéralisme d'antan, et plutôt une coquetterie intermittente qu'une sérieuse pratique.

Les esprits sont fermés. Sauf quelques exceptions, aussi rares, peut-être même plus rares parmi nous que dans l'Athènes de Périclès ou la Florence du xve siècle, l'homme n'éprouve pas le désir de la libre pensée. Il porte en lui-même un idéal qu'il cherche à vérifier, et tout ce qui l'infirme est à ses yeux comme non avenu, ou devient un objet de colère. Aujourd'hui l'espoir de la justice sociale le fascine, et toutes ses pensées y reviennent comme dirigées par une force irrésistible. L'éducateur bourgeois sera brisé, s'il veut lutter et donner à ses auditeurs une culture moins simple. Il sent d'ailleurs son impuissance, et ne fait aucune tentative. Ou bien il se retire, ou bien sa pensée ondoyante cède au premier choc de la doctrine. Il n'éprouve pas le désir de la discussion. Toutes les croyances sont touchantes, par la raison peu héroïque, mais sérieuse, qu'elles donnent un peu de bonheur, et il est aussi cruel et difficile de dire à un ouvrier : il n'y aura jamais d'harmonie sur la terre, que d'affirmer à une femme pieuse : vous ne reverrez pas dans un autre monde ceux que vous avez perdus. Il y a quelque chose d'émouvant dans cette faiblesse

de l'humanité, avide de s'immobiliser dans le repos d'une doctrine, et il est malaisé de ne pas sentir en soi-même une complicité secrète. Sous telle ou telle forme la foi guette tous les hommes.

Cette influence exercée par des esprits sans culture sur des esprits cultivés est un fait très saillant et très caractéristique. Les universités populaires semblent destinées à être les laboratoires où l'humanitarisme, imposé par des intelligences frustes et vigoureuses à d'autres, plus affinées, pourra commencer à prendre une forme un peu nette, à épurer ses contradictions. La plupart d'entre elles sont aujourd'hui dirigées par des comités, où des ouvriers, qui sont fréquemment des intelligences et des caractères remarquables, collaborent avec des étudiants, des professeurs : il se noue là des amitiés qui ont une importance réelle pour l'histoire de la pensée française.

Quel sera le résultat de ce travail considérable? Il se peut, et il faut l'espérer, que les tendances nouvelles se développent sans acquérir jamais une fixité dogmatique. Elles resteraient alors, comme fut autrefois le paganisme, un vaste ensemble d'hypothèses et de recherches sur la nature et sur l'homme. Mais il existe — et surtout en France — des symptômes contraires, qui sont inquiétants. L'humanitarisme, interprété par des sectaires, deviendrait aisément dangereux, et il ne faudrait pas compter sur lui pour sauver l'ensemble de notre culture.

Il menacerait bien des choses précieuses : l'histoire, par exemple, « le sixième sens de l'homme

moderne », disait Nietzsche. Cette appréciation intelligente de toutes les époques, qui est le plus rare chef-d'œuvre du XIX[e] siècle, ne serait-elle pas compromise ? Renan le croyait. « La période des études impartiales sur le passé de l'humanité ne sera peut-être plus bien longue, écrivait-il en 1892, le goût de l'histoire est le plus aristocratique des goûts. » Cela est sensible. Dans les universités populaires, l'histoire philosophique, c'est à dire faussée, détournée par principe et pour la gloire d'une doctrine, est très en honneur. Mais la véritable histoire, uniquement soucieuse de noter les diverses nuances de la pensée humaine, de celle-là on ne veut pas. « Donnez-nous des synthèses », réclamait un jour un ouvrier ; il traduisait avec exactitude la pensée de ses camarades.

L'art, sans doute, souffrirait aussi. Les conditions de vie qui sont faites au peuple ne lui permettent pas de connaître les joies de la contemplation pure, d'une belle forme, d'une belle phrase, d'un bel accord de couleurs. Il ne les soupçonne pas. Il arrive parfois que dans une fête familiale un ouvrier se lève et s'offre à dire un poème, ou à lire une pièce avec des camarades. Régulièrement ce poème ou cette pièce sont inspirés par la foi humanitaire, et ne valent que par la théorie qu'elles illustrent.

Comme l'histoire, comme la pensée, l'art doit s'incliner, et servir la doctrine. Il doit *servir*, voilà le grand mot. Le peuple est utilitaire parce qu'il est misérable. Il mène le combat pour la justice

sociale, et n'a pas assez de loisirs pour regarder à droite ou à gauche : il va au but, et veut que tout contribue au succès. L'art, qui pour les hommes affranchis est un des achèvements de la vie, reste pour le peuple un simple moyen, une arme d'émancipation.

Sans doute il est pénible de renoncer au trésor de sagesse et de liberté qu'un Montaigne, un Goethe, un Renan nous laissent en héritage, et pénible aussi de penser que nos successeurs seront peut-être incapables de sauver dans son intégrité le merveilleux trésor dont trente siècles de labeur intellectuel nous constituent dépositaires. Mais la tâche urgente (nos maîtres eux-mêmes nous le diraient) est de sauver le principe, la condition de toute beauté, c'est-à-dire une humanité ardente. Le peuple, à cet égard, permet d'espérer. Sa vitalité fait songer à cette parole de Diderot, qui, s'efforçant de faire comprendre à certains puristes la grandeur de Shakespeare, leur disait : « Je l'avoue, il est barbare. Mais les statues gigantesques dont Notre-Dame est couverte sont barbares aussi. Et pourtant, si l'une d'elle, descendue de son socle, venait à vous, n'auriez-vous pas le frisson ? » La foi humanitaire de même est incorrecte et rude, mais elle marche. Elle donne le bonheur : l'optimisme de ses fidèles est incroyable. Les injustices, les massacres leur inspirent de la tristesse, mais jamais l'ombre d'un doute ; ils attendent toujours. L'humanitarisme rassérène et fortifie. En lui, il y a de la vie, c'est-à-dire de l'inconnu, c'est-à-dire de l'avenir, et la

possibilité d'une émancipation plus complète, d'une plus fine et plus haute culture.

Il ne semble guère possible que les universités populaires échappent à la formule, plus ou moins étroite, d'un *credo*. La nécessité les presse, elles s'imprègnent de cet esprit dogmatique que leur auditoire impose irrésistiblement. Certaines personnes ont exprimé la crainte qu'après avoir passé de la neutralité à l'affirmation doctrinale, elles ne se mêlent à l'agitation politique, et n'échouent dans les bassesses de l'intrigue électorale. Nous ne croyons pas cette inquiétude fondée. L'élite ouvrière méprise le parlementarisme. Quelquefois elle pousse le dédain jusqu'à s'abstenir au jour du scrutin; généralement elle vote, mais sans beaucoup de foi, et toujours elle fait passer en première ligne la propagande éducative. Sa grande force, elle le sent, c'est sa doctrine, qui est l'instinct même de l'humanité moderne. Elle affirme, et l'expérience incessamment répétée dans le peuple lui donne raison, que toute pensée éveillée est une pensée acquise. Dès lors la grande besogne c'est d'enseigner, et de faire réfléchir: cela suffit à tout, et prime la politique. Qu'on lise le bulletin nº 2 de la Société des Universités populaires, document précieux où se trouve l'histoire de chaque groupe, racontée par son secrétaire, très souvent ouvrier lui-même ; on y rencontre à chaque page la trace de cet état d'esprit. Il est traduit avec une netteté remarquable par le délégué de Choisy-le-Roi : « Notre avenir, écrit-il, c'est de travailler à rendre le peuple conscient ; le

jour où les hommes seront conscients, la question sociale sera résolue, et c'est la tâche des Universités populaires de rendre le peuple conscient. » (1)

D'ailleurs, le mot *conscient*, qui revient et résonne dans cette phrase comme le marteau sur l'enclume, a une importance spéciale dans le vocabulaire des militants socialistes et libertaires. Ils divisent leur classe en deux catégories : la *masse inconsciente*, disent-ils, et les *conscients*, c'est-à-dire eux-mêmes. L'expression est juste dans toute sa belle audace. Quand une institution ouvrière s'installe dans ces faubourgs où le désordre est tel que des familles y peuvent mourir de faim sans que leurs voisins même s'en doutent, où les enfants par centaines n'ont d'asile que la rue, parmi la saleté, les bouges et les filles, c'est exactement un peu de conscience humaine qui émerge hors un vague océan de matière organique.

(1) Il n'est pas sans intérêt de reproduire ici le texte des pancartes que les ouvriers adhérents à l université populaire de Montreuil-sous-Bois ont eux-mêmes rédigées et suspendues aux murs de leurs salles :

— La raison basée sur la science est le fondement sur lequel doit reposer toute société humaine.

— Les conseils que doit rechercher l'ouvrier sont ceux basés sur l'observation et l'expérience, c'est-à-dire la raison et la science.

— L'ignorance et la misère sont deux choses inséparables. Misère physique et morale pour l'ouvrier. Misère morale pour le riche.

— Si la classe ouvrière veut s'affranchir, la première chose qu'elle doit faire, c'est de regarder son ignorance comme son plus cruel ennemi.

— L'ignorance est pour l'ouvrier la cause principale de son esclavage politique et économique.

***

Mais l'activité des universités populaires n'est pas uniquement intellectuelle. Elles sont très nombreuses, très fréquentées : au printemps de 1899, les deux petits groupes de la rue Paul Bert et de Montreuil réunissaient cent ou cent cinquante individus. En 1900, on pouvait évaluer très modestement à six mille le nombre des associés cotisants de Paris et de la banlieue. Un petit monde s'est tout-à-coup formé : il commence à avoir sa physionomie particulière et ses mœurs. Deux ou trois fois par hiver, de grandes réunions rapprochent les groupes et leur donnent le sentiment d'une vie commune. Pendant le printemps et l'été, les sociétés de la banlieue organisent des fêtes champêtres, où les camarades parisiens viennent au nombre de plusieurs centaines. Le local de chaque université devient insensiblement une sorte de salon et le centre d'une vie originale. Ces hommes, ces femmes, ces enfants, venus en si grand nombre, ont des besoins variés et veulent qu'on les satisfasse. La conférence ne suffit pas, il faut des cours de coupe et d'hygiène, de chant, d'escrime, etc. ; il faut plusieurs salles : pour la conversation, le jeu, le musée, l'office de placement, de mutualité, d'assurances.

Ce n'est pas tout. L'essor des universités populaires, si rapide, est trop lent encore au gré de ceux qui les fondèrent. Dans la région parisienne, disions-nous tout-à-l'heure, elles touchent environ

six mille hommes. Combien d'hommes ne touchent-elles pas ! Tel quartier de Paris fournit deux ou trois cents assistants aux soirées dramatiques, musicales, et cinquante ou soixante, pas davantage, aux conférences sérieuses.

Comment ce public est-il composé? Quart de petits bourgeois, moitié d'employés, quart d'ouvriers, dix ou quinze, sur tant de milliers qu'on pourrait attirer. Où vont-ils? Beaucoup, maçons, charretiers, débardeurs, etc., sont accablés par un travail de brute, et leur métier les condamne à vivre en dehors de la culture humaine. D'autres, en grand nombre, hommes faits, pères de famille, restent chez eux : à moins d'une passion réelle, et même d'un peu de fanatisme, ces ouvriers ne sacrifieront pas les courts instants de repos intime dont ils disposent. Mais ne pourrait-on, sans leur demander un tel sacrifice, les tirer un peu de leur vie fermée et les initier par quelque moyen à une plus large existence ? D'ailleurs, d'autres encore, et très nombreux, sortent chaque soir : ils vont chez le marchand de vin. Là est le véritable salon du pauvre, le seul endroit où il se délasse, cause avec des amis, et trouve constamment ce bienfait de la lumière qui est si agréable aux hommes. La clarté des villes, la nuit, fait l'admiration du campagnard, et contribue à le dégoûter de la chaumière où en hiver l'obscurité dure quinze heures. L'ouvrier dans son logement n'est pas installé d'une manière beaucoup plus joyeuse : il descend au cabaret, brillant de gaz et de glaces, il s'accoutume aux alcools,

consomme à crédit, et devient le demi-esclave d'un mastroquet. « Ce que vous faites est bien, nous disait un adhérent d'université populaire, parce que, dans nos quartiers, les gens sérieux ne se voient jamais, et il n'y a que les ivrognes qui peuvent se connaître : ils se retrouvent chez le marchand de vin. » Comment lutter contre cette influence? Les Français sont, à ce point de vue, bien en retard sur leurs camarades anglais, belges, ou sur ces finlandais, qui, en 1898, au nombre de soixante mille, proclamèrent pour un an la grève contre l'alcool, s'engageant à ne boire aucun spiritueux, et réclamant qu'une loi prohibitive fermât les débits de boissons. Les universités populaires aideront le peuple à mieux concevoir le mal qui l'affaiblit. Elles disposent d'un moyen d'action très fort : l'idée humanitaire, seule capable aujourd'hui de remplacer en France l'enthousiasme confessionnel des abstinents anglo-saxons. Déjà, quelques associés de Choisy-le-Roi ont créé une ligue anti-alcoolique, *la Pensée*, avec la devise : *Au nom de l'humanité future, tu ne boiras pas*. Elle est, en France, la première et la seule.

Mais jamais la propagande morale ne pourra suffire. Il faudrait ouvrir de vastes locaux, aussi clairs, aussi invitants, que les cabarets, et organiser là des soirées de chant, de récitation, extrêmement simples, distrayantes sans plus. Ce qui manque, c'est l'argent. Où le trouver ? Les universités populaires en ont peu. Cinquante ou soixante-quinze centimes versés en cotisation par les individus ou par les

familles d'adhérents seront toujours une faible ressource. Comment fonder une institution qui soit assez souple, assez insinuante pour aller trouver au coin de leur foyer les indifférents, assez riche pour faire concurrence aux marchands de vin et leur arracher les malheureux qui se dégradent ? Est-il possible d'imaginer une arme assez merveilleuse pour accomplir cette œuvre immense ?

L'association syndicale ne pourrait-elle y aider? Sans doute, et les universités populaires cherchent à s'allier avec elle. Dans plusieurs villes, à Bourges, Clermont-Ferrand, Rennes, Versailles, elles s'unissent et parfois même se confondent avec les bourses du travail. Les résultats sont assez heureux. A Versailles, par exemple, les divers corps de métier ont pris l'habitude d'organiser des réunions professionnelles, avec le concours d'une société chorale de jeunes gens formée par l'Université populaire. Un peu de musique rend la conférence moins sévère, et ces fêtes ont beaucoup de succès.

Les sociétés de secours mutuels ne pourraient-elles pas rendre de bons services? Elles s'adressent à tous et semblent destinées à susciter et soutenir d'autres groupements. En Italie, elles sont fort utiles : elles offrent à leurs membres des journaux, des livres, des locaux, et, jusque dans certaines petites villes siciliennes, que la légende peuple de brigands, on trouve ainsi des cercles ouvriers parfaitement organisés. L'homme qui fut en France l'initiateur des premiers groupes éducatifs, M. le pasteur Fallot, suivit cette méthode. Il organisa des

« Cercles d'aide fraternelle et d'étude sociale », qui avaient pour base une mutualité. Chaque mois, on devait se réunir pour payer sa cotisation, écouter une conférence et causer. Tous ont aujourd'hui disparu, sauf un seul, qui subsiste à la Villette.

Il faut sans doute attribuer cet insuccès à la mauvaise méthode des sociétés françaises, qui demandent à leurs adhérents des cotisations faibles et comptent, pour équilibrer leur budget, sur la générosité des membres honoraires et sur les subventions officielles. En 1854, une loi réactionnaire les soumit à la tutelle des maires et des notabilités locales. Le régime a été changé, mais les habitudes de dépendance qui avaient été prises n'ont pas été perdues. Livrée à ses propres ressources, la mutualité française se trouverait chaque année en déficit de plusieurs millions. Un si beau denier se paye à son prix. Il faut mériter toutes les faveurs, faire approuver ses statuts, accepter l'esprit des bureaux, la neutralité administrative. Les sociétés qui veulent rester libres ne peuvent soutenir la concurrence et succombent (1).

(1) Mentionnons pourtant les sociétés de mutualité scolaire qui se forment, entre enfants, sous la direction intelligente des instituteurs. Leurs statuts décident qu'une moitié de l'épargne sera versée au fonds social et affectée aux achats de terrain, maisons, domaines ruraux, etc. « En l'an deux mille, et même avant, écrit M. Édouard Petit avec sa chaleur ordinaire, l'école sera propriétaire. Elle gérera ses immeubles. Elle nombrera ses récoltes à elle dans ses champs à elle. Elle aura ses revenus. » Dès à présent, on signale, à Mourenx (Basses-Pyrénées), une coopérative scolaire dont les développements semblent curieux. Elle commence par

L'université populaire doit-elle donc rester isolée? Il lui reste une ressource : la coopérative de consommation. C'est par elle que nous avions commencé notre étude, et les circonstances nous y ramènent comme à l'une des bases essentielles de l'organisation sociale.

Beaucoup de fortes universités populaires travaillent à s'adjoindre des coopératives. *La Solidarité* du XIII[e] arrondissement vend l'épicerie, le vin, etc.; *l'Émancipation* du XV[e] s'unit à un restaurant coopératif, où les ouvriers trouvent, en déjeunant, le programme des conférences, des revues et des livres.

Parfois — et cette solution serait évidemment la

louer un champ 25 francs, et achète des semences 7 fr. 50. Le champ est cultivé en commun pendant le printemps et l'été suivant. Avec le produit du champ, l'« Amicale » achète des planches et construit un théâtre démontable; l'instituteur dirige les répétitions de quelques saynètes, et des représentations sont données, pendant l'hiver, à tous les habitants de la commune. L'entrée est de *un sou* par personne. La salle est comble chaque fois, d'où un nouveau bénéfice qui permet de louer d'autres champs, de les cultiver de la même manière, et d'acheter, avec les produits, un matériel agricole plus perfectionné. Ce matériel est donné en location à moitié prix aux habitants du pays ; l'encaisse de l'« Amicale » arrive à 253 francs en fin du dernier exercice, et elle pense à acheter une faucheuse-moissonneuse, à subventionner la société de mutualité et de retraites; voire même à doter l'école communale d'un budget indépendant et suffisant. » Ce mouvement spécial peut avoir beaucoup d'avenir, surtout dans les villages, où l'école, dirigée par des instituteurs presque tous fils du peuple et souvent démocrates passionnés, tend à devenir un véritable centre en face de l'Église.

plus avantageuse — elles essayent de s'allier à une vieille société. Mais celles-ci. nous l'avons vu, ont pris des habitudes et il est difficile de les réformer. Les socialistes qui, après les fêtes de Bruxelles, avaient si inutilement essayé de ramener à eux les coopératives parisiennes, renouvelèrent leur tentative au congrès tenu à l'Exposition universelle, en 1900, sous les auspices du Comité central, et ne rencontrèrent pas un meilleur succès.

La faute en est un peu à leur maladresse. Comme tous les dogmatiques, ils sont d'une assurance extrême, et la faculté du mépris est extrêmement développée en eux. Il faut toujours qu'ils aient le dédain de quelqu'un ou de quelque chose. Parlant à des coopérateurs, et venus soi-disant pour trouver un terrain d'entente, ils n'imaginaient rien de mieux à faire que de répéter à tout propos, forçant au besoin leur pensée afin d'être plus désagréables, que la coopération avait à leurs yeux très peu d'importance, qu'elle était une puérilité, un rien du tout, simplement un moyen de réunir de l'argent et des hommes pour la révolution. Ils froissaient les modérés à plaisir, et l'assemblée dégénéra en bagarre. D'ailleurs les questions de personnes envenimaient par-dessous les questions de principes : les socialistes, c'était la Bourse coopérative représentée par son secrétaire, le citoyen Guillemin, ouvrier ; les modérés, c'était le Comité central, personnifié par M. Desoria, employé, demi-bourgeois, honoré du ruban violet. La paix ne règnera jamais entre ces deux personnalités.

Le résultat est la continuation d'une brouille qui gêne singulièrement les coopératives françaises. Aujourd'hui victorieuses du petit commerce dans toutes les occasions où la bataille fut livrée, elles voient s'élever contre elles ces magasins, ces grands bazars qui, par le chiffre énorme de leurs affaires et la proportion très réduite de leurs frais généraux, se trouvent en mesure de vendre à prix de revient ou presque, et privent ainsi les coopératives de leur plus net avantage. Elles pourront toutefois le recouvrer, si, à l'exemple des sociétés anglaises, elles se fédèrent pour acheter en gros, et, le cas échéant, fabriquer leurs produits, à l'exemple d'un Félix Potin. Elles se retrouveront alors en face des grands bazars avec la même supériorité qui assura jadis le triomphe des coopératives isolées sur la boutique du détaillant.

Mais l'union serait nécessaire. La coopération française est-elle assez riche en argent et en hommes pour organiser, administrer, plusieurs solides fédérations ? C'est douteux, et elle devra l'essayer. D'une part, nous aurons les vieilles sociétés, riches et entêtées dans leur tradition de pur mercantilisme ; d'autre part, les socialistes, peu nombreux, sauf dans le Nord, mais partout énergiques, actifs. Ils ont pour eux la force très positive d'un idéal ; cent mille francs, donnés par un coreligionnaire russe, leur permirent d'ouvrir à Paris, en septembre 1900, une boulangerie considérable. Seulement, l'idéalisme est un danger, quand il n'est pas équilibré, comme chez le flamand Anseele, par un bon sens robust

qui manque à nos socialistes. Ils fondent, en ce moment, à Paris et dans la banlieue, des institutions dont l'avenir paraît très aléatoire. Cédant au goût de l'extrême, ils veulent appliquer leurs principes rigoureusement, et du premier coup distancer les Belges. La part des bénéfices distribués chaque semestre aux consommateurs est réduite au minimum : le tiers, par exemple, de la somme disponible. Les caisses de mutualité, de propagande politique, prélèvent les deux autres tiers.

Il est douteux que beaucoup d'ouvriers préfèrent cette combinaison à telle autre, adoptée par une société voisine, qui remet à ses membres leurs bénéfices nets. De toutes les coopératives socialistes c'était jusqu'à présent le *Vooruit* qui retenait, pour des œuvres désintéressées, la plus forte proportion de ses bénéfices : à peine un peu plus que le tiers, et pourtant il recrute sa clientèle parmi cette population gantoise, la plus solidaire peut-être qui soit au monde, et la plus dévouée au parti socialiste. A Bruxelles on est moins généreux encore. Sur les bénéfices d'un semestre, 266.000 fr. par exemple, 150.000, plus de la moitié, sont répartis aux consommateurs ; 89.000 passent à l'extension des services, etc, ; restent 16.000 fr. pour la mutualité, et 11.000 pour la propagande, les subventions aux syndicats et aux groupes, les secours aux coopérateurs nécessiteux. Le budget de la politique pure et même de la solidarité, est, on le voit, extrêmement réduit. Les militants français voudraient, du premier coup, l'élever aux deux tiers du total : ils ont toutes

chances d'échouer. Notre classe ouvrière, à peine dégagée de ses langes, souffre cruellement de ces deux vices nationaux : l'esprit de système et l'esprit de division. Elle s'y livre avec une passion naïve et l'ardeur qu'elle met à toutes choses.

La coopération française est-elle donc condamnée à la stérilité par les doubles excès de la routine et de la théorie ? Non, il ne faut pas désespérer. C'est l'inconvénient des congrès et, en général, de tous les endroits où la parole n'est pas assagie par l'action, de mettre en conflit les opinions extrêmes et les chefs de parti. Mais n'oublions pas que derrière eux existe une masse ouvrière qui, peu inquiète de savoir si le socialisme absorbera la coopération ou si la coopération absorbera le socialisme, travaille uniquement à développer sa force collective, par le syndicat contre le patron, par la coopérative contre le commerçant, par le bulletin de vote républicain contre le bulletin de vote réactionnaire. Son activité a plus ou moins d'énergie, sa pensée plus ou moins de clarté, mais elle est tout entière peuple, c'est-à-dire opprimée, et sa conscience, aussitôt éveillée, est une force révolutionnaire.

Il suffit, pour s'en assurer, de lire les rapports présentés au congrès des coopératives par le très modéré Comité central. Le journal *le Temps* les a jugés si dangereux qu'il a consacré deux articles à les critiquer. Tel ordre du jour proclame l'immoralité du système commercial et industriel actuel. Tous proposent aux coopératives, comme but final, la transformation de la société, et leur demanden

d'épargner un fonds de réserve collectif assez important pour qu'elles puissent concourir « à tous les plans ayant pour objet de réaliser un progrès économique par la coopération ». C'est, traduite en termes positifs, la même idée que propageaient vers 1840 les disciples de Buchez et, en 1848, les membres des sociétés parisiennes : ils voulaient qu'une part des bénéfices servît à constituer une main-morte populaire, une richesse commune qui amènerait un jour « l'extinction du paupérisme ». Il y a cinquante ans Jean Reybaud trouvait cette conception absurde et romanesque ; ce sont les plus modérés qui la défendent aujourd'hui. Et tous les ordres du jour présentés au congrès de 1900 auraient été votés sans opposition aucune, si les socialistes n'avaient réclamé des formules plus catégoriques encore et sensiblement politiques.

Il y a donc au fond un parallélisme de tendance qui, dans un temps plus ou moins long, entraînera l'unité de fait. L'entente se fera, sinon dans ce malheureux Paris toujours sectaire et divisé, du moins dans la province, où Lyon, Bordeaux, Nantes, Lille, par exemple, serviraient de capitales à quatre régions coopératives.

On peut espérer que le mouvement moral se continuera de même, sans tapage ni hâte, et sûrement. Dès le second empire, plusieurs sociétés commerciales s'adjoignirent des bibliothèques, des cercles. La police vit avec déplaisir cette forme de groupement et le découragea. Mais l'arrêt ne peut être que momentané. Une société qui grandit tend irrésisti-

blement à satisfaire tous les besoins de tous ses membres. Après le pain, l'épicerie, la quincaillerie et la confection, viendra le tour du jeu, de la musique, de la lecture. Dès à présent, l'usage est d'organiser une fête annuelle : concert à la ville, bal ou promenade champêtre à la campagne (1). *La Revendication* de Puteaux donne des conférences dans son hall, et le prête volontiers. En 1901, *l'Alliance* de Levallois Perret achève de construire une salle où tiendront trois mille personnes : on y essaiera bientôt des représentations dramatiques. A Belleville, à Plaisance, on suivra cet exemple. La concurrence des coopératives socialistes, qui s'organisent, servira sans doute d'aiguillon et précipitera l'évolution de toutes les autres.

D'ailleurs c'est ici que le personnel des universités populaires peut intervenir. Silencieux au congrès, il a, dans la réalité, un rôle peu voyant, mais considérable, à jouer. Dès à présent, il pénètre

(1) L'une de ces fêtes occasionna un incident assez curieux à Bougival, en 1895. Les administrateurs de *la Famille*, coopérative de la localité, avaient choisi, par mégarde, le jour où le curé avait coutume de diriger une procession. Celui-ci vint réclamer. Mais les invitations étaient envoyées, et les embarcations qui devaient emmener les coopérateurs dans la forêt de Saint-Germain avaient été commandées : on ne pouvait plus rien changer. Les deux fêtes eurent lieu, et à la procession, d'ordinaire fort courue, il n'y eut personne. La concurrence avait été si peu délibérée que, les années suivantes, des jours différents furent choisis pour la procession et pour la promenade. Un fait comme celui-là suffit à montrer combien la tradition catholique est aujourd'hui affaiblie, et combien le peuple est mûr pour d'autres traditions.

dans certaines coopératives, fondées, voici quelques années, par les comités des Bourses du Travail, à Rennes, Amiens, etc. Purement ouvrières, et neutres par principe en matière d'élections, elles sont très bien préparées à devenir des centres de culture, et le deviennent en effet. Le personnel des universités populaires rendra service auprès d'autres sociétés, qui, disposées à faire sacrifice d'un peu d'argent, ne veulent pas s'affilier au parti socialiste. La difficulté est alors d'inventer une formule. On trouvera sans peine des mots qui n'engagent pas à l'action politique. *La Maison du Peuple* de Boulogne-Billancourt, par exemple, doit verser vingt-huit pour cent de ses bénéfices à la propagande pour *l'idée coopérative et émancipatrice.*

Elles entreront ainsi dans le mouvement ouvrier, d'abord timidement, et puis, d'année en année, avec plus de franchise. Car il est aussi facile de mépriser la politique en paroles que difficile de l'éviter en fait. On affecte de la dédaigner, et c'est elle qui vient, et vous prend. Or elle a déjà saisi les coopératives. Leur développement ameute contre elles toute une catégorie d'individus, les petits commerçants, qui pour les attaquer emploient des moyens politiques, et demandent à leurs députés de voter des lois de combat. Il faut bien qu'elles se défendent, et comment, sinon par des moyens semblables? Leurs ennemis ont des comités qui subventionnent certaines candidatures. Pourront-elles faire moins? Non; un député se paye. Donc elles feront de la politique. Laquelle? Cela revient à dire : quel parti

offrira son concours ? Ce sera le parti socialiste, car la masse des électeurs intéressés à défendre la coopération se recrute tout entière dans la classe ouvrière des grandes villes. Elle est socialiste, et, forcées de s'appuyer sur elle, les coopératives, bon gré, mal gré, feront de la politique socialiste.

Les institutions anglaises, que l'idéologie embarrasse si peu, ont été amenées par la nette vision de leur intérêt pratique à suivre cette ligne de conduite. Aux élections municipales ou parlementaires, elles soutiennent, de leur influence morale et de leur aide pécuniaire, les candidats ouvriers. Il n'y a pas fusion, mais alliance, entre les deux mouvements : le résultat est très heureux.

La coopération de production, si bruyante à ses débuts, est-elle aujourd'hui si effacée que nous puissions la passer sous silence ? Depuis 1883, mûrie par l'expérience, favorisée par quelques legs, quelques décrets administratifs, elle progresse d'une façon très régulière, mais très modeste aussi. Deux institutions centrales, la Chambre consultative et une banque de crédit, sauvegardent l'unité du mouvement. Elles font effort pour empêcher les sociétés de dégénérer selon l'évolution habituelle, en oligarchies, puis en autocraties. Elles servent d'arbitre quand un différend s'élève, et préviennent ainsi une concurrence fratricide. L'ensemble est assez cohérent, et on peut y voir, sans absurdité, le germe d'une solution plausible de la question sociale.

Malheureusement, la pénurie de capitaux barre l'entrée de la grande industrie, et, pis encore, le

manque de capacité, de discipline, entrave les succès que la coopération devrait remporter dans la petite. Elle reste peu développée, en dépit des subventions officielles. La statistique de 1900 donne, pour toute la France, un total infime de deux cent quarante-sept sociétés, dont plus d'une sans doute est fictive, naissante, mourante ou morte. Malheureusement aussi, le sentiment démocratique s'affaiblit très vite chez les coopérateurs. Tant qu'ils sont dans la gêne, ils invoquent la solidarité ouvrière pour obtenir des souscriptions, des commandes, etc. A peine ont-ils réussi, le succès les isole de leur classe, les détache du mouvement prolétarien et les transforme en petits patrons. Les chiffres de la dernière statistique sont instructifs à cet égard : ils relèvent un personnel actif de 4,900 coopérateurs, employant des auxiliaires salariés au nombre de 3,400.

Il n'y a pas lieu d'être surpris si la France, généralement fort peu avancée en pareille matière, possède au contraire les coopératives de production les plus nombreuses et les plus prospères : pour pratiquer cette forme d'association, l'intelligence de la solidarité est moins nécessaire que l'instinct du commerce et du gain. C'est une association individualiste, dit fort justement Mrs Webbs. Aussi les militants socialistes l'envisagent-ils avec une certaine suspicion. Une expérience bientôt séculaire les autorise à la considérer comme une variété du patronat, supérieure sans doute, mais dans son essence toujours capitaliste et aristocratique. La coopérative de production est capable de faire par-

venir à la richesse quelques individus intelligents. Elle est incapable de faire rentrer la richesse et l'administration des choses dans la masse du peuple : c'était l'espoir de ses inventeurs.

Pourtant certaines coopératives ont su garder un bel esprit, le Familistère de Guise, par exemple, ou encore les associations des sabotiers de Limoges, des diamantaires de Saint-Claude. Elles méritent d'être énumérées avec les coopératives du nouveau type qui, depuis 1895, se forment sur le modèle de la verrerie d'Albi. Cet établissement, nous l'avons vu, n'appartient pas au personnel qui s'y trouve employé, mais aux actionnaires anonymes qui l'ont commandité, aux syndicats, aux coopératives de consommation, à l'ensemble des travailleurs organisés. Ce n'est pas la verrerie aux verriers, c'est la verrerie ouvrière, propriété sociale, et garantie contre toute déviation (1). A Badevel, dans le Doubs, quelques horlogers, au Creusot, à Gueugnon, quelques métallurgistes, victimes de grèves malheureuses, en Saône-et-Loire, le syndicat des mineurs, ont imité ou imitent l'institution d'Albi.

Ce mouvement débute à peine, il est donc impossible de préjuger son avenir. Mais, s'il aboutit seulement à créer, dans des régions asservies par le grand patronat, quelques petits asiles de liberté où il serait possible à un syndiqué, à un socialiste, de

(1) Les grandes coopératives de production anglaises sont constituées à peu près sur ce modèle. La filature de Hebdenbridge, par exemple, a 797 sociétaires, parmi lesquels 267 ouvriers, 200 adhérents participants et 300 associations.

vivre en travaillant et avec dignité, il faudra y applaudir.

Chacun de ces ateliers deviendrait un centre de propagande dont l'influence s'étendrait sur toute une région, toute une industrie peut-être. Les sabotiers de Limoges, en France, comme, en Angleterre, les cordonniers de Leicester et de Kettering, ont réussi à relever les salaires de leur corporation, et à rendre la discipline plus douce. « Partout où de telles associations existent, écrit le *Trade-Unionist* du 2 novembre 1898, les patrons s'habituent à ne plus fabriquer exclusivement en vue du profit. Ils commencent à faire entrer en ligne de compte d'autres considérations; ils doivent veiller à ce que l'ouvrier ne soit pas obligé de perdre à l'intérieur de l'usine ce sentiment de liberté et de courtoisie qui est une des exigences de l'esprit civique dans une société libre, basée sur l'égalité des droits. »

Bourses du Travail, Maisons du Peuple, Usines ouvrières, voilà donc les trois institutions qu'après soixante ou quatre-vingts années de tâtonnements, les ouvriers ont enfin su fonder. Ne rapetissons pas le temps où nous vivons, et reconnaissons qu'elle est grande, cette minute d'histoire où des hommes qui semblaient accablés par le poids d'un labeur effroyable, et moins capables d'efforts que dignes de pitié, réussissent à concevoir un idéal et à créer des institutions.

L'auteur de ces lignes garde le souvenir de cette matinée de printemps où il rendit visite aux coopé-

rateurs de Gueugnon. Ils étaient aux champs, occupés à defricher quatre hectares de bois qu'ils venaient d'acquérir, et, en travaillant, ils causaient : « Nous connaissons la terre et le fer, expliquaient-ils, nous ferons des conserves alimentaires. Nous planterons les légumes, nous les préparerons et nous fabriquerons les boîtes dans une petite usine à nous. — Mais d'ici-là, de quoi vivrez-vous? Depuis neuf mois de grève et de chômage, de quoi vivez-vous? — Le syndicat nous donne un peu d'argent, et Montceau-les-Mines et le Creusot nous envoient quelque chose par-ci par-là. — Mais de quoi vous nourrissez-vous? — On trempe la soupe avec des pommes de terre, des choux quand il y en a. — Et la viande? — Depuis la grève, on n'en voit plus. » Ces hommes étaient sans tristesse aucune. Ils parlaient, puis, empoignant la bêche et la pioche, retournaient patiemment cette terre que tous les ouvriers de France s'étaient cotisés pour leur offrir, et qui était à eux. Un pareil spectacle donne la forte sensation que, dans la nature sans cesse renaissante, s'agite une humanité toujours héroïque et neuve.

TROISIÈME PARTIE

L'ACTION POLITIQUE

I

LES ORIGINES ET LES SECTES

Il est beau de voir l'humanité poursuivre son effort collectif et silencieux, expérimenter patiemment les institutions nouvelles, et tout entière se tracer à elle-même ses voies. L'histoire, ramenée à ces mouvements profonds, acquiert le sérieux et la poésie des sciences de la nature : n'est-ce pas un monde qui naît, comme les forêts s'élèvent ? L'action syndicale prend dans un étau les exploitations individualistes et leur impose le contrôle ouvrier. L'action coopérative, d'autre part, fonde la société collectiviste, et on peut dès aujourd'hui voir intervenir un troisième facteur : la municipalité socialiste, la bien-aimée commune du XIIIe siècle. Grâce à ses proportions restreintes, à son caractère presque intime, elle peut faire des expériences que l'État risquerait malaisément. Les municipalités sont presque des associations, des grandes coopératives. Celles de Manchester, Birmingham, Leeds, etc., sont propriétaires de leurs services d'eau, de gaz, de leurs tramways. Celle de Glasgow emploie ses bénéfices à jeter bas les maisons insalubres, pour construire ensuite et offrir à ses populations laborieuses des logements sains, loués à prix de revient.

Il n'est pas impossible que la révolution économique affecte cette forme — la plus humaine et la plus sûre — dans un pays comme l'Angleterre, ou dans cette petite Suisse, qui, par la souplesse et la multiplicité de ses législations fédérales, offre des occasions continuelles aux expériences des partis extrêmes.

Mais les grandes nations européennes ont un autre passé, une autre mentalité. Malgré tout, malgré leurs velléités mêmes, il reste en elles quelque chose de dogmatique, d'immuable et de fermé. Leurs lois libérales, concédées à grande peine, sont démenties et peu à peu stérilisées par les traditions d'une bureaucratie puissante, par la jurisprudence des tribunaux. Les articles du code qui règlementent la durée ou les conditions du travail, assez rapidement votés par les députés qui relèvent du suffrage universel, sont appliqués avec mollesse par les inspecteurs officiels qui relèvent de l'administration. Il est inutile de parler des législations locales : un état centralisé ne saurait les autoriser. Elles ne peuvent exister. Les régions, les communes, sont comme ligottées. En 1894, les conseillers municipaux de Roubaix voulurent ouvrir une pharmacie : l'autorité supérieure les en empêcha (1). Aucune ville de France ou d'Europe n'a pu imiter les villes d'Angleterre.

Si du moins ces libertés étaient assurées, on s'en

(1) Une grande coopérative socialiste a repris l'idée de la municipalité, et, en fait, la pharmacie ouvrière fonctionne aujourd'hui.

contenterait peut-être; mais, circonstance aggravante, elles semblent précaires. L'État, tel qu'il est organisé dans l'Europe continentale, maître de l'administration, source unique de toutes les lois, est une menace permanente, une épée de Damoclès qui met en danger la démocratie. Il est tout puissant : que sera-t-il, que voudra-t-il demain ? On l'ignore. Le « coup de force », la « saignée », le « bain de sang », sont des éventualités que nous envisageons sans beaucoup d'étonnement, parfois même sans indignation. L'Allemagne a son empereur, l'Autriche ses nobles, la France son état-major, l'Italie ses princes piémontais, hobereaux étroits et durs. Soutenus par une panique réactionnaire, ils pourraient beaucoup oser.

Comment le peuple répondra-t-il à cette contrainte, à cette gêne perpétuelles ? Il se recueillera en lui-même, et sa misère matérielle méconnue, ses aspirations morales mal satisfaites, composeront tout au fond de la société un mélange révolutionnaire d'une singulière puissance. Il considèrera l'État, qui l'opprime, avec haine et envie, avec une sorte de fascination, et il rêvera de s'en emparer, comme, à la bataille, on s'empare d'un canon pour le retourner aussitôt contre ceux qui le manœuvraient : l'expression est de Jules Guesde.

C'est précisément au lendemain d'une réaction européenne que le socialisme acquit sa forme actuelle. Jusqu'en 1848, il était resté une agitation d'idéologues et de sectaires. Les autoritaires de 1850 crurent l'avoir définitivement vaincu. Ils ne firent

que le comprimer, et préparer sa transformation.

Le parti des hommes du peuple, telle était la force nouvelle qui allait entrer dans l'histoire. Son origine n'est pas française. Notre pays, découragé par une révolution manquée, absorbé par la lutte républicaine contre le pouvoir personnel de l'empereur, était incapable d'un si grand effort. Le parti socialiste est né en Allemagne en même temps que l'armée, que l'empire allemand.

Ferdinand Lassalle et Karl Marx donnèrent les premières formules. Leurs systèmes divergeaient sensiblement. Celui-là voulait pratiquer un socialisme d'État immédiat. Celui-ci estimait que la classe ouvrière devait s'emparer de l'État par la force, et imposer la « dictature du prolétariat » (1). Le désaccord paraissait radical. Pourtant la foule les associe aujourd'hui, comme elle associa Pierre et Paul, Voltaire et Rousseau. Elle ne retient que des idées très générales, et sait que Lassalle et Marx furent les premiers à dire avec une intransigeante netteté : l'organisation économique est ainsi faite que le peuple est impuissant à lutter contre elle. Les millions de la grande industrie l'écrasent. Aucune association, ni mutuelliste, ni coopérative, ni professionnelle, ne peut le relever. Il doit s'isoler de toutes les fractions de la bourgeoisie, et s'apprêter à conquérir l'État.

(1) Il est bien entendu qu'il s'agit ici, non de Marx économiste, dont le système est très vaste et prête à beaucoup d'interprétations, mais de Marx chef de parti, et de l'influence politique exercée par lui après 1860.

Ferdinand Lassalle fonda un parti national allemand. Karl Marx et ses amis furent les inspirateurs de l'Association internationale. Ils lui avaient donné pour devise : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » — et en effet les ouvriers d'Europe, d'Amérique, d'Australie, s'enrôlèrent dans ses sections. Elles se multipliaient avec une rapidité inouïe. Les liens qui les unissaient n'étaient pas très solides : on ne payait pas de cotisation. La doctrine n'était pas très ferme : la majorité marxiste coudoyait des mutuellistes comme le français Tolain, des anarchistes comme Bakounine. Nous en avons fait la remarque au sujet du mouvement syndical : l'Internationale avait plus de prestige que de force. Mais elle fut le signe précurseur des partis organisés d'aujourd'hui, et l'effet immense que produisit cette première ligue d'hommes du peuple ne fut pas disproportionné.

Les Internationalistes préparaient une révolution : elle ne vint pas. Entre 1871 et 1873, ils se jetèrent dans les mouvements communalistes de Paris et d'Espagne et se firent décimer. Les gouvernements profitèrent de cette occasion pour les persécuter ; démoralisés, divisés entre eux-mêmes, ils opposèrent une résistance très faible et cédèrent.

La grande association pouvait disparaître : elle avait remué beaucoup d'idées et bien rempli son rôle historique.

vivre en travaillant et avec dignité, il faudra y applaudir.

Chacun de ces ateliers deviendrait un centre de propagande dont l'influence s'étendrait sur toute une région, toute une industrie peut-être. Les sabotiers de Limoges, en France, comme, en Angleterre, les cordonniers de Leicester et de Kettering, ont réussi à relever les salaires de leur corporation, et à rendre la discipline plus douce. « Partout où de telles associations existent, écrit le *Trade-Unionist* du 2 novembre 1898, les patrons s'habituent à ne plus fabriquer exclusivement en vue du profit. Ils commencent à faire entrer en ligne de compte d'autres considérations; ils doivent veiller à ce que l'ouvrier ne soit pas obligé de perdre à l'intérieur de l'usine ce sentiment de liberté et de courtoisie qui est une des exigences de l'esprit civique dans une société libre, basée sur l'égalité des droits. »

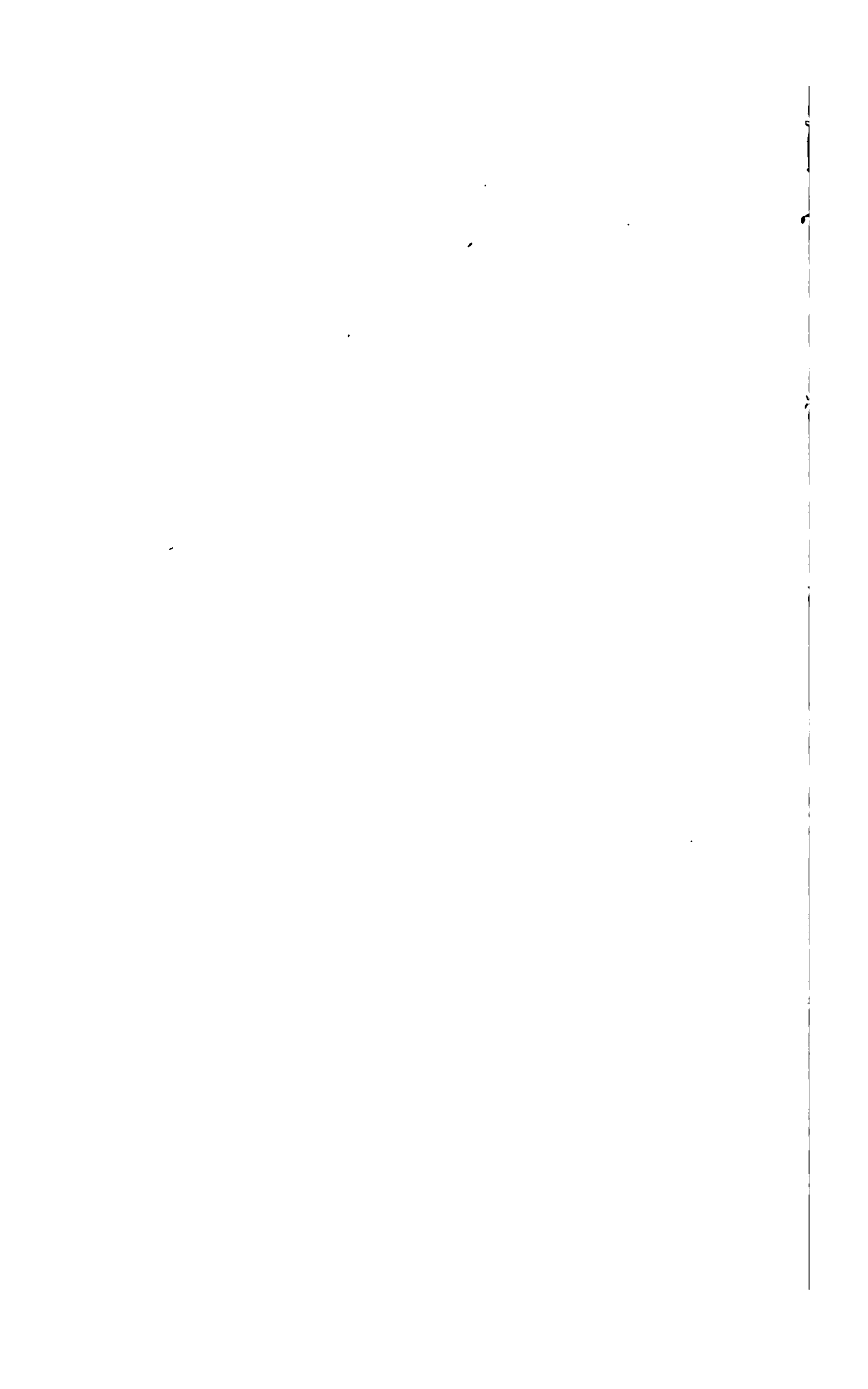
Bourses du Travail, Maisons du Peuple, Usines ouvrières, voilà donc les trois institutions qu'après soixante ou quatre-vingts années de tâtonnements, les ouvriers ont enfin su fonder. Ne rapetissons pas le temps où nous vivons, et reconnaissons qu'elle est grande, cette minute d'histoire où des hommes qui semblaient accablés par le poids d'un labeur effroyable, et moins capables d'efforts que dignes de pitié, réussissent à concevoir un idéal et à créer des institutions.

L'auteur de ces lignes garde le souvenir de cette matinée de printemps où il rendit visite aux coopé-

rateurs de Gueugnon. Ils étaient aux champs, occupés à defricher quatre hectares de bois qu'ils venaient d'acquérir, et, en travaillant, ils causaient : « Nous connaissons la terre et le fer, expliquaient-ils, nous ferons des conserves alimentaires. Nous planterons les légumes, nous les préparerons et nous fabriquerons les boîtes dans une petite usine à nous. — Mais d'ici-là, de quoi vivrez-vous? Depuis neuf mois de grève et de chômage, de quoi vivez-vous? — Le syndicat nous donne un peu d'argent, et Montceau-les-Mines et le Creusot nous envoient quelque chose par-ci par-là. — Mais de quoi vous nourrissez-vous? — On trempe la soupe avec des pommes de terre, des choux quand il y en a. — Et la viande? — Depuis la grève, on n'en voit plus. » Ces hommes étaient sans tristesse aucune. Ils parlaient, puis, empoignant la bêche et la pioche, retournaient patiemment cette terre que tous les ouvriers de France s'étaient cotisés pour leur offrir, et qui était à eux. Un pareil spectacle donne la forte sensation que, dans la nature sans cesse renaissante, s'agite une humanité toujours héroïque et neuve.

TROISIÈME PARTIE

L'ACTION POLITIQUE



I

Les origines et les sectes

Il est beau de voir l'humanité poursuivre son effort collectif et silencieux, expérimenter patiemment les institutions nouvelles, et tout entière se tracer à elle-même ses voies. L'histoire, ramenée à ces mouvements profonds, acquiert le sérieux et la poésie des sciences de la nature : n'est-ce pas un monde qui naît, comme les forêts s'élèvent? L'action syndicale prend dans un étau les exploitations individualistes et leur impose le contrôle ouvrier. L'action coopérative, d'autre part, fonde la société collectiviste, et on peut dès aujourd'hui voir intervenir un troisième facteur : la municipalité socialiste, la bien-aimée commune du XIIIe siècle. Grâce à ses proportions restreintes, à son caractère presque intime, elle peut faire des expériences que l'État risquerait malaisément. Les municipalités sont presque des associations, des grandes coopératives. Celles de Manchester, Birmingham, Leeds, etc., sont propriétaires de leurs services d'eau, de gaz, de leurs tramways. Celle de Glasgow emploie ses bénéfices à jeter bas les maisons insalubres, pour construire ensuite et offrir à ses populations laborieuses des logements sains, loués à prix de revient.

Il n'est pas impossible que la révolution économique affecte cette forme — la plus humaine et la plus sûre — dans un pays comme l'Angleterre, ou dans cette petite Suisse, qui, par la souplesse et la multiplicité de ses législations fédérales, offre des occasions continuelles aux expériences des partis extrêmes.

Mais les grandes nations européennes ont un autre passé, une autre mentalité. Malgré tout, malgré leurs velléités mêmes, il reste en elles quelque chose de dogmatique, d'immuable et de fermé. Leurs lois libérales, concédées à grande peine, sont démenties et peu à peu stérilisées par les traditions d'une bureaucratie puissante, par la jurisprudence des tribunaux. Les articles du code qui règlementent la durée ou les conditions du travail, assez rapidement votés par les députés qui relèvent du suffrage universel, sont appliqués avec mollesse par les inspecteurs officiels qui relèvent de l'administration. Il est inutile de parler des législations locales : un état centralisé ne saurait les autoriser. Elles ne peuvent exister. Les régions, les communes, sont comme ligottées. En 1894, les conseillers municipaux de Roubaix voulurent ouvrir une pharmacie : l'autorité supérieure les en empêcha (1). Aucune ville de France ou d'Europe n'a pu imiter les villes d'Angleterre.

Si du moins ces libertés étaient assurées, on s'en

(1) Une grande coopérative socialiste a repris l'idée de la municipalité, et, en fait, la pharmacie ouvrière fonctionne aujourd'hui.

contenterait peut-être; mais, circonstance aggravante, elles semblent précaires. L'État, tel qu'il est organisé dans l'Europe continentale, maître de l'administration, source unique de toutes les lois, est une menace permanente, une épée de Damoclès qui met en danger la démocratie. Il est tout puissant : que sera-t-il, que voudra-t-il demain ? On l'ignore. Le « coup de force », la « saignée », le « bain de sang », sont des éventualités que nous envisageons sans beaucoup d'étonnement, parfois même sans indignation. L'Allemagne a son empereur, l'Autriche ses nobles, la France son état-major, l'Italie ses princes piémontais, hobereaux étroits et durs. Soutenus par une panique réactionnaire, ils pourraient beaucoup oser.

Comment le peuple répondra-t-il à cette contrainte, à cette gêne perpétuelles ? Il se recueillera en lui-même, et sa misère matérielle méconnue, ses aspirations morales mal satisfaites, composeront tout au fond de la société un mélange révolutionnaire d'une singulière puissance. Il considèrera l'État, qui l'opprime, avec haine et envie, avec une sorte de fascination, et il rêvera de s'en emparer, comme, à la bataille, on s'empare d'un canon pour le retourner aussitôt contre ceux qui le manœuvraient : l'expression est de Jules Guesde.

C'est précisément au lendemain d'une réaction européenne que le socialisme acquit sa forme actuelle. Jusqu'en 1848, il était resté une agitation d'idéologues et de sectaires. Les autoritaires de 1850 crurent l'avoir définitivement vaincu. Ils ne firent

que le comprimer, et préparer sa transformation.

Le parti des hommes du peuple, telle était la force nouvelle qui allait entrer dans l'histoire. Son origine n'est pas française. Notre pays, découragé par une révolution manquée, absorbé par la lutte républicaine contre le pouvoir personnel de l'empereur, était incapable d'un si grand effort. Le parti socialiste est né en Allemagne en même temps que l'armée, que l'empire allemand.

Ferdinand Lassalle et Karl Marx donnèrent les premières formules. Leurs systèmes divergeaient sensiblement. Celui-là voulait pratiquer un socialisme d'État immédiat. Celui-ci estimait que la classe ouvrière devait s'emparer de l'État par la force, et imposer la « dictature du prolétariat » (1). Le désaccord paraissait radical. Pourtant la foule les associe aujourd'hui, comme elle associa Pierre et Paul, Voltaire et Rousseau. Elle ne retient que des idées très générales, et sait que Lassalle et Marx furent les premiers à dire avec une intransigeante netteté : l'organisation économique est ainsi faite que le peuple est impuissant à lutter contre elle. Les millions de la grande industrie l'écrasent. Aucune association, ni mutuelliste, ni coopérative, ni professionnelle, ne peut le relever. Il doit s'isoler de toutes les fractions de la bourgeoisie, et s'apprêter à conquérir l'État.

(1) Il est bien entendu qu'il s'agit ici, non de Marx économiste, dont le système est très vaste et prête à beaucoup d'interprétations, mais de Marx chef de parti, et de l'influence politique exercée par lui après 1860.

Ferdinand Lassalle fonda un parti national allemand. Karl Marx et ses amis furent les inspirateurs de l'Association internationale. Ils lui avaient donné pour devise : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » — et en effet les ouvriers d'Europe, d'Amérique, d'Australie, s'enrôlèrent dans ses sections. Elles se multipliaient avec une rapidité inouïe. Les liens qui les unissaient n'étaient pas très solides : on ne payait pas de cotisation. La doctrine n'était pas très ferme : la majorité marxiste coudoyait des mutuellistes comme le français Tolain, des anarchistes comme Bakounine. Nous en avons fait la remarque au sujet du mouvement syndical : l'Internationale avait plus de prestige que de force. Mais elle fut le signe précurseur des partis organisés d'aujourd'hui, et l'effet immense que produisit cette première ligue d'hommes du peuple ne fut pas disproportionné.

Les Internationalistes préparaient une révolution : elle ne vint pas. Entre 1871 et 1873, ils se jetèrent dans les mouvements communalistes de Paris et d'Espagne et se firent décimer. Les gouvernements profitèrent de cette occasion pour les persécuter ; démoralisés, divisés entre eux-mêmes, ils opposèrent une résistance très faible et cédèrent.

La grande association pouvait disparaître : elle avait remué beaucoup d'idées et bien rempli son rôle historique.

vivre en travaillant et avec dignité, il faudra y applaudir.

Chacun de ces ateliers deviendrait un centre de propagande dont l'influence s'étendrait sur toute une région, toute une industrie peut-être. Les sabotiers de Limoges, en France, comme, en Angleterre, les cordonniers de Leicester et de Kettering, ont réussi à relever les salaires de leur corporation, et à rendre la discipline plus douce. « Partout où de telles associations existent, écrit le *Trade-Unionist* du 2 novembre 1898, les patrons s'habituent à ne plus fabriquer exclusivement en vue du profit. Ils commencent à faire entrer en ligne de compte d'autres considérations; ils doivent veiller à ce que l'ouvrier ne soit pas obligé de perdre à l'intérieur de l'usine ce sentiment de liberté et de courtoisie qui est une des exigences de l'esprit civique dans une société libre, basée sur l'égalité des droits. »

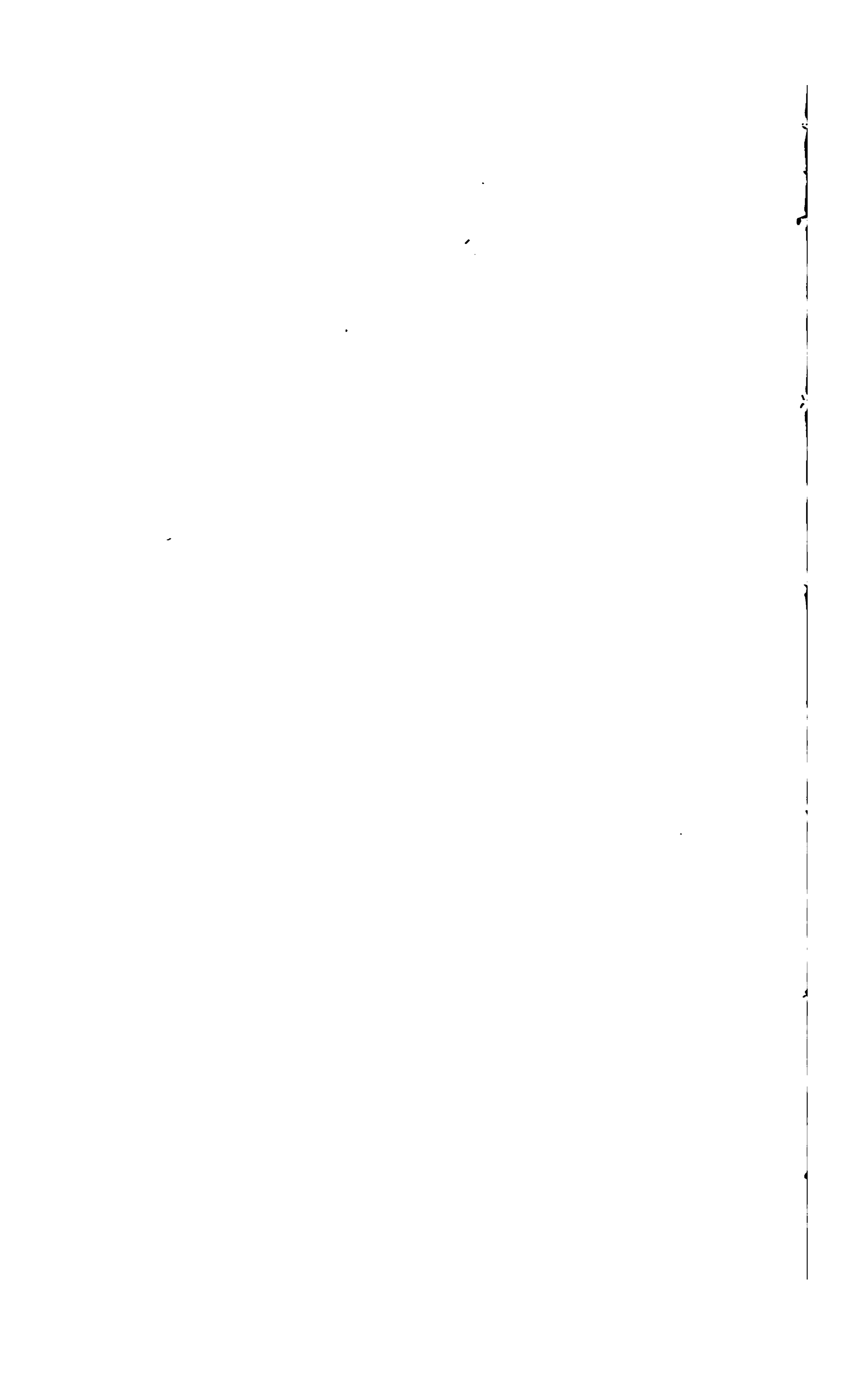
Bourses du Travail, Maisons du Peuple, Usines ouvrières, voilà donc les trois institutions qu'après soixante ou quatre-vingts années de tâtonnements, les ouvriers ont enfin su fonder. Ne rapetissons pas le temps où nous vivons, et reconnaissons qu'elle est grande, cette minute d'histoire où des hommes qui semblaient accablés par le poids d'un labeur effroyable, et moins capables d'efforts que dignes de pitié, réussissent à concevoir un idéal et à créer des institutions.

L'auteur de ces lignes garde le souvenir de cette matinée de printemps où il rendit visite aux coopé-

rateurs de Gueugnon. Ils étaient aux champs, occupés à defricher quatre hectares de bois qu'ils venaient d'acquérir, et, en travaillant, ils causaient : « Nous connaissons la terre et le fer, expliquaient-ils, nous ferons des conserves alimentaires. Nous planterons les légumes, nous les préparerons et nous fabriquerons les boîtes dans une petite usine à nous. — Mais d'ici-là, de quoi vivrez-vous? Depuis neuf mois de grève et de chômage, de quoi vivez-vous? — Le syndicat nous donne un peu d'argent, et Montceau-les-Mines et le Creusot nous envoient quelque chose par-ci par-là. — Mais de quoi vous nourrissez-vous? — On trempe la soupe avec des pommes de terre, des choux quand il y en a. — Et la viande? — Depuis la grève, on n'en voit plus. » Ces hommes étaient sans tristesse aucune. Ils parlaient, puis, empoignant la bêche et la pioche, retournaient patiemment cette terre que tous les ouvriers de France s'étaient cotisés pour leur offrir, et qui était à eux. Un pareil spectacle donne la forte sensation que, dans la nature sans cesse renaissante, s'agite une humanité toujours héroïque et neuve.

TROISIÈME PARTIE

L'ACTION POLITIQUE



I

Les origines et les sectes

Il est beau de voir l'humanité poursuivre son effort collectif et silencieux, expérimenter patiemment les institutions nouvelles, et tout entière se tracer à elle-même ses voies. L'histoire, ramenée à ces mouvements profonds, acquiert le sérieux et la poésie des sciences de la nature : n'est-ce pas un monde qui naît, comme les forêts s'élèvent? L'action syndicale prend dans un étau les exploitations individualistes et leur impose le contrôle ouvrier. L'action coopérative, d'autre part, fonde la société collectiviste, et on peut dès aujourd'hui voir intervenir un troisième facteur : la municipalité socialiste, la bien-aimée commune du XIIIe siècle. Grâce à ses proportions restreintes, à son caractère presque intime, elle peut faire des expériences que l'État risquerait malaisément. Les municipalités sont presque des associations, des grandes coopératives. Celles de Manchester, Birmingham, Leeds, etc., sont propriétaires de leurs services d'eau, de gaz, de leurs tramways. Celle de Glasgow emploie ses bénéfices à jeter bas les maisons insalubres, pour construire ensuite et offrir à ses populations laborieuses des logements sains, loués à prix de revient.

Il n'est pas impossible que la révolution économique affecte cette forme — la plus humaine et la plus sûre — dans un pays comme l'Angleterre, ou dans cette petite Suisse, qui, par la souplesse et la multiplicité de ses législations fédérales, offre des occasions continuelles aux expériences des partis extrêmes.

Mais les grandes nations européennes ont un autre passé, une autre mentalité. Malgré tout, malgré leurs velléités mêmes, il reste en elles quelque chose de dogmatique, d'immuable et de fermé. Leurs lois libérales, concédées à grande peine, sont démenties et peu à peu stérilisées par les traditions d'une bureaucratie puissante, par la jurisprudence des tribunaux. Les articles du code qui règlementent la durée ou les conditions du travail, assez rapidement votés par les députés qui relèvent du suffrage universel, sont appliqués avec mollesse par les inspecteurs officiels qui relèvent de l'administration. Il est inutile de parler des législations locales : un état centralisé ne saurait les autoriser. Elles ne peuvent exister. Les régions, les communes, sont comme ligottées. En 1894, les conseillers municipaux de Roubaix voulurent ouvrir une pharmacie : l'autorité supérieure les en empêcha (1). Aucune ville de France ou d'Europe n'a pu imiter les villes d'Angleterre.

Si du moins ces libertés étaient assurées, on s'en

(1) Une grande coopérative socialiste a repris l'idée de la municipalité, et, en fait, la pharmacie ouvrière fonctionne aujourd'hui.

contenterait peut-être; mais, circonstance aggravante, elles semblent précaires. L'État, tel qu'il est organisé dans l'Europe continentale, maître de l'administration, source unique de toutes les lois, est une menace permanente, une épée de Damoclès qui met en danger la démocratie. Il est tout puissant : que sera-t-il, que voudra-t-il demain ? On l'ignore. Le « coup de force », la « saignée », le « bain de sang », sont des éventualités que nous envisageons sans beaucoup d'étonnement, parfois même sans indignation. L'Allemagne a son empereur, l'Autriche ses nobles, la France son état-major, l'Italie ses princes piémontais, hobereaux étroits et durs. Soutenus par une panique réactionnaire, ils pourraient beaucoup oser.

Comment le peuple répondra-t-il à cette contrainte, à cette gêne perpétuelles ? Il se recueillera en lui-même, et sa misère matérielle méconnue, ses aspirations morales mal satisfaites, composeront tout au fond de la société un mélange révolutionnaire d'une singulière puissance. Il considèrera l'État, qui l'opprime, avec haine et envie, avec une sorte de fascination, et il rêvera de s'en emparer, comme, à la bataille, on s'empare d'un canon pour le retourner aussitôt contre ceux qui le manœuvraient : l'expression est de Jules Guesde.

C'est précisément au lendemain d'une réaction européenne que le socialisme acquit sa forme actuelle. Jusqu'en 1848, il était resté une agitation d'idéologues et de sectaires. Les autoritaires de 1850 crurent l'avoir définitivement vaincu. Ils ne firent

que le comprimer, et préparer sa transformation.

Le parti des hommes du peuple, telle était la force nouvelle qui allait entrer dans l'histoire. Son origine n'est pas française. Notre pays, découragé par une révolution manquée, absorbé par la lutte républicaine contre le pouvoir personnel de l'empereur, était incapable d'un si grand effort. Le parti socialiste est né en Allemagne en même temps que l'armée, que l'empire allemand.

Ferdinand Lassalle et Karl Marx donnèrent les premières formules. Leurs systèmes divergeaient sensiblement. Celui-là voulait pratiquer un socialisme d'État immédiat. Celui-ci estimait que la classe ouvrière devait s'emparer de l'État par la force, et imposer la « dictature du prolétariat » (1). Le désaccord paraissait radical. Pourtant la foule les associe aujourd'hui, comme elle associa Pierre et Paul, Voltaire et Rousseau. Elle ne retient que des idées très générales, et sait que Lassalle et Marx furent les premiers à dire avec une intransigeante netteté : l'organisation économique est ainsi faite que le peuple est impuissant à lutter contre elle. Les millions de la grande industrie l'écrasent. Aucune association, ni mutuelliste, ni coopérative, ni professionnelle, ne peut le relever. Il doit s'isoler de toutes les fractions de la bourgeoisie, et s'apprêter à conquérir l'État.

(1) Il est bien entendu qu'il s'agit ici, non de Marx économiste, dont le système est très vaste et prête à beaucoup d'interprétations, mais de Marx chef de parti, et de l'influence politique exercée par lui après 1860.

Ferdinand Lassalle fonda un parti national allemand. Karl Marx et ses amis furent les inspirateurs de l'Association internationale. Ils lui avaient donné pour devise : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » — et en effet les ouvriers d'Europe, d'Amérique, d'Australie, s'enrôlèrent dans ses sections. Elles se multipliaient avec une rapidité inouïe. Les liens qui les unissaient n'étaient pas très solides : on ne payait pas de cotisation. La doctrine n'était pas très ferme : la majorité marxiste coudoyait des mutuellistes comme le français Tolain, des anarchistes comme Bakounine. Nous en avons fait la remarque au sujet du mouvement syndical : l'Internationale avait plus de prestige que de force. Mais elle fut le signe précurseur des partis organisés d'aujourd'hui, et l'effet immense que produisit cette première ligue d'hommes du peuple ne fut pas disproportionné.

Les Internationalistes préparaient une révolution : elle ne vint pas. Entre 1871 et 1873, ils se jetèrent dans les mouvements communalistes de Paris et d'Espagne et se firent décimer. Les gouvernements profitèrent de cette occasion pour les persécuter ; démoralisés, divisés entre eux-mêmes, ils opposèrent une résistance très faible et cédèrent.

La grande association pouvait disparaître : elle avait remué beaucoup d'idées et bien rempli son rôle historique.

vivre en travaillant et avec dignité, il faudra y applaudir.

Chacun de ces ateliers deviendrait un centre de propagande dont l'influence s'étendrait sur toute une région, toute une industrie peut-être. Les sabotiers de Limoges, en France, comme, en Angleterre, les cordonniers de Leicester et de Kettering, ont réussi à relever les salaires de leur corporation, et à rendre la discipline plus douce. « Partout où de telles associations existent, écrit le *Trade-Unionist* du 2 novembre 1898, les patrons s'habituent à ne plus fabriquer exclusivement en vue du profit. Ils commencent à faire entrer en ligne de compte d'autres considérations; ils doivent veiller à ce que l'ouvrier ne soit pas obligé de perdre à l'intérieur de l'usine ce sentiment de liberté et de courtoisie qui est une des exigences de l'esprit civique dans une société libre, basée sur l'égalité des droits. »

Bourses du Travail, Maisons du Peuple, Usines ouvrières, voilà donc les trois institutions qu'après soixante ou quatre-vingts années de tâtonnements, les ouvriers ont enfin su fonder. Ne rapetissons pas le temps où nous vivons, et reconnaissons qu'elle est grande, cette minute d'histoire où des hommes qui semblaient accablés par le poids d'un labeur effroyable, et moins capables d'efforts que dignes de pitié, réussissent à concevoir un idéal et à créer des institutions.

L'auteur de ces lignes garde le souvenir de cette matinée de printemps où il rendit visite aux coopé-

rateurs de Gueugnon. Ils étaient aux champs, occupés à defricher quatre hectares de bois qu'ils venaient d'acquérir, et, en travaillant, ils causaient : « Nous connaissons la terre et le fer, expliquaient-ils, nous ferons des conserves alimentaires. Nous planterons les légumes, nous les préparerons et nous fabriquerons les boîtes dans une petite usine à nous. — Mais d'ici-là, de quoi vivrez-vous? Depuis neuf mois de grève et de chômage, de quoi vivez-vous? — Le syndicat nous donne un peu d'argent, et Montceau-les-Mines et le Creusot nous envoient quelque chose par-ci par-là. — Mais de quoi vous nourrissez-vous? — On trempe la soupe avec des pommes de terre, des choux quand il y en a. — Et la viande? — Depuis la grève, on n'en voit plus. » Ces hommes étaient sans tristesse aucune. Ils parlaient, puis, empoignant la bêche et la pioche, retournaient patiemment cette terre que tous les ouvriers de France s'étaient cotisés pour leur offrir, et qui était à eux. Un pareil spectacle donne la forte sensation que, dans la nature sans cesse renaissante, s'agite une humanité toujours héroïque et neuve.

TROISIÈME PARTIE

L'ACTION POLITIQUE

I

Les origines et les sectes

Il est beau de voir l'humanité poursuivre son effort collectif et silencieux, expérimenter patiemment les institutions nouvelles, et tout entière se tracer à elle-même ses voies. L'histoire, ramenée à ces mouvements profonds, acquiert le sérieux et la poésie des sciences de la nature : n'est-ce pas un monde qui naît, comme les forêts s'élèvent? L'action syndicale prend dans un étau les exploitations individualistes et leur impose le contrôle ouvrier. L'action coopérative, d'autre part, fonde la société collectiviste, et on peut dès aujourd'hui voir intervenir un troisième facteur : la municipalité socialiste, la bien-aimée commune du XIIIe siècle. Grâce à ses proportions restreintes, à son caractère presque intime, elle peut faire des expériences que l'État risquerait malaisément. Les municipalités sont presque des associations, des grandes coopératives. Celles de Manchester, Birmingham, Leeds, etc., sont propriétaires de leurs services d'eau, de gaz, de leurs tramways. Celle de Glasgow emploie ses bénéfices à jeter bas les maisons insalubres, pour construire ensuite et offrir à ses populations laborieuses des logements sains, loués à prix de revient.

Il n'est pas impossible que la révolution économique affecte cette forme — la plus humaine et la plus sûre — dans un pays comme l'Angleterre, ou dans cette petite Suisse, qui, par la souplesse et la multiplicité de ses législations fédérales, offre des occasions continuelles aux expériences des partis extrêmes.

Mais les grandes nations européennes ont un autre passé, une autre mentalité. Malgré tout, malgré leurs velléités mêmes, il reste en elles quelque chose de dogmatique, d'immuable et de fermé. Leurs lois libérales, concédées à grande peine, sont démenties et peu à peu stérilisées par les traditions d'une bureaucratie puissante, par la jurisprudence des tribunaux. Les articles du code qui règlementent la durée ou les conditions du travail, assez rapidement votés par les députés qui relèvent du suffrage universel, sont appliqués avec mollesse par les inspecteurs officiels qui relèvent de l'administration. Il est inutile de parler des législations locales : un état centralisé ne saurait les autoriser. Elles ne peuvent exister. Les régions, les communes, sont comme ligottées. En 1894, les conseillers municipaux de Roubaix voulurent ouvrir une pharmacie : l'autorité supérieure les en empêcha (1). Aucune ville de France ou d'Europe n'a pu imiter les villes d'Angleterre.

Si du moins ces libertés étaient assurées, on s'en

(1) Une grande coopérative socialiste a repris l'idée de la municipalité, et, en fait, la pharmacie ouvrière fonctionne aujourd'hui.

contenterait peut-être; mais, circonstance aggravante, elles semblent précaires. L'État, tel qu'il est organisé dans l'Europe continentale, maître de l'administration, source unique de toutes les lois, est une menace permanente, une épée de Damoclès qui met en danger la démocratie. Il est tout puissant : que sera-t-il, que voudra-t-il demain ? On l'ignore. Le « coup de force », la « saignée », le « bain de sang », sont des éventualités que nous envisageons sans beaucoup d'étonnement, parfois même sans indignation. L'Allemagne a son empereur, l'Autriche ses nobles, la France son état-major, l'Italie ses princes piémontais, hobereaux étroits et durs. Soutenus par une panique réactionnaire, ils pourraient beaucoup oser.

Comment le peuple répondra-t-il à cette contrainte, à cette gêne perpétuelles ? Il se recueillera en lui-même, et sa misère matérielle méconnue, ses aspirations morales mal satisfaites, composeront tout au fond de la société un mélange révolutionnaire d'une singulière puissance. Il considèrera l'État, qui l'opprime, avec haine et envie, avec une sorte de fascination, et il rêvera de s'en emparer, comme, à la bataille, on s'empare d'un canon pour le retourner aussitôt contre ceux qui le manœuvraient : l'expression est de Jules Guesde.

C'est précisément au lendemain d'une réaction européenne que le socialisme acquit sa forme actuelle. Jusqu'en 1848, il était resté une agitation d'idéologues et de sectaires. Les autoritaires de 1850 crurent l'avoir définitivement vaincu. Ils ne firent

que le comprimer, et préparer sa transformation.

Le parti des hommes du peuple, telle était la force nouvelle qui allait entrer dans l'histoire. Son origine n'est pas française. Notre pays, découragé par une révolution manquée, absorbé par la lutte républicaine contre le pouvoir personnel de l'empereur, était incapable d'un si grand effort. Le parti socialiste est né en Allemagne en même temps que l'armée, que l'empire allemand.

Ferdinand Lassalle et Karl Marx donnèrent les premières formules. Leurs systèmes divergeaient sensiblement. Celui-là voulait pratiquer un socialisme d'État immédiat. Celui-ci estimait que la classe ouvrière devait s'emparer de l'État par la force, et imposer la « dictature du prolétariat » (1). Le désaccord paraissait radical. Pourtant la foule les associe aujourd'hui, comme elle associa Pierre et Paul, Voltaire et Rousseau. Elle ne retient que des idées très générales, et sait que Lassalle et Marx furent les premiers à dire avec une intransigeante netteté : l'organisation économique est ainsi faite que le peuple est impuissant à lutter contre elle. Les millions de la grande industrie l'écrasent. Aucune association, ni mutuelliste, ni coopérative, ni professionnelle, ne peut le relever. Il doit s'isoler de toutes les fractions de la bourgeoisie, et s'apprêter à conquérir l'État.

(1) Il est bien entendu qu'il s'agit ici, non de Marx économiste, dont le système est très vaste et prête à beaucoup d'interprétations, mais de Marx chef de parti, et de l'influence politique exercée par lui après 1860.

Ferdinand Lassalle fonda un parti national allemand. Karl Marx et ses amis furent les inspirateurs de l'Association internationale. Ils lui avaient donné pour devise : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » — et en effet les ouvriers d'Europe, d'Amérique, d'Australie, s'enrôlèrent dans ses sections. Elles se multipliaient avec une rapidité inouïe. Les liens qui les unissaient n'étaient pas très solides : on ne payait pas de cotisation. La doctrine n'était pas très ferme : la majorité marxiste coudoyait des mutuellistes comme le français Tolain, des anarchistes comme Bakounine. Nous en avons fait la remarque au sujet du mouvement syndical : l'Internationale avait plus de prestige que de force. Mais elle fut le signe précurseur des partis organisés d'aujourd'hui, et l'effet immense que produisit cette première ligue d'hommes du peuple ne fut pas disproportionné.

Les Internationalistes préparaient une révolution : elle ne vint pas. Entre 1871 et 1873, ils se jetèrent dans les mouvements communalistes de Paris et d'Espagne et se firent décimer. Les gouvernements profitèrent de cette occasion pour les persécuter ; démoralisés, divisés entre eux-mêmes, ils opposèrent une résistance très faible et cédèrent.

La grande association pouvait disparaître : elle avait remué beaucoup d'idées et bien rempli son rôle historique.

vivre en travaillant et avec dignité, il faudra y applaudir.

Chacun de ces ateliers deviendrait un centre de propagande dont l'influence s'étendrait sur toute une région, toute une industrie peut-être. Les sabotiers de Limoges, en France, comme, en Angleterre, les cordonniers de Leicester et de Kettering, ont réussi à relever les salaires de leur corporation, et à rendre la discipline plus douce. « Partout où de telles associations existent, écrit le *Trade-Unionist* du 2 novembre 1898, les patrons s'habituent à ne plus fabriquer exclusivement en vue du profit. Ils commencent à faire entrer en ligne de compte d'autres considérations; ils doivent veiller à ce que l'ouvrier ne soit pas obligé de perdre à l'intérieur de l'usine ce sentiment de liberté et de courtoisie qui est une des exigences de l'esprit civique dans une société libre, basée sur l'égalité des droits. »

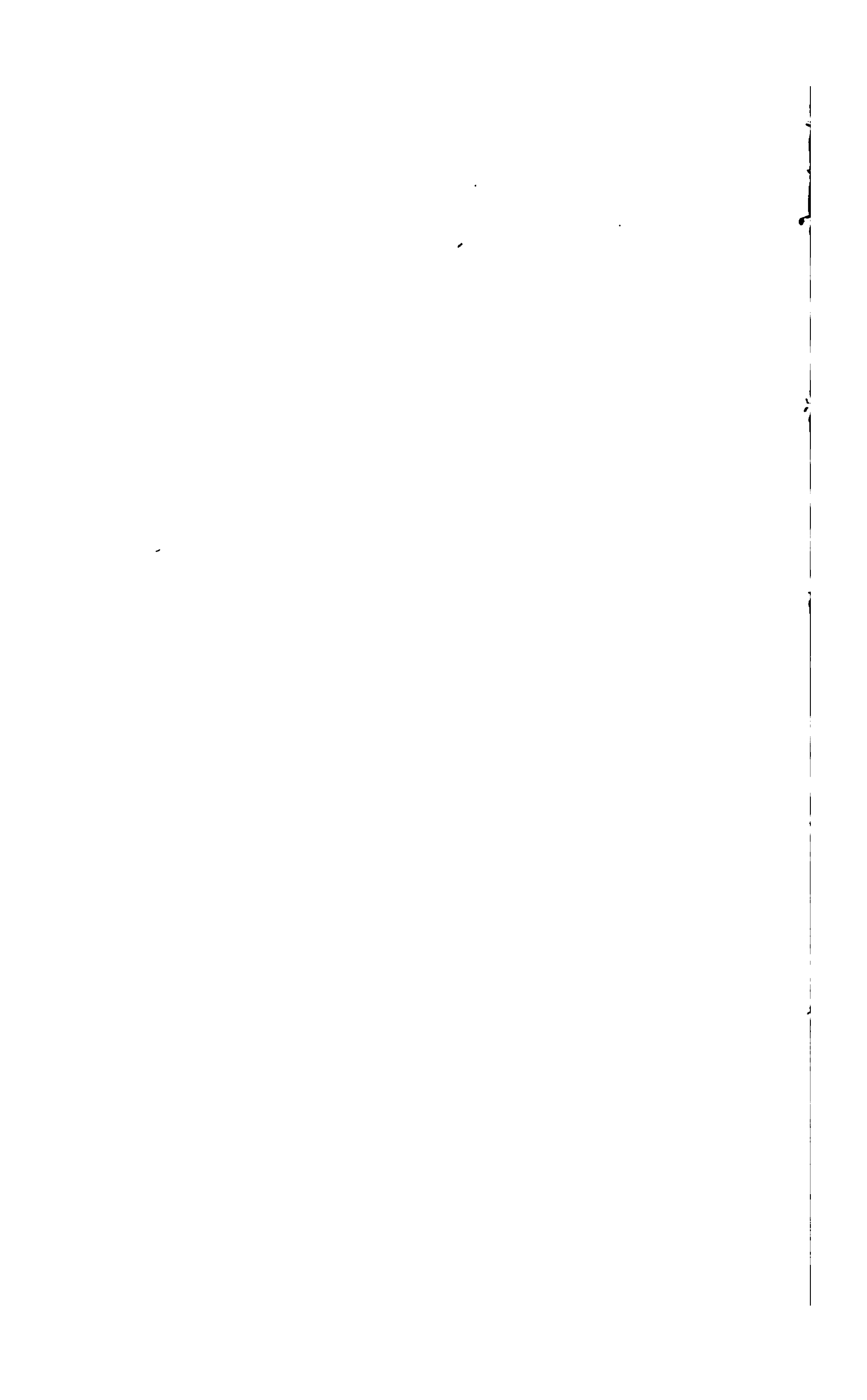
Bourses du Travail, Maisons du Peuple, Usines ouvrières, voilà donc les trois institutions qu'après soixante ou quatre-vingts années de tâtonnements, les ouvriers ont enfin su fonder. Ne rapetissons pas le temps où nous vivons, et reconnaissons qu'elle est grande, cette minute d'histoire où des hommes qui semblaient accablés par le poids d'un labeur effroyable, et moins capables d'efforts que dignes de pitié, réussissent à concevoir un idéal et à créer des institutions.

L'auteur de ces lignes garde le souvenir de cette matinée de printemps où il rendit visite aux coopé-

rateurs de Gueugnon. Ils étaient aux champs, occupés à defricher quatre hectares de bois qu'ils venaient d'acquérir, et, en travaillant, ils causaient : « Nous connaissons la terre et le fer, expliquaient-ils, nous ferons des conserves alimentaires. Nous planterons les légumes, nous les préparerons et nous fabriquerons les boîtes dans une petite usine à nous. — Mais d'ici-là, de quoi vivrez-vous? Depuis neuf mois de grève et de chômage, de quoi vivez-vous? — Le syndicat nous donne un peu d'argent, et Montceau-les-Mines et le Creusot nous envoient quelque chose par-ci par-là. — Mais de quoi vous nourrissez-vous? — On trempe la soupe avec des pommes de terre, des choux quand il y en a. — Et la viande? — Depuis la grève, on n'en voit plus. » Ces hommes étaient sans tristesse aucune. Ils parlaient, puis, empoignant la bêche et la pioche, retournaient patiemment cette terre que tous les ouvriers de France s'étaient cotisés pour leur offrir, et qui était à eux. Un pareil spectacle donne la forte sensation que, dans la nature sans cesse renaissante, s'agite une humanité toujours héroïque et neuve.

TROISIÈME PARTIE

L'ACTION POLITIQUE



I

Les origines et les sectes

Il est beau de voir l'humanité poursuivre son effort collectif et silencieux, expérimenter patiemment les institutions nouvelles, et tout entière se tracer à elle-même ses voies. L'histoire, ramenée à ces mouvements profonds, acquiert le sérieux et la poésie des sciences de la nature : n'est-ce pas un monde qui naît, comme les forêts s'élèvent? L'action syndicale prend dans un étau les exploitations individualistes et leur impose le contrôle ouvrier. L'action coopérative, d'autre part, fonde la société collectiviste, et on peut dès aujourd'hui voir intervenir un troisième facteur : la municipalité socialiste, la bien-aimée commune du XIIIe siècle. Grâce à ses proportions restreintes, à son caractère presque intime, elle peut faire des expériences que l'État risquerait malaisément. Les municipalités sont presque des associations, des grandes coopératives. Celles de Manchester, Birmingham, Leeds, etc., sont propriétaires de leurs services d'eau, de gaz, de leurs tramways. Celle de Glasgow emploie ses bénéfices à jeter bas les maisons insalubres, pour construire ensuite et offrir à ses populations laborieuses des logements sains, loués à prix de revient.

Il n'est pas impossible que la révolution économique affecte cette forme — la plus humaine et la plus sûre — dans un pays comme l'Angleterre, ou dans cette petite Suisse, qui, par la souplesse et la multiplicité de ses législations fédérales, offre des occasions continuelles aux expériences des partis extrêmes.

Mais les grandes nations européennes ont un autre passé, une autre mentalité. Malgré tout, malgré leurs velléités mêmes, il reste en elles quelque chose de dogmatique, d'immuable et de fermé. Leurs lois libérales, concédées à grande peine, sont démenties et peu à peu stérilisées par les traditions d'une bureaucratie puissante, par la jurisprudence des tribunaux. Les articles du code qui règlementent la durée ou les conditions du travail, assez rapidement votés par les députés qui relèvent du suffrage universel, sont appliqués avec mollesse par les inspecteurs officiels qui relèvent de l'administration. Il est inutile de parler des législations locales : un état centralisé ne saurait les autoriser. Elles ne peuvent exister. Les régions, les communes, sont comme ligottées. En 1894, les conseillers municipaux de Roubaix voulurent ouvrir une pharmacie : l'autorité supérieure les en empêcha (1). Aucune ville de France ou d'Europe n'a pu imiter les villes d'Angleterre.

Si du moins ces libertés étaient assurées, on s'en

(1) Une grande coopérative socialiste a repris l'idée de la municipalité, et, en fait, la pharmacie ouvrière fonctionne aujourd'hui.

contenterait peut-être; mais, circonstance aggravante, elles semblent précaires. L'État, tel qu'il est organisé dans l'Europe continentale, maître de l'administration, source unique de toutes les lois, est une menace permanente, une épée de Damoclès qui met en danger la démocratie. Il est tout puissant : que sera-t-il, que voudra-t-il demain ? On l'ignore. Le « coup de force », la « saignée », le « bain de sang », sont des éventualités que nous envisageons sans beaucoup d'étonnement, parfois même sans indignation. L'Allemagne a son empereur, l'Autriche ses nobles, la France son état-major, l'Italie ses princes piémontais, hobereaux étroits et durs. Soutenus par une panique réactionnaire, ils pourraient beaucoup oser.

Comment le peuple répondra-t-il à cette contrainte, à cette gêne perpétuelles ? Il se recueillera en lui-même, et sa misère matérielle méconnue, ses aspirations morales mal satisfaites, composeront tout au fond de la société un mélange révolutionnaire d'une singulière puissance. Il considèrera l'État, qui l'opprime, avec haine et envie, avec une sorte de fascination, et il rêvera de s'en emparer, comme, à la bataille, on s'empare d'un canon pour le retourner aussitôt contre ceux qui le manœuvraient : l'expression est de Jules Guesde.

C'est précisément au lendemain d'une réaction européenne que le socialisme acquit sa forme actuelle. Jusqu'en 1848, il était resté une agitation d'idéologues et de sectaires. Les autoritaires de 1850 crurent l'avoir définitivement vaincu. Ils ne firent

que le comprimer, et préparer sa transformation.

Le parti des hommes du peuple, telle était la force nouvelle qui allait entrer dans l'histoire. Son origine n'est pas française. Notre pays, découragé par une révolution manquée, absorbé par la lutte républicaine contre le pouvoir personnel de l'empereur, était incapable d'un si grand effort. Le parti socialiste est né en Allemagne en même temps que l'armée, que l'empire allemand.

Ferdinand Lassalle et Karl Marx donnèrent les premières formules. Leurs systèmes divergeaient sensiblement. Celui-là voulait pratiquer un socialisme d'État immédiat. Celui-ci estimait que la classe ouvrière devait s'emparer de l'État par la force, et imposer la « dictature du prolétariat » (1). Le désaccord paraissait radical. Pourtant la foule les associe aujourd'hui, comme elle associa Pierre et Paul, Voltaire et Rousseau. Elle ne retient que des idées très générales, et sait que Lassalle et Marx furent les premiers à dire avec une intransigeante netteté : l'organisation économique est ainsi faite que le peuple est impuissant à lutter contre elle. Les millions de la grande industrie l'écrasent. Aucune association, ni mutuelliste, ni coopérative, ni professionnelle, ne peut le relever. Il doit s'isoler de toutes les fractions de la bourgeoisie, et s'apprêter à conquérir l'État.

(1) Il est bien entendu qu'il s'agit ici, non de Marx économiste, dont le système est très vaste et prête à beaucoup d'interprétations, mais de Marx chef de parti, et de l'influence politique exercée par lui après 1860.

Ferdinand Lassalle fonda un parti national allemand. Karl Marx et ses amis furent les inspirateurs de l'Association internationale. Ils lui avaient donné pour devise : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » — et en effet les ouvriers d'Europe, d'Amérique, d'Australie, s'enrôlèrent dans ses sections. Elles se multipliaient avec une rapidité inouïe. Les liens qui les unissaient n'étaient pas très solides : on ne payait pas de cotisation. La doctrine n'était pas très ferme : la majorité marxiste coudoyait des mutuellistes comme le français Tolain, des anarchistes comme Bakounine. Nous en avons fait la remarque au sujet du mouvement syndical : l'Internationale avait plus de prestige que de force. Mais elle fut le signe précurseur des partis organisés d'aujourd'hui, et l'effet immense que produisit cette première ligue d'hommes du peuple ne fut pas disproportionné.

Les Internationalistes préparaient une révolution : elle ne vint pas. Entre 1871 et 1873, ils se jetèrent dans les mouvements communalistes de Paris et d'Espagne et se firent décimer. Les gouvernements profitèrent de cette occasion pour les persécuter ; démoralisés, divisés entre eux-mêmes, ils opposèrent une résistance très faible et cédèrent.

La grande association pouvait disparaître : elle avait remué beaucoup d'idées et bien rempli son rôle historique.

vivre en travaillant et avec dignité, il faudra y applaudir.

Chacun de ces ateliers deviendrait un centre de propagande dont l'influence s'étendrait sur toute une région, toute une industrie peut-être. Les sabotiers de Limoges, en France, comme, en Angleterre, les cordonniers de Leicester et de Kettering, ont réussi à relever les salaires de leur corporation, et à rendre la discipline plus douce. « Partout où de telles associations existent, écrit le *Trade-Unionist* du 2 novembre 1898, les patrons s'habituent à ne plus fabriquer exclusivement en vue du profit. Ils commencent à faire entrer en ligne de compte d'autres considérations; ils doivent veiller à ce que l'ouvrier ne soit pas obligé de perdre à l'intérieur de l'usine ce sentiment de liberté et de courtoisie qui est une des exigences de l'esprit civique dans une société libre, basée sur l'égalité des droits. »

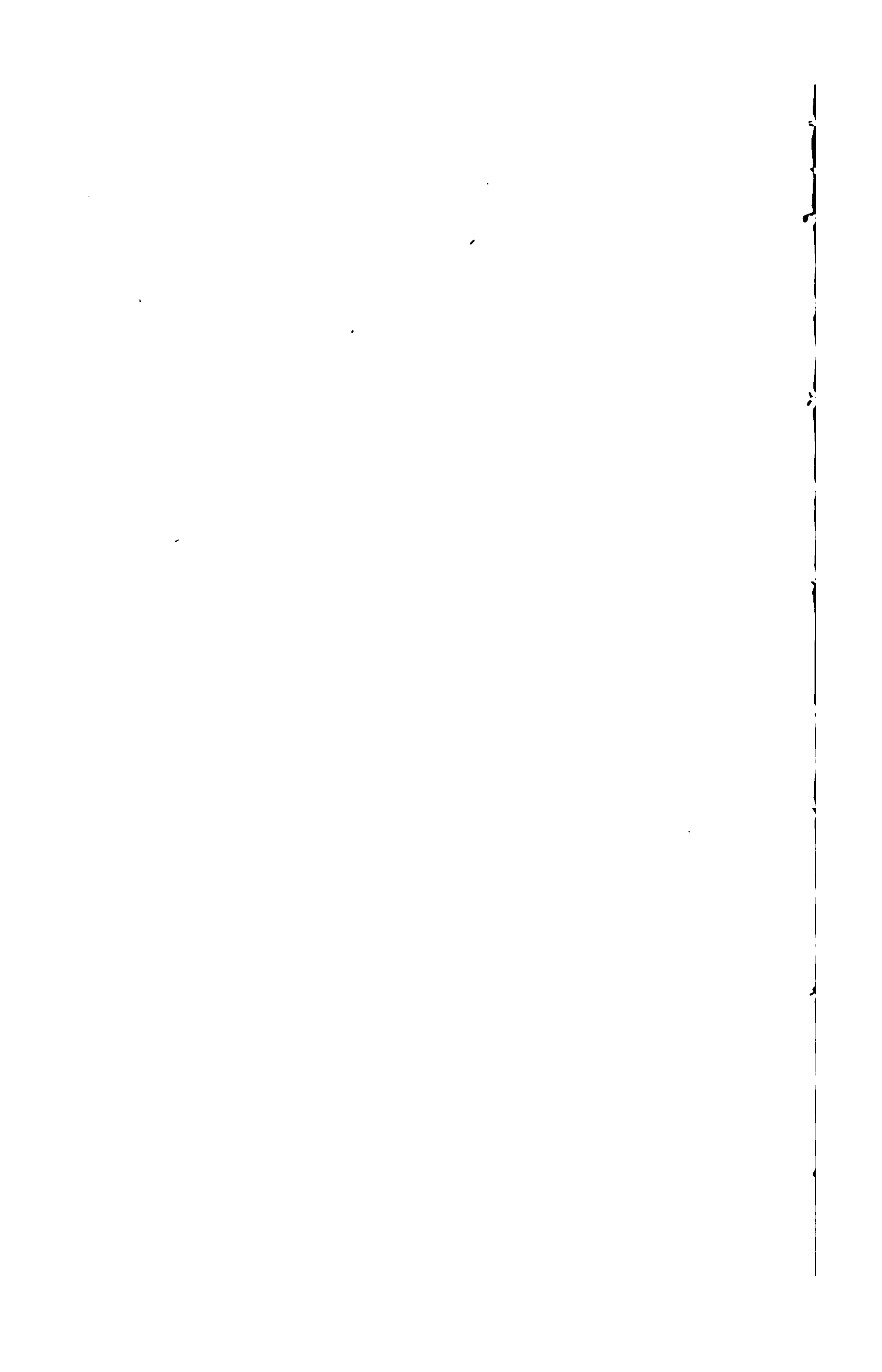
Bourses du Travail, Maisons du Peuple, Usines ouvrières, voilà donc les trois institutions qu'après soixante ou quatre-vingts années de tâtonnements, les ouvriers ont enfin su fonder. Ne rapetissons pas le temps où nous vivons, et reconnaissons qu'elle est grande, cette minute d'histoire où des hommes qui semblaient accablés par le poids d'un labeur effroyable, et moins capables d'efforts que dignes de pitié, réussissent à concevoir un idéal et à créer des institutions.

L'auteur de ces lignes garde le souvenir de cette matinée de printemps où il rendit visite aux coopé-

rateurs de Gueugnon. Ils étaient aux champs, occupés à defricher quatre hectares de bois qu'ils venaient d'acquérir, et, en travaillant, ils causaient : « Nous connaissons la terre et le fer, expliquaient-ils, nous ferons des conserves alimentaires. Nous planterons les légumes, nous les préparerons et nous fabriquerons les boîtes dans une petite usine à nous. — Mais d'ici-là, de quoi vivrez-vous? Depuis neuf mois de grève et de chômage, de quoi vivez-vous? — Le syndicat nous donne un peu d'argent, et Montceau-les-Mines et le Creusot nous envoient quelque chose par-ci par-là. — Mais de quoi vous nourrissez-vous? — On trempe la soupe avec des pommes de terre, des choux quand il y en a. — Et la viande? — Depuis la grève, on n'en voit plus. » Ces hommes étaient sans tristesse aucune. Ils parlaient, puis, empoignant la bêche et la pioche, retournaient patiemment cette terre que tous les ouvriers de France s'étaient cotisés pour leur offrir, et qui était à eux. Un pareil spectacle donne la forte sensation que, dans la nature sans cesse renaissante, s'agite une humanité toujours héroïque et neuve.

TROISIÈME PARTIE

L'ACTION POLITIQUE



I

Les origines et les sectes

Il est beau de voir l'humanité poursuivre son effort collectif et silencieux, expérimenter patiemment les institutions nouvelles, et tout entière se tracer à elle-même ses voies. L'histoire, ramenée à ces mouvements profonds, acquiert le sérieux et la poésie des sciences de la nature : n'est-ce pas un monde qui naît, comme les forêts s'élèvent? L'action syndicale prend dans un étau les exploitations individualistes et leur impose le contrôle ouvrier. L'action coopérative, d'autre part, fonde la société collectiviste, et on peut dès aujourd'hui voir intervenir un troisième facteur : la municipalité socialiste, la bien-aimée commune du XIII[e] siècle. Grâce à ses proportions restreintes, à son caractère presque intime, elle peut faire des expériences que l'État risquerait malaisément. Les municipalités sont presque des associations, des grandes coopératives. Celles de Manchester, Birmingham, Leeds, etc., sont propriétaires de leurs services d'eau, de gaz, de leurs tramways. Celle de Glasgow emploie ses bénéfices à jeter bas les maisons insalubres, pour construire ensuite et offrir à ses populations laborieuses des logements sains, loués à prix de revient.

Il n'est pas impossible que la révolution économique affecte cette forme — la plus humaine et la plus sûre — dans un pays comme l'Angleterre, ou dans cette petite Suisse, qui, par la souplesse et la multiplicité de ses législations fédérales, offre des occasions continuelles aux expériences des partis extrêmes.

Mais les grandes nations européennes ont un autre passé, une autre mentalité. Malgré tout, malgré leurs velléités mêmes, il reste en elles quelque chose de dogmatique, d'immuable et de fermé. Leurs lois libérales, concédées à grande peine, sont démenties et peu à peu stérilisées par les traditions d'une bureaucratie puissante, par la jurisprudence des tribunaux. Les articles du code qui règlementent la durée ou les conditions du travail, assez rapidement votés par les députés qui relèvent du suffrage universel, sont appliqués avec mollesse par les inspecteurs officiels qui relèvent de l'administration. Il est inutile de parler des législations locales : un état centralisé ne saurait les autoriser. Elles ne peuvent exister. Les régions, les communes, sont comme ligottées. En 1894, les conseillers municipaux de Roubaix voulurent ouvrir une pharmacie : l'autorité supérieure les en empêcha (1). Aucune ville de France ou d'Europe n'a pu imiter les villes d'Angleterre.

Si du moins ces libertés étaient assurées, on s'en

(1) Une grande coopérative socialiste a repris l'idée de la municipalité, et, en fait, la pharmacie ouvrière fonctionne aujourd'hui.

contenterait peut-être; mais, circonstance aggravante, elles semblent précaires. L'État, tel qu'il est organisé dans l'Europe continentale, maître de l'administration, source unique de toutes les lois, est une menace permanente, une épée de Damoclès qui met en danger la démocratie. Il est tout puissant : que sera-t-il, que voudra-t-il demain ? On l'ignore. Le « coup de force », la « saignée », le « bain de sang », sont des éventualités que nous envisageons sans beaucoup d'étonnement, parfois même sans indignation. L'Allemagne a son empereur, l'Autriche ses nobles, la France son état-major, l'Italie ses princes piémontais, hobereaux étroits et durs. Soutenus par une panique réactionnaire, ils pourraient beaucoup oser.

Comment le peuple répondra-t-il à cette contrainte, à cette gêne perpétuelles ? Il se recueillera en lui-même, et sa misère matérielle méconnue, ses aspirations morales mal satisfaites, composeront tout au fond de la société un mélange révolutionnaire d'une singulière puissance. Il considèrera l'État, qui l'opprime, avec haine et envie, avec une sorte de fascination, et il rêvera de s'en emparer, comme, à la bataille, on s'empare d'un canon pour le retourner aussitôt contre ceux qui le manœuvraient : l'expression est de Jules Guesde.

C'est précisément au lendemain d'une réaction européenne que le socialisme acquit sa forme actuelle. Jusqu'en 1848, il était resté une agitation d'idéologues et de sectaires. Les autoritaires de 1850 crurent l'avoir définitivement vaincu. Ils ne firent

que le comprimer, et préparer sa transformation.

Le parti des hommes du peuple, telle était la force nouvelle qui allait entrer dans l'histoire. Son origine n'est pas française. Notre pays, découragé par une révolution manquée, absorbé par la lutte républicaine contre le pouvoir personnel de l'empereur, était incapable d'un si grand effort. Le parti socialiste est né en Allemagne en même temps que l'armée, que l'empire allemand.

Ferdinand Lassalle et Karl Marx donnèrent les premières formules. Leurs systèmes divergeaient sensiblement. Celui-là voulait pratiquer un socialisme d'État immédiat. Celui-ci estimait que la classe ouvrière devait s'emparer de l'État par la force, et imposer la « dictature du prolétariat » (1). Le désaccord paraissait radical. Pourtant la foule les associe aujourd'hui, comme elle associa Pierre et Paul, Voltaire et Rousseau. Elle ne retient que des idées très générales, et sait que Lassalle et Marx furent les premiers à dire avec une intransigeante netteté : l'organisation économique est ainsi faite que le peuple est impuissant à lutter contre elle. Les millions de la grande industrie l'écrasent. Aucune association, ni mutuelliste, ni coopérative, ni professionnelle, ne peut le relever. Il doit s'isoler de toutes les fractions de la bourgeoisie, et s'apprêter à conquérir l'État.

(1) Il est bien entendu qu'il s'agit ici, non de Marx économiste, dont le système est très vaste et prête à beaucoup d'interprétations, mais de Marx chef de parti, et de l'influence politique exercée par lui après 1860.

Ferdinand Lassalle fonda un parti national allemand. Karl Marx et ses amis furent les inspirateurs de l'Association internationale. Ils lui avaient donné pour devise : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » — et en effet les ouvriers d'Europe, d'Amérique, d'Australie, s'enrôlèrent dans ses sections. Elles se multipliaient avec une rapidité inouïe. Les liens qui les unissaient n'étaient pas très solides : on ne payait pas de cotisation. La doctrine n'était pas très ferme : la majorité marxiste coudoyait des mutuellistes comme le français Tolain, des anarchistes comme Bakounine. Nous en avons fait la remarque au sujet du mouvement syndical : l'Internationale avait plus de prestige que de force. Mais elle fut le signe précurseur des partis organisés d'aujourd'hui, et l'effet immense que produisit cette première ligue d'hommes du peuple ne fut pas disproportionné.

Les Internationalistes préparaient une révolution : elle ne vint pas. Entre 1871 et 1873, ils se jetèrent dans les mouvements communalistes de Paris et d'Espagne et se firent décimer. Les gouvernements profitèrent de cette occasion pour les persécuter ; démoralisés, divisés entre eux-mêmes, ils opposèrent une résistance très faible et cédèrent.

La grande association pouvait disparaître : elle avait remué beaucoup d'idées et bien rempli son rôle historique.

***

Les militants, isolés chacun dans leur pays, continuèrent à travailler. Mais la répression de mai 1871 avait enlevé au mouvement français ses chefs naturels, et ces mêmes républicains modérés que nous avons rencontrés en suivant l'histoire du mouvement syndical réussirent à entraîner un certain nombre d'ouvriers. Pendant quelque temps — quatre ou cinq années — ils purent se flatter d'avoir fait dévier l'agitation socialiste. Ils préconisaient les syndicats, et plus encore les coopératives. Les conservateurs ont dès lors pour tactique de défendre les associations qui les épouvantaient sous le règne de Louis-Philippe.

L'irritation des communards réfugiés à Londres fut extrême. Ils rédigèrent une protestation collective, que le peuple ignora. Les proscrits sont aisément ennuyeux : ils sont amers, ils récriminent, ils parlent de loin, d'un autre pays, presque d'un autre temps. Ils sont vaincus enfin et n'ont qu'à se taire. L'élément socialiste, découragé, comme toute la France, par la catastrophe de 1870, ne renonçait pas à ses colères; mais il n'avait plus la force de les dire, ou plutôt il ne savait comment les exprimer. Fallait-il continuer à employer les formules humanitaires qui jusqu'alors avaient servi, oserait-on parler de fraternité universelle au lendemain d'une guerre si barbare, et de justice après le traité de Francfort? Quelle ironie! Tout ce qui restait des généreuses

ardeurs de 1848 achevait de mourir. La situation nouvelle exigeait un système nouveau.

Mais l'humanité est ingénieuse et trouve ce qu'elle veut trouver. Un inconnu, Jules Guesde, fils d'un petit maître de pension, dialecticien vigoureux, amer et passionné, rentrait à Paris après un exil de quelques années. En Suisse, il s'était frotté aux révolutionnaires bakouninistes et marxistes, et il avait appris la théorie, la tactique et la langue du socialisme allemand, dur et triste, strictement matérialiste ; point de ces phrases romantiques qui lassent à la longue ; des phrases encore, mais tout autres, logiques, pessimistes. Bismarck avait dit : « La force prime le droit » ; Marx et ses disciples répondaient : soit, le socialisme vaincra, non parce qu'il est le droit, qui importe peu, mais parce qu'il est la force. Son triomphe est voulu par l'histoire. Deux lois le déterminent, affirment les propagandistes populaires du marxisme : la concentration capitaliste qui ruine l'artisan et le petit patron au profit du grand industriel; la loi d'airain, qui régit les salaires et les maintient au strict nécessaire à la vie, par la concurrence que les ouvriers se font entre eux-mêmes. Conséquence : d'ici peu d'années, très peu, les classes moyennes disparaîtront, et la question se posera entre quelques riches tout puissants et la foule innombrable des miséreux. Alors l'humanité se trouvera réduite en esclavage, mais le bien naîtra de ce mal excessif : la première mythologie chrétienne annonçait de même que les âges messianiques seraient précédés par le règne de l'antechrist. Les lois fatales qui firent triom-

pher l'injustice vont maintenant hâter la délivrance. Les accapareurs ont pu s'emparer de la machine : stérile victoire; en ruinant l'humanité, ils se sont eux-mêmes ruinés. Leurs établissements fabriquent à profusion vêtements, denrées alimentaires. Mais la masse appauvrie ne peut acheter ces richesses que son travail a produites. Les malheureux vont pieds nus dans la boue, affamés et grelottant de froid à côté des magasins combles. Les ateliers doivent fermer, il y a surproduction. C'est ce phénomène qui ramène les crises économiques dont riches et pauvres souffrent également, et c'est lui qui déterminera enfin la crise universelle d'où viendra le salut. Le capitalisme ayant achevé son œuvre, il sera temps que la révolution éclate; un soir d'émeute suffira : le peuple forcera les portes des usines, et, pour le bien de tous, reprendra possession de cette grande bienfaitrice, la machine, qu'on lui a dérobée. La fatalité travaille pour la justice. Attendons.

C'est un puissant système, assez subtil dans ses détails pour intéresser le savant, et, dans sa ligne d'ensemble, assez grandiose pour impressionner les simples. Cette variété de socialisme convenait à la tristesse des temps. Guesde réunit autour de lui un noyau d'étudiants, de militants, et l'action tenace de son petit groupe ne fut pas vaine. On y parlait au nom de la science, avec une superbe qui en imposait : des groupements parisiens adhérèrent. En 1878, les congressistes pacifiques de l'année précédente se réunirent pour la deuxième fois. On s'aperçut

qu'il y avait quelque chose de changé. Certains délégués interrompaient, disputaient. Le peuple fit entendre son parler savoureux : « Je peux vous renseigner sur le vagabondage, déclare un orateur, car je n'ai jamais eu de domicile. » Voilà qui est net. Enfin, quatre délégués déposent une motion collectiviste. La majorité proteste. « Des théories pareilles compromettent l'avenir de nos travaux... » Mais une dizaine de voix approuvent, et la brêche est ouverte.

Les délégués votèrent, entre autres choses, l'organisation d'un congrès ouvrier international pour 1878. A la dernière minute, il y eut veto du gouvernement, et tout le monde se fût incliné si Guesde et ses amis n'avaient jugé venue l'heure d'intervenir. Soutenus par six chambres syndicales, ils louèrent une salle et, sans mandat, reçurent les délégués étrangers que d'autres avaient invités. Les choses n'allèrent pas loin : ils furent arrêtés ; il y eut procès, c'est-à-dire plaidoiries retentissantes, et discours de Guesde, qui passa quelques jours en prison. Il représentait une minorité infime, mais il avait une doctrine et de l'audace. Il se trouva, du jour au lendemain, à la tête du prolétariat français.

Le congrès de Marseille, en 1879, fut son triomphe. Il eût été bien intéressant d'y assister. Malheureusement les débuts d'histoire sont toujours enveloppés d'ombre et pas un spectateur ne nous a raconté ces curieuses séances où Jules Guesde sut, de sa voix grinçante, imposer ses formules à deux cents

ouvriers, et fonder avec eux contre toute la bourgeoisie le parti révolutionnaire des hommes du peuple.

« Liberté — Égalité — Solidarité », lisait-on sur les murs. « Pas de droits sans devoirs, pas de devoirs sans droits. La terre au paysan, l'outil à l'ouvrier, le travail pour tous. » Les délégués, à l'unanimité, se déclarèrent socialistes. Les modérés semblent eux-mêmes céder à l'impulsion commune. Ils avouent leur déception : le mouvement coopératif qu'ils avaient espéré ne s'est pas produit.

Il y eut, dans ces réunions dont l'effet pratique fut si considérable, beaucoup d'enthousiasme, très peu de bon sens. Ce sont des enfants qui parlent. Le mot « révolution » leur a tourné la tête : la révolution sera soudaine, elle sera décisive; point n'est besoin de réfléchir ni de s'organiser. « Les Chambres syndicales n'ont qu'un rôle à jouer, dit M. Roche — aujourd'hui député nationaliste — : être le foyer de l'idée révolutionnaire. » Ces cerveaux frustes n'ont pas compris la tâche délicate, éducatrice, régularisatrice, productrice, qui leur incombe. Au Parlement, on s'occupait beaucoup alors de régulariser l'état de ces associations. Divers projets de loi étaient à l'étude : mais le congrès de Marseille, toujours aveugle, les condamna sommairement et en bloc. « Au train dont vont les choses, s'écrie Fournière, il n'y aura plus, *dans dix ans*, ni petits patrons, ni petits propriétaires. Deux classes seront en présence : les riches, oisifs ; les pauvres, travailleurs... Nous sommes hors la loi, restons-y ! »

Ce sont des révolutionnaires, et très violents. Ils ne se distinguent pas, ou très vaguement, des anarchistes. Louise Michel, Jean Grave sont des leurs. Ils n'acceptent ni le Parlement, ni la représentation ouvrière, nationale ou municipale. Ils ne veulent pas demander aux pouvoirs publics d'intervenir pour fixer les salaires : ce serait admettre leur droit d'existence. Et l'un d'eux va jusqu'à s'écrier : « La propagande qu'il faut faire dans le peuple, c'est de lui démontrer que, dans une révolution, au lieu d'aller à l'Hôtel-de-Ville pour y proclamer un gouvernement, il faut y aller pour fusiller celui qui tente de s'y établir. »

Quelle sera leur tactique ? Détruire. Dans le nouveau parti, les combattants de mai 1871, et même de juin 1848, étaient nombreux. Les traditions révolutionnaires étaient encore très vivantes. L'idée du coup de main n'était pas démodée ; elle restait l'espoir des petites chapelles communistes, la crainte de la bourgeoisie.

On le préparait, surtout on l'annonçait; car ceux qui voyaient clair hésitaient déjà : il faudrait risquer l'aventure contre l'autorité du suffrage universel, contre une armée formidable, avec des foules désarmées. Que de chances à courir ! Cependant, un autre moyen d'action, moins éclatant, s'offrait : les campagnes électorales. Quelques-uns proposent de s'y mêler, et dès lors il est aisé de reconnaître la force d'attraction que le parlementarisme va progressivement exercer sur les partis révolutionnaires.

Ainsi, doctrine et tactique, tout était indécis :

Il n'est pas impossible que la révolution économique affecte cette forme — la plus humaine et la plus sûre — dans un pays comme l'Angleterre, ou dans cette petite Suisse, qui, par la souplesse et la multiplicité de ses législations fédérales, offre des occasions continuelles aux expériences des partis extrêmes.

Mais les grandes nations européennes ont un autre passé, une autre mentalité. Malgré tout, malgré leurs velléités mêmes, il reste en elles quelque chose de dogmatique, d'immuable et de fermé. Leurs lois libérales, concédées à grande peine, sont démenties et peu à peu stérilisées par les traditions d'une bureaucratie puissante, par la jurisprudence des tribunaux. Les articles du code qui règlementent la durée ou les conditions du travail, assez rapidement votés par les députés qui relèvent du suffrage universel, sont appliqués avec mollesse par les inspecteurs officiels qui relèvent de l'administration. Il est inutile de parler des législations locales : un état centralisé ne saurait les autoriser. Elles ne peuvent exister. Les régions, les communes, sont comme ligottées. En 1894, les conseillers municipaux de Roubaix voulurent ouvrir une pharmacie : l'autorité supérieure les en empêcha (1). Aucune ville de France ou d'Europe n'a pu imiter les villes d'Angleterre.

Si du moins ces libertés étaient assurées, on s'en

(1) Une grande coopérative socialiste a repris l'idée de la municipalité, et, en fait, la pharmacie ouvrière fonctionne aujourd'hui.

contenterait peut-être; mais, circonstance aggravante, elles semblent précaires. L'État, tel qu'il est organisé dans l'Europe continentale, maître de l'administration, source unique de toutes les lois, est une menace permanente, une épée de Damoclès qui met en danger la démocratie. Il est tout puissant : que sera-t-il, que voudra-t-il demain ? On l'ignore. Le « coup de force », la « saignée », le « bain de sang », sont des éventualités que nous envisageons sans beaucoup d'étonnement, parfois même sans indignation. L'Allemagne a son empereur, l'Autriche ses nobles, la France son état-major, l'Italie ses princes piémontais, hobereaux étroits et durs. Soutenus par une panique réactionnaire, ils pourraient beaucoup oser.

Comment le peuple répondra-t-il à cette contrainte, à cette gêne perpétuelles ? Il se recueillera en lui-même, et sa misère matérielle méconnue, ses aspirations morales mal satisfaites, composeront tout au fond de la société un mélange révolutionnaire d'une singulière puissance. Il considèrera l'État, qui l'opprime, avec haine et envie, avec une sorte de fascination, et il rêvera de s'en emparer, comme, à la bataille, on s'empare d'un canon pour le retourner aussitôt contre ceux qui le manœuvraient : l'expression est de Jules Guesde.

C'est précisément au lendemain d'une réaction européenne que le socialisme acquit sa forme actuelle. Jusqu'en 1848, il était resté une agitation d'idéologues et de sectaires. Les autoritaires de 1850 crurent l'avoir définitivement vaincu. Ils ne firc

que le comprimer, et préparer sa transformation.

Le parti des hommes du peuple, telle était la force nouvelle qui allait entrer dans l'histoire. Son origine n'est pas française. Notre pays, découragé par une révolution manquée, absorbé par la lutte républicaine contre le pouvoir personnel de l'empereur, était incapable d'un si grand effort. Le parti socialiste est né en Allemagne en même temps que l'armée, que l'empire allemand.

Ferdinand Lassalle et Karl Marx donnèrent les premières formules. Leurs systèmes divergeaient sensiblement. Celui-là voulait pratiquer un socialisme d'État immédiat. Celui-ci estimait que la classe ouvrière devait s'emparer de l'État par la force, et imposer la « dictature du prolétariat » (1). Le désaccord paraissait radical. Pourtant la foule les associe aujourd'hui, comme elle associa Pierre et Paul, Voltaire et Rousseau. Elle ne retient que des idées très générales, et sait que Lassalle et Marx furent les premiers à dire avec une intransigeante netteté : l'organisation économique est ainsi faite que le peuple est impuissant à lutter contre elle. Les millions de la grande industrie l'écrasent. Aucune association, ni mutuelliste, ni coopérative, ni professionnelle, ne peut le relever. Il doit s'isoler de toutes les fractions de la bourgeoisie, et s'apprêter à conquérir l'État.

(1) Il est bien entendu qu'il s'agit ici, non de Marx économiste, dont le système est très vaste et prête à beaucoup d'interprétations, mais de Marx chef de parti, et de l'influence politique exercée par lui après 1860.

Ferdinand Lassalle fonda un parti national allemand. Karl Marx et ses amis furent les inspirateurs de l'Association internationale. Ils lui avaient donné pour devise : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » — et en effet les ouvriers d'Europe, d'Amérique, d'Australie, s'enrôlèrent dans ses sections. Elles se multipliaient avec une rapidité inouïe. Les liens qui les unissaient n'étaient pas très solides : on ne payait pas de cotisation. La doctrine n'était pas très ferme : la majorité marxiste coudoyait des mutuellistes comme le français Tolain, des anarchistes comme Bakounine. Nous en avons fait la remarque au sujet du mouvement syndical : l'Internationale avait plus de prestige que de force. Mais elle fut le signe précurseur des partis organisés d'aujourd'hui, et l'effet immense que produisit cette première ligue d'hommes du peuple ne fut pas disproportionné.

Les Internationalistes préparaient une révolution : elle ne vint pas. Entre 1871 et 1873, ils se jetèrent dans les mouvements communalistes de Paris et d'Espagne et se firent décimer. Les gouvernements profitèrent de cette occasion pour les persécuter ; démoralisés, divisés entre eux-mêmes, ils opposèrent une résistance très faible et cédèrent.

La grande association pouvait disparaître : elle avait remué beaucoup d'idées et bien rempli son rôle historique.

sion. Benoît Malon opéra la scission morale. Fatigué des intrigues, il s'isole. Deux jeunes hommes de caractère sérieux, Rouanet et Fournière, le rejoignent bientôt, et l'aident à fonder la *Revue socialiste*. Ils se retirent de la vie active : plus tard nous les y retrouverons.

Brousse opéra la scission politique. Le résultat des élections de 1881 avait été mauvais pour les socialistes. Les candidats avaient obtenu peu de voix et leur colère tomba toute sur le fameux programme imposé par Guesde et ses amis. Il émanait de Karl Marx, donc il était sacré ; quiconque discutait, ou changeait un seul mot, méritait l'excommunication. Joffrin, candidat à Montmartre, ayant librement rédigé ses affiches, fut dénoncé. Le Comité central du Parti, par 18 voix contre 3, l'approuva ; c'était la guerre.

Il fut décidé qu'on exécuterait le « tyran » en un congrès soigneusement préparé. Nombre de groupes, selon l'usage, furent adroitement créés, et une ville sûre choisie, Saint-Etienne. On se rencontre : Guesde demande qu'un « même temps de parole soit, en une même séance, accordé aux deux parties adverses ». La majorité rejette sa proposition. C'était net : on voulait en finir avec les « capucins marxistes », les « ultramontains du socialisme ». Guesde et ses amis se retirèrent au nombre de vingt-trois, toujours hautains et dogmatiques, déclarant qu'ils ne voulaient rien avoir de commun avec un ramassis de « possibilistes ».

Dès lors, il y a deux partis : l'un, peu nombreux,

mais fort de sa discipline et de la valeur des hommes qui le conduisent, Guesde, Lafargue, Deville, domine dans les régions industrielles du Nord, qui sont les plus actives et les plus sérieuses. Son esprit est sans variété ni bonté ; cela ne l'empêche pas de vivre et de prospérer, et de s'étendre à travers les provinces, sous l'impulsion quasi dictatoriale d'un homme ferme, tandis qu'ailleurs on se dispute et se consume à ne rien faire. L'autre, celui de Brousse, la Fédération des travailleurs socialistes, est maître des régions industrielles du centre, et de Paris ; beau domaine, mais difficile à contenir. Les groupements, à peine unis, s'y égrènent. Les plus avancés reprennent leur liberté et le reste dégénère en une association de candidats et de comités électoraux. La politique envahira, détruira tout. La conquête de quelques sièges au Conseil municipal de Paris deviendra l'ambition unique, d'ailleurs bientôt récompensée. Aux élections municipales de 1887, neuf membres de la Fédération des travailleurs socialistes furent élus. Le succès endormit les « possibilistes ». Les conseillers municipaux rêvèrent la députation et s'employèrent à subventionner des sociétés variées de tir et autres. La crise boulangiste survint : ils furent abandonnés par leurs troupes. Autre infortune : en 1889 ils avaient organisé un congrès international, et la délégation allemande, entraînant presque toutes les autres, alla siéger au congrès international des guesdistes tenus pour seuls fidèles à l'esprit de Marx. Le parti broussiste était extrêmement affaibli. Un meneur éloquent, Alle-

mane, acheva de l'ébranler; il rallia les mécontents et déclara la guerre aux « élus ». Il voulait qu'un règlement draconien les tînt étroitement soumis aux comités ouvriers, qui, nantis d'une lettre de démission non datée, pourraient à tout instant révoquer leurs mandataires. Au congrès de Châtellerault, en 1892, la majorité se prononça contre lui : Allemane fit scission et forma le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire, qui prit à la Fédération ses militants les plus énergiques.

II

Parti national et international

Guesde, Brousse, Allemane, mènent chacun leur petite armée; Rouanet, Fournière, font bande à part; la petite troupe énergique et disciplinée des fidèles de Blanqui, fière de posséder une tradition qui, par Buonarroti et Babeuf, remonte aux origines de la Révolution, n'écoute que son chef Vaillant. D'autres querelles vont accentuer encore cet état d'anarchie. Le lecteur se lasserait à les étudier toutes, et le monde ouvrier lui-même fatigué s'en désintéressait. Il avait bien autre chose à faire.

Les conditions politiques de l'Europe se modifiaient avec rapidité. A partir de 1889, l'éventualité d'une guerre franco-allemande devint de moins en moins probable, les préoccupations changèrent de nature, et l'importance du mouvement ouvrier grandit. La conférence de Berlin, réunie par le jeune Guillaume II pour étudier la possibilité d'une législation internationale du travail, fut, malgré la nullité de ses résultats pratiques, un véritable événement. Les succès des socialistes allemands, aux élections de février 1890, et la retraite de Bismarck

survenue presque aussitôt, parurent la fin d'un système. Le Parti révolutionnaire international préparait, dans la joie du triomphe, la manifestation du premier mai, décidée, l'année précédente, aux congrès de Paris, et les gens timorés attendaient vaguement une révolution.

John Lemoinne, avec une rare clairvoyance, détermina le caractère du nouveau socialisme. Des désordres ne sont pas à craindre, écrivait-il dans *Le Matin* du 24 avril 1890 : « Le danger, c'est l'établissement d'une grande nation nouvelle, d'une nation sans nom et sans carte géographique, la nation de ceux qui ne possèdent pas en face de ceux qui possèdent. Cette nation n'a besoin ni de roi, ni d'empereur, ni de forme de gouvernement. Elle s'organise en dehors. Si elle avait des chefs, et si ces chefs avaient de l'esprit politique, le chômage universel préparé pour jeudi serait une démonstration purement pacifique. C'est l'ordre qui est désormais la plus grande force du socialisme, et s'il en sort, c'est qu'il n'est pas mûr. » Le premier mai 1890 ne fut troublé par aucun désordre.

Tandis que les états-majors se disputaient, les électeurs, les adhérents venaient en foule et le Parti socialiste naissait. La Chambre élue en 1889 avait consacré tout son temps à satisfaire la haute industrie et les propriétaires terriens en modifiant le système douanier du pays. Le boulangisme avait discrédité les diverses fractions parlementaires et s'était discrédité lui-même, abandonnant une foule d'électeurs désorientés.

Un radical, qui depuis quelques années observait une savante réserve, M. Millerand, comprit la situation. Il s'aboucha d'une part avec les militants révolutionnaires, d'autre part avec les chefs des troupes césariennes débandées, et prit l'initiative d'une campagne électorale à l'issue de laquelle, en 1893, quarante députés élus sur un programme collectiviste entraient au Parlement.

Vers le même temps, les doctrinaires du Parti ouvrier français s'emparaient des mairies de Lille, Roubaix, Marseille. Et le résultat fut qu'ils oublièrent un peu la doctrine. Guesde, en particulier, fut enivré; il se crut à la veille du triomphe. Exalté par les persécutions subies et la fièvre d'une vie tout entière donnée à la propagande, d'ailleurs épuisé, malade et impatient de voir les grandes choses qui se préparaient, il avait le défaut, commun chez les apôtres, d'espérer constamment une crise définitive. Il attendait toujours la Révolution. Pendant vingt ans, il avait cru qu'elle viendrait dans la fumée des barricades et le tonnerre de la dynamite; après les succès électoraux de 1893, il pensa qu'une majorité pourrait la commencer à l'intérieur du Parlement. Il raisonnait avec logique et simplicité : « Dans l'ancienne Chambre, nous étions moins d'une dizaine. Nous sommes aujourd'hui quarante. Que la progression se maintienne, et nous serons, en 1897, cent soixante... » — « Nous n'avons besoin pour vaincre la bourgeoisie que de sa propre légalité », annonçait-il à la tribune.

Dès lors, recruter des électeurs devient une

besogne urgente, et pour leur plaire il sera permis d'atténuer, de reléguer un peu dans l'ombre le cruel fatalisme de la doctrine. Sans cesser de narguer les réformateurs, on proposera des réformes. On préconisera un système de retraites ouvrières analogue à celui que les social-démocrates allemands repoussèrent comme étant une duperie bourgeoise. On ira jusqu'à rassurer les petits propriétaires des campagnes ; en 1896, on soutiendra le ministère Bourgeois, et, pour éviter qu'il ne tombe, on refusera d'examiner une motion abrogeant les lois contre les anarchistes.

Guesde prêtait les mains à cette politique. Mais il se trouva relégué un peu dans l'ombre par quelques nouveaux venus, mieux adaptés que lui aux nécessités de la situation. Deux anciens radicaux, Millerand et Viviani, les anciens amis de Benoît Malon, mort à la peine : Rouanet, député, Fournière, conseiller municipal de Paris, se réunirent et se comprirent. Ils décidèrent de travailler en dehors des organisations, d'abord conçues comme des moyens d'union, puis devenues les instruments d'une désunion qu'elles éternisaient en intéressant à sa durée tous les petits états-majors sectaires. Leur centre d'action fut un journal, *La Petite République*, qui, très lue, créa en quelque sorte l'unité morale du socialisme politique.

Au banquet de Saint-Mandé, en 1896, Millerand esquisse le nouveau programme. « Nous ne nous adressons qu'au suffrage universel », dit-il, et le mot « révolution » n'est pas même prononcé. L'ex-

propriation sommaire et générale est décidément écartée. Le socialisme ne menace que les grandes compagnies déjà maîtresses d'un monopole : banques, chemins de fer, mines et, au plus, raffineries. L'industriel, maître de son usine, n'a rien à craindre encore ; le petit bourgeois et le petit propriétaire sont tout à fait en sécurité : on recherche leurs voix. Le Parti semble évoluer vers un radicalisme extrême.

C'est, d'ailleurs, un fait universel et nettement accusé par les trois congrès internationaux de Bruxelles (1891), Zurich (1895) et Londres (1897). L'idée de révolution violente s'affaiblit constamment. La participation aux luttes électorales, jadis recommandée « à titre de propagande », devient l'arme tactique essentielle. Les chefs ne parlent plus de fonder la société collectiviste sur les ruines de l'État ; on veut conquérir les pouvoirs publics. A Bruxelles, on expulse les anarchistes, on expulse même un Espagnol, régulièrement mandaté, mais coupable d'avoir déclaré « les martyrs de Chicago plus méritants que les arrivistes auxquels le socialisme procure des sièges et des places dans les assemblées politiques ». A Zurich, les anarchistes étant venus fort nombreux, on cherche à les mettre définitivement hors le socialisme. Il y a une très grande difficulté (l'action parlementaire n'étant pas adoptée par les Trade-Unions d'Angleterre) qu'il importe surtout de ne pas écarter, on ne peut l'imposer d'une manière absolue. Il faut faire une exception et laisser ainsi la porte entr'ouverte aux purs

révolutionnaires. Le comité d'organisation fit décider que « seraient admis au congrès tous les syndicats professionnels ouvriers, ainsi que ceux des partis et associations politiques qui reconnaissent la nécessité de l'organisation ouvrière et de l'action politique ». Cette formule ambiguë fut, trois ans plus tard, l'occasion de nouveaux conflits.

L'expulsion faite, on ne tarda pas à s'apercevoir que tous les gêneurs n'étaient pas partis. On étudiait les moyens de combattre le militarisme, et la commission avait déposé une motion conçue dans cet esprit de sage orthodoxie qui devient alors une des caractéristiques du Parti socialiste international. Domela Nieuwenhuis, chef des Hollandais, demanda la parole. On connaissait, on redoutait sa ferveur inflexible. Ancien pasteur, resté chrétien dans sa nouvelle foi, plus proche de Tolstoï que de Karl Marx, il prononça, d'une voix douce et ferme, un discours que la majorité hostile écouta avec un silence de respect. Les Hollandais avaient proposé que « le Parti ouvrier international se tienne prêt à répondre immédiatement à la déclaration d'une guerre par la grève générale... et la grève militaire ». Il expliqua leur motion. Il demanda au congrès d'opposer au mal de la guerre plus qu'une déclaration platonique, et de prendre une résolution, celle qu'il défendait ou une autre, il importait peu, mais du moins une résolution qui marquât sa volonté d'agir. Le congrès vota la motion officielle à une forte majorité.

La petite cohorte hollandaise renouvela bientôt

son opposition. Elle s'attacha aux anciennes formules du Parti : le parlementarisme considéré comme un moyen de propagande, la répudiation du socialisme d'État. Elle demanda qu'il fût interdit aux élus de se mêler aux travaux parlementaires et que l'entente fût renouée entre les socialistes révolutionnaires et les communistes anarchistes. Les Hollandais furent battus, ils étaient sûrs de l'être. Au lendemain du congrès, Domela Nieuwenhuis, dont l'ascendant sur eux était absolu, les entraîna dans l'aventure d'un schisme, qui dura plusieurs années et retarda d'autant l'organisation prolétarienne de leur nationalité.

A Londres, en 1897, les difficultés furent soulevées par la délégation française. Elle arriva coupée en deux. La politique opportuniste des députés ne plaisait pas à tous les militants, et un grand nombre de syndicats avaient confié leurs mandats à des révolutionnaires frisant l'anarchie. Avec eux reparaissait l'esclave, ombre lamentable de la brillante humanité. Il sait peu de choses, et parle à peine ; mais il déteste l'ordre social, et veut le faire savoir. Il n'accepte ni l'attente, ni la transaction. « La destruction qui a été résolue fera déborder la justice », à dit le prophète Isaïe. L'esclave veut détruire ; ensuite, il sera temps de discuter. Il est l'insupportable trouble-fête des congrès socialistes, et la préoccupation constante est de lui fermer la bouche.

Les socialistes parlementaires se trouvèrent en minorité de quelques voix. Ce fut un beau tumulte de guerre civile. Depuis deux jours, les diverses

nationalités avaient vérifié leurs mandats, et les français se querellaient toujours. Enfin, les parlementaires ne voulant absolument pas subir le contact des anarchistes, demandèrent l'autorisation peu régulière de se constituer en un groupe distinct, à côté de la majorité. Le congrès, savamment dirigé par les orthodoxes allemands, y consentit. Deux partis représentèrent la France, qui parut à tous irrémédiablement divisée.

Les querelles de Londres firent grand effet dans les chapelles révolutionnaires. Un écrivain libertaire, M. Hamon, consacra un volume entier à cet « événement mondial ». Sans aller si loin, on pouvait lui attribuer une certaine importance, tout au moins y voir l'origine d'un nouveau classement des forces socialistes. Mais ces agitations de la classe ouvrière sont d'une mobilité vraiment déconcertante pour l'historien : c'est un désert de sable fin, qu'un souffle de vent soulève en grands nuages ; on s'effraye, ce n'est rien : la brise tombe et le calme renaît. En six mois, l' « événement mondial » fut oublié, et, aux élections de mai 1898, l'entente se fit relativement bien entre les candidats socialistes. Comme en 1893, le suffrage universel avait imposé l'union.

***

Il n'y avait aucun rapport entre la France socialiste de 1897 et la France socialiste de 1880 ou 1889. Jadis, les groupes étaient peu nombreux, peu influents ; ils se réunissaient ignorés pour argu-

menter dans l'arrière-boutique d'un marchand de vin, et leur grande affaire était de s'entre-déchirer. Après dix-sept années de propagande, maîtres de vingt municipalités, administrateurs de Bourses du Travail, inspirateurs déclarés ou occultes d'un grand nombre de coopératives, propriétaires de Maisons du Peuple, ils sont nombreux, redoutés, attaqués, et l'énergie qu'ils dépensaient jadis dans leurs cénacles, ils ont besoin de l'utiliser tout entière contre leurs ennemis. L'importance des intérêts qu'ils manient les élève bon gré mal gré au-dessus des questions de personnes, des vétilles de sectaires. Ils sont suivis par des centaines de milliers d'électeurs qui ne s'intéressent pas à leurs disputes et les tolèrent avec ennui. Le sentiment d'une grande solidarité s'impose à ceux mêmes qui voudraient s'en distraire.

Pourtant les diverses organisations continuaient de vivre, soutenues tantôt par les habitudes prises, tantôt par des préférences réelles. L'esprit de secte a beaucoup de prise sur les hommes du peuple. Ils s'attachent avec une fidélité extraordinaire aux quelques idées, aux quelques associations, qui distraient leur misère et leur solitude intellectuelle. D'ailleurs, leur vanité est sensible au plaisir d'appartenir à une école, d'avoir des formules, une vérité à soi, qui vous distinguent de la foule, et même des camarades dont sur beaucoup de points on partage la pensée. C'est un honneur, et comme une décoration qu'on s'accorde à soi-même. On est du Parti ouvrier français. N'est-ce pas le plus

fidèle aux doctrines de Marx? Son organisation n'est-elle pas copiée sur le modèle de la Sozialdémocratie allemande? On est blanquiste. N'est-ce pas la vraie tradition révolutionnaire que le vieil « enfermé » couvre encore de son nom? On est allemaniste. N'est-ce pas le vrai parti des ouvriers manuels, le plus libertaire, et le seul qui, parfois, frise l'anarchie? Les états-majors parisiens se servaient de ces croyances naïves et de ces petits orgueils pour maintenir les démarcations.

Les socialistes indépendants étaient les seuls à comprendre la fausseté de cet état de choses et dès 1896 ils auraient tenté de faire l'unité, si Jaurès, leur chef, n'avait craint, lui jeune militant, d'opérer un tel bouleversement. Du moins il en comprenait l'urgence. L'unité était dans ses goûts, et presque une nécessité pour son éloquence, pour son génie abondant et généreux. Il essaya de lui donner, à défaut de l'existence organique, une certaine vie sentimentale. Il répondit aux appels de tous les groupes, et ne marqua de préférence pour aucune école. En 1895, il mena campagne en faveur des ouvriers de Carmaux, seconda leur grève, lança leur entreprise de verrerie coopérative, et sa parole émut tout le pays ouvrier. Il avait à peine achevé cette œuvre, arme de propagande excellente pour frapper les imaginations méridionales, quand l'éclat de l'affaire Dreyfus lui fournit un thème nouveau.

Elle mit en singulier relief l'opposition de doctrine qui est au fond des agitations présentes : d'une part, l'Église, d'autre part, la philosophie rationa-

liste et la croyance humanitaire. Jaurès eût voulu mettre à profit cette heure d'émotion et, dans la chaleur de la bataille, créer le grand parti. L'état d'anarchie où il voyait la France se débattre lui faisait beaucoup espérer de la force morale d'un groupement de quinze cent mille hommes, volontairement unis dans le pays troublé, donnant dans leurs congrès le spectacle de l'ordre, capables de discuter toutes les questions et d'offrir des solutions. Un instant, il eut la pensée de soumettre l'affaire Dreyfus elle-même à l'examen d'une assemblée de militants et de fonder ainsi par un acte solennel la conscience socialiste. L'idée était belle, mais Jaurès se heurtait constamment à certaines résistances provoquées par Jules Guesde et ses amis. Il dut se contenter d'émettre en réunion publique, un soir de juin 1898, l'idée et l'espoir de l'unité.

L'appel venait à son heure, il retentit : l'unité devint le vœu presque fervent de la masse militante. Quand un homme du peuple adhère à une notion, c'est de toute son âme. Cela est *vrai*, dit-il ; et le mot conserve dans sa pensée une force vierge qu'il a perdue pour des cerveaux plus cultivés, pénétrés de relativisme. « Puisque le socialisme est la vérité, raisonne l'ouvrier, et puisque la vérité est une, le socialisme doit être un : une seule doctrine, un seul parti, une seule discipline. » Guesde et Vaillant durent, bien malgré eux, céder à cet instinct profond. La crainte d'un coup d'État décida les différentes organisations à former ensemble un Comité de vigilance, auquel succéda bientôt un Comité

d'entente. La réalisation semblait graduelle et sûre.

Les dissidences n'étaient pas effacées. Tandis que Jaurès, allié à l'élite bourgeoise, salué, suivi, par une bande enthousiaste de jeunes universitaires et de jeunes hommes de lettres un peu vite convertis à la doctrine, menait son éclatante campagne, les états-majors guesdistes, blanquistes, dominicains de la nouvelle Église, annihilés par l'impétuosité du courant unitaire et dreyfusard, protestaient faiblement, observaient et attendaient. Les anciens conflits allaient renaître ; la querelle des sectaires, grandie, devient un événement d'histoire. Les rigides auraient voulu que le socialisme, qui est la conscience du peuple, restât, dans l'affaire Dreyfus, dédaigneusement neutre, bornant son action à dénoncer avec hauteur les concussions des amis de la justice et les faux des amis de l'armée, et n'épargnât point l'hypocrisie de cette bourgeoise « libérale », soulevée de colère, perdant le sommeil, parce que l'un des siens est lésé, mais tout à fait indifférente à l'oppression systématique d'une classe. Impuissants à faire prévaloir leur avis, ils tournaient en dérision l'éloquence indignée de Jaurès : « Mais nous savons bien, disaient-ils, qu'il ne peut y avoir de justice, dans une société qui est essentiellement injuste. Mais nous savons bien qu'il ne peut y avoir d'harmonie, dans une société qui est essentiellement discordante. Et c'est pourquoi nous voulons la détruire. Et c'est pourquoi nous désapprouvons que les militants se jettent dans ces agitations d'une heure où risque de s'affaiblir le sentiment du grand devoir qui est la

Révolution. » Guesde, avec sa brièveté coutumière, prononçait : « Le peuple n'a pas le droit de disperser sa pitié. » C'est évidemment un sophisme. On peut, en la prodiguant, épuiser une richesse matérielle ; mais les richesses morales sont d'une autre essence, et c'est d'une source inépuisable que jaillissent la bonté, la justice, la pitié.

Pourtant on ne saurait contester la part de vérité incluse dans ces critiques. Un juste sentiment de la situation incite les militants révolutionnaires à se mêler très peu aux querelles des partis bourgeois, à garder au moins les apparences de cette attitude irréconciliable qui est une de ses raisons d'être. Quand Millerand, appuyé par Jaurès et *la Petite République*, accepta un portefeuille dans le cabinet de M. Waldeck-Rousseau, côte à côte avec le général de Galliffet, les craintes des intransigeants parurent justifiées, et ils sortirent du groupe parlementaire en lançant un manifeste de rupture. « Il s'agit, écrivaient-ils, d'en finir avec une politique prétendue socialiste, faite de compromissions et de déviations, que depuis trop longtemps on s'efforce de substituer à la politique de classe, et par suite révolutionnaire, du prolétariat militant et du Parti socialiste. » L'unité, tout à l'heure presque faite, parut irrémédiablement brisée.

Jaurès estima que l'instant était venu de la fonder. Il répondit à ses adversaires, et, sans se défendre, les attaqua. « Vous me dites que je fais fausse route ; il se peut. Mais vous mêmes, qui parlez avec tant d'assurance, qui vous dit que vous ne vous trompez

pas ? Quels groupes avez-vous consultés ? Êtes-vous le socialisme français ? Le prolétariat est-il votre chose ? Il est vivant et majeur. C'est à lui que j'en appelle ! » Et il demanda formellement la convocation d'un congrès national. Guesde et Vaillant durent y consentir. Leur manœuvre avait provoqué ce qu'ils redoutaient surtout.

Ces deux hommes ignoraient l'étendue de leur influence. Ils sentaient qu'ils avaient contre eux la masse des militants, toute agitée par la voix de Jaurès, mais ils ne se rendaient pas compte que cette masse, très inconsistante, obéirait bientôt aux mots d'ordre donnés par les chefs traditionnels. Les militants du Parti ouvrier français et du Parti socialiste révolutionnaire, après une minute d'hésitation, se soumirent, et la préparation du congrès permit aux états-majors parisiens de fortifier encore leur autorité. En effet, un grand nombre de groupes, trop pauvres ou trop indolents pour déléguer un camarade et payer son déplacement, ont l'habitude de remettre leurs pouvoirs au Comité central de leur organisation, qui se trouve ainsi chargé de désigner ceux mêmes qui devraient le contrôler et lui dicter sa conduite : les congrès socialistes français sont tous plus ou moins faussés par cette anomalie.

Un dimanche de décembre 1899, les délégués commencèrent à pénétrer dans la grande salle rectangulaire du gymnase Japy. Ils arrivaient isolés ou par groupes d'amis ; mais le Parti ouvrier français vint en corps, précédé de ses chefs et portant ses étendards. Traversant la salle, il occupa l'ex-

trême-gauche. Vaillant et les blanquistes s'installèrent à côté de leurs alliés ; puis, au centre et à droite, les organisations provinciales, les indépendants ; enfin, à l'extrême-droite, les violents allemanistes.

Pour la première fois depuis 1882, les fractions du socialisme se rencontraient pour délibérer, et visiblement la division était profonde. Deux races, les deux grandes races qui divisent les hommes, étaient face à face dans l'enceinte. D'une part, les jacobins doctrinaires, tout aux abstractions, aux formules, rigides dans leur foi, insensibles aux faits, masse compacte, votant avec ses chefs, se levant, protestant, approuvant, s'asseyant avec eux ; d'autre part, la foule vivante et désordonnée des fils de Diderot et de Danton.

Ces ennemis séculaires réussiraient-ils à s'entendre ? Ne trouveraient-ils point, dans leurs cerveaux, un peu de tolérance et de charité socialiste ? Le cas Millerand était à ce moment, malgré sa gravité, accidentel. Guesde s'en était emparé pour briser l'unité naissante, et les délégués se posaient une seule question : fonderons-nous, malgré tout, cette unité? Sauverons-nous le Parti en dépit de nos haines? Des renseignements passaient de bouche en bouche : le maire de Lille veut l'union ; le délégué de Nantes, Brunellière, est en révolte contre Guesde ; Bordeaux suivra son exemple ; Marseille passe aux indépendants : ses délégués ont eu une entrevue avec les fédéralistes des Ardennes et du Jura, qui ont un projet en réserve, le dernier espoir de

l'unité, paraît-il ; les allemanistes marchent contre Millerand....

Les premières heures, consacrées à la nomination du bureau, furent tumultueuses. Enfin, Jaurès annonça, d'une voix éclatante, qu'il venait d'arrêter les termes d'une motion transactionnelle. Personne ne fut dupe : il perdait la première manche. La bataille commença : un socialiste peut-il participer à un gouvernement bourgeois ?

Les orateurs se succédaient, et l'un approuvait, et l'autre désapprouvait. Les arguments, les périodes oratoires des bourgeois révolutionnaires, les charges passionnées des militants ouvriers se répondaient comme la strophe et l'antistrophe parmi les huées, les acclamations, l'indifférence ou la plus sérieuse attention. Les deux séances du lundi furent ainsi remplies, et mardi le défilé recommença. Zévaès, habile à commenter avec une voix de camelot les théories de Jules Guesde ; Létang, député du Centre, homme du peuple, vigoureux et fruste ; Viviani, prince des avocats ; Colly, conseiller municipal de Paris, marchand de vin, bon vivant ; Gelez, rageur et théoricien ; — la discussion devenait dangereuse en se prolongeant. On écoutait moins bien, les partis pris s'accusaient.

Le président appela : Jules Guesde ! Il y eut dans la salle un frémissement d'orage. Mais Jules Guesde désirait parler en dernier. « Je cède mon tour de parole au citoyen Allemane », dit-il. Allemane parut à la tribune, pâle, maigri, et ceux qui depuis longtemps ne l'avaient pas vu, le trouvèrent changé,

mais cependant bien pareil à lui-même, avec ce visage, ce regard et ce puissant langage où passent toute la vaillance, la finesse, tout le bon sens du peuple, et il fut applaudi aussitôt qu'entendu. Quoique très violemment révolutionnaire, il ne condamna pas Millerand; quoique très ami de Jaurès, il n'approuva pas Millerand. « Que sommes-nous en train de faire? dit-il. Nos camarades prononcent d'admirables discours, qui ne servent à rien. Nous ne discutons pas, nous nous attaquons. *Est-ce que nous voulons nous brouiller?* » Porté par les acclamations, il continua : « Voilà vingt ans que je me dispute avec des camarades, et cela ne m'a servi à rien;.. sur la question présente, on peut s'entendre, on le peut, on le doit,... et il faut que le prolétariat *comprenne que nous nous occupons de lui avec amour...* »

La discussion venait de faire un pas immense; par delà ce démêlé où s'arrêtaient les orateurs, il y avait une grande cause, des millions d'êtres à sauver; par delà Millerand, il y avait l'unité. Qu'allait répondre Jules Guesde?

Et, comme c'était son tour de parole, parmi les applaudissements qui saluaient encore Allemane, un cri monta : Guesde! Guesde! Il se tenait immobile, assis au premier rang de l'extrême-gauche, entouré d'un groupe de fidèles et caressant, peut-être avec un peu de nervosité, sa grande barbe d'apôtre. « Guesde! Guesde! » répéta la droite. Mais il ne bougeait pas, et, l'heure étant avancée, la séance de l'après-midi fut levée.

Le soir, Guesde apparut. Un indépendant cria : « A bas le pape ! » Il se tourna vers la droite, et chacun devina, derrière son éternel lorgnon, un regard si dur, qu'un silence de terreur s'établit aussitôt. Il commença de parler, marchant, selon son habitude, et lançant, avec un air bénin, les horribles accents de sa voix grinçante. Toutes les demi-minutes, il repassait devant Jaurès assis au bureau. Alors il s'adressait à lui et le dévisageait avec une expression de haine. Tous écoutaient : l'étrange individu qui, si souvent, avait brisé le Parti, réussirait-il, cette fois encore, à séparer des hommes désireux de s'unir ? La droite indépendante semblait figée, inquiète comme un pensionnat d'enfants qui suivrait des yeux, dans une ménagerie, un grand fauve rôdant derrière ses barreaux. Guesde souleva quelques incidents violents, mais enfin il acheva son discours, et rien d'irréparable n'était survenu.

Chaque minute passée est minute gagnée. Au premier jour, les chefs étaient seuls à se connaître, et ils se détestent. A présent, les délégués voisinent et prennent l'habitude de se fréquenter. Ils sont d'une même classe et d'une même culture ; ils ont les mêmes intérêts et le même idéal. Souvent nouveaux venus dans le Parti, militants de quatre ou cinq années, ils s'intéressent peu, ou point, aux vieilles querelles répercutées ici. Ils en éprouvent quelque lassitude. Ils savent seulement que la discorde est mauvaise entre amis, et que l'unité, materiellement, moralement, déterminerait un bon accroît de force

dans la ville, dans le bourg ou l'usine qu'ils repré sentent à Paris.

Elle est nécessaire, il faut la réaliser. Mais comment ? L'intolérance de Jules Guesde effraye et certains vont jusqu'à désespérer. On avise, puisqu'il faut aboutir. Les hommes de l'Est, des Ardennes et de la Franche-Comté, autrefois allemanistes, mais depuis quelque temps affranchis de tous liens, et dirigeant eux-mêmes leur propagande, réunissent autour d'eux quelques provinciaux. Ils exposent leur idée : l'unité se fera contre les organisations et en dehors d'elles par les fédérations régionales, qui dès à présent doivent se constituer et commencer leur marche enveloppante.

Ces précautions semblaient très sages : mais l'événement prouva leur inutilité. Les cris, les bagarres, empêchaient d'évaluer la force du mouvement unitaire, qui alors était irrésistible. On le vit bien, quand, à la soirée du quatrième jour, Guesde et ses amis essayèrent une tentative désespérée pour faire échouer la motion transactionnelle que la commission proposait enfin. Jaurès, si conciliant et modéré depuis l'ouverture des débats, s'emporta tout à coup, et la droite et le centre, ralliés à sa voix, auraient jeté hors la salle des séances les délégués du Parti ouvrier français s'ils n'avaient prudemment cédé.

Toutes les difficultés étant résolues, on pouvait enfin aborder franchement le problème de l'unité. Les doctrinaires étaient désarmés et réduits au silence; les indépendants victorieux saluaient allè-

grement leurs orateurs. Pourtant un doute subsistait. Dans quelle mesure, à quelles conditions, la gauche allait-elle accepter la fusion? Et quand Jules Guesde, se détachant de la masse immobile du Parti ouvrier, gravit les degrés de la tribune, il put évaluer sa force à la profondeur du silence qui s'établit aussitôt.

« L'unité, prononça-t-il, l'unité, mais nous la voulons tous... » Unité! sur les lèvres de cet homme, le mot était terrible. Il est doux, il est beau, quand il signifie union; mais la dictature aussi est unité, et la droite et le centre entendaient *dictature* quand Jules Guesde prononçait *unité*. Il poursuivit. Sa voix, au début hésitante et pateline, se redressa comme sa personne.

« Si nous ne pouvons être d'accord sur la doctrine, nous pouvons l'être sur la tactique,... il faut l'unifier,... par exemple, en organisant d'abord un contrôle de la presse... : il ne peut plus y avoir de presse socialiste indépendante... — Du doigt, il désignait Gérault-Richard, rédacteur en chef de *la Petite République*. — De même pour nos élus socialistes ; leur indépendance doit disparaître, pour la même raison, et dans les mêmes conditions. Les élus ne s'appartiennent plus ; ils n'appartiennent plus même à leurs électeurs ; ils appartiennent au prolétariat de France, et il faut que, comme en Allemagne, le Parti, contrôlant sa fraction parlementaire, la condamne à un vote unique sur toutes les questions. Et cela, encore une fois, ce sera de la belle, de la bonne unité.... »

La droite, accablée, se taisait, sentant un vent d'acier passer au-dessus d'elle. Enfin Jules Guesde se tut ; ses paroles de paix avaient été prononcées avec un tel accent de guerre qu'il redescendit les marches de l'estrade, salué par son groupe et par nul autre. Et quand, peu après, Poulain, vigoureux militant des Ardennes, vint exposer le projet d'union fédérale conçu par certains provinciaux, la droite, enthousiasmée, soulagée, lança vingt noms de régions et de villes : Gironde, Aisne, Sarthe, Agen, Bretagne, Montbéliard...

Vendredi soir : dernière séance. On rentre. Les visages sont en joie. Tout le monde sait la nouvelle. C'est fait, c'est écrit, l'alliance est scellée. Il n'y a plus de guesdistes, de broussistes, de blanquistes, d'allemanistes, il n'y a plus que des socialistes. Une cohue de militants et de syndiqués envahit les tribunes. Soudain les membres de la commission paraissent, accueillis par le plus grave silence.

— Les membres de la Commune au bureau ! propose une voix.

— Oui ! répond l'assemblée.

Vaillant, Allemane, Fabérot, Camélinat, têtes blanches ou grises, se forment sur un rang au fond de l'estrade, puis d'autres les rejoignent, vieillards dénichés aux quatre coins de la salle, poussés par leurs voisins, portés de mains en mains, et qui saluent, tremblants d'émotion.

— Les drapeaux ! réclame l'assemblée.

Trente, quarante drapeaux rouges, gravissant les degrés, se massent à droite, à gauche du bureau,

encadrant les vieux combattants et les membres de la commission, qui, debout, attendent qu'on les écoute. Leurs vieux plis couleur de sang, caressés par la lumière des lampes, ébranlés par la grande rumeur de trois mille poitrines, palpitent. Tous les martyrs de la cause, morts ou vivants, sont là.

Le rapporteur Dubreuilh s'avance et donne lecture de la constitution unitaire du Parti, votée par la commission unanime. Puis, tous les chefs, l'un après l'autre, montent à la tribune et, en très peu de mots, jurent obéissance.

C'est un miracle. La force mystérieuse qui, depuis six jours, tient unis ces hommes divisés, maintenant dégagée d'entraves, se répand et déborde. Un dieu est dans la salle et courbe, humilie toutes les têtes. Ouvriers du nord, têtus et carrés, méridionaux exaltés, parisiens beaux parleurs, ont maintenant une sagesse, une dignité d'évêques, et en effet ils sont hommes d'Église, car ils servent une foi.

Les orateurs continuent de défiler à la tribune. Voici Brunellière, au nom des fédérations départementales ; Viviani, au nom de la presse ; Hamelin, au nom des coopératives ; Fournière, au nom du groupe parlementaire : — une rumeur profonde, venue on ne sait d'où, roule comme un tonnerre lointain ; une émotion intérieure s'empare de chaque assistant et lui ravit sa liberté. Les vingt combattants de la Commune pleurent d'attendrissement. Jaurès, Guesde, Vaillant, séparés par tant d'insultes, se tiennent côte à côte, recueillis, immobiles. La foule des délégués frémit, presque menaçante dans

sa joie : les corps sont tendus, les visages avides ; et, dans la pénombre des tribunes circulaires, on devine un peuple, deux mille hommes, qui laissent tomber d'en haut des clameurs confuses. Enfin tous les orateurs ont parlé.

— Je mets aux voix le rapport de la commission, dit le président.

— Par acclamations ! répond l'assemblée.

Tout le monde est debout et tout le monde crie. C'est quelque chose d'étrange : un hurlement de mer, un formidable rugissement de bête. Il dure, sans défaillance, pendant plusieurs secondes ; il faiblit, remonte par saccades, s'abaisse, reprend, s'abaisse encore, et reprend avec la fureur d'un être qui ne veut pas mourir — et pourtant il meurt.

Mais il ne se peut pas que la fête soit finie, car la foule est ivre. « L'Internationale ! » réclame une voix, puis cent. Un jeune homme — c'est Ghesquière, adjoint au maire de Lille — monte sur l'estrade et, à la minute précise où il commence à chanter, tout le monde se dresse, du bureau aux tribunes. On écoute, avec un religieux silence, la voix frêle et passionnée qui monte en hésitant dans la nef, puis, au refrain, tous accompagnent avec enthousiasme.

— C'est notre chanson à tous, n'est-ce pas ? s'écrie du haut de la tribune le porte-drapeau du syndicat des pâtissiers.

La voix du pâle Ghesquière s'élève une dernière fois : c'est le quatrième couplet, et mille voix,

pas ? Quels groupes avez-vous consultés ? Êtes-vous le socialisme français ? Le prolétariat est-il votre chose ? Il est vivant et majeur. C'est à lui que j'en appelle ! » Et il demanda formellement la convocation d'un congrès national. Guesde et Vaillant durent y consentir. Leur manœuvre avait provoqué ce qu'ils redoutaient surtout.

Ces deux hommes ignoraient l'étendue de leur influence. Ils sentaient qu'ils avaient contre eux la masse des militants, toute agitée par la voix de Jaurès, mais ils ne se rendaient pas compte que cette masse, très inconsistante, obéirait bientôt aux mots d'ordre donnés par les chefs traditionnels. Les militants du Parti ouvrier français et du Parti socialiste révolutionnaire, après une minute d'hésitation, se soumirent, et la préparation du congrès permit aux états-majors parisiens de fortifier encore leur autorité. En effet, un grand nombre de groupes, trop pauvres ou trop indolents pour déléguer un camarade et payer son déplacement, ont l'habitude de remettre leurs pouvoirs au Comité central de leur organisation, qui se trouve ainsi chargé de désigner ceux mêmes qui devraient le contrôler et lui dicter sa conduite : les congrès socialistes français sont tous plus ou moins faussés par cette anomalie.

Un dimanche de décembre 1899, les délégués commencèrent à pénétrer dans la grande salle rectangulaire du gymnase Japy. Ils arrivaient isolés ou par groupes d'amis ; mais le Parti ouvrier français vint en corps, précédé de ses chefs et portant ses étendards. Traversant la salle, il occupa l'ex-

trême-gauche. Vaillant et les blanquistes s'installèrent à côté de leurs alliés ; puis, au centre et à droite, les organisations provinciales, les indépendants ; enfin, à l'extrême-droite, les violents allemanistes.

Pour la première fois depuis 1882, les fractions du socialisme se rencontraient pour délibérer, et visiblement la division était profonde. Deux races, les deux grandes races qui divisent les hommes, étaient face à face dans l'enceinte. D'une part, les jacobins doctrinaires, tout aux abstractions, aux formules, rigides dans leur foi, insensibles aux faits, masse compacte, votant avec ses chefs, se levant, protestant, approuvant, s'asseyant avec eux ; d'autre part, la foule vivante et désordonnée des fils de Diderot et de Danton.

Ces ennemis séculaires réussiraient-ils à s'entendre ? Ne trouveraient-ils point, dans leurs cerveaux, un peu de tolérance et de charité socialiste ? Le cas Millerand était à ce moment, malgré sa gravité, accidentel. Guesde s'en était emparé pour briser l'unité naissante, et les délégués se posaient une seule question : fonderons-nous, malgré tout, cette unité? Sauverons-nous le Parti en dépit de nos haines? Des renseignements passaient de bouche en bouche : le maire de Lille veut l'union; le délégué de Nantes, Brunellière, est en révolte contre Guesde; Bordeaux suivra son exemple; Marseille passe aux indépendants : ses délégués ont eu une entrevue avec les fédéralistes des Ardennes et du Jura, qui ont un projet en réserve, le dernier espoir de

l'unité, paraît-il ; les allemanistes marchent contre Millerand....

Les premières heures, consacrées à la nomination du bureau, furent tumultueuses. Enfin, Jaurès annonça, d'une voix éclatante, qu'il venait d'arrêter les termes d'une motion transactionnelle. Personne ne fut dupe : il perdait la première manche. La bataille commença : un socialiste peut-il participer à un gouvernement bourgeois ?

Les orateurs se succédaient, et l'un approuvait, et l'autre désapprouvait. Les arguments, les périodes oratoires des bourgeois révolutionnaires, les charges passionnées des militants ouvriers se répondaient comme la strophe et l'antistrophe parmi les huées, les acclamations, l'indifférence ou la plus sérieuse attention. Les deux séances du lundi furent ainsi remplies, et mardi le défilé recommença. Zévaès, habile à commenter avec une voix de camelot les théories de Jules Guesde ; Létang, député du Centre, homme du peuple, vigoureux et fruste ; Viviani, prince des avocats ; Colly, conseiller municipal de Paris, marchand de vin, bon vivant ; Gelez, rageur et théoricien ; — la discussion devenait dangereuse en se prolongeant. On écoutait moins bien, les partis pris s'accusaient.

Le président appela : Jules Guesde ! Il y eut dans la salle un frémissement d'orage. Mais Jules Guesde désirait parler en dernier. « Je cède mon tour de parole au citoyen Allemane », dit-il. Allemane parut à la tribune, pâle, maigri, et ceux qui depuis longtemps ne l'avaient pas vu, le trouvèrent changé,

mais cependant bien pareil à lui-même, avec ce visage, ce regard et ce puissant langage où passent toute la vaillance, la finesse, tout le bon sens du peuple, et il fut applaudi aussitôt qu'entendu. Quoique très violemment révolutionnaire, il ne condamna pas Millerand; quoique très ami de Jaurès, il n'approuva pas Millerand. « Que sommes-nous en train de faire? dit-il. Nos camarades prononcent d'admirables discours, qui ne servent à rien. Nous ne discutons pas, nous nous attaquons. *Est-ce que nous voulons nous brouiller?* » Porté par les acclamations, il continua : « Voilà vingt ans que je me dispute avec des camarades, et cela ne m'a servi à rien;.. sur la question présente, on peut s'entendre, on le peut, on le doit,... et il faut que le prolétariat *comprenne que nous nous occupons de lui avec amour...* »

La discussion venait de faire un pas immense; par delà ce démêlé où s'arrêtaient les orateurs, il y avait une grande cause, des millions d'êtres à sauver; par delà Millerand, il y avait l'unité. Qu'allait répondre Jules Guesde?

Et, comme c'était son tour de parole, parmi les applaudissements qui saluaient encore Allemane, un cri monta : Guesde! Guesde! Il se tenait immobile, assis au premier rang de l'extrême-gauche, entouré d'un groupe de fidèles et caressant, peut-être avec un peu de nervosité, sa grande barbe d'apôtre. « Guesde! Guesde! » répéta la droite. Mais il ne bougeait pas, et, l'heure étant avancée, la séance de l'après-midi fut levée.

Le soir, Guesde apparut. Un indépendant cria : « A bas le pape ! » Il se tourna vers la droite, et chacun devina, derrière son éternel lorgnon, un regard si dur, qu'un silence de terreur s'établit aussitôt. Il commença de parler, marchant, selon son habitude, et lançant, avec un air bénin, les horribles accents de sa voix grinçante. Toutes les demi-minutes, il repassait devant Jaurès assis au bureau. Alors il s'adressait à lui et le dévisageait avec une expression de haine. Tous écoutaient : l'étrange individu qui, si souvent, avait brisé le Parti, réussirait-il, cette fois encore, à séparer des hommes désireux de s'unir ? La droite indépendante semblait figée, inquiète comme un pensionnat d'enfants qui suivrait des yeux, dans une ménagerie, un grand fauve rôdant derrière ses barreaux. Guesde souleva quelques incidents violents, mais enfin il acheva son discours, et rien d'irréparable n'était survenu.

Chaque minute passée est minute gagnée. Au premier jour, les chefs étaient seuls à se connaître, et ils se détestent. A présent, les délégués voisinent et prennent l'habitude de se fréquenter. Ils sont d'une même classe et d'une même culture ; ils ont les mêmes intérêts et le même idéal. Souvent nouveaux venus dans le Parti, militants de quatre ou cinq années, ils s'intéressent peu, ou point, aux vieilles querelles répercutées ici. Ils en éprouvent quelque lassitude. Ils savent seulement que la discorde est mauvaise entre amis, et que l'unité, materiellement, moralement, déterminerait un bon accroît de force

dans la ville, dans le bourg ou l'usine qu'ils repré sentent à Paris.

Elle est nécessaire, il faut la réaliser. Mais comment ? L'intolérance de Jules Guesde effraye et certains vont jusqu'à désespérer. On avise, puisqu'il faut aboutir. Les hommes de l'Est, des Ardennes et de la Franche-Comté, autrefois allemanistes, mais depuis quelque temps affranchis de tous liens, et dirigeant eux-mêmes leur propagande, réunissent autour d'eux quelques provinciaux. Ils exposent leur idée : l'unité se fera contre les organisations et en dehors d'elles par les fédérations régionales, qui dès à présent doivent se constituer et commencer leur marche enveloppante.

Ces précautions semblaient très sages : mais l'événement prouva leur inutilité. Les cris, les bagarres, empêchaient d'évaluer la force du mouvement unitaire, qui alors était irrésistible. On le vit bien, quand, à la soirée du quatrième jour, Guesde et ses amis essayèrent une tentative désespérée pour faire échouer la motion transactionnelle que la commission proposait enfin. Jaurès, si conciliant et modéré depuis l'ouverture des débats, s'emporta tout à coup, et la droite et le centre, ralliés à sa voix, auraient jeté hors la salle des séances les délégués du Parti ouvrier français s'ils n'avaient prudemment cédé.

Toutes les difficultés étant résolues, on pouvait enfin aborder franchement le problème de l'unité. Les doctrinaires étaient désarmés et réduits au silence; les indépendants victorieux saluaient allè-

grement leurs orateurs. Pourtant un doute subsistait. Dans quelle mesure, à quelles conditions, la gauche allait-elle accepter la fusion? Et quand Jules Guesde, se détachant de la masse immobile du Parti ouvrier, gravit les degrés de la tribune, il put évaluer sa force à la profondeur du silence qui s'établit aussitôt.

« L'unité, prononça-t-il, l'unité, mais nous la voulons tous... » Unité! sur les lèvres de cet homme, le mot était terrible. Il est doux, il est beau, quand il signifie union; mais la dictature aussi est unité, et la droite et le centre entendaient *dictature* quand Jules Guesde prononçait *unité*. Il poursuivit. Sa voix, au début hésitante et pateline, se redressa comme sa personne.

« Si nous ne pouvons être d'accord sur la doctrine, nous pouvons l'être sur la tactique,... il faut l'unifier,... par exemple, en organisant d'abord un contrôle de la presse... : il ne peut plus y avoir de presse socialiste indépendante... — Du doigt, il désignait Gérault-Richard, rédacteur en chef de *la Petite République*. — De même pour nos élus socialistes ; leur indépendance doit disparaître, pour la même raison, et dans les mêmes conditions. Les élus ne s'appartiennent plus ; ils n'appartiennent plus même à leurs électeurs; ils appartiennent au prolétariat de France, et il faut que, comme en Allemagne, le Parti, contrôlant sa fraction parlementaire, la condamne à un vote unique sur toutes les questions. Et cela, encore une fois, ce sera de la belle, de la bonne unité.... »

La droite, accablée, se taisait, sentant un vent d'acier passer au-dessus d'elle. Enfin Jules Guesde se tut ; ses paroles de paix avaient été prononcées avec un tel accent de guerre qu'il redescendit les marches de l'estrade, salué par son groupe et par nul autre. Et quand, peu après, Poulain, vigoureux militant des Ardennes, vint exposer le projet d'union fédérale conçu par certains provinciaux, la droite, enthousiasmée, soulagée, lança vingt noms de régions et de villes : Gironde, Aisne, Sarthe, Agen, Bretagne, Montbéliard...

Vendredi soir : dernière séance. On rentre. Les visages sont en joie. Tout le monde sait la nouvelle. C'est fait, c'est écrit, l'alliance est scellée. Il n'y a plus de guesdistes, de broussistes, de blanquistes, d'allemanistes, il n'y a plus que des socialistes. Une cohue de militants et de syndiqués envahit les tribunes. Soudain les membres de la commission paraissent, accueillis par le plus grave silence.

— Les membres de la Commune au bureau ! propose une voix.

— Oui ! répond l'assemblée.

Vaillant, Allemane, Fabérot, Camélinat, têtes blanches ou grises, se forment sur un rang au fond de l'estrade, puis d'autres les rejoignent, vieillards dénichés aux quatre coins de la salle, poussés par leurs voisins, portés de mains en mains, et qui saluent, tremblants d'émotion.

— Les drapeaux ! réclame l'assemblée.

Trente, quarante drapeaux rouges, gravissant les degrés, se massent à droite, à gauche du bureau,

encadrant les vieux combattants et les membres de la commission, qui, debout, attendent qu'on les écoute. Leurs vieux plis couleur de sang, caressés par la lumière des lampes, ébranlés par la grande rumeur de trois mille poitrines, palpitent. Tous les martyrs de la cause, morts ou vivants, sont là.

Le rapporteur Dubreuilh s'avance et donne lecture de la constitution unitaire du Parti, votée par la commission unanime. Puis, tous les chefs, l'un après l'autre, montent à la tribune et, en très peu de mots, jurent obéissance.

C'est un miracle. La force mystérieuse qui, depuis six jours, tient unis ces hommes divisés, maintenant dégagée d'entraves, se répand et déborde. Un dieu est dans la salle et courbe, humilie toutes les têtes. Ouvriers du nord, têtus et carrés, méridionaux exaltés, parisiens beaux parleurs, ont maintenant une sagesse, une dignité d'évêques, et en effet ils sont hommes d'Église, car ils servent une foi.

Les orateurs continuent de défiler à la tribune. Voici Brunellière, au nom des fédérations départementales ; Viviani, au nom de la presse ; Hamelin, au nom des coopératives ; Fournière, au nom du groupe parlementaire : — une rumeur profonde, venue on ne sait d'où, roule comme un tonnerre lointain ; une émotion intérieure s'empare de chaque assistant et lui ravit sa liberté. Les vingt combattants de la Commune pleurent d'attendrissement. Jaurès, Guesde, Vaillant, séparés par tant d'insultes, se tiennent côte à côte, recueillis, immobiles. La foule des délégués frémit, presque menaçante dans

sa joie : les corps sont tendus, les visages avides ; et, dans la pénombre des tribunes circulaires, on devine un peuple, deux mille hommes, qui laissent tomber d'en haut des clameurs confuses. Enfin tous les orateurs ont parlé.

— Je mets aux voix le rapport de la commission, dit le président.

— Par acclamations ! répond l'assemblée.

Tout le monde est debout et tout le monde crie. C'est quelque chose d'étrange : un hurlement de mer, un formidable rugissement de bête. Il dure, sans défaillance, pendant plusieurs secondes ; il faiblit, remonte par saccades, s'abaisse, reprend, s'abaisse encore, et reprend avec la fureur d'un être qui ne veut pas mourir — et pourtant il meurt.

Mais il ne se peut pas que la fête soit finie, car la foule est ivre. « L'Internationale ! » réclame une voix, puis cent. Un jeune homme — c'est Ghesquière, adjoint au maire de Lille — monte sur l'estrade et, à la minute précise où il commence à chanter, tout le monde se dresse, du bureau aux tribunes. On écoute, avec un religieux silence, la voix frêle et passionnée qui monte en hésitant dans la nef, puis, au refrain, tous accompagnent avec enthousiasme.

— C'est notre chanson à tous, n'est-ce pas ? s'écrie du haut de la tribune le porte-drapeau du syndicat des pâtissiers.

La voix du pâle Ghesquière s'élève une dernière fois : c'est le quatrième couplet, et mille voix,

pas ? Quels groupes avez-vous consultés ? Êtes-vous le socialisme français ? Le prolétariat est-il votre chose ? Il est vivant et majeur. C'est à lui que j'en appelle ! » Et il demanda formellement la convocation d'un congrès national. Guesde et Vaillant durent y consentir. Leur manœuvre avait provoqué ce qu'ils redoutaient surtout.

Ces deux hommes ignoraient l'étendue de leur influence. Ils sentaient qu'ils avaient contre eux la masse des militants, toute agitée par la voix de Jaurès, mais ils ne se rendaient pas compte que cette masse, très inconsistante, obéirait bientôt aux mots d'ordre donnés par les chefs traditionnels. Les militants du Parti ouvrier français et du Parti socialiste révolutionnaire, après une minute d'hésitation, se soumirent, et la préparation du congrès permit aux états-majors parisiens de fortifier encore leur autorité. En effet, un grand nombre de groupes, trop pauvres ou trop indolents pour déléguer un camarade et payer son déplacement, ont l'habitude de remettre leurs pouvoirs au Comité central de leur organisation, qui se trouve ainsi chargé de désigner ceux mêmes qui devraient le contrôler et lui dicter sa conduite : les congrès socialistes français sont tous plus ou moins faussés par cette anomalie.

Un dimanche de décembre 1899, les délégués commencèrent à pénétrer dans la grande salle rectangulaire du gymnase Japy. Ils arrivaient isolés ou par groupes d'amis ; mais le Parti ouvrier français vint en corps, précédé de ses chefs et portant ses étendards. Traversant la salle, il occupa l'ex-

trême-gauche. Vaillant et les blanquistes s'installèrent à côté de leurs alliés ; puis, au centre et à droite, les organisations provinciales, les indépendants ; enfin, à l'extrême-droite, les violents allemanistes.

Pour la première fois depuis 1882, les fractions du socialisme se rencontraient pour délibérer, et visiblement la division était profonde. Deux races, les deux grandes races qui divisent les hommes, étaient face à face dans l'enceinte. D'une part, les jacobins doctrinaires, tout aux abstractions, aux formules, rigides dans leur foi, insensibles aux faits, masse compacte, votant avec ses chefs, se levant, protestant, approuvant, s'asseyant avec eux ; d'autre part, la foule vivante et désordonnée des fils de Diderot et de Danton.

Ces ennemis séculaires réussiraient-ils à s'entendre ? Ne trouveraient-ils point, dans leurs cerveaux, un peu de tolérance et de charité socialiste ? Le cas Millerand était à ce moment, malgré sa gravité, accidentel. Guesde s'en était emparé pour briser l'unité naissante, et les délégués se posaient une seule question : fonderons-nous, malgré tout, cette unité? Sauverons-nous le Parti en dépit de nos haines? Des renseignements passaient de bouche en bouche : le maire de Lille veut l'union ; le délégué de Nantes, Brunellière, est en révolte contre Guesde ; Bordeaux suivra son exemple ; Marseille passe aux indépendants : ses délégués ont eu une entrevue avec les fédéralistes des Ardennes et du Jura, qui ont un projet en réserve, le dernier espoir de

l'unité, paraît-il; les allemanistes marchent contre Millerand....

Les premières heures, consacrées à la nomination du bureau, furent tumultueuses. Enfin, Jaurès annonça, d'une voix éclatante, qu'il venait d'arrêter les termes d'une motion transactionnelle. Personne ne fut dupe : il perdait la première manche. La bataille commença : un socialiste peut-il participer à un gouvernement bourgeois?

Les orateurs se succédaient, et l'un approuvait, et l'autre désapprouvait. Les arguments, les périodes oratoires des bourgeois révolutionnaires, les charges passionnées des militants ouvriers se répondaient comme la strophe et l'antistrophe parmi les huées, les acclamations, l'indifférence ou la plus sérieuse attention. Les deux séances du lundi furent ainsi remplies, et mardi le défilé recommença. Zévaès, habile à commenter avec une voix de camelot les théories de Jules Guesde; Létang, député du Centre, homme du peuple, vigoureux et fruste; Viviani, prince des avocats; Colly, conseiller municipal de Paris, marchand de vin, bon vivant; Gelez, rageur et théoricien; — la discussion devenait dangereuse en se prolongeant. On écoutait moins bien, les partis pris s'accusaient.

Le président appela : Jules Guesde! Il y eut dans la salle un frémissement d'orage. Mais Jules Guesde désirait parler en dernier. « Je cède mon tour de parole au citoyen Allemane », dit-il. Allemane parut à la tribune, pâle, maigri, et ceux qui depuis longtemps ne l'avaient pas vu, le trouvèrent changé,

mais cependant bien pareil à lui-même, avec ce visage, ce regard et ce puissant langage où passent toute la vaillance, la finesse, tout le bon sens du peuple, et il fut applaudi aussitôt qu'entendu. Quoique très violemment révolutionnaire, il ne condamna pas Millerand; quoique très ami de Jaurès, il n'approuva pas Millerand. « Que sommes-nous en train de faire? dit-il. Nos camarades prononcent d'admirables discours, qui ne servent à rien. Nous ne discutons pas, nous nous attaquons. *Est-ce que nous voulons nous brouiller?* » Porté par les acclamations, il continua : « Voilà vingt ans que je me dispute avec des camarades, et cela ne m'a servi à rien;.. sur la question présente, on peut s'entendre, on le peut, on le doit,... et il faut que le prolétariat *comprenne que nous nous occupons de lui avec amour...* »

La discussion venait de faire un pas immense; par delà ce démêlé où s'arrêtaient les orateurs, il y avait une grande cause, des millions d'êtres à sauver; par delà Millerand, il y avait l'unité. Qu'allait répondre Jules Guesde?

Et, comme c'était son tour de parole, parmi les applaudissements qui saluaient encore Allemane, un cri monta : Guesde! Guesde! Il se tenait immobile, assis au premier rang de l'extrême-gauche, entouré d'un groupe de fidèles et caressant, peut-être avec un peu de nervosité, sa grande barbe d'apôtre. « Guesde! Guesde! » répéta la droite. Mais il ne bougeait pas, et, l'heure étant avancée, la séance de l'après-midi fut levée.

Le soir, Guesde apparut. Un indépendant cria : « A bas le pape ! » Il se tourna vers la droite, et chacun devina, derrière son éternel lorgnon, un regard si dur, qu'un silence de terreur s'établit aussitôt. Il commença de parler, marchant, selon son habitude, et lançant, avec un air bénin, les horribles accents de sa voix grinçante. Toutes les demi-minutes, il repassait devant Jaurès assis au bureau. Alors il s'adressait à lui et le dévisageait avec une expression de haine. Tous écoutaient : l'étrange individu qui, si souvent, avait brisé le Parti, réussirait-il, cette fois encore, à séparer des hommes désireux de s'unir ? La droite indépendante semblait figée, inquiète comme un pensionnat d'enfants qui suivrait des yeux, dans une ménagerie, un grand fauve rôdant derrière ses barreaux. Guesde souleva quelques incidents violents, mais enfin il acheva son discours, et rien d'irréparable n'était survenu.

Chaque minute passée est minute gagnée. Au premier jour, les chefs étaient seuls à se connaître, et ils se détestent. A présent, les délégués voisinent et prennent l'habitude de se fréquenter. Ils sont d'une même classe et d'une même culture ; ils ont les mêmes intérêts et le même idéal. Souvent nouveaux venus dans le Parti, militants de quatre ou cinq années, ils s'intéressent peu, ou point, aux vieilles querelles répercutées ici. Ils en éprouvent quelque lassitude. Ils savent seulement que la discorde est mauvaise entre amis, et que l'unité, materiellement, moralement, déterminerait un bon accroît de force

dans la ville, dans le bourg ou l'usine qu'ils repré sentent à Paris.

Elle est nécessaire, il faut la réaliser. Mais comment ? L'intolérance de Jules Guesde effraye et certains vont jusqu'à désespérer. On avise, puisqu'il faut aboutir. Les hommes de l'Est, des Ardennes et de la Franche-Comté, autrefois allemanistes, mais depuis quelque temps affranchis de tous liens, et dirigeant eux-mêmes leur propagande, réunissent autour d'eux quelques provinciaux. Ils exposent leur idée : l'unité se fera contre les organisations et en dehors d'elles par les fédérations régionales, qui dès à présent doivent se constituer et commencer leur marche enveloppante.

Ces précautions semblaient très sages : mais l'événement prouva leur inutilité. Les cris, les bagarres, empêchaient d'évaluer la force du mouvement unitaire, qui alors était irrésistible. On le vit bien, quand, à la soirée du quatrième jour, Guesde et ses amis essayèrent une tentative désespérée pour faire échouer la motion transactionnelle que la commission proposait enfin. Jaurès, si conciliant et modéré depuis l'ouverture des débats, s'emporta tout à coup, et la droite et le centre, ralliés à sa voix, auraient jeté hors la salle des séances les délégués du Parti ouvrier français s'ils n'avaient prudemment cédé.

Toutes les difficultés étant résolues, on pouvait enfin aborder franchement le problème de l'unité. Les doctrinaires étaient désarmés et réduits au silence; les indépendants victorieux saluaient allè-

grement leurs orateurs. Pourtant un doute subsistait. Dans quelle mesure, à quelles conditions, la gauche allait-elle accepter la fusion? Et quand Jules Guesde, se détachant de la masse immobile du Parti ouvrier, gravit les degrés de la tribune, il put évaluer sa force à la profondeur du silence qui s'établit aussitôt.

« L'unité, prononça-t-il, l'unité, mais nous la voulons tous... » Unité! sur les lèvres de cet homme, le mot était terrible. Il est doux, il est beau, quand il signifie union; mais la dictature aussi est unité, et la droite et le centre entendaient *dictature* quand Jules Guesde prononçait *unité*. Il poursuivit. Sa voix, au début hésitante et pateline, se redressa comme sa personne.

« Si nous ne pouvons être d'accord sur la doctrine, nous pouvons l'être sur la tactique,... il faut l'unifier,... par exemple, en organisant d'abord un contrôle de la presse... : il ne peut plus y avoir de presse socialiste indépendante... — Du doigt, il désignait Gérault-Richard, rédacteur en chef de *la Petite République*. — De même pour nos élus socialistes ; leur indépendance doit disparaître, pour la même raison, et dans les mêmes conditions. Les élus ne s'appartiennent plus ; ils n'appartiennent plus même à leurs électeurs; ils appartiennent au prolétariat de France, et il faut que, comme en Allemagne, le Parti, contrôlant sa fraction parlementaire, la condamne à un vote unique sur toutes les questions. Et cela, encore une fois, ce sera de la belle, de la bonne unité.... »

La droite, accablée, se taisait, sentant un vent d'acier passer au-dessus d'elle. Enfin Jules Guesde se tut ; ses paroles de paix avaient été prononcées avec un tel accent de guerre qu'il redescendit les marches de l'estrade, salué par son groupe et par nul autre. Et quand, peu après, Poulain, vigoureux militant des Ardennes, vint exposer le projet d'union fédérale conçu par certains provinciaux, la droite, enthousiasmée, soulagée, lança vingt noms de régions et de villes : Gironde, Aisne, Sarthe, Agen, Bretagne, Montbéliard...

Vendredi soir : dernière séance. On rentre. Les visages sont en joie. Tout le monde sait la nouvelle. C'est fait, c'est écrit, l'alliance est scellée. Il n'y a plus de guesdistes, de broussistes, de blanquistes, d'allemanistes, il n'y a plus que des socialistes. Une cohue de militants et de syndiqués envahit les tribunes. Soudain les membres de la commission paraissent, accueillis par le plus grave silence.

— Les membres de la Commune au bureau ! propose une voix.

— Oui ! répond l'assemblée.

Vaillant, Allemane, Fabérot, Camélinat, têtes blanches ou grises, se forment sur un rang au fond de l'estrade, puis d'autres les rejoignent, vieillards dénichés aux quatre coins de la salle, poussés par leurs voisins, portés de mains en mains, et qui saluent, tremblants d'émotion.

— Les drapeaux ! réclame l'assemblée.

Trente, quarante drapeaux rouges, gravissant les degrés, se massent à droite, à gauche du bureau,

encadrant les vieux combattants et les membres de la commission, qui, debout, attendent qu'on les écoute. Leurs vieux plis couleur de sang, caressés par la lumière des lampes, ébranlés par la grande rumeur de trois mille poitrines, palpitent. Tous les martyrs de la cause, morts ou vivants, sont là.

Le rapporteur Dubreuilh s'avance et donne lecture de la constitution unitaire du Parti, votée par la commission unanime. Puis, tous les chefs, l'un après l'autre, montent à la tribune et, en très peu de mots, jurent obéissance.

C'est un miracle. La force mystérieuse qui, depuis six jours, tient unis ces hommes divisés, maintenant dégagée d'entraves, se répand et déborde. Un dieu est dans la salle et courbe, humilie toutes les têtes. Ouvriers du nord, têtus et carrés, méridionaux exaltés, parisiens beaux parleurs, ont maintenant une sagesse, une dignité d'évêques, et en effet ils sont hommes d'Église, car ils servent une foi.

Les orateurs continuent de défiler à la tribune. Voici Brunellière, au nom des fédérations départementales ; Viviani, au nom de la presse ; Hamelin, au nom des coopératives ; Fournière, au nom du groupe parlementaire : — une rumeur profonde, venue on ne sait d'où, roule comme un tonnerre lointain ; une émotion intérieure s'empare de chaque assistant et lui ravit sa liberté. Les vingt combattants de la Commune pleurent d'attendrissement. Jaurès, Guesde, Vaillant, séparés par tant d'insultes, se tiennent côte à côte, recueillis, immobiles. La foule des délégués frémit, presque menaçante dans

sa joie : les corps sont tendus, les visages avides ; et, dans la pénombre des tribunes circulaires, on devine un peuple, deux mille hommes, qui laissent tomber d'en haut des clameurs confuses. Enfin tous les orateurs ont parlé.

— Je mets aux voix le rapport de la commission, dit le président.

— Par acclamations ! répond l'assemblée.

Tout le monde est debout et tout le monde crie. C'est quelque chose d'étrange : un hurlement de mer, un formidable rugissement de bête. Il dure, sans défaillance, pendant plusieurs secondes ; il faiblit, remonte par saccades, s'abaisse, reprend, s'abaisse encore, et reprend avec la fureur d'un être qui ne veut pas mourir — et pourtant il meurt.

Mais il ne se peut pas que la fête soit finie, car la foule est ivre. « L'Internationale ! » réclame une voix, puis cent. Un jeune homme — c'est Ghesquière, adjoint au maire de Lille — monte sur l'estrade et, à la minute précise où il commence à chanter, tout le monde se dresse, du bureau aux tribunes. On écoute, avec un religieux silence, la voix frêle et passionnée qui monte en hésitant dans la nef, puis, au refrain, tous accompagnent avec enthousiasme.

— C'est notre chanson à tous, n'est-ce pas ? s'écrie du haut de la tribune le porte-drapeau du syndicat des pâtissiers.

La voix du pâle Ghesquière s'élève une dernière fois : c'est le quatrième couplet, et mille voix,

débordant sur la sienne comme une houle impatiente, avant même qu'il n'ait terminé, éclatent. Debout sur une chaise, un vieillard, de ses deux bras violemment agités, mène le chœur :

C'est la lutte finale,
Marchons tous, et demain
L'Internationale
Sera le genre humain...

Les voix, vainement prolongées, expirent. L'hymne est achevé, car tout s'achève, quoi qu'on en ait ; et, pendant une seconde, le silence est presque absolu, silence de regret et d'étonnement que des ardeurs si vives puissent avoir une fin, silence bref, car la joie veut s'exprimer encore.

L'Internationale est surtout en faveur parmi les ouvriers du nord : c'est, plus spécialement, le cantique des doctrinaires. Les parisiens et les français du centre préfèrent la vieille Carmagnole, et voici qu'elle résonne à son tour. Tout à l'heure la foule immobile écoutait l'Internationale, mais la Carmagnole est un chant d'action et de vie, il faut danser. Les têtes oscillent ; Joindy, allemaniste à demi anarchiste, saisit la frange d'un drapeau qui ondoie au-dessus de sa tête. Il le balance, et lui-même s'agite. Son corps s'incline ; lentement, puis énergiquement, il marque un pas de gigue, et ses voisins s'ébranlent avec lui, et les voisins de ses voisins. De proche en proche l'ondulation s'étend, et voici mille hommes qui dansent. Les drapeaux eux-mêmes, quittant la tribune, rentrent dans la foule

pour tourner avec elle. A présent le milieu de la salle est vide. La masse énorme, emportée dans un mouvement mécanique, reflue vers les couloirs circulaires et roule en grondant et chantant.

Il y a quelque chose de redoutable dans la grandeur du spectacle. Il est évident que si quelqu'incrédule égaré voulait protester, et criait : « A bas l'Internationale ! » ou « A bas la Sociale ! », une force inouïe l'accablerait, et rejeterait l'impie dans la rue aux trois quarts assommé. Si l'humanité s'est refait une cohésion et une foi, malheur à qui n'adhère pas ! Nous perdons le droit au scepticisme, à la contemplation désintéressée. Le « genre humain » est une majesté qui ne supportera pas qu'on lui manque. L'unité, c'est l'intolérance.

Mais les voix s'apaisent. On se fatigue de crier, l'effort physique amortit l'enthousiasme. Alors, la division reparaît avec le calme. Les indépendants se retrouvent à droite ; leurs groupes entourent les drapeaux et quelques mesures de la Carmagnole s'élèvent comme des appels de clairon après une journée de bataille. A gauche, les doctrinaires se retrouvent ensemble ; massés derrière leurs chefs, ils chantent l'Internationale et se préparent à sortir. Soudain, on remarque au-dessus de leurs têtes le grand étendard rouge du Parti ouvrier français. Depuis six jours, il n'a pas quitté le portique où on l'a suspendu. Il n'a pas figuré sur la tribune, il n'a pas tournoyé dans la farandole. Jules Guesde a voulu qu'il reste là haut, et dédaigneusement domine le congrès.

l'unité, paraît-il ; les allemanistes marchent contre Millerand....

Les premières heures, consacrées à la nomination du bureau, furent tumultueuses. Enfin, Jaurès annonça, d'une voix éclatante, qu'il venait d'arrêter les termes d'une motion transactionnelle. Personne ne fut dupe : il perdait la première manche. La bataille commença : un socialiste peut-il participer à un gouvernement bourgeois ?

Les orateurs se succédaient, et l'un approuvait, et l'autre désapprouvait. Les arguments, les périodes oratoires des bourgeois révolutionnaires, les charges passionnées des militants ouvriers se répondaient comme la strophe et l'antistrophe parmi les huées, les acclamations, l'indifférence ou la plus sérieuse attention. Les deux séances du lundi furent ainsi remplies, et mardi le défilé recommença. Zévaès, habile à commenter avec une voix de camelot les théories de Jules Guesde ; Létang, député du Centre, homme du peuple, vigoureux et fruste ; Viviani, prince des avocats ; Colly, conseiller municipal de Paris, marchand de vin, bon vivant ; Gelez, rageur et théoricien ; — la discussion devenait dangereuse en se prolongeant. On écoutait moins bien, les partis pris s'accusaient.

Le président appela : Jules Guesde ! Il y eut dans la salle un frémissement d'orage. Mais Jules Guesde désirait parler en dernier. « Je cède mon tour de parole au citoyen Allemane », dit-il. Allemane parut à la tribune, pâle, maigri, et ceux qui depuis longtemps ne l'avaient pas vu, le trouvèrent changé,

mais cependant bien pareil à lui-même, avec ce visage, ce regard et ce puissant langage où passent toute la vaillance, la finesse, tout le bon sens du peuple, et il fut applaudi aussitôt qu'entendu. Quoique très violemment révolutionnaire, il ne condamna pas Millerand; quoique très ami de Jaurès, il n'approuva pas Millerand. « Que sommes-nous en train de faire? dit-il. Nos camarades prononcent d'admirables discours, qui ne servent à rien. Nous ne discutons pas, nous nous attaquons. *Est-ce que nous voulons nous brouiller?* » Porté par les acclamations, il continua : « Voilà vingt ans que je me dispute avec des camarades, et cela ne m'a servi à rien;.. sur la question présente, on peut s'entendre, on le peut, on le doit,... et il faut que le prolétariat *comprenne que nous nous occupons de lui avec amour...* »

La discussion venait de faire un pas immense; par delà ce démêlé où s'arrêtaient les orateurs, il y avait une grande cause, des millions d'êtres à sauver; par delà Millerand, il y avait l'unité. Qu'allait répondre Jules Guesde?

Et, comme c'était son tour de parole, parmi les applaudissements qui saluaient encore Allemane, un cri monta : Guesde! Guesde! Il se tenait immobile, assis au premier rang de l'extrême-gauche, entouré d'un groupe de fidèles et caressant, peut-être avec un peu de nervosité, sa grande barbe d'apôtre. « Guesde! Guesde! » répéta la droite. Mais il ne bougeait pas, et, l'heure étant avancée, la séance de l'après-midi fut levée.

Le soir, Guesde apparut. Un indépendant cria : « A bas le pape ! » Il se tourna vers la droite, et chacun devina, derrière son éternel lorgnon, un regard si dur, qu'un silence de terreur s'établit aussitôt. Il commença de parler, marchant, selon son habitude, et lançant, avec un air bénin, les horribles accents de sa voix grinçante. Toutes les demi-minutes, il repassait devant Jaurès assis au bureau. Alors il s'adressait à lui et le dévisageait avec une expression de haine. Tous écoutaient : l'étrange individu qui, si souvent, avait brisé le Parti, réussirait-il, cette fois encore, à séparer des hommes désireux de s'unir ? La droite indépendante semblait figée, inquiète comme un pensionnat d'enfants qui suivrait des yeux, dans une ménagerie, un grand fauve rôdant derrière ses barreaux. Guesde souleva quelques incidents violents, mais enfin il acheva son discours, et rien d'irréparable n'était survenu.

Chaque minute passée est minute gagnée. Au premier jour, les chefs étaient seuls à se connaître, et ils se détestent. A présent, les délégués voisinent et prennent l'habitude de se fréquenter. Ils sont d'une même classe et d'une même culture ; ils ont les mêmes intérêts et le même idéal. Souvent nouveaux venus dans le Parti, militants de quatre ou cinq années, ils s'intéressent peu, ou point, aux vieilles querelles répercutées ici. Ils en éprouvent quelque lassitude. Ils savent seulement que la discorde est mauvaise entre amis, et que l'unité, matériellement, moralement, déterminerait un bon accroît de force

dans la ville, dans le bourg ou l'usine qu'ils repré sentent à Paris.

Elle est nécessaire, il faut la réaliser. Mais comment ? L'intolérance de Jules Guesde effraye et certains vont jusqu'à désespérer. On avise, puisqu'il faut aboutir. Les hommes de l'Est, des Ardennes et de la Franche-Comté, autrefois allemanistes, mais depuis quelque temps affranchis de tous liens, et dirigeant eux-mêmes leur propagande, réunissent autour d'eux quelques provinciaux. Ils exposent leur idée : l'unité se fera contre les organisations et en dehors d'elles par les fédérations régionales, qui dès à présent doivent se constituer et commencer leur marche enveloppante.

Ces précautions semblaient très sages : mais l'événement prouva leur inutilité. Les cris, les bagarres, empêchaient d'évaluer la force du mouvement unitaire, qui alors était irrésistible. On le vit bien, quand, à la soirée du quatrième jour, Guesde et ses amis essayèrent une tentative désespérée pour faire échouer la motion transactionnelle que la commission proposait enfin. Jaurès, si conciliant et modéré depuis l'ouverture des débats, s'emporta tout à coup, et la droite et le centre, ralliés à sa voix, auraient jeté hors la salle des séances les délégués du Parti ouvrier français s'ils n'avaient prudemment cédé.

Toutes les difficultés étant résolues, on pouvait enfin aborder franchement le problème de l'unité. Les doctrinaires étaient désarmés et réduits au silence; les indépendants victorieux saluaient allè-

grement leurs orateurs. Pourtant un doute subsistait. Dans quelle mesure, à quelles conditions, la gauche allait-elle accepter la fusion? Et quand Jules Guesde, se détachant de la masse immobile du Parti ouvrier, gravit les degrés de la tribune, il put évaluer sa force à la profondeur du silence qui s'établit aussitôt.

« L'unité, prononça-t-il, l'unité, mais nous la voulons tous... » Unité! sur les lèvres de cet homme, le mot était terrible. Il est doux, il est beau, quand il signifie union; mais la dictature aussi est unité, et la droite et le centre entendaient *dictature* quand Jules Guesde prononçait *unité*. Il poursuivit. Sa voix, au début hésitante et pateline, se redressa comme sa personne.

« Si nous ne pouvons être d'accord sur la doctrine, nous pouvons l'être sur la tactique,... il faut l'unifier,... par exemple, en organisant d'abord un contrôle de la presse... : il ne peut plus y avoir de presse socialiste indépendante... — Du doigt, il désignait Gérault-Richard, rédacteur en chef de *la Petite République*. — De même pour nos élus socialistes ; leur indépendance doit disparaître, pour la même raison, et dans les mêmes conditions. Les élus ne s'appartiennent plus ; ils n'appartiennent plus même à leurs électeurs; ils appartiennent au prolétariat de France, et il faut que, comme en Allemagne, le Parti, contrôlant sa fraction parlementaire, la condamne à un vote unique sur toutes les questions. Et cela, encore une fois, ce sera de la belle, de la bonne unité.... »

La droite, accablée, se taisait, sentant un vent d'acier passer au-dessus d'elle. Enfin Jules Guesde se tut ; ses paroles de paix avaient été prononcées avec un tel accent de guerre qu'il redescendit les marches de l'estrade, salué par son groupe et par nul autre. Et quand, peu après, Poulain, vigoureux militant des Ardennes, vint exposer le projet d'union fédérale conçu par certains provinciaux, la droite, enthousiasmée, soulagée, lança vingt noms de régions et de villes : Gironde, Aisne, Sarthe, Agen, Bretagne, Montbéliard...

Vendredi soir : dernière séance. On rentre. Les visages sont en joie. Tout le monde sait la nouvelle. C'est fait, c'est écrit, l'alliance est scellée. Il n'y a plus de guesdistes, de broussistes, de blanquistes, d'allemanistes, il n'y a plus que des socialistes. Une cohue de militants et de syndiqués envahit les tribunes. Soudain les membres de la commission paraissent, accueillis par le plus grave silence.

— Les membres de la Commune au bureau ! propose une voix.

— Oui ! répond l'assemblée.

Vaillant, Allemane, Fabérot, Camélinat, têtes blanches ou grises, se forment sur un rang au fond de l'estrade, puis d'autres les rejoignent, vieillards dénichés aux quatre coins de la salle, poussés par leurs voisins, portés de mains en mains, et qui saluent, tremblants d'émotion.

— Les drapeaux ! réclame l'assemblée.

Trente, quarante drapeaux rouges, gravissant les degrés, se massent à droite, à gauche du bureau,

encadrant les vieux combattants et les membres de la commission, qui, debout, attendent qu'on les écoute. Leurs vieux plis couleur de sang, caressés par la lumière des lampes, ébranlés par la grande rumeur de trois mille poitrines, palpitent. Tous les martyrs de la cause, morts ou vivants, sont là.

Le rapporteur Dubreuilh s'avance et donne lecture de la constitution unitaire du Parti, votée par la commission unanime. Puis, tous les chefs, l'un après l'autre, montent à la tribune et, en très peu de mots, jurent obéissance.

C'est un miracle. La force mystérieuse qui, depuis six jours, tient unis ces hommes divisés, maintenant dégagée d'entraves, se répand et déborde. Un dieu est dans la salle et courbe, humilie toutes les têtes. Ouvriers du nord, têtus et carrés, méridionaux exaltés, parisiens beaux parleurs, ont maintenant une sagesse, une dignité d'évêques, et en effet ils sont hommes d'Église, car ils servent une foi.

Les orateurs continuent de défiler à la tribune. Voici Brunellière, au nom des fédérations départementales ; Viviani, au nom de la presse ; Hamelin, au nom des coopératives ; Fournière, au nom du groupe parlementaire : — une rumeur profonde, venue on ne sait d'où, roule comme un tonnerre lointain ; une émotion intérieure s'empare de chaque assistant et lui ravit sa liberté. Les vingt combattants de la Commune pleurent d'attendrissement. Jaurès, Guesde, Vaillant, séparés par tant d'insultes, se tiennent côte à côte, recueillis, immobiles. La foule des délégués frémit, presque menaçante dans

sa joie : les corps sont tendus, les visages avides ; et, dans la pénombre des tribunes circulaires, on devine un peuple, deux mille hommes, qui laissent tomber d'en haut des clameurs confuses. Enfin tous les orateurs ont parlé.

— Je mets aux voix le rapport de la commission, dit le président.

— Par acclamations ! répond l'assemblée.

Tout le monde est debout et tout le monde crie. C'est quelque chose d'étrange : un hurlement de mer, un formidable rugissement de bête. Il dure, sans défaillance, pendant plusieurs secondes ; il faiblit, remonte par saccades, s'abaisse, reprend, s'abaisse encore, et reprend avec la fureur d'un être qui ne veut pas mourir — et pourtant il meurt.

Mais il ne se peut pas que la fête soit finie, car la foule est ivre. « L'Internationale ! » réclame une voix, puis cent. Un jeune homme — c'est Ghesquière, adjoint au maire de Lille — monte sur l'estrade et, à la minute précise où il commence à chanter, tout le monde se dresse, du bureau aux tribunes. On écoute, avec un religieux silence, la voix frêle et passionnée qui monte en hésitant dans la nef, puis, au refrain, tous accompagnent avec enthousiasme.

— C'est notre chanson à tous, n'est-ce pas ? s'écrie du haut de la tribune le porte-drapeau du syndicat des pâtissiers.

La voix du pâle Ghesquière s'élève une dernière fois : c'est le quatrième couplet, et mille voix,

débordant sur la sienne comme une houle impatiente, avant même qu'il n'ait terminé, éclatent. Debout sur une chaise, un vieillard, de ses deux bras violemment agités, mène le chœur :

C'est la lutte finale,
Marchons tous, et demain
L'Internationale
Sera le genre humain...

Les voix, vainement prolongées, expirent. L'hymne est achevé, car tout s'achève, quoi qu'on en ait ; et, pendant une seconde, le silence est presque absolu, silence de regret et d'étonnement que des ardeurs si vives puissent avoir une fin, silence bref, car la joie veut s'exprimer encore.

L'Internationale est surtout en faveur parmi les ouvriers du nord : c'est, plus spécialement, le cantique des doctrinaires. Les parisiens et les français du centre préfèrent la vieille Carmagnole, et voici qu'elle résonne à son tour. Tout à l'heure la foule immobile écoutait l'Internationale, mais la Carmagnole est un chant d'action et de vie, il faut danser. Les têtes oscillent ; Joindy, allemaniste à demi anarchiste, saisit la frange d'un drapeau qui ondoie au-dessus de sa tête. Il le balance, et lui-même s'agite. Son corps s'incline ; lentement, puis énergiquement, il marque un pas de gigue, et ses voisins s'ébranlent avec lui, et les voisins de ses voisins. De proche en proche l'ondulation s'étend, et voici mille hommes qui dansent. Les drapeaux eux-mêmes, quittant la tribune, rentrent dans la foule

pour tourner avec elle. A présent le milieu de la salle est vide. La masse énorme, emportée dans un mouvement mécanique, reflue vers les couloirs circulaires et roule en grondant et chantant.

Il y a quelque chose de redoutable dans la grandeur du spectacle. Il est évident que si quelqu'incrédule égaré voulait protester, et criait : « A bas l'Internationale ! » ou « A bas la Sociale ! », une force inouïe l'accablerait, et rejeterait l'impie dans la rue aux trois quarts assommé. Si l'humanité s'est refait une cohésion et une foi, malheur à qui n'adhère pas ! Nous perdons le droit au scepticisme, à la contemplation désintéressée. Le « genre humain » est une majesté qui ne supportera pas qu'on lui manque. L'unité, c'est l'intolérance.

Mais les voix s'apaisent. On se fatigue de crier, l'effort physique amortit l'enthousiasme. Alors, la division reparaît avec le calme. Les indépendants se retrouvent à droite ; leurs groupes entourent les drapeaux et quelques mesures de la Carmagnole s'élèvent comme des appels de clairon après une journée de bataille. A gauche, les doctrinaires se retrouvent ensemble ; massés derrière leurs chefs, ils chantent l'Internationale et se préparent à sortir. Soudain, on remarque au-dessus de leurs têtes le grand étendard rouge du Parti ouvrier français. Depuis six jours, il n'a pas quitté le portique où on l'a suspendu. Il n'a pas figuré sur la tribune, il n'a pas tournoyé dans la farandole. Jules Guesde a voulu qu'il reste là haut, et dédaigneusement domine le congrès.

***

L'unité avait été faite par Jaurès contre les doctrinaires. Ils la saisirent comme une arme pour exercer la dictature, et furent les maîtres.

Conformément au plan de Jules Guesde, le Comité général était chargé de diriger la propagande, de contrôler les votes des parlementaires et de veiller à leur discipline : ce fut la cause d'une série de conflits.

Les rapports entre militants et élus ont toujours été extrêmement tendus. Le fait est sans analogie dans les classes supérieures et demande une explication. Les états-majors bourgeois sont composés d'avocats, de journalistes, de médecins, de professeurs, tous plus ou moins ambitieux ; et quand ils voient un des leurs réussir dans la vie politique, fût-ce au prix de concessions un peu fortes, ils pensent à leur avenir, et cela les rend indulgents. L'histoire du parti de Gambetta est instructive à cet égard. Mais un élu socialiste a derrière lui des groupes d'employés ou d'ouvriers manuels, qui, n'espérant rien pour eux-mêmes, sont très jaloux et très stricts.

C'est le petit côté de la question. Il y en a un autre, plus général. Les républicains de l'Empire, si avancés qu'ils fussent, étaient plutôt des réformateurs que des révolutionnaires, des hommes de progrès que des hommes de doctrine. Mais les socialistes sont tous, à divers degrés, des hommes de

doctrine. Or, entre une doctrine et le suffrage universel, il y a contradiction. La vérité n'a rien à voir avec l'opinion du plus grand nombre. Elle n'a pas à connaître les intérêts locaux, et ce qu'un théoricien socialiste appelle avec mépris « les influences hétérogènes et les combinaisons variables selon les milieux et les temps ». Il est inévitable que le député considère les choses avec moins d'intransigeance. Candidat, il recherchait l'appui des militants, acceptait le mandat impératif, et parfois poussait l'obéissance jusqu'à remettre au secrétaire de son groupe sa démission signée, non datée. Elu, il n'a plus qu'une idée : échapper à la tyrannie de ceux qui l'ont fait élire, et naturellement il invoque le suffrage universel, il cherche à s'appuyer sur la masse des électeurs. C'est une raison que les militants n'écoutent jamais sans colère. Ils vivent dans le peuple et le méprisent. Ils savent comme on le manie, comme on le trompe, et comme il accorde ses faveurs, presque indifféremment, à tel socialiste ou à tel césarien. « Le suffrage universel est une fille », disait l'un d'entre eux, Allemane, et quand on leur parle de son autorité, ils s'irritent. « La seule autorité, répondent-ils, est celle des principes, représentés par nous. »

Jaurès, qui est de nature tout à fait parlementaire, semble n'avoir jamais eu le sentiment de cette opposition. Il vint au congrès de Londres, en 1897, avec ses amis Gérault-Richard, Millerand, Viviani, sans autre mandat que son titre de député, voulant faire décider d'une manière solennelle que l'élu de

plusieurs milliers d'électeurs valait le délégué de cinquante militants. Rien n'est plus contraire à l'esprit du socialisme. Le congrès décida presque unanimement que les quatre députés devraient déposer des mandats réguliers.

Il était fatal que les parlementaires entrassent en conflit avec le Comité général institué par le congrès de 1899. Mettant à profit l'anarchie du socialisme français, ils avaient pris des habitudes d'extrême liberté. Les militants du Comité général résolurent de les remettre au pas. Leur premier devoir était d'organiser la propagande : ils envoyèrent à chaque député un avis rédigé en termes administratifs, les invitant à se tenir tels et tels jours à la disposition du Parti. C'était agir de la façon la plus maladroite, comme des petites gens heureux de traiter en domestiques des brillants personnages. Les députés ne répondirent pas, ou se plaignirent, et on avait à peine ménagé une entente boiteuse quand survint un deuxième conflit. Le Comité général venait de décider qu'à l'avenir les candidats aux élections législatives ou municipales devraient insérer dans leurs affiches une formule officielle, exprimant le credo du Parti. On se souvient peut-être que Jules Guesde, en 1882, avait voulu imposer un programme électoral unique. Il avait soulevé contre lui toute la gent parlementaire et candidate. En 1900, la même décision eut un même effet. Les députés se réunirent, et, jugeant « que le contrôle des actes d'un élu n'appartient qu'au suffrage universel et à son comité électoral », déléguèrent Four-

nière pour négocier un compromis. Il était porteur d'une déclaration qui, très ferme au début, concluait humblement, sur le ton d'une requête adressée à Rome par des croyants accusés d'hérésie: « Et maintenant, nous nous soumettons tous au résultat de vos délibérations. » En effet, ils durent se soumettre. Fournière ayant rappelé les devoirs des élus envers le suffrage universel, un nommé Remmiz protesta énergiquement: « Cette déclaration est anti-socialiste, dit-il. — Pourtant, répondit Fournière, nous ne pouvons pas nous séparer de nos électeurs !—Si, et notre devoir ici est précisément d'amener chacun à la conception de son vrai rôle de socialiste. *Des socialistes n'ont pas à s'inquiéter du corps électoral, masse fuyante et nébuleuse. Ce sont les comités seuls qui comptent, et c'est le Parti socialiste organisé qui doit imprimer une direction d'ensemble à tous les militants élus ou non élus.* » Jaurès, qui, dans ces discussions, fut mené tambour battant par d'obscurs militants ouvriers, essaya vainement de défendre ses amis, et Fournière, en désespoir de cause, se rallia à un ordre du jour presque comminatoire déposé par Remmiz : « Le Comité général invite le groupe parlementaire à s'entendre avec lui pour l'exécution de ses décisions. »

Cette entente ne put jamais se faire. Le différend alla s'aggravant, et se dénoua par une rupture. Pour sauver le ministère où siégeait leur collègue Millerand, les députés votèrent un ordre du jour de confiance où « *les doctrines collectivistes avec*

lesquelles on trompe les travailleurs » étaient formellement réprouvées. La tactique les avait menés un peu loin, et c'était plus que ne pouvait tolérer un comité de doctrinaires. Les députés furent blâmés. Pour toute réponse ils s'insurgèrent, déclarant par un manifeste « qu'avant tout, républicains et hommes de liberté, les socialistes ne sauraient, sans manquer à leurs principes, constituer un pouvoir dictatorial ayant la prétention de se substituer au suffrage universel. »

Ce n'est pas sans raison que nous sommes entrés dans les détails de ces disputes. Les tendances qu'elles révèlent sont d'une importance peut-être capitale. Elles sont, en tous cas, infiniment curieuses. Le socialisme, ce mouvement de rêveurs et de démagogues qui, tour à tour, a fait sourire et trembler nos pères, s'incarne en une association doctrinale et rigoureusement disciplinée. C'est un fait européen. Au congrès de Mayence, en septembre 1900, le prolétariat allemand s'est donné une constitution nouvelle et beaucoup plus rigide que l'ancienne. Jadis les délégués aux congrès du Parti étaient nommés en réunion publique, par la masse socialiste : en réalité, les militants dictaient les choix et possédaient une souveraineté de fait, mais il restait au-dessus d'eux une possibilité de contrôle qui aujourd'hui n'existe plus. Le socialisme allemand devient la propriété du corps fermé des militants, qui se recrute lui-même. Les modérés ont fait opposition : « *Vollends hiesse es, die Grundlagen einer demokratischen Bewegung verkennen...* », écrit l'un

d'eux. « Ce serait méconnaître absolument les principes d'un mouvement démocratique... » Sans doute, et la question est de savoir si le socialisme est un mouvement démocratique. A ce grand point d'interrogation l'avenir seul peut répondre.

Il se peut que l'histoire d'une autre association, l'Église catholique, nous donne ici quelques éléments de comparaison. Elle naquit dans des conciliabules d'amis, qui se rencontraient pour méditer ensemble et parler d'un monde meilleur. Ce monde tardant à venir, les conciliabules devinrent une institution régulière, et qui s'organisa. Elle cessa bientôt d'être démocratique. En effet, « une autorité législative et exécutive peut venir de la foule », observe très bien Renan ; « mais des sacrements, des dispensations de grâces célestes, (il aurait pu ajouter : des affirmations de doctrine), n'ont rien à voir avec le suffrage universel. » Donc, les assistants abdiquèrent entre les mains des anciens, les anciens, entre les mains du bureau. Ainsi commença de naître le clergé, et avec lui cette vigoureuse unité qui, par sa cohésion, détruisit, absorba l'antiquité payenne. « Voilà le véritable miracle du Christianisme naissant, dit encore Renan. Il tira l'ordre, la hiérarchie, l'autorité, l'obéissance du libre assujettissement des volontés. Il organisa la foule, disciplina l'anarchie..... La religion de Jésus devint ainsi quelque chose de solide et de consistant. » Un travail de même nature semble se faire aujourd'hui à l'intérieur du socialisme : dans l'un comme dans l'autre cas, la même intelligence constructive, latine ou

grement leurs orateurs. Pourtant un doute subsistait. Dans quelle mesure, à quelles conditions, la gauche allait-elle accepter la fusion? Et quand Jules Guesde, se détachant de la masse immobile du Parti ouvrier, gravit les degrés de la tribune, il put évaluer sa force à la profondeur du silence qui s'établit aussitôt.

« L'unité, prononça-t-il, l'unité, mais nous la voulons tous... » Unité! sur les lèvres de cet homme, le mot était terrible. Il est doux, il est beau, quand il signifie union; mais la dictature aussi est unité, et la droite et le centre entendaient *dictature* quand Jules Guesde prononçait *unité*. Il poursuivit. Sa voix, au début hésitante et pateline, se redressa comme sa personne.

« Si nous ne pouvons être d'accord sur la doctrine, nous pouvons l'être sur la tactique,... il faut l'unifier,... par exemple, en organisant d'abord un contrôle de la presse... : il ne peut plus y avoir de presse socialiste indépendante... — Du doigt, il désignait Gérault-Richard, rédacteur en chef de *la Petite République*. — De même pour nos élus socialistes ; leur indépendance doit disparaître, pour la même raison, et dans les mêmes conditions. Les élus ne s'appartiennent plus ; ils n'appartiennent plus même à leurs électeurs; ils appartiennent au prolétariat de France, et il faut que, comme en Allemagne, le Parti, contrôlant sa fraction parlementaire, la condamne à un vote unique sur toutes les questions. Et cela, encore une fois, ce sera de la belle, de la bonne unité.... »

La droite, accablée, se taisait, sentant un vent d'acier passer au-dessus d'elle. Enfin Jules Guesde se tut ; ses paroles de paix avaient été prononcées avec un tel accent de guerre qu'il redescendit les marches de l'estrade, salué par son groupe et par nul autre. Et quand, peu après, Poulain, vigoureux militant des Ardennes, vint exposer le projet d'union fédérale conçu par certains provinciaux, la droite, enthousiasmée, soulagée, lança vingt noms de régions et de villes : Gironde, Aisne, Sarthe, Agen, Bretagne, Montbéliard...

Vendredi soir : dernière séance. On rentre. Les visages sont en joie. Tout le monde sait la nouvelle. C'est fait, c'est écrit, l'alliance est scellée. Il n'y a plus de guesdistes, de broussistes, de blanquistes, d'allemanistes, il n'y a plus que des socialistes. Une cohue de militants et de syndiqués envahit les tribunes. Soudain les membres de la commission paraissent, accueillis par le plus grave silence.

— Les membres de la Commune au bureau ! propose une voix.

— Oui ! répond l'assemblée.

Vaillant, Allemane, Fabérot, Camélinat, têtes blanches ou grises, se forment sur un rang au fond de l'estrade, puis d'autres les rejoignent, vieillards dénichés aux quatre coins de la salle, poussés par leurs voisins, portés de mains en mains, et qui saluent, tremblants d'émotion.

— Les drapeaux ! réclame l'assemblée.

Trente, quarante drapeaux rouges, gravissant les degrés, se massent à droite, à gauche du bureau,

encadrant les vieux combattants et les membres de la commission, qui, debout, attendent qu'on les écoute. Leurs vieux plis couleur de sang, caressés par la lumière des lampes, ébranlés par la grande rumeur de trois mille poitrines, palpitent. Tous les martyrs de la cause, morts ou vivants, sont là.

Le rapporteur Dubreuilh s'avance et donne lecture de la constitution unitaire du Parti, votée par la commission unanime. Puis, tous les chefs, l'un après l'autre, montent à la tribune et, en très peu de mots, jurent obéissance.

C'est un miracle. La force mystérieuse qui, depuis six jours, tient unis ces hommes divisés, maintenant dégagée d'entraves, se répand et déborde. Un dieu est dans la salle et courbe, humilie toutes les têtes. Ouvriers du nord, têtus et carrés, méridionaux exaltés, parisiens beaux parleurs, ont maintenant une sagesse, une dignité d'évêques, et en effet ils sont hommes d'Église, car ils servent une foi.

Les orateurs continuent de défiler à la tribune. Voici Brunellière, au nom des fédérations départementales ; Viviani, au nom de la presse ; Hamelin, au nom des coopératives ; Fournière, au nom du groupe parlementaire : — une rumeur profonde, venue on ne sait d'où, roule comme un tonnerre lointain ; une émotion intérieure s'empare de chaque assistant et lui ravit sa liberté. Les vingt combattants de la Commune pleurent d'attendrissement. Jaurès, Guesde, Vaillant, séparés par tant d'insultes, se tiennent côte à côte, recueillis, immobiles. La foule des délégués frémit, presque menaçante dans

sa joie : les corps sont tendus, les visages avides ; et, dans la pénombre des tribunes circulaires, on devine un peuple, deux mille hommes, qui laissent tomber d'en haut des clameurs confuses. Enfin tous les orateurs ont parlé.

— Je mets aux voix le rapport de la commission, dit le président.

— Par acclamations ! répond l'assemblée.

Tout le monde est debout et tout le monde crie. C'est quelque chose d'étrange : un hurlement de mer, un formidable rugissement de bête. Il dure, sans défaillance, pendant plusieurs secondes ; il faiblit, remonte par saccades, s'abaisse, reprend, s'abaisse encore, et reprend avec la fureur d'un être qui ne veut pas mourir — et pourtant il meurt.

Mais il ne se peut pas que la fête soit finie, car la foule est ivre. « L'Internationale ! » réclame une voix, puis cent. Un jeune homme — c'est Ghesquière, adjoint au maire de Lille — monte sur l'estrade et, à la minute précise où il commence à chanter, tout le monde se dresse, du bureau aux tribunes. On écoute, avec un religieux silence, la voix frêle et passionnée qui monte en hésitant dans la nef, puis, au refrain, tous accompagnent avec enthousiasme.

— C'est notre chanson à tous, n'est-ce pas ? s'écrie du haut de la tribune le porte-drapeau du syndicat des pâtissiers.

La voix du pâle Ghesquière s'élève une dernière fois : c'est le quatrième couplet, et mille voix,

débordant sur la sienne comme une houle impatiente, avant même qu'il n'ait terminé, éclatent. Debout sur une chaise, un vieillard, de ses deux bras violemment agités, mène le chœur :

C'est la lutte finale,
Marchons tous, et demain
L'Internationale
Sera le genre humain...

Les voix, vainement prolongées, expirent. L'hymne est achevé, car tout s'achève, quoi qu'on en ait ; et, pendant une seconde, le silence est presque absolu, silence de regret et d'étonnement que des ardeurs si vives puissent avoir une fin, silence bref, car la joie veut s'exprimer encore.

L'Internationale est surtout en faveur parmi les ouvriers du nord : c'est, plus spécialement, le cantique des doctrinaires. Les parisiens et les français du centre préfèrent la vieille Carmagnole, et voici qu'elle résonne à son tour. Tout à l'heure la foule immobile écoutait l'Internationale, mais la Carmagnole est un chant d'action et de vie, il faut danser. Les têtes oscillent ; Joindy, allemaniste à demi anarchiste, saisit la frange d'un drapeau qui ondoie au-dessus de sa tête. Il le balance, et lui-même s'agite. Son corps s'incline ; lentement, puis énergiquement, il marque un pas de gigue, et ses voisins s'ébranlent avec lui, et les voisins de ses voisins. De proche en proche l'ondulation s'étend, et voici mille hommes qui dansent. Les drapeaux eux-mêmes, quittant la tribune, rentrent dans la foule

pour tourner avec elle. A présent le milieu de la salle est vide. La masse énorme, emportée dans un mouvement mécanique, reflue vers les couloirs circulaires et roule en grondant et chantant.

Il y a quelque chose de redoutable dans la grandeur du spectacle. Il est évident que si quelqu'incrédule égaré voulait protester, et criait : « A bas l'Internationale ! » ou « A bas la Sociale ! », une force inouïe l'accablerait, et rejeterait l'impie dans la rue aux trois quarts assommé. Si l'humanité s'est refait une cohésion et une foi, malheur à qui n'adhère pas ! Nous perdons le droit au scepticisme, à la contemplation désintéressée. Le « genre humain » est une majesté qui ne supportera pas qu'on lui manque. L'unité, c'est l'intolérance.

Mais les voix s'apaisent. On se fatigue de crier, l'effort physique amortit l'enthousiasme. Alors, la division reparaît avec le calme. Les indépendants se retrouvent à droite ; leurs groupes entourent les drapeaux et quelques mesures de la Carmagnole s'élèvent comme des appels de clairon après une journée de bataille. A gauche, les doctrinaires se retrouvent ensemble ; massés derrière leurs chefs, ils chantent l'Internationale et se préparent à sortir. Soudain, on remarque au-dessus de leurs têtes le grand étendard rouge du Parti ouvrier français. Depuis six jours, il n'a pas quitté le portique où on l'a suspendu. Il n'a pas figuré sur la tribune, il n'a pas tournoyé dans la farandole. Jules Guesde a voulu qu'il reste là haut, et dédaigneusement domine le congrès.

réussissent à en assurer la pratique, leur parti sera assurément une des plus remarquables associations humaines.

La motion Kautsky contient une autre phrase très digne de remarque : « Dans un état démocratique moderne, énonce-t-elle, la conquête du pouvoir politique par le prolétariat ne peut être le résultat d'un coup de main, *mais bien d'un long et pénible travail* d'organisation prolétarienne... » Anseele commenta ce passage avec chaleur : « Oui, dit-il, il faudra un long et pénible travail, et ce jour-ci est un grand jour, parce que pour la première fois les ouvriers se disent la vérité. »

L'aveu, en effet, est important et peut-être capital. Le socialisme avait eu jusqu'aujourd'hui cette faiblesse d'annoncer un bonheur prochain, c'est-à-dire d'être une cause perpétuelle de déceptions. Les enthousiastes de 1793, de 1830, de 1848, crurent à chaque fois toucher avec la main leur divinité. En 1852, en 1871 peut-être, l'illusion durait encore, et, à Cayenne ou dans l'île Nou, plus d'une conscience simple dut ressentir le même émoi dont avaient été troublés les premiers disciples du Christ, lorsqu'ils virent la vieillesse et la mort décimer leurs frères et les atteindre sans que le Messie ait réapparu, sans que le Royaume de Dieu se fût manifesté. Mais le congrès international de 1900 ouvre une ère nouvelle en déclarant l'œuvre *longue et difficile*. Il renvoie le salut au lendemain de la révolution, comme les prêtres mirent la justice divine au lendemain de la mort, selon l'ironique

expression du révolutionnaire Domela Niewenhuis. Les militants sont prévenus : ils donneront leurs peines, leur argent si rare ; ils s'exposeront à la prison, et, si besoin est, à la mort, pour l'amour d'une idée que ni leurs fils, ni leurs petits-fils, ni peut-être aucun des leurs ne verra jamais réalisée. Les socialistes ont transformé en objet de sacrifice le dogme du bonheur sur la terre : ils peuvent fonder une société.

Le congrès international offrit aux militants français une belle leçon de tolérance. Plusieurs de ses orateurs, Enrico Ferri, Vandervelde, leur adressèrent des objurgations pressantes jusqu'à la dureté. Il est sensible que le péché contre l'unité devient, entre socialistes, le grand crime, comme le schisme entre catholiques. Les coupables écoutaient, sages comme des enfants grondés et n'en gardaient pas moins leurs colères. Quelques-uns d'entre eux réclamèrent contre le vague des résolutions prises. « Nous nous soumettrons, disait Sembat, mais nous voulons savoir à quoi nous devons nous soumettre ; et qu'on ne puisse plus dire ; ceci est écrit,... Vandervelde, d'autre part, a commenté ;..... nous demandons qu'on parle clair. » C'est impossible. Non plus que la perfection, la vérité n'est de ce monde, et la culture sociale de l'humanité procède nécessairement par compromis. Mais cela, les Français ne pouvaient le comprendre. Ils étaient impatients, nerveux à l'extrême, et le congrès national qui les réunit à l'issue de l'international fut l'occasion d'un lamentable tumulte. Pourtant,

la somme extraordinaire de passion dépensée pendant quatre jours de cris par ce millier d'individus attestait la présence cachée d'une force supérieure et conservait au spectacle un reste de grandeur.

Jules Guesde et ses amis du Parti ouvrier français se retirèrent avec solennité, étendards déployés, au milieu d'une séance. Édouard Vaillant resta avec le Parti socialiste révolutionnaire ; mais son attitude menaçante put faire présager une deuxième rupture et un nouvel émiettement.

C'est une triste histoire. Elle est malheureusement assez conforme au caractère général des agitations françaises. Avec une rapidité, une naïveté de foi invraisemblables, on s'éprend d'un mot : unité, par exemple, et on lui attribue un pouvoir magique. Il semble qu'il va suffire d'un vote pour assurer la paix, la victoire définitives. Tout au contraire : la décision hâtive précipite les troubles, multiplie les disputes, et d'un grand espoir il ne reste enfin qu'une grande désillusion.

Celle d'aujourd'hui est vive. L'unité socialiste sera-t-elle jamais chose française ? Nos militants resteront-ils divisés, malgré la réprobation instinctive des masses, malgré le blâme réfléchi de l'Europe organisée, malgré cette tendance vers l'unité qui est une des plus importantes caractéristiques du Parti international ?

Il existe, en France, et seulement en France, une cause de trouble bien sérieux : c'est la tentation gouvernementale. Notre politique a les manières, le

langage et, par instants, toutes les apparences d'un radicalisme extrême. Elle est très loin d'adhérer au collectivisme, et pourtant elle permet qu'un ministre socialiste proclame l'idéal collectiviste : Millerand put le faire à Lens sans trop de scandale, parce que l'opinion attache peu de poids aux principes des hommes d'État. La licence de notre parlementarisme est extrême, et les facilités d'en haut sont autant d'invites aux opportunismes d'en bas. Les archives du ministère du commerce seront un jour curieuses à consulter. On y verra combien de militants, et des plus avancés, demandèrent à leur camarade Millerand la faveur d'un emploi officiel — fût-ce une sous-préfecture.

D'autre part, la constitution de la France lui crée une situation très particulière. La forme républicaine a quelque chose de prestigieux, et, chaque fois qu'elle est menacée, la grande majorité des militants révolutionnaires abandonnent, pour la secourir, leur impassibilité doctrinale. En 1863, soixante ouvriers préconisent l'abstention entre bonapartistes et républicains ; ils sont à peine suivis. La possibilité de renverser l'Empire dominait alors toutes les préoccupations, et beaucoup de vieux militants se souviennent encore qu'avec tristesse, mais sans hésitation, ils donnaient leurs voix à un Jules Simon, voire à un Thiers. De 1871 à 1878, la lutte contre un Parlement monarchiste s'impose avec une force égale et passionne la classe ouvrière. En 1889, le boulangisme, en 1899, le nationalisme, divisent les socialistes. Ces perpétuelles secousses

cette atmosphère mobile entravent assurément la constitution d'un parti fermé.

A ce point de vue, une réaction servirait le socialisme. Ses querelles ne tiendraient pas devant la menace d'une persécution, et une cohésion profonde apparaîtrait soudain. Bismarck en a fait l'expérience : sa loi de proscription n'eut d'autre effet que de fondre en un bloc indissoluble les forces mal réconciliées des marxistes et des lassalliens. Les conservateurs obtiendraient en France un même résultat. Ils hâteraient l'organisation politique des révolutionnaires, et enrichiraient d'un solide groupement l'étrange et formidable institution du Parti international.



Oui, véritablement étrange et formidable. Il est impossible d'en pénétrer la destinée, difficile d'en évaluer la force, qu'on devine grande, malaisé d'en saisir la nature.

Au cours de cette étude, nous avons constamment employé le mot *Parti*, consacré par l'usage. Est-il exact ? Les différences sont telles entre le monde bourgeois et le monde ouvrier qu'un vocabulaire identique peut à peine servir. Qu'est-ce qu'un parti ? L'expression se définit elle-même. C'est quelque chose d'éphémère et de fragmentaire, une combinaison d'intérêts et de sentiments formée au sein de la société, qui est le tout. Tel bourgeois est libéral, et tel autre conservateur ; écart d'opi-

nions. Ils se rencontrent aux mêmes endroits, bureau, promenade, théâtre ou cercle, et mènent une existence commune. Mais la classe où le socialisme recrute ses adherents vit en marge de la société. Elle a juste ce qu'il lui faut pour subsister. Parfois elle a faim, souvent elle a froid. Humainement parlant, elle n'a rien, et ce qu'elle veut, ce n'est pas le triomphe de telle ou telle nuance de pensée, mais la création d'un monde où elle ait quelque chose. Elle ne veut pas modifier, mais substituer. L'arme qu'elle s'est créée répond-elle à la définition d'un parti ? Comment l'appellerons-nous, cette association, où, à côté des groupes électoraux, il y a des groupes d'études, de jeunesse, de gymnastique, de musique, des syndicats professionnels, des coopératives de production et d'achat, toutes les formes de la vie? Est-ce bien un parti, cette Babel où s'entredéchirent les hommes les plus opposés par le tempérament ? Ils sont autoritaires, ils sont libéraux : le socialisme les comprend tous. C'est la cause profonde de ses divisions, et, en même temps, c'est une de ses forces. Il offre à ses adhérents non seulement les amis, mais aussi les ennemis qui leur conviennent le mieux. Il subvient aux besoins combatifs comme aux affectifs.

Il y a, en France, plusieurs milliers de militants dont l'attention est absorbée par les difficultés intérieures du « Parti ». En ouvrant leur journal, ils n'y cherchent pas les nouvelles du pays ou du monde, mais vont examiner, au *Bulletin social*, les péripéties des grèves, les décisions du P. O. F.

ou du P. S. R., ou du P. O. S. R. Créer, administrer les groupes, préparer les réunions et les fêtes familiales, rédiger les journaux, cela occupe les loisirs d'une vie d'ouvrier. Mais encore une fois, est-ce bien un parti cette association qui absorbe en elle-même l'activité de ses adhérents? Les socialistes ne sont liés à la société existante que par les campagnes électorales : alors ils forment vraiment un rouage d'une plus grande machine. Mais la suppression du suffrage universel leur causerait un faible dommage, et un certain nombre d'entre eux verraient sans déplaisir qu'on cesse de participer aux campagnes électorales. Que perdraient-ils ? Trente ou quarante mandataires sur près de six cents, une force infime, occasion de disputes et d'intrigues dissolvantes. Concentrés sur eux-mêmes, ils travailleraient plus et mieux. La Maison du Peuple, qui est assurément la création la plus originale que le monde ait vue depuis des siècles, est l'œuvre d'un prolétariat privé de ses droits politiques. Anseele aurait-il créé le Vooruit, s'il avait pu connaître, avant 1892, les tentations de la vie parlementaire? Au mois de décembre 1900, les ouvriers d'un des pays les plus infortunés qui soient au monde, la Finlande, inauguraient une Maison du Peuple. La tyrannie russe ne peut les empêcher de se grouper, de penser et de vouloir ensemble.

Non, ce n'est pas un parti qui peut s'isoler ainsi et se suffire à soi-même. C'est quelque chose de nouveau et d'innommé, une association révolutionnaire

qui veut à la fois détruire et remplacer, peut-être une Église, peut-être l'ébauche d'un monde naissant, de la cité future « Empereur et Pape » qu'annonça Pierre Leroux. Il n'est pas impossible que les congrès socialistes survivent à nos Parlements, et que l'Internationale de Bruxelles soit la grande unité des siècles à venir. Elle s'y prépare en tous cas. Le peuple est hardi dans ses rêves. Son ambition est titanesque et puérile, comparable aux rêves de ces enfants qui sérieusement économisent sous par sous quelques francs pour faire le tour du monde. « La société future ne doit être rien autre que l'universalisation de l'organisation que l'Internationale se sera donnée. Nous devons donc avoir soin de rapprocher le plus possible cette organisation de notre idéal... » écrivait, en 1872, Jules Guesde, alors mêlé aux querelles intestines de ces petits groupes du Jura, où l'on attendait, avec une foi extraordinaire, presque d'une année à l'autre, l'écroulement du capitalisme. Cette croyance est demeurée au fond de la conscience socialiste. Elle explique l'acharnement inouï que les militants apportent à faire triompher, dans la constitution intérieure du Parti, leurs idées fédéralistes ou centralisatrices : car ce n'est pas une maison d'un jour qu'il s'agit d'édifier.

Il est d'ailleurs intéressant d'observer la merveilleuse sagesse avec laquelle les partis socialistes savent tout utiliser sans se compromettre avec rien. Ils font du syndicalisme sans croire aux syndicats, du coopératisme et du ministérialisme en méprisant

l'un et l'autre. Ils sont aujourd'hui en coquetterie plus ou moins avouée avec les pouvoirs d'État. Sans doute ; mais l'Église, au IVe siècle, ne composait-elle pas avec l'Empire romain au point de presque s'identifier avec lui ? Pourtant, à peine s'annonçait le triomphe des barbares, elle se dégagea, et, par la main de Saint-Augustin, traça le plan de la cité de Dieu. Le socialisme peut de même transiger et négocier. Mais il est toujours prêt à se redresser et à faire éclater sur ses lèvres la majesté du verbe éternel. Qu'on ne se laisse pas tromper par la modération qu'il affecte aujourd'hui, qu'on ne le soupçonne pas de s'embourgeoiser, parce que des bourgeois parlent en son nom et semblent le diriger. La pensée profonde du socialisme est populaire et révolutionnaire : elle reste l'un et l'autre.

Le Parti international triomphera-t-il, et comment ? La catastrophe, attendue par les marxistes, arrivera-t-elle « comme un voleur dans la nuit », pour employer l'expression que les révolutionnaires empruntent au langage de l'Apocalypse ? Il est aisé d'en sourire et d'affirmer, au nom de la science, la nécessité de l'évolution. Il y a pourtant des catastrophes brutales de l'histoire. Les évènements prendront-ils une tournure plus douce, et la classe ouvrière s'imposera-t-elle, lentement et sans trouble violent, à l'intérieur des communes, par l'exercice des libertés municipales, à l'intérieur des usines, par la conquête d'un droit industriel toujours plus étendu ? Et l'organisation révolutionnaire, devenue

inutile, se dissoudra-t-elle ? Pourtant il y a dans le socialisme européen un élément de fanatisme et de mysticisme qui ne disparaîtra pas.

Mais n'insistons pas : il y aurait une grande témérité à prétendre éclaircir ces ténèbres dont la profondeur donne à la vie un si vertigineux attrait. Que pouvons-nous dire? Ceci : le Parti international possède une très grande force d'enthousiasme et d'autorité ; sa doctrine est vivante, et chaque jour propagée par la cohorte des militants ouvriers, hommes de pensée neuve et d'énergie intacte ; il est sûr de lui dans un monde inquiet, énergique dans un monde anémié, solidement organisé dans un monde divisé ; il agit enfin, il progresse, tandis qu'autour de lui tout décline, et il y a de grandes chances pour que les foules européennes, de plus en plus désorientées et toujours avides de discipline, viennent lui demander, en une heure de crise, l'idéal et la direction qu'elles ont perdus.

III

Anarchisme et Socialisme

Les sobres agriculteurs syriaques, contents d'un peu de pain, d'olives, d'eau claire et de soleil, les artisans du temps passé, à la fois fabricants et commerçants, jouissent ou jouissaient d'une certaine liberté ; qu'importe l'arbitraire d'un souverain éloigné à celui qui peut se suffire à lui-même ? La gêne est minime, et nous ne l'avons supprimée que pour instaurer un nouveau despotisme, anonyme, irrésistible, celui de la société. Les rapports entre les hommes se multiplient. Un mouvement intense les associe et les discipline avec une autorité silencieuse. Il y a cent ans, l'Angleterre se couvrait d'usines géantes et l'Europe de casernes. Ces deux créations de notre siècle ont fait la conquête du monde, et si rien n'entrave leurs progrès, qu'adviendra-t-il de l'homme ? Ne sera-t-il plus, entre les mains des ingénieurs et des statisticiens ses maîtres, qu'un des signes innombrables qui forment la donnée du problème politique ?

Quelle force le sauvera ? Est-ce le vieux libéralisme ? Contredit par les faits, il est en désarroi. Serait-ce le Parti socialiste ? Depuis quelques années, ses théoriciens, ses chefs sont très visiblement préoccupés d'affirmer leur respect de l'individu. Le collectivisme, disent-ils, supprimera toutes les tyrannies que la richesse privée permet aux hommes d'exercer les uns sur les autres : il n'en établira aucune. Il n'atteindra pas les êtres vivants, mais les choses. Les habitants de Glascow sont-ils moins libres parce que leurs services des eaux, du gaz, leurs tramways, sont administrés par leur municipalité ? D'ailleurs, ajoutent volontiers Jaurès, Fournière ou Vandervelde, le collectivisme n'est rien qu'une discipline transitoire.

Il aura pour effet d'élever si haut la valeur intellectuelle et morale des hommes que peu à peu un régime de solidarité libre pourra sans inconvénient être substitué à la solidarité obligatoire qu'il est aujourd'hui nécessaire d'imposer.

Ces préoccupations sont intéressantes à noter. Mais il est impossible d'oublier qu'elles ont contre elles tout le passé, tous les instincts du socialisme doctrinal. Doctrine de gouvernement, fondée sur la science et l'histoire, il n'a, semble-t-il, rien à voir avec la liberté. Saint-Simon, son ancêtre, le disait à toute occasion. Il annonçait la venue d'un monde rigoureusement hiérarchisé et demandait de l'obéissance. Les premiers apôtres du communisme avaient été formés à son école, et, sous leurs déclamations romantiques, on devine la même idée. « La

Cité future, écrivait Pierre Leroux, sera à la fois Empereur et Pape. » Ces premiers théoriciens considéraient tous la Révolution française avec une sympathie mêlée de dédain. Elle a détruit, disaient-ils, mais elle n'a pas su construire, et ils concluaient d'un mot plein de menaces pour la liberté des individus : maintenant il faut organiser.

Karl Marx accentue encore la rigueur du système. Il devient chef d'école vers 1855, après l'écrasement de la révolution européenne de 1848. Pour lutter contre la réaction, il lui emprunte son pessimisme et quelques-unes de ses formules. Les réactionnaires bafouent l'idéal républicain : ils ont raison. Ils tournent en ridicule les revendications de liberté : ils ont raison. L'homme est dans la nature un être imperceptible et misérable, assujetti à tous les hasards des nécessités matérielles. Il n'est rien, il n'a droit à rien demander. Mais le socialisme n'est pas une déclamation romantique. Il a son fondement dans la réalité, il est le résultat le plus certain du *fatum* aveugle de l'histoire. Il n'y a dans son système aucune place pour la liberté. Il fait régner sur les hommes les nécessités matérielles. La machine, expose Marx, a pour conséquence sociale le collectivisme et l'imposera, quoi qu'on fasse. C'est lui qui, fondant le Parti socialiste, a fait passer dans les cerveaux de quelques cent mille hommes du peuple le fanatisme logique d'un disciple de Hegel.

Mais il est impossible que l'esprit de liberté soit sans refuge : il a pour lui l'instinct de l'homme, qui

est indestructible. L'homme a sa nécessité comme l'histoire a les siennes ; il sent naître à foison dans son âme les inventions, les désirs, les volontés ; il est riche d'une spontanéité infinie et veut croire à sa liberté. L'exigence est peut-être singulière ; elle existe pourtant et toutes les sociétés qui voulurent l'ignorer ont été brisées par la révolte ou lentement minées par l'anémie intérieure de ceux qu'elles prétendaient assujettir. La protestation est inévitable de nos jours, et, dans la classe ouvrière, où les idées deviennent rapidement extrêmes, elle a pris la forme anarchiste.

Dès l'origine du mouvement socialiste (ce terme général peut s'appliquer à toutes les tendances), deux courants, l'un autoritaire, l'autre libertaire, sont sensibles. Les buts poursuivis étaient identiques : il s'agissait de transformer l'administration de la richesse et de lui donner, comme à l'État, une forme républicaine. Mais les moyens préconisés différaient : Fourier, Owen, Buchez s'adressaient aux individus et confiaient à leur énergie le soin de créer les associations nouvelles. Au contraire, Saint-Simon, Louis Blanc, les sectaires communistes de 1840 voulaient qu'une aristocratie, ou l'État, ou l'action révolutionnaire agisse sur l'humanité par une contrainte extérieure et lui impose une organisation rationnelle. Mais, jusqu'en 1848, ces divergences, ces polémiques demeuraient théoriques et superficielles. L'agitation de l'Internationale les fit rentrer dans le peuple.

Alors parurent les véritables créateurs de l'anar-

chisme, deux barbares, nobles tous deux, élevés dans la grande liberté de la Russie seigneuriale et rurale. Ils avaient été militaires; mais, à peine au contact de la bureaucratie gouvernementale, ils s'étaient révoltés. Bakounine, l'aîné, eût été bon chef de bande aux côtés d'Attila ou de Gengiz-Khan. A la carrière des armes, il préfère la dialectique et la révolution. Il pratique l'une et l'autre avec la violence et la fantaisie d'un sauvage. Parfois il travaille furieusement, rédigeant de longs traités abstraits sur l'autonomie radicale de l'individu et la destruction de toute autorité; parfois il se prélasse pendant des semaines aux bords du lac de Côme, se baignant, se séchant au soleil, fumant sa pipe comme un Oriental et se jetant sur son lit pour dormir quelques heures; parfois il fait une tournée de propagande, parcourant les villages industriels du Jura, le midi de la France, le nord de l'Espagne, agitant les populations avec une telle force qu'aujourd'hui encore on trouve des groupes anarchistes dans la plupart des villes où il passa, voici trente ans.

Son compatriote, le prince Kropotkine, est d'une autre sorte. Il quitta le métier des armes pour s'adonner aux explorations géographiques et à la science ; puis il abandonna la science pour s'occuper des hommes. La condition misérable des paysans russes lui causait un intolérable malaise. Il se mêla au mouvement démocratique, fut emprisonné, s'evada, s'échappa en Europe, — et découvrit l'activité moderne. Asiatique passionné de vie, il regarda comme un spectacle de féerie ces cam-

pagnes partout fécondées, sillonnées par les routes, les canaux et les rails, ces montagnes percées, ces villes d'Allemagne et de Belgique, avec leurs ceintures d'usines au puissant outillage toujours en travail, cette terre, enfin, qui nourrit les hommes les plus libres du globe, et il devina, dans un éclair, quel monde nouveau grandit, à notre insu, en nous-même et grâce à nos efforts, un monde d'abondance et de joie. Il vécut quelques semaines à Zurich, fréquenta un club d'internationalistes, et son enthousiasme redoubla quand il connut les militants ouvriers, particulièrement quelques Parisiens réfugiés en Suisse après la Commune. Ces fils du peuple le ravirent. En Russie, il n'y avait que des maîtres et des esclaves. En Europe, il trouvait partout de la pensée, de la volonté, de l'humanité. Mais bientôt il fut choqué par les intrigues politiques où s'engageaient les socialistes « révolutionnaires », et le parlementarisme parut au prince Kropotkine une forme d'autorité presqu'aussi condamnable que le tsarisme. On lui dit alors qu'il rencontrerait, dans certains villages industriels du Jura, des groupes d'ouvriers « individualistes », disait-on à cette époque, ou « bakouninistes », qui ne s'occupaient pas de politique. Kropotkine écouta le conseil, monta au Locle, à la Chaux-de-Fonds, connut les premiers anarchistes, les aima, et resta près d'eux. Il avait trouvé sa foi.

La science est toute-puissante, l'homme est bon et il n'aurait qu'à se laisser vivre, si un crime n'avait été commis : la terre, source de la richesse, est

accaparée par une poignée d'usurpateurs, l'humanité est mise hors la nature. Il faut qu'elle redevienne maîtresse dans sa demeure. Mais surtout qu'elle ne confie pas le soin de la besogne à un gouvernement, si démocratique soit-il. Les politiciens auraient vite formé une nouvelle classe d'usurpateurs. La seule démocratie, c'est un peuple vivant : qu'il vive. La Révolution de 1789 n'a pas été faite par Robespierre, mais par les millions de paysans qui prirent les champs et les gardèrent. Imitons-les aujourd'hui, envahissons les mairies, déchirons les papiers d'état-civil, emparons-nous des usines, des magasins. Et puis ensuite, prenons-garde que les émeutiers, toujours faibles, ne rentrent chez eux, après avoir acclamé quelques députés, mandataires, ou « délégués à l'ordre » ; il faut que plus jamais il n'y ait de gouvernement ; il faut « que le peuple se lève pour toujours ». Il s'organisera comme il l'entendra par village, rue ou quartier, il se distribuera logements, denrées, vêtements..... « Mais les vivres manqueront au bout d'un mois ! nous crient déjà les critiques. — Tant mieux ! répondons-nous. Cela prouvera que, pour la première fois de sa vie, le prolétaire aura mangé à sa faim. »

Alors commencera le nouveau travail, la prodigieuse étreinte, où l'humanité, armée de la science, non plus rétrécie, détournée au service d'une classe, mais maniée par tous au profit de tous, fécondera la nature : l'abondance remplacera l'indigence, et les individus s'approvision-

neront en prenant à leur guise dans les magasins sociaux, comme ils prennent aujourd'hui de l'air en respirant, et du soleil en ouvrant les yeux.

Mais, si vous supprimez l'État, que ferez-vous des grandes associations privées, disciplinées comme des États, et tout à fait indispensables, les compagnies de chemins de fer, les grandes usines? — Tout cela passera, répond Kropotkine. Un peu de science est la cause du mal, beaucoup de science sera le remède. Déjà, l'électricité transforme l'industrie, la force court sur ses fils, et l'atelier familial reparaît dans les demeures d'artisans. Elle utilise les chutes d'eau, et ramène les hommes dans les lieux sains où il fait bon vivre, dans les montagnes, loin des mines : le Jura, la Savoie deviennent pays d'industrie. Pas davantage le chemin de fer n'est éternel. Les grandes compagnies vont commencer à décliner. La bicyclette transporte le piéton, l'automobile remplace la diligence. L'auberge revit au bord des grandes routes. Enfin, une toute jeune puissance, novice encore, d'ici très peu de temps, révolutionnera le monde : c'est la chimie. Le prince Kropotkine est ici d'accord avec M. Berthelot, et n'annonce pas de plus étonnantes merveilles : l'homme produira tout ce qu'il voudra, avec un alambic et une vingtaine de corps très simples répandus à profusion dans la nature. Alors, à quoi bon les chemins de fer, les grandes compagnies? Plus

clairvoyants que nos prophètes à courte vue, Virgile prophétisait il y a deux mille ans :

Hinc ubi jam firmata virum te fecerit ætas,
Cedet et ipse mari vector, nec nautica pinus
Mutabit merces; omnis fert omnia tellus.
Non rastros patietur humus, non vinea falcem;
Robustus quoque jam tauris juga solvet arator,
Nec varios discet mentiri lana colores;
Ipse sed in pratis aries jam suave rubenti
Murice, jam croces mutabit vellera luto;
Sponte sua sandyx pascentes vestiet agnos (1).

Bakounine a créé le fanatisme et Kropotkine le lyrisme anarchiste. Depuis trente ans, ils règnent sur les sectes. Les terroristes appartiennent à la tradition de Bakounine, les théoriciens plutôt à celle de Kropotkine. Les écrits de Jean Grave, par exemple, sont les pâles copies des *Paroles d'un révolté* ou de la *Conquête du pain*, qui sont de beaux livres.

Il serait très difficile d'écrire une histoire des

(1) « Enfin, lorsque, affermi par les ans, tu seras devenu homme, le marin lui-même abandonnera les mers, le pin navigateur n'échangera plus les marchandises, toute terre produira toutes choses. Le soc de la charrue ne fendra plus la terre, ni la serpe la vigne; le vigoureux laboureur déliera ses taureaux du joug; la laine n'apprendra plus à se parer de couleurs empruntées : mais dans les prairies le bélier lui-même saura donner à sa toison la couleur du safran ou celle de la pourpre, et un vermillon naturel vêtira les agneaux paissants. »

sectes anarchistes, et nous ne l'essaierons pas. Il faudrait suivre, presque un par un, quelques centaines d'enthousiastes, d'excentriques et aussi de louches personnages, agitateurs professionnels, soldés par la police pour dénoncer leurs camarades. injurier les militants socialistes en réunions publiques ou même pour créer ces agitations factices dont les gouvernements ont quelquefois besoin. Il est probable qu'il en fut toujours ainsi dans les sectes. Fondées par des croyants, elles attirent aussi les cerveaux fêlés, les naïfs et certains pêcheurs en eau trouble, parmi lesquels l'autorité trouve aisément des traîtres (1).

Quelle est l'importance historique de cette folie? Peut-elle avoir un résultat direct, soulever le peuple, incendier des villes? Cela paraît incroyable; pourtant les extravagances mystiques sont une force réelle, et celle-ci, prônée par des hommes tels que Reclus et Kropotkine, approuvée de haut par un géant de la pensée tel que Tolstoï, commande le

(1) Par exemple : au printemps de 1890, on expulse de France quelques révolutionnaires russes, et les socialistes organisent des meetings de protestation. Certains meneurs anarchistes se rendent à ces meetings, insultent les chefs socialistes, et entravent la campagne à peine entamée. Comment expliquer leur conduite étrange ? On ne peut se défendre de penser qu'ils rendirent un signalé service au gouvernement français, alors occupé par la préparation de la double alliance, et qu'un tel service fut peut-être payé. Le ministère Constans, qui occupait le pouvoir, recourait volontiers aux moyens de police. Mais ce n'est qu'une présomption, et il n'est pas sûr que les archives secrètes éclairent jamais ces points obscurs.

respect. Une explosion de fanatisme n'est jamais tout-à-fait impossible. Mais, en pareille matière, la raison est aussi incapable de prévoir que de réfuter. Tout lui échappe, et elle n'a rien à dire.

***

En revanche nous pouvons apprécier l'influence indirecte du mouvement anarchiste : elle est sérieuse. Quand un sociologue conservateur attaque le socialisme au nom de la liberté, les militants ouvriers ne s'en émeuvent pas du tout. Ils ne peuvent comprendre que les mêmes hommes, ardents à dénoncer les empiètements d'un État lointain et problématique, passent sous silence ou même approuvent les formes variées de la tyrannie patronale, et ils se défient. Mais la clameur des anarchistes les impressionne, et, sans les détourner du socialisme, les fait quelquefois réfléchir. Ils comprennent qu'il y a là un problème à résoudre, peut-être un compromis à trouver pour que l'humanité soit aussi libre que possible dans la discipline nouvelle; et de même qu'un peu de levain, fort mauvais par lui-même, donne au pain saveur et légèreté, un peu de révolte libertaire, introduite dans le mouvement socialiste, agit sur lui à la manière d'un ferment, inquiète sa redoutable sérénité logique, et l'oblige à mieux tenir compte des exigences de la vie.

Le grand anarchiste, à ce point de vue, celui dont l'influence reparaît constamment, c'est Proudhon.

Père et critique du socialisme, il en a vu simultanément la nécessité et les dangers. Dès son premier ouvrage, il développe l'une et l'autre : la propriété privée est illégitime; il faut la supprimer. Mais quand nous aurons supprimé la propriété, tout appartenant à tous, c'est-à-dire à l'État, l'individu sera tyrannisé. Il ne faut donc pas supprimer la propriété. Sa pensée oscille entre ces deux révoltes. Seulement, tandis que Bakounine et Kropotkine devaient se borner à maudire et prophétiser, Proudhon, qui n'a rien de mystique et qui veut organiser la vie en ce monde, s'ingénie à trouver des systèmes capables de sauver la liberté dans le socialisme. « Je suis un expérimentateur réaliste », dit-il. Et il imagine les banques de crédit gratuit, le mutuellisme.

Dès 1847, il rencontra Karl Marx, et il y eut choc entre ces deux hommes si dissemblables : l'un, moraliste français, philosophe du droit, l'autre, métaphysicien allemand, historien fataliste. Karl Marx n'eut pas de peine à ridiculiser l'érudition et la science douteuse de son adversaire, ouvrier instruit par des lectures hâtives. Mais il reste que Proudhon a marqué avec la vigueur du génie la difficulté essentielle du socialisme : que deviendra l'individu pris dans un système de solidarité oppressive? Le problème était posé avec une puissance irrésistible. Tant que l'Internationale eut des congrès, les communistes disciples de Marx s'y heurtèrent aux individualistes français.

Proudhon traversa la vie dans un orage de polé-

miques, détesté par d'innombrables ennemis, aimé par quelques amis ; à défaut d'un parti, il eut des disciples ; ce fut, et ce reste sa force. Exilé sous l'Empire, il séjourna en Belgique et fut aussitôt entouré par un groupe de jeunes gens convertis à ses idées. Après la Commune, beaucoup d'ouvriers parisiens passèrent la frontière : plusieurs d'entre eux étaient proudhoniens. Ils retrouvèrent les traces de leur maître et continuèrent sa propagande parmi les militants belges. Ils leur dirent que le prolétariat ne doit pas s'immobiliser dans l'attente d'un communisme surnaturel et énigmatique ; que l'émancipation sera le prix d'un effort personnel, qu'il faut travailler chaque jour à créer la société future par la mutualité et toutes les formes imaginables de l'association libre, seule capable d'affranchir l'homme du pouvoir des riches sans l'asservir aux administrations d'État.

L'influence de ces proscrits dont, aujourd'hui encore, nos voisins honorent la mémoire avec une touchante piété, fut certainement pour quelque chose, peut-être pour beaucoup, dans l'adhésion rapide du prolétariat belge à la tactique coopérative. Émile Vandervelde reconnaît volontiers l'action qu'exerça sur son développement intellectuel la lecture des œuvres de Proudhon, la fréquentation de ses derniers disciples. Sa pensée, qui reflète avec intelligence l'activité du prolétariat belge, témoigne d'un constant effort pour élargir autant que possible la part de l'homme dans le collectivisme. Il attache aux coopératives une grande

importance, sans doute plus considérable encore qu'il n'ose l'avouer d'une manière expresse. La discipline de son parti l'oblige à de grandes précautions. Il est certain qu'il attend beaucoup du socialisme municipal, pratiqué à la manière anglaise et facilité par une loi de décentralisation. L'État ne vient qu'en troisième lieu, comme une dangereuse machine qu'il faudra, certes, utiliser, mais très prudemment. Vandervelde ne cache pas ses répugnances à cet égard. Il ne faudra pas, dit-il couramment, que la société se laisse absorber par l'État centralisé ; au contraire, les fédérations ouvrières, les municipalités, auront pour devoir de l'absorber et de l'amener à n'être plus qu'une *administration des choses*, sans pouvoir sur les personnes. C'est la tradition proudhonienne qui inspire ces préoccupations, ces essais de compromis ; et quand, à la fin de l'un de ses discours, Vandervelde s'écrie : « L'avenir appartiendra à la classe qui saura créer ses propres institutions », ce n'est pas le fatalisme de Marx, c'est le vaillant et libre esprit de Proudhon qui parle par sa voix.

Nous allons le voir renaître en France, comme en Belgique, à la faveur d'un mouvement d'association. Nous avons raconté, dans un autre chapitre, que les militants du Parti ouvrier français essayèrent, en 1886, de mettre la main sur les syndicats : leur intolérance, la raideur de leurs formules collectivistes les empêchèrent de réussir. Au bout de six années, il y eut rupture, et les syndicats résolurent de ne plus se mêler aux partis politiques. C'est alors

qu'un homme de valeur, Fernand Pelloutier, ancien anarchiste, très imbu des idées de Proudhon, s'offrit à eux, et fut bientôt nommé secrétaire de la Fédération des Bourses du Travail. Il voyait dans les syndicats, d'abord un moyen d'habituer les hommes à se diriger eux-mêmes, et d'organiser en face du socialisme d'État une ligue démocratique ennemie de toute administration autoritaire, ensuite un moyen de fonder, en société capitaliste, un germe de société ouvrière. La Bourse du Travail lui semblait particulièrement appropriée à cette fin. « Il faut la considérer, écrivait-il, non comme un instrument exclusif de lutte contre le capital, mais comme une institution pouvant s'adapter à une société supérieure. » Elle doit être un centre d'études, de propagande ; elle suscitera d'autres associations ; semblable au sapin qui fixe les sables, elle plongera ses racines dans la masse informe du prolétariat, et lui donnera la vie avec la consistance (1).

Il est superflu de dire que ces vues concordent peu avec la réalité. La grande majorité des ouvriers syndiqués ignore les sublimes destinées qu'un petit groupe assigne au bureau où il va, de mois en mois,

(1) Nous avons parlé plus haut des résultats excellents que donnaient l'association d'une Bourse du Travail et d'une Université populaire (voir page 185). Dans ce même chapitre, nous avons montré quelle part considérable avait été prise par les anarchistes dans la fondation des universités. Ajoutons que M. Deherme se dit proudhonien, et, croyons-nous, M. Gabriel Séailles, qui donna une si vive impulsion au mouvement des universités populaires, reconnaîtrait volontiers pour un de ses maîtres le vieux paysan franc-comtois.

payer sa cotisation, et causer. Beaucoup sont de tempérament conservateur, et, chose étrange, c'est ce qui fait le succès de certains anarchistes auprès d'eux. On se moque ensemble des députés socialistes : « Ce sont des farceurs comme les autres. Faisons nos affaires nous-mêmes. » Et tel homme, à qui cette petite phrase plaît, délègue un libertaire à son congrès corporatif, après avoir envoyé un césarien au Palais-Bourbon.

Mais ne soyons pas trop exigeants : les mouvements d'histoire sont des choses troubles, et jusque dans les plus homogènes on trouverait des malentendus pareils à celui-ci. En fait, les libertaires dirigent la Fédération des Bourses et ils donnent chaque année plus de consistance à une organisation qui peut être un jour en mesure de créer beaucoup de difficultés aux entreprises du socialisme d'État. A Londres, en 1897, les syndicaux menèrent la bataille contre les marxistes ; et ce n'est que le premier épisode d'une lutte qui se renouvellera entre ceux qu'un fin observateur du mouvement ouvrier, M. Bourdeau, baptisa les Guelfes et les Gibelins de l'avenir.

Elle se continue aujourd'hui à l'intérieur du Parti. De tous temps, les anciens anarchistes y dirigèrent l'opposition contre Guesde : citons Brousse, Albert Richard, anciens amis de Bakounine ; Allemane et ses amis, fortement influencés par les idées libertaires. Et les premiers créateurs du fédéralisme actuel sont les militants de l'Est, ceux des Ardennes et ceux du Jura, dont la race produisit, il y a un

siècle, Proudhon, et il y a un demi-siècle ces artisans de la Chaux-de-Fonds qui furent les maîtres de Kropotkine. « Ces hommes-là ont créé l'anarchisme, dit-il dans ses mémoires ; sans eux, les théories auraient peut-être été écrites ; en tout cas, elles seraient demeurées quelque chose d'abstrait : c'est leur caractère, c'est leur manière de vivre qui nous a permis d'agir. » Les souvenirs du prince Kropotkine datent de 1872. Depuis, les Jurassiens ont oublié les théories anarchistes. Mais leur caractère, leur manière de vivre, toujours identiques, reparaissent dans le socialisme et le transforment.

Ils veulent être libres. D'abord alliés au vivant et généreux parti d'Allemane, ils se constituèrent très vite en fédération autonome. Seuls dans leur campagne montagneuse, sans prendre exemple sur personne, ils retrouvèrent la tactique des Belges et fondèrent des œuvres pareilles aux leurs. Ils avaient l'instinct de l'association. Leurs fruitières et fromageries communales sont célèbres. Indigènes, elles précédèrent les théories et restèrent si longtemps isolées en France que les préfets de Louis-Philippe durent user pour elles de tolérances spéciales. Le peuple du Jura avait son éducation faite, quand syndicats et coopératives se répandirent. Il accueillit aussitôt ces institutions nouvelles et les mit en pratique avec un tel succès que les ouvriers de Saint-Claude, diamantaires et tailleurs de pipes, spécialistes d'industries fines et bien rémunérées, propriétaires de trois usines, d'une imprimerie ouvrière,

d'une coopérative de consommation aménagée en Maison du Peuple, ont aujourd'hui la sérieuse espérance d'être, dans cinquante ans, les maîtres de la ville. Des militants remarquables dirigent les groupements de la région : Ponard de Saint-Claude, Vuillemot de Poligny, Marpeaux d'Oyonnax. Ils ne demandent rien à l'État, et l'association libre doit, selon eux, suffire à fonder la société future.

On se tromperait en prenant ces laborieux pour des modérés : les ouvriers ressentent l'injustice sociale avec tant de vivacite qu'ils sont tous violents. Aucune forme d'expropriation ne paraîtrait trop brutale aux militants jurassiens. Mais, craignant la dictature d'un homme, d'un parti ou même d'une capitale, ils veulent que l'achèvement de la révolution soit, comme l'organisation syndicale et coopérative, le résultat d'un travail anonyme et universel : ils sont partisans de la grève générale. Dès qu'il en aura la force, le peuple s'emparera de la richesse et l'administrera démocratiquement : il se lèvera pour toujours, avait écrit Pierre Kropotkine. Les communes, maîtresses de leur sol, se dirigeront elles-mêmes et se fédèreront à leur guise : il est curieux d'assister à la réapparition des idées fédéralistes et communalistes de Proudhon et de Bakounine, sur le sol même où elles naquirent, il y a trente ou soixante ans.

Ces rudes conceptions ont acquis une importance réelle depuis l'adhésion que leur a donnée Jaurès. Menacé par le jacobinisme de Guesde, il eût été fort mal en point, au congrès de 1899, s'il n'avait eu

l'appui des militants de l'Est, dont le pur esprit prolétarien est universellement respecté : et Jaurès devint fédéraliste avec eux. Serré de plus en plus près, il fit, en 1900, une nouvelle concession, et se déclara pour la grève générale. Il était perdu sans cela. De même, en Allemagne, Bernstein s'appuie discrètement sur les groupes à demi-anarchistes et voit dans leur critique un contrepoids utile à l'intempérance des autoritaires. Si vraiment il y a là pour les modérés une nécessité tactique, elle ne laisse pas que d'être inquiétante pour eux.

Mais le fait essentiel, c'est la formation de ce double courant qui rompt l'unité du mouvement révolutionnaire. D'une part, abstrait et dogmatique, il pose la vérité absolue de certains principes ; il affirme, et dans toutes ses manifestations on trouve une répugnance marquée à tolérer la discussion. Son travail intérieur semble dirigé vers la constitution d'un organisme autoritaire, aussi fort que possible. Après quarante années de tâtonnements, il réussit à fonder le Comité international de Bruxelles. D'autre part, concret et populaire, il réveille partout l'initiative et la conscience engourdies des masses. Il crée une multitude d'institutions : syndicats, coopératives, universités populaires, et chacune d'entre elles, animée d'un vigoureux esprit d'indépendance, devient un foyer de fédéralisme. Au lieu de centraliser l'autorité, elles voudront la disperser, la ruiner, elles défendront l'autonomie des régions, des communes, des groupes, — et par-

fois, alliées aux purs anarchistes, elles iront jusqu'à proclamer l'autonomie des individus.

Dès aujourd'hui, semble-t-il, on peut indiquer la grande lutte qui diviserait une Europe socialiste, si rien de tel doit exister jamais. D'une part s'avancerait la puissante machine d'État, manœuvrée par d'autres Robespierre et d'autres Jules Guesde. Elle voudrait tout saisir, et marcherait, fût-ce dans la douleur et dans le sang, prête à exterminer les hommes avant de renoncer à faire leur bonheur. D'autre part, on verrait les syndicats en guerre avec leur patron anonyme ; les coopératives, maîtresses de la petite industrie, qui résisteraient à l'absorption menaçante et, au centre de la mêlée, la fédération des Communes, rallierait, comme au Moyen-Age, les nouveaux Guelfes contre les nouveaux Gibelins. Car elles reparaîtront, ces vénérables institutions : effrayés par la menace d'une centralisation et d'une bureaucratie sans précédents, les hommes chercheront à constituer une civilisation plus souple, plus intime, moins accablante. Ils désireront vivre humainement et non par troupeaux de cinquante ou cent millions d'âmes. Les doctrinaires connaissent le péril et prennent déjà leurs précautions : « Il n'y a pas, il ne saurait y avoir de socialisme municipal », déclare, en 1900, le congrès du Parti ouvrier français. La bataille est engagée. On peut affirmer qu'elle ne se terminera jamais et que la race des logiciens autoritaires et disciples de Marx se heurtera toujours à des libertaires, descendants de Proudhon, qui répondront avec leur maître :

« L'homme ne veut plus qu'on l'organise, qu'on le mécanise. Sa tendance est à la désorganisation, à la défatalisation, si j'ose ainsi dire, partout où il sent le poids d'un fatalisme ou d'un machinisme. Telle est l'œuvre, la fonction de la liberté, œuvre décisive, insigne de notre gloire. »

Il est seulement à souhaiter que la rivalité entre ces deux formes de pensée perde le caractère de fanatisme qu'elle affecte parmi nous, et devienne, aujourd'hui même, comme dans le cerveau d'un Hector Denis, d'un Vandervelde, d'un Marpeaux, la forme naturelle de la pensée socialiste, assez mûre pour réfléchir sur elle-même, et se critiquer sans trouble.

CONCLUSION

CONCLUSION

On ne doit pas rendre les socialistes responsables de la haine qui divise les classes. Brutale ou contenue, elle traverse les siècles, et les éclaire d'une triste lueur. Le caractère tragique de l'histoire humaine, la rapidité de ses catastrophes, la barbarie de ses institutions seraient tout à fait incompréhensibles si la colère, l'aigreur ou la désaffection des multitudes, la guerre silencieuse poursuivie au sein même des sociétés, ne l'expliquaient en partie.

Le peuple s'est toujours plaint. Les soulèvements des esclaves de Rome furent terribles. Soumis à un régime de terreur, désespérés, ils se vengèrent par un détour et ruinèrent le monde antique en adhérant au christianisme. Au moyen-âge la misère des campagnes fut une cause permanente de dépression, gêna l'essor des villes, et détermina enfin la terrible guerre des paysans, qui, soulevés, d'abord en France et en Angleterre au XIVme siècle, puis en Allemagne au XVme siècle, se firent décimer et laissèrent après eux une Europe désolée.

Le socialisme n'a donc pas déchaîné la guerre de classe, mais il l'a modifiée de la manière la plus heureuse. Elle était inconsciente, il l'a faite consciente ; elle était instinctive, il l'a faite réfléchie. Jadis, le peuple se levait tumultueusement pour le temps d'une Jacquerie, ou bien la bourgeoisie l'appelait contre les nobles, contre le roi. On le tirait de sa boîte comme un diable, puis, les coups donnés et reçus, on le congédiait aussi vite que possible. C'est ainsi qu'en 1830 les industriels fermèrent leurs usines pour jeter leurs ouvriers dans la rue. Deux ans plus tard, ces mêmes industriels, habillés en gardes nationaux, tiraient sur les mêmes ouvriers, insurgés sans permission. Aujourd'hui, le peuple ne se répand plus en insurrections vaines. Il s'organise avec sagesse et cherche dans ses congrès les principes d'une société plus juste. Jamais rien de pareil ne s'est vu. L'entrée en action des masses ouvrières est un des faits capitaux de l'histoire — peut-être le fait capital.

L'agitation révolutionnaire a déjà fait sortir du peuple une race d'hommes si remarquables qu'il est impossible de ne pas en être frappé. Nous voulons parler de ces ouvriers, ou, pour employer le mot dont ils se désignent eux-mêmes, de ces *militants* qui, après une journée d'un labeur parfois accablant, consacrent deux ou trois heures de veille à l'administration de leur Parti. Il y a, parmi eux, des intelligences, des activités de premier ordre, des

individus qui, s'ils l'avaient choisi, auraient pu occuper des emplois excellents dans le commerce ou l'industrie. Mais le « mouvement » les a captivés, quand ils avaient dix-huit ou vingt ans, l'Idée, comme ils disent entre eux, l'Idée par excellence : ils n'en connaissent pas d'autre.

Jadis, quand un homme supérieur naissait misérable, il vivait ignoré, ou bien montait dans la hiérarchie sociale. Il oubliait ses frères d'origine, et souvent les reniait. Nos militants sont des êtres nouveaux ; le centre de leur vie est toujours dans le peuple, ils restent attachés à leur classe. Ils seront mal vus, parfois persécutés, chassés de maison en maison. Souvent leurs camarades d'atelier les méconnaîtront, et ridiculiseront leur enthousiasme. Mais ni les rigueurs d'en haut, ni l'inertie d'en bas ne pourront rien sur eux.

Habitués à la misère, ils partiront sur les grandes routes, balançant au bout de leur baton le bagage léger du trimardeur, enveloppé dans un mouchoir. Ils iront de Bourse de Travail en Bourse de Travail, touchant à chacune d'elles le modeste « viaticum » alloué aux syndiqués en chômage, et quand ils auront trouvé, dans quelque ville, un bon terrain de propagande et un emploi, alors ils reprendront la tâche interrompue, lisant, causant, fondant des groupes, instruisant les autres et eux-mêmes, solides et patients comme des bœufs de labour.

Leur sécurité de pensée, leur confiance, sont absolues. Ils ont cette force, qu'aucun soupçon de pessimisme ne les a jamais touchés, et sans doute il e

naturel, peut-être même inévitable, que ceux-là triomphent enfin qui ne doutent pas de la vie.

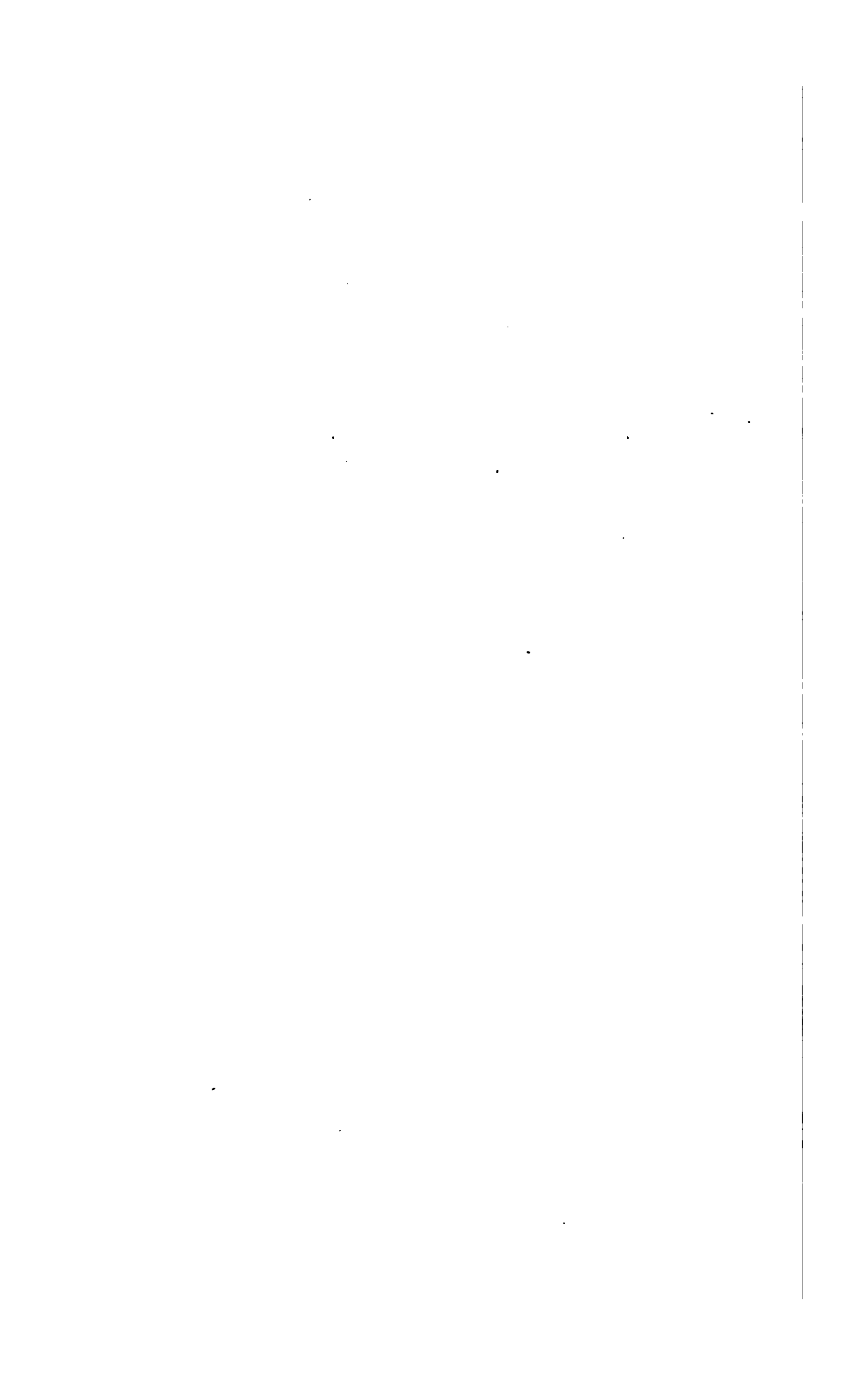
Ces hommes ne se nourrissent pas de rêves. Ils agissent, et savent combien l'action est difficile ; ils dirigent les associations et de longs efforts, peu récompensés, leur ont procuré l'expérience des hommes ; ils les apprécient à leur valeur vraie. Souvent ouvriers manuels, habitués au grand air, maçons, charpentiers, ou (comme il arrive fréquemment dans l'Est) vignerons, la santé physique et l'habitude des mêmes gestes patients donnent à leur pensée la sérénité de la vie naturelle. Ils n'ont pas de fausse honte, pas d'aigreur. L'humilité de leur condition ne les gêne aucunement : ils savent qu'il faut d'abord gagner son pain. Cela est normal et doit être accepté. L'idéal de Rousseau, de Tolstoï, de Ruskin, se réalise ainsi par une voie détournée. Les riches ne deviennent pas des travailleurs, mais les travailleurs apprennent à réfléchir, et leur effort est mieux que la promesse, il est le commencement d'une humanité supérieure.

Naturellement ces caractères fermes sont peu nombreux — et, semble-t-il, plus rares parmi nous qu'en Allemagne ou en Belgique. On rencontre quelquefois, dans les groupes socialistes, des gueux de jacquerie qui n'auraient pas déparé les bandes du temps passé. Mais qui s'en étonnerait ? Les agitations d'en bas ne peuvent pas changer radicalement de caractère en moins d'un siècle. Au contraire, il faut retenir et admirer qu'une élite ait pu se former au plus profond du peuple. On rencontre aussi, dans

les états-majors des organisations, des meneurs peu consciencieux qui mettent à profit l'insondable naïveté des foules auxquelles ils s'adressent. Mais quel parti n'a pas ses mauvais bergers ? La politique française est viciée tout entière, et son aristagogie vaut sa démagogie.

La bourgeoisie intellectuelle commence à connaître les militants, grâce aux universités populaires. Cela est très heureux. Rien n'est plus instructif que de les fréquenter. On en vient à considérer la vie d'une manière nouvelle : on comprend que ces hommes de révolution sont en réalité les vrais hommes d'ordre, puisqu'en eux la vie trouve son équilibre et sa plus complète expression. Nos contemporains demandent souvent des professeurs d'énergie et de santé morale : ils sont là. Certains de nos contemporains se plaignent que notre temps manque de héros : ils sont là. Il n'y a qu'à ouvrir les yeux. N'est-il pas évident que rien jamais ne fut si pur que la gloire des ouvriers Proudhon, Bebel, César de Paepe, Anseele, Benoit Malon ?

Si c'est bien la société future qui s'annonce par de tels caractères, ayons confiance. Ne nous effrayons pas outre mesure des théories trop vagues, des affirmations trop rapides. Ces défauts sont nécessairement liés à toute spéculation sur l'avenir. Créations de l'esprit, il est inévitable qu'elles soient abstraites et partiellement fausses. Mais un individu fort et bien équilibré, cela ne trompe pas. Or, le socialisme est créateur d'hommes. C'est la plus sérieuse de ses preuves.



TABLE

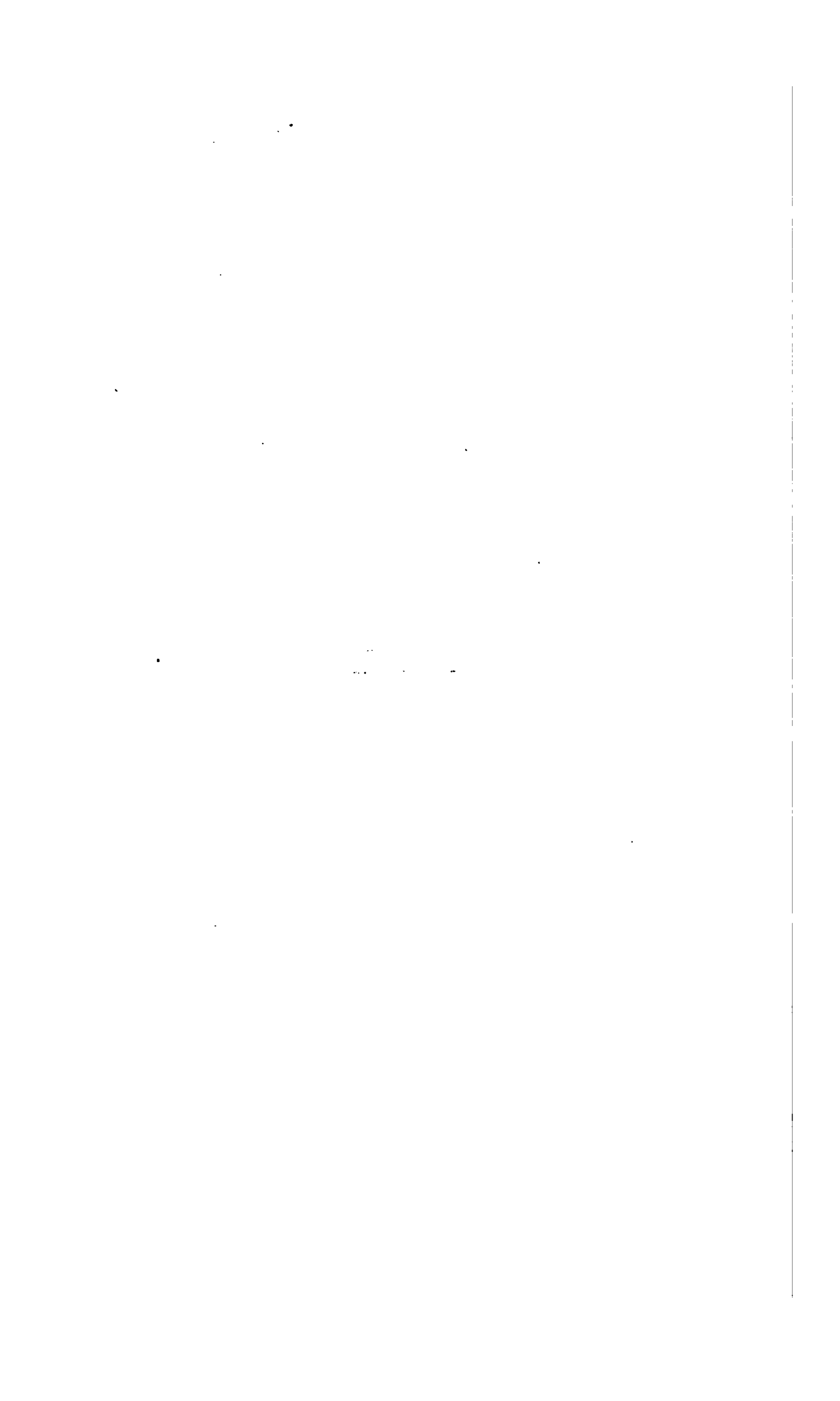


TABLE DES MATIÈRES

I

Le Syndicat

II

La Coopérative, l'Université populaire, la Maison du Peuple

III

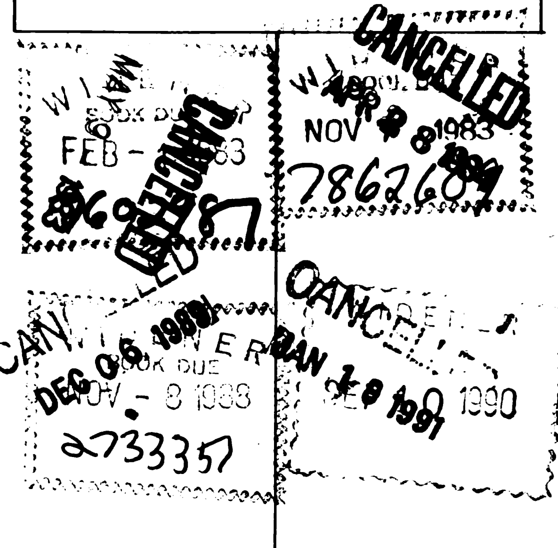
L'Action politique

Ce volume a été composé et tiré par des ouvriers syndiqués

IMPRIMERIE LE BIGOT FRÈRES.


JUN 1968
WESBY


3 2044 010 309 250


CANCELLED
CANCELLED
NOV 8 1983
7862684
NOV - 8 1988
2733357
1990

